

UNIVERSITÉ DE PARIS -:- FACULTÉ DE DROIT

Les petites Puissances devant le PLAN YOUNG

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 21 Mai 1931, à 2 heures

PAR

Démètre ZOTTU

Licencié en droit

Licencié de l'Académie des Hautes Études Commerciales

Président : M. OUALID

Suffragants : MM. PICARD

MAUNIER

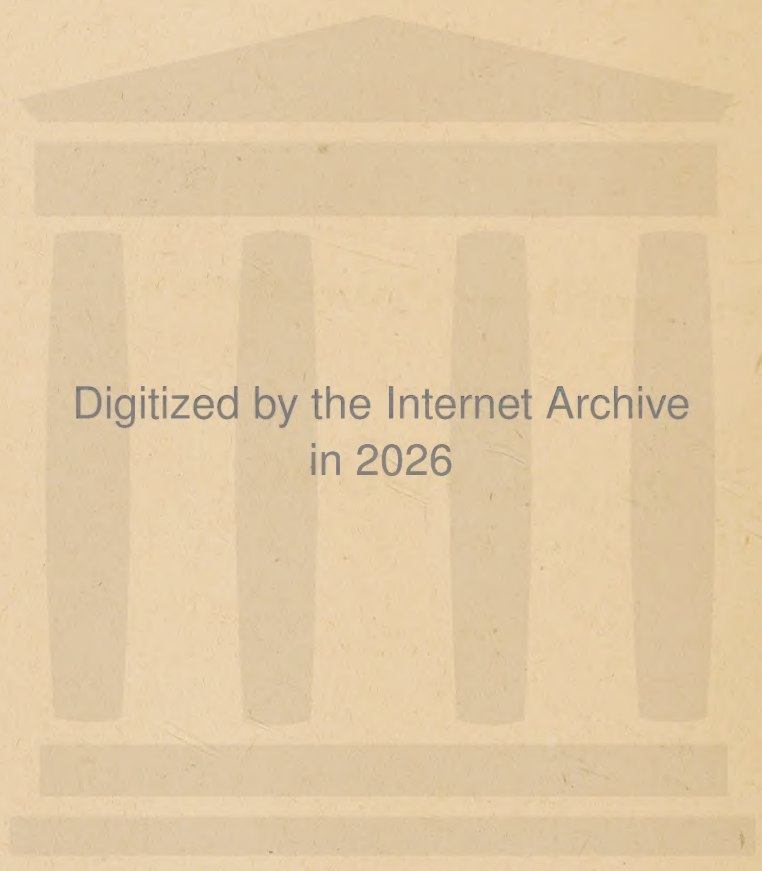
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

1931

Les petites Puissances

devant le

PLAN YOUNG



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553025_0003

UNIVERSITÉ DE PARIS -:- FACULTÉ DE DROIT

Les petites Puissances devant le PLAN YOUNG

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 21 Mai 1931, à 2 heures

PAR

Démètre ZOTTU

Licencié en droit

Licencié de l'Académie des Hautes Études Commerciales

Président : M. OUALID

Suffragants : MM. PICARD

MAUNIER

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1931

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
Thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs**



A MES CHERS PARENTS

INTRODUCTION.

Le présent ouvrage se propose de montrer, d'après les documents existants et d'une manière aussi impartiale que possible, comment le problème des réparations des dommages de guerre a été liquidé pour les Petites Puissances.

Liées par de lourdes souffrances, supportées en commun au cours de quatre années de guerre, on a cru dans les vingt nations qui ont combattu ensemble pour la défense du droit et la réalisation du principe des nationalités, qu'on ne ferait plus, pendant les négociations de paix, la vexante différence entre les Grandes Puissances et Petites Puissances, ou « pays avec intérêts limités ».

Lloyd George, lors d'un discours prononcé pendant la guerre, n'a-t-il pas dit entre autres : « Il n'y a plus des Etats petits et grands. Il y a seulement des Etats ayant de plus grandes obligations vis-à-vis des autres, qui sont plus petits seulement par leur territoire. »

Pourtant, les débats de Versailles, la création du Conseil Suprême des Quatre qui décidait souverainement, le souvenir laissé par les Experts américains délimitant les frontières dans l'Europe de l'Est avec une criante ignorance de la situation réelle, mettant les pays intéressés devant le fait accompli, la négligence complète des intérêts vitaux de ces pays pendant toutes les conférences économiques et financières qui ont suivi le Traité de Versailles, tous ces faits n'ont été qu'un cruel démenti des promesses faites sous l'empire du danger, alors que toute aide était bienvenue, de quelque côté qu'elle vienne.

Une petite digression dans le domaine de la politique pure, provoquée par les dernières publications sur les tentatives de paix séparée pendant la guerre, nous enseigne que

ni les aspirations nationales pour lesquelles combattaient certains pays n'auraient été réalisées, malgré les sacrifices et les pertes incalculables, si l'intransigeance des quelques diplomates, unie à la myopie des autres, n'avait pas hâté la fin de l'Empire Austro-Hongrois.

Nous envisageons avec crainte, à la façon dont se présenterait aujourd'hui la carte de l'Europe, si la direction politique de la monarchie dualiste avait appartenu à un autre que le comte Czernin, qui aurait aperçu que toute prolongation de la guerre approchait la catastrophe de la monarchie, ou si la résistance de l'Italie à quelques concessions territoriales n'avait fait échouer les tâtonnements de paix séparée avant l'écrasement des Empires Centraux ?

Les sacrifices de la Serbie, de la Roumanie, le traité d'alliance conclu avec cette dernière en été 1916, les légions tchèques et polonaises combattant sur les cimes des Alpes ou les plaines polonaises pour la cause commune, tous ces efforts n'auraient-ils pas été vains si les essais de dislocation de l'alliance austro-allemande avaient réussi ?

Le Président Wilson, jusqu'au dernier moment, a essayé de sauver la monarchie danubienne et, en octobre 1918, un mois à peine avant la conclusion de l'armistice, il a répondu aux émissaires autrichiens qu'à partir de ce jour il ne connaissait plus l'Empire, mais les nations tchécoslovaque, yougoslave et polonaise.

Si dans le domaine politique, les faits se sont passés ainsi que nous venons de le montrer, il ne faut pas être surpris si en matière de réparations de guerre, les Petites Puissances ont été lésées et les quotes-parts qu'on leur a accordées ne couvrent presque rien des dommages subis par l'invasion ennemie et les faits de guerre proprement dits. Après de longues et pénibles négociations, on a obtenu la couverture des dettes de guerre, ainsi que nous tâcherons de l'examiner ici.

Nous reconnaissons que de graves difficultés ont résulté, d'une part, des suites de la mauvaise volonté de l'Allemagne et de la carence de ses alliés pour exécuter les obligations résultant des Traités et, d'autre part, de la

divergence des intérêts dans le camp des créanciers. Tout cela a forcément rendu pénible la solution du problème des réparations. Il existait deux thèses se heurtant : la thèse française tendant au respect et l'exécution intégrale des dispositions des Traités de Versailles, Trianon, Saint-Germain, La Haye et Neuilly, thèse animée par une idée de justice réparatrice pour les dommages causés par l'agression allemande, mais thèse trop rigide et trop absolue, car elle ne tenait pas assez compte des possibilités de paiement des débiteurs et du chaos économique que la guerre a produit dans le monde entier. Les Anglo-Saxons, plus pratiques, opposaient des solutions facilement réalisables. Une charge trop lourde, impossible à supporter, produit de graves désavantages de deux côtés et, de là, une politique de modération et de réduction de la dette allemande.

Les Français ont suivi une politique intransigente envers l'Allemagne et ont appliqué les sanctions toutes les fois que l'ancien ennemi se montrait défaillant. L'occupation de Francfort-sur-Mein et Darmstadt, situées en dehors de la zone d'occupation, mais surtout l'entrée dans la Ruhr en 1923, sont des épisodes connus de la période post-bellique et qui reflètent la volonté ferme de ne pas s'incliner devant le débiteur récalcitrant.

Cette divergence franco-anglaise fut préjudiciable pour la masse des créanciers ; elle ne pouvait que profiter aux Allemands, puisque, jusqu'à la fin, c'est l'opinion anglo-américaine qui a triomphé.

La rédaction des rapports des experts en 1924, leur adoption par la Conférence de Londres, où tous les pays intéressés étaient représentés, toute la période écoulée entre le Plan Dawes et le Plan Young ou « le Nouveau Plan », n'est que la consécration de cette politique d'indulgence et prise par les Américains de la direction des questions touchant les réparations.

Les annuités que l'Allemagne devra payer aujourd'hui ne ressemblent guère à celles fixées il y a dix ans. Elle ne paiera que la moitié de ce qu'elle avait promis par les

traités et la réfection des régions dévastées reste définitivement à la charge de ceux qui ont subi les destructions.

On a remplacé les gages garantissant une exécution fidèle des clauses, par les soi-disant gages « négatifs » qui se résument à la bienveillance de celui qui a apposé la signature sur les protocoles de La Haye (août 1929-janvier 1930). C'est très peu, vu l'expérience douloureuse des dernières années.

La Rhénanie évacuée, bientôt la liquidation du bassin de la Sarre accomplie, qui nous garantit que, pendant 60 ans, le Pays qui considérerait les Traités comme « chiffons de papier » et qui, vaincu, n'a pas hésité à passer à des faits tels que la résistance passive et la faillite de sa monnaie, sera un débiteur ponctuel et loyal ? Le Plan Dawes et le nouveau Plan Young prévoient, en cas de divergence, la procédure de l'arbitrage. C'est incontestablement un progrès pour l'œuvre de pacification, mais avec peu de résultats pratiques jusqu'à présent. Les Etats sortis depuis peu de temps du carnage le plus effroyable que l'humanité ait connu, regardent encore avec méfiance les arguments autres que ceux de la force.

A peine les derniers accords ont-ils été ratifiés qu'une sérieuse campagne s'est dessinée contre le Plan Young, campagne soutenue et encouragée par deux des plus importants partis politiques du Reich.

La tentative Hugenberg de soumettre à un plébiscite l'œuvre des experts, les manœuvres du Dr Schaht, le président de la Reichbank, pendant les travaux de l'Hôtel Georges V et pendant la conférence de la Haye, sont des manifestations inquiétantes qui nous laissent sceptiques sur le paiement intégral des annuités. Le récent voyage du Dr. Schaht en Amérique, malgré les démentis formels ou les nouvelles répandues dans la presse d'une démarche de révision et moratoire, ajoute un point noir à l'histoire des réparations. La situation est d'autant plus délicate pour les créanciers, que la question des réparations est étroitement liée à celle des dettes de guerre.

Pendant que l'Allemagne déclarait ne pouvoir rien

payer, les créanciers du monde, les Etats-Unis d'Amérique, affirmaient qu'ils ne comprenaient pas l'existence d'un rapport quelconque entre les annuités allemandes et le paiement des dettes de guerre. Vu le caractère solennel d'une telle déclaration et toute espérance de réduction ou d'annulation de la dette s'évanouissant, l'un après l'autre les pays débiteurs, en commençant par l'Angleterre, ont conclu des accords avec les Etats-Unis pour la consolidation des annuités pendant une période de 62 ans.

D'un autre côté, l'Angleterre, forcée par l'attitude américaine, adressait à ses débiteurs une invitation semblable, tempérée d'ailleurs par la note Balfour de 1922.

De cet exposé succinct, il résulte que les Alliés, par les réductions opérées sur leur créance, ont consenti de lourds sacrifices. Après avoir pris en charge la presque totalité des dommages subis, il reste à savoir qui payera jusqu'à la fin les dettes contractées envers l'Amérique et la Grande-Bretagne, avant ou après l'armistice. Est-ce que ce sera l'Allemagne par l'intermédiaire de chaque pays débiteur ou ces derniers ? Ce serait alors un exemple sans précédent dans l'histoire et auquel l'opinion la plus pessimiste n'aurait osé penser au lendemain des hostilités...

Faire une histoire complète des Réparations, n'est pas le but que nous poursuivons. Nous essayerons d'examiner la liquidation financière de la guerre pour certains pays, c'est-à-dire *la Yougoslavie, la Grèce, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Pologne* (1), connus sous le nom de Petites Puissances et nous porterons notre attention sur les derniers règlements du Plan Young.

Le choix de ce groupe d'Etats a été dicté par plusieurs raisons : d'abord, tous ensemble ils ont subi un traitement différent des autres pays tels que la France ou la Grande-Bretagne, en ce qui concerne les Réparations. Ce traitement, qui souvent n'a pas été très heureux pour chacun

(1) Le Portugal ne réunissant pas les conditions énumérées plus haut ne fera pas l'objet de notre étude.

des pays qui feront l'objet de notre étude, nous jugeons bon de le faire connaître. En second lieu, les pays susmentionnés, par leur situation géographique ont comme contrepartie de leur créance de lourdes obligations résultant des Traités de Paix. La question des biens cédés, la dette dite de libération, le partage de la dette publique austro-hongroise entre les Etats successeurs sont des questions épineuses qui n'ont pas touché les Grandes Puissances (1). En dernier lieu ils ont des pourcentages plus importants dans les réparations non allemandes que dans les annuités à payer par l'Allemagne. Ainsi, nous aurons peu de chose à dire sur la Tchécoslovaquie quand nous examinerons les réparations allemandes, mais nous lui donnerons une place importante quand il s'agira du règlement avec la Hongrie, conclu le 20 janvier 1930 à La Haye.

Nous avons divisé le travail en deux parties dont la première comprendra l'évolution des Réparations, des Traités de Versailles jusqu'au début des travaux des Experts du Comité Young (9 février 1929), et la seconde étudiera le problème avec les conférences de La Haye qui ont abouti au nouveau règlement et les sous-comités pour préparer sa mise en application.

Dans la première période le rôle des Petites Puissances a été extrêmement modeste, nous pourrions dire qu'elles étaient négligées. D'ailleurs, en lisant la répartition entre les Alliés de l'annuité allemande on remarque la modicité des cotes affectées à des pays lourdement éprouvés par la guerre : 6,5 % à partager entre Roumanie, Yougoslavie, Grèce, Pologne et Portugal ; cela saute aux yeux.

Voilà ce que déclarait alors le représentant d'un de ces pays, M. Titulescu un an après la clôture de la Conférence de Spa (juillet 1920) : « Je suis allé à Spa. Là aucun des représentants des Petites Puissances n'avait accès à la Conférence. Les Grandes Puissances discutaient avec l'Allemagne et les décisions de la Conférence devaient être enregistrées par les représentants des Petites Puissances

(1) Sauf l'Italie, mais dans une minime mesure.

ayant à leur tête le grand Venizelos. A Spa on n'a pas discuté un seul instant en notre présence ni le quantum des dommages dus par l'Allemagne, ni surtout la répartition de la somme que les autres croyaient qu'il fallait que l'Allemagne paie » (1).

En lisant ce discours nous pensons au Congrès de Vienne des monarques autocrates ou de Berlin en 1878. Vraiment, il n'y a pas là une différence importante. Autrefois comme aujourd'hui on décidait du sort des nations sans même qu'elles puissent dire leur mot.

La négligence des intérêts des petites nations en ce qui concerne les réparations de guerre s'explique en partie, n'oublions pas de le dire, par le manque d'une politique unitaire. La création d'un bloc de ces Etats aurait eu un autre prestige devant les Grands Alliés que la défense individuelle de son droit faite par chaque pays.

La naissance de la Petite Entente, liant par la communauté d'intérêts, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, a produit pour le problème que nous étudions de féconds résultats. A La Haye, la Petite Entente et la Grèce ensemble ont fait front unique et en soutenant avec énergie leurs revendications ont obtenu de l'« aéropage international » des avantages remarquables.

Soit par la voix de MM. Venizelos, Titulesco ou Benès, les Grandes Puissances ont consenti la réduction d'une partie de la dette de guerre de la Petite Entente, condition essentielle pour l'acceptation du Plan Young par celle-ci, de même elle a obtenu la mise en discussion des réparations non allemandes, dues par l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, l'attention de la Conférence étant concentrée jusqu'alors sur la dette allemande.

L'attitude énergique de la Petite Entente au cours des deux conférences à La Haye unie au désir de tous d'en finir une fois pour toutes avec ces questions irritantes ont abouti à la complète liquidation de tous les problèmes insérés dans les Traités et nés de leur application.

(1) N : Titulesco. Déclaration faite à la Chambre le 25 juillet 1921, dans *Universul* du 4 juillet 1929.

Chacun garde le souvenir des litiges entre la Petite Entente et la Hongrie, la question des optants, puis les différends avec la Bulgarie, provoqués par la séquestration et la liquidation des biens appartenant aux sujets bulgares, enfin tout cela créait une impossibilité de rapprochement sincère et une reprise normale des relations entre ces pays.

Toutes les sessions du Conseil de la Société des Nations avaient comme ordre du jour les optants hongrois sans qu'on puisse arriver à un résultat ; dans les décisions il y avait des contradictions et la mauvaise humeur grandissait en Hongrie et en Roumanie.

La Petite Entente, avec la haute bienveillance de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie (qui ont fait des sacrifices importants dans le but seul d'arriver à un résultat satisfaisant), a trouvé la solution par la création des deux Fonds A et B dont nous aurons à nous occuper au cours du présent exposé, fonds qui mettant hors de cause les Etats, dédommageraient les ressortissants hongrois lésés à la suite des expropriations agraires.

Nous espérons, bien sincèrement, que les accords conclus l'année dernière seront un pas en avant vers la consolidation de la paix dans l'Europe Centrale, paix si nécessaire pour le maintien de l'équilibre politique constitué à la suite de la guerre mondiale.

Pendant la première année d'application du Plan Young il est presque impossible d'affirmer avec certitude que l'Allemagne exécutera ponctuellement les engagements pris à La Haye qui sont échelonnés sur une longue période de 59 ans. Ce que nous pouvons dire, dès maintenant, c'est que son intérêt l'oblige à ne pas se lancer de nouveau dans une aventure dont personne ne pourrait prévoir l'issue. N'oublions pas que c'est grâce à ses anciens ennemis que l'Allemagne, après la catastrophe financière de 1923, a consolidé sur le marché mondial son crédit ébranlé pendant trois ans d'inflation. Les mesures prises alors ont arrêté l'évasion des capitaux, l'emprunt Dawes de 800 millions de marks réussit et bientôt fut suivi par d'autres dont le

chiffre atteignit, en 1928, 7 milliards de dollars. Il est hors de doute que s'il y avait eu manque d'énergie et sans les mesures sages prévues dans le Plan Dawes et appliquées par l'Allemagne, celle-ci aurait été aujourd'hui la proie d'une révolution. Un suprême effort l'a sauvée de l'abîme. Mais le danger ne fût que conjuré.

Après une ère de prospérité de quatre ans, une crise aiguë sévit dans le monde, suivie d'un cortège de conséquences : chômage, l'accumulation des marchandises ne pouvant être écoulées par le manque de débouchés. L'Allemagne souffre de ce malaise plus que tous les autres pays. De caractère industriel, ses marchandises ne peuvent être vendues dans les Etats agricoles de l'Est, les premiers atteints par la crise. Il y a 3 millions de chômeurs et leur nombre grandit tous les jours. La collaboration de tous les pays est nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, pour surmonter la crise. Il est impossible de croire que l'Allemagne serait poussée vers une nouvelle tentative de défaillance, abandonnant l'aide et le concours des autres nations. Le gouvernement Brüning s'est montré plein d'audace et décidé pour des mesures radicales en vue d'assurer l'équilibre du budget et l'assainissement des finances. Il a réussi à faire ratifier par le Reich les décrets-loi signés par le Président du Reich l'été dernier. On ne peut pas contester une marque de bonne volonté et le désir de faire face aux obligations, mais ce n'est pas tout.

Il existe une campagne pour obtenir le moratoire prévu dans le Plan Young lui-même, mais qui pourrait être considéré par ses adversaires comme la première brèche dans le système actuel de réparations.

Nous reconnaissons que la situation est grave et si les nécessités l'ordonnent, le moratoire ne pourra être refusé. Seulement il faut procéder avec beaucoup de prudence et il est nécessaire que l'attitude que prendrait la Banque des Règlements Internationaux, l'arbitre suprême, ne soit pas considérée par l'Allemagne comme une faiblesse.

Les Petites Puissances exclues de la Commission des Réparations qui a fonctionné jusqu'à la mise en vigueur

du Plan Young, ne faisant pas partie non plus de l'Administration de la Banque des Règlements Internationaux qui a remplacé dans ses attributions la Commission supprimée, ne pourraient pas dire leur mot si une demande de moratoire survenait dorénavant.

Malgré leurs efforts elles n'ont pas obtenu une place dans le Conseil d'Administration de l'Institut de Bâle. Leur devoir reste d'affirmer, de plus en plus, leur solidarité pour ne pas voir se répéter les jours de Spa et de Londres. L'attitude unitaire de La Haye a montré ses fruits, il reste maintenant à garder ce qu'elles ont gagné par un lourd effort, grâce à la compétence et au talent de leurs représentants ajoutés à la justice de la cause qu'elles avaient à défendre.

L'AUTEUR.

PREMIÈRE PARTIE

DU TRAITÉ DE VERSAILLES AU PLAN YOUNG

CHAPITRE PREMIER

LES CLAUSES FINANCIÈRES DES TRAITÉS DE VERSAILLES, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, TRIANON ET NEUILLY

SECTION PREMIÈRE

Considérations générales

La guerre mondiale, malgré l'issue favorable pour les Alliés, apporte à ceux-ci de lourdes pertes humaines et des destructions matérielles sans précédent dans l'histoire. Quatre années de guerre suffirent à transformer en ruines des régions entières, autrefois florissantes, et il ne resta aux habitants rentrant dans leurs foyers détruits que des larmes pour pleurer le fruit d'un travail de longue haleine, aujourd'hui anéanti par les obus ennemis.

Rien que pour la France, le pays le plus éprouvé, sans parler de 1.500.000 braves restés sur les champs de bataille de Flandre, de Champagne, de Verdun et d'Orient, la victoire lourdement gagnée laissa un très lourd passif : dix départements, les plus industriels, riches en mines de charbon et de fer, dont chaque ville formait un centre d'industrie d'une renommée européenne, et les campagnes de Flandre et de Picardie, qui passaient pour un modèle de culture des plantes agricoles et industrielles, étaient ravagées, saccagées.

Les mines inondées, les machines démontées, la population civile restée sous l'occupation réquisitionnée, pillée, forcée à travailler pendant des années à l'intérieur de l'Allemagne, 1.800.000 hectares de terrain devenus inuti-

lisables à la suite des opérations, 350.000 maisons démolies, 2.250 kilomètres de chemin de fer et 1.000 kilomètres de canaux détruits, voilà ce qui resta le 11 novembre 1918, des régions du Nord et de l'Est.

La Belgique, le pays dont la neutralité fut violée le 4 août 1914 par l'Allemagne, un des signataires du Traité de 1867 qui la lui garantissait, subit durant quatre années les conséquences d'une invasion et d'une occupation militaire avec tous les malheurs inhérents : villes détruites (Ypres, Furnes, Nieuport, Dixmude), Anvers, Ostende rudement éprouvées par le bombardement, des terrains inondés pendant l'héroïque défense qui arrêta la ruée vers la mer, nombreux citoyens fusillés comme suspects.

La salle du Sénat de Bruxelles, siège du Tribunal exceptionnel de l'occupation, acquit une triste célébrité par ses sentences prononcées.

Malgré cela les dommages de la Belgique ne pouvaient pas être comparés à ceux subis par la France. Une toute petite partie de son territoire était sous la portée du canon, le reste du pays avait été rapidement occupé dès le début de la guerre.

Depuis, le front stabilisé ne présenta qu'un champ d'action d'une petite envergure qui laissa l'intérieur du pays presque intact. Il y avait la population qui souffrait, certes, mais il restait le matériel dont on pouvait recommencer l'activité après la cessation des hostilités.

Si on avait beaucoup parlé de la Belgique, c'était surtout pour l'idée qu'elle représentait. La Belgique était désignée au monde comme un symbole de manquements aux engagements qu'avait pris l'Allemagne de respecter sa neutralité et qui impliquait une prompte et totale réparation de toutes les pertes subies.

Sauf ce symbole, la France était incontestablement le pays le plus endommagé et la Conférence de Spa, réunie le 17 juillet 1920 pour procéder à la répartition de la dette allemande entre les Alliés, lui a bien rendu justice par le pourcentage le plus élevé (52 %) qu'on lui a accordé.

Les autres Alliés, la Grande-Bretagne, l'Italie, les

Petites Puissances : Serbie, Roumanie, Grèce, Portugal subirent le même traitement avec quelques différences dues à la situation géographique et économique de chacun de ces pays.

La Grande-Bretagne, pays maritime et par sa situation insulaire à l'abri d'une possibilité sérieuse d'invasion, mena la guerre sur un territoire étranger et subit des pertes humaines qui atteignent presque un million de combattants. Ses pertes matérielles, sauf quelques dommages causés par le bombardement par avion des villes comme Londres se résument dans la marine marchande et la marine militaire où le chiffre de 8 millions de tonnage représente le total des pertes anglaises pendant les quatre années de guerre.

Les Allemands en introduisant la guerre sous-marine espéraient avoir un résultat définitif sur le sort des hostilités par cette piraterie et dans ce but rien ne fut épargné, bateaux-hôpitaux, paquebots-postes, tout était coulé par les torpilles destructrices.

Dans l'Est de l'Europe trois pays menaient leur existence pacifique avant la conflagration mondiale. D'une création récente, sans avoir un outillage perfectionné, comme la France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, ils voyaient leur état économique se transformer chaque année en se perfectionnant. La Serbie, la Grèce et la Roumanie, pays jeunes avec une population en grande partie agricole, avaient acquis leur indépendance, au cours du XIX^e siècle, après de longues années de sacrifices et d'oppression, et ils devaient leur existence aux principes nobles que la Révolution Française avait fait naître en Europe.

A la veille de la guerre mondiale, plus de la moitié de leurs co-nationaux vivaient encore sous la domination étrangère, et la réalisation de leur unité nationale formait le rêve de chaque habitant de n'importe lequel de ces trois pays. La persécution des Roumains et des Serbes par les autorités hongroises qui leur interdisaient l'instruction et leur créaient des difficultés pour l'exercice de leur culte

dans la langue maternelle donnaient lieu à des frictions et des fermentations politiques dans chacun de ces pays.

La guerre balkanique (1912-13) permit aux Serbes et aux Grecs d'augmenter sensiblement leur territoire par le partage de la Macédoine (cette mosaïque de nationalités), conquise à la suite des victoires remportées contre les Turcs et de voir consacrer ce nouvel état de choses par l'Europe dans le Traité de Londres.

La structure agricole, sans capitaux qui, placés au dehors pourraient faire entrer chaque année des revenus formant un élément actif de la balance des comptes, avec une industrie peu développée, se reflétait dans la situation économique et financière des pays dont nous nous occupons au point de vue de la liquidation financière de la guerre.

Les budgets se soldaient en déficit si la récolte était mauvaise ou si les prix des céréales baissaient sur le marché mondial (1), il fallait alors remplir les trous produits par des emprunts contractés à l'étranger.

Pour les investitions et pour couvrir les déficits budgétaires il y avait en 1914 une dette publique, pour ces trois pays, de 4.019.652.273 francs or, répartis entre chacun comme suit :

	<i>Capital</i>	<i>Service</i>	
Serbie	903.810.000	45.190.000	soit 21 % du budget.
Roumanie ..	1.800.000.000	105.000.000	— 14 % —
Grèce	1.315.842.237	39.514.743	— 16,5 % —

Cette dette était contractée pour la Roumanie, en Allemagne dans une proportion de 44,5 et en France de 32,2 %, la Serbie ayant la presque totalité de sa dette publique contractée en France. Elle pesait par tête d'habitant : en Serbie 196 francs, en Roumanie 243 francs et en Grèce 285 francs.

Si nous regardons maintenant la balance commerciale en 1912, la dernière année normale dans l'Europe sud-est,

(1) Par exemple la crise de 1899.

elle nous est présentée comme déficitaire en Grèce et favorable en Serbie et en Roumanie (1).

	<i>Importation</i>	<i>Exportation</i>	<i>Différence</i>
Serbie	Frs 82.222.000	117.000.000	+ 34.778.000
Grèce	154.067.000	145.022.000	— 9.045.000
Roumanie	637.905.560	642.103.783	+ 4.198.223

Le coupon de la Dette publique dans ces trois pays dépassait 190.000.000 de francs, il est donc facile à deviner que la balance des comptes restait passive, car il n'y avait pas d'autres éléments actifs capables de la rendre favorable (2).

A la fin de la guerre la situation financière se présentait de la façon suivante :

YUGOSLAVIE. — *Dette d'avant-guerre* : Frs 791.712.436 ; L. 266.314.
Dette de guerre : Frs 1.987.296.240 ; L. 32.820.000 et Dollars 62.850.000.

Dette d'après-guerre : Frs 347.272.000 ; Dinars 347.272.000 et Dollars 45.250.000.

Dommages de guerre : Frs 19.219.700.000 ; Dinars 8.496.091.000.

Dette imposée par les Traités : Frs or 367.685.115 ; Mk 5.521.000 ; Dinars 207.143.000.

GRÈCE. — *Dette d'avant-guerre* : Frs or 897.479.804 ; Drachmes 146.933.000.

Dette de guerre : L. 6.950.000 ; Dollars 18.127.022 ; Drachmes 3.390.266.000 ; Frs 813.000.000.

Dette d'après-guerre : Frs or 156.055.060 ; Dollars 29.167.000 ; L. 11.570.960 ; Drachmes 1.125.852.000.

Dette Chemin de fer : Drachmes 2.441.742.262.

Dette flottante : Drachmes 3.571.650.560.

Dommages de guerre : Frs or 4.992.788.739.

ROUMANIE. — *Dette d'avant-guerre* : L. 349.780 ; Lit. 3.800.000 ; Frs 380.000.000 ; Frs belges 109.000.000 ; Lei 479.000.000.

Dette de guerre : L. 29.500.000 ; Dollars 66.000.000 ; Frs 1.232.000.000 ; Lit. 245.250.000 ; Lei 441.000.000.

(1) Evelpide. *Les Etats Balkaniques*, Paris 1930.

(2) Une exception est réservée à la Grèce qui avait un grand nombre d'émigrés à l'étranger et une marine marchande assez importante.

Dettes imposées par les Traités de Paix : L. 2.272.451 ; Dollars 22.204.289 ; Frs 48.097.969.

Dettes d'après guerre : L. 37.118.465 ; Lit. 229.843.755 ; Frs 23.182.130 ; Dollars 2.425.236 ; Frs suisses 3.232.417 ; Frs belges 45.838.833 ; Lei 24.806.000.000.

Dettes rachat de chemins de fer privés : L. 680.480.

Dettes flottantes : L. 13.000 ; Frs 12.867.198 ; Dollars 500 ; Lei 686.000.000.

Dommages de guerre : Frs or 31.099.843.761.

Indemnités dues pour les destructions pétrolifères : L. 9.928.000

Telle est la lourde succession que la guerre par la pression allemande a laissée aux petits Etats. Nous allons examiner maintenant si la Grèce, la Serbie et la Roumanie, avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, pays inexistantes le 2 août 1914, ont pu, par les quotes-parts auxquelles ils ont droit sur les annuités allemandes de réparations allemandes de réparations, couvrir en totalité ou en partie les lourdes pertes et les charges que la guerre leur a imposées.

SECTION II

Le Traité de Versailles

La signature du Traité de Versailles, le 28 juin 1919, entre les Alliés d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, marque un point capital dans l'histoire politique du monde.

Il représente pour nous le statut juridique du nouvel état de choses créé à la suite de la guerre et les grandes transformations qui survinrent. La défaite des Centraux donna la possibilité de mettre en application des principes qu'on croyait autrefois irréalisables, principes qui pendant les hostilités tinrent debout et pleins de foi dans la victoire finale les millions de combattants de vingt nations.

La réparation des injustices commises en 1795 lors du partage de la Pologne, plus tard en 1864 par la paix honteuse imposée par la Prusse à un petit Etat, le Danemark, qui lui arracha deux provinces, le Schleswig et le Holstein, l'annexion de l'Alsace-Lorraine à la suite de la guerre de 1870-71, puis la création d'une Société des Nations dont le

but sera de remplacer dorénavant l'argument de la force dans les litiges entre les Etats par la procédure de l'arbitrage, l'organisation internationale du Travail, voilà une série de dispositions qui, pour la première fois dans le monde, se trouvent insérées dans un traité de paix.

Le Président Wilson, l'auteur des fameux quatorze points qui servirent de base aux négociations de Paris en 1919 où il s'assura la direction des débats, avait acquis le droit à la reconnaissance unanime des peuples par les idées généreuses qui l'ont inspiré, idées de justice, de paix, de collaboration sincère entre les nations dans les domaines intellectuel et économique, par la suppression de toutes les entraves et barrières qui empêchaient jusqu'alors un rapprochement, condition essentielle pour que les nations puissent mieux se connaître et travailler ensemble.

Nous n'entrerons pas ici dans une analyse des dispositions du Traité de Versailles ni des critiques survenues après sa mise en application.

Pour ce qui nous intéresse, c'est-à-dire les clauses financières et les réparations des dommages de guerre, nous les aurons dans la partie VIII, section I, article 231, qui proclame le principe de la responsabilité de l'Allemagne et de ses Alliés « de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses Alliés ».

L'article suivant (232) reconnaît que les ressources de l'Allemagne ne sont pas suffisantes pour assurer la réparation complète des dommages, c'est-à-dire dommages aux Etats, frais occasionnés pour la conduite proprement dite de la guerre, les emprunts contractés à l'étranger par les Alliés, dommages causés aux biens des personnes civiles, l'allocation des pensions civiles et militaires dont l'ensemble de toutes ces dépenses s'élève, d'après les calculs des spécialistes, au chiffre fabuleux de 1.000 milliards de francs or (1), mais oblige l'Allemagne de prendre l'engage-

(1) André Tardieu. *La paix*, Paris, 1921.

ment de réparer intégralement les dommages subis par la population civile de tous les pays alliés et associés, victimes de son agression.

Nous nous arrêterons quelques instants sur ces deux articles, les plus importants de la matière et dont la rédaction ne fut possible qu'après de longues et pénibles conversations. « La question des Réparations causa à la Conférence de la Paix plus de peine, plus d'âpres discussions et de retards que tout autre point du Traité de Versailles » (1).

Le Conseil suprême constitua une Commission spéciale chargée d'examiner le problème des Réparations. De cette Commission ne font partie que les représentants de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon. Aucun des délégués des pays soi-disant « à intérêts limités » n'était admis à exposer son point de vue dans une question qui pourrait avoir pour tous une importance capitale. C'était l'inauguration d'un système qui sera perpétué dans toutes les conférences qui suivront, pour la réglementation des Réparations jusqu'à la Conférence de La Haye de 1929.

Au sein de la Commission, les discussions trouvaient comme base juridique le message du Président Wilson au Congrès du 8 janvier 1918, message qui servit de fondement à la conclusion de l'armistice, le 11 novembre de la même année. Il réclamait une restauration intégrale de tous les pays occupés : « La façon de comprendre la restauration des pays occupés a été précisée à l'Allemagne dans la note du Secrétaire d'Etat Lausing, à savoir que l'Allemagne s'oblige à compenser tous les dommages causés aux populations civiles alliées, ainsi qu'à leurs biens et propriétés, par ses attaques sur terre, sur mer ou dans les airs » (2).

Sur deux points les opinions des délégués étaient gravement partagées. D'abord l'étendue de la responsabilité

(1) Thomas Williams Laurent : *Les Réparations*, dans *Ce qui se passa réellement à Paris en 1918-20*, page 203, Paris, 1923, Payot.

(2) *La documentation internationale. Paix de Versailles*, p. 160.

allemande. L'Allemagne devra-t-elle payer tout ce que la guerre a coûté aux Etats et aux particuliers ou sa responsabilité sera-t-elle bornée aux dommages causés aux individus ? Il y avait, d'une part, la thèse française, qui était partagée par toutes les délégations sauf l'américaine et qui demandait la réparation totale et intégrale de tous les frais de guerre, soit ceux faits par les Etats ou les dommages subis par les individus, et d'autre part, la thèse américaine, très bien défendue par M. Dulles et issue des considérations pratiques. Vraiment, si on évaluait en 1919 les dommages aux biens et aux personnes à 350 milliards de francs or, les dépenses de guerre à 700 milliards de francs or, dont pour la Belgique, la Serbie, la Roumanie, la Grèce un total de 35 milliards de francs or, soit 7,8 % du total, sans parler de toutes les pertes et de tous les dommages indirects, on arrivait à une somme dont personne ne pouvait prendre la responsabilité d'une réalisation possible.

Un auteur bien connu, qui a publié un ouvrage tout de suite après les hostilités, d'une autorité incontestée et dont les opinions étaient attentivement écoutées par sa compétence et sa qualité de délégué britannique, M. Keynes (1), écrivait à ce moment : « Nous arrivons donc à la conclusion que, en tenant compte de tous les moyens de paiements, richesses immédiatement transportables, bien cédés et un tribut annuel, la capacité de paiement de l'Allemagne ne peut pas dépasser 2 milliards de livres ». Et plus loin : « Une capacité de paiement évaluée à 200 milliards de francs or, ou même 125 milliards de francs or, dépasse les limites de la possibilité. Ceux qui croient que l'Allemagne peut payer annuellement des centaines de millions de livres doivent nous initier en quelles sortes de travaux voient-ils la réalisation de ces paiements et quels sont les marchés où l'on peut vendre ces marchandises. S'ils n'entrent pas un peu dans les détails, s'ils ne peuvent pas nous présenter

(1) Keynes. *The economic consequence of the Peace*. Londres, 1919.

des arguments palpables à l'appui de leur affirmation, on ne peut pas les croire sur parole (1).

Voilà pourquoi l'opinion américaine triompha dans la rédaction des textes et si on voit dans le premier alinéa de l'article 232 cette déclaration que les ressources de l'Allemagne ne peuvent couvrir les dépenses occasionnées par la conduite de la guerre, il reste au moins à sa charge l'obligation morale et théorique de la pleine et complète responsabilité.

C'est tout ce qu'on a pu accorder aux exigences françaises et anglaises.

Il est prévu dans l'annexe I de la partie VIII du Traité les compensations pouvant être réclamées à l'Allemagne. Nous notons : dommages causés aux civils atteints dans leur personne ou leur vie, les actes de cruauté, de violence, toute atteinte à l'honneur des personnes, mauvais traitements, les frais, l'assistance fournie par les Gouvernements aux prisonniers de guerre ou à leurs familles, allocations données par les Gouvernements aux familles et aux autres personnes à la charge des mobilisés ou de ceux ayant servi dans l'armée, dommages subis par les propriétés, appartenant à l'une des Puissances alliées ou associées ou à leurs ressortissants, etc., etc.

Nous avons examiné une difficulté surgie au sein de la Commission chargée par le Conseil suprême du problème des réparations. Il nous en reste encore une, c'est la fixation du forfait.

Cette fois-ci, les Américains, suivis par les Anglais et quelques autres délégations, demandaient la fixation d'une somme globale dans le Traité même et qui sera connue dès le commencement par les ennemis. Ils arguaient la nécessité pour tous les peuples de savoir d'avance la somme à laquelle s'engagent les débiteurs et, le cas échéant, la possibilité de négocier immédiatement les titres représentatifs. « Les Américains firent remarquer en outre que tant que l'Allemagne ne connaîtrait pas le montant exact de

(1) Keynes, *op. cité*.

sa dette, elle ne se mettrait pas énergiquement et décidément à l'œuvre pour en assurer le règlement » (1).

La délégation française s'y opposa avec opiniâtreté. Non pour des raisons de politique intérieure, pour ménager les électeurs, comme on a essayé d'expliquer son attitude, mais étant donné l'impossibilité de connaître après quelques mois de cessation des hostilités l'étendue exacte des dommages, on risquait d'insérer dans le traité une somme au hasard qui ne correspondrait pas aux nécessités de reconstruction. Après de longues discussions auxquelles prirent part Klotz, alors Ministre des Finances français, Clemenceau, Président du Conseil, qui déclara notamment : « La proposition des experts américains renverserait le Traité de Paix. Nous avons fixé en tête du chapitre des Réparations le principe : les dommages énumérés à l'annexe seront réparés. Si nous fixons un chiffre dès aujourd'hui, savons-nous si ce chiffre sera suffisant pour nous payer ? La France a trop souffert pour passer outre à cette question ! »

Enfin les arguments français ont convaincu le Président Wilson et Lloyd George. Il n'existe pas dans le Traité aucun chiffre représentant le total de la dette allemande. Le soin de la fixer a été confié à la Commission des Réparations créée par le Traité de Versailles dans l'article 233 et l'Annexe II, qui devra présenter jusqu'au 1^{er} mai 1921 l'état des paiements.

Cette Commission jouera un rôle primordial dans tous les problèmes se rattachant aux réparations jusqu'en 1930 quand elle sera supprimée par la Conférence de La Haye et ses attributions remplacées par un organisme purement financier, la Banque des Règlements Internationaux.

Le Traité de Versailles contient pour la Roumanie deux dispositions.

Les événements militaires, l'abandon de ce pays par la Russie, proie de la révolution et du bolchévisme, ont forcé le Gouvernement de conclure à contre cœur une paix sépa-

(1) Laurent Williams, *op. cité*, p. 206.

rée avec l'Allemagne, paix signée à Bucarest le 24 avril 1918. En vertu de ce traité la Roumanie exécuta pendant quelques mois de prestations s'élevant à 839.122.863 lei dont pour une moitié c'était le matériel de guerre cédé aux Centraux et pour l'autre des produits agricoles et des bestiaux.

Une autre charge imposée à la Roumanie était l'obligation de rembourser les billets de banque émis pendant les années d'occupation, dont le total atteignit le chiffre de 2.173.000.000 lei. C'était un procédé employé souvent par l'occupant et qui lui donna la possibilité de vider gratuitement le pays de ses produits en sauvegardant les apparences et sans froisser les susceptibilités de la population.

Le Gouvernement Roumain fut donc forcé de souscrire l'engagement de rembourser ces billets émis dans les départements envahis, mais le tournant des événements arrêta la consommation de ce procédé indélicat.

En vertu de l'armistice du 11 novembre 1918 et l'article 259, alinéa 6 du Traité de Versailles, l'Allemagne dut renoncer aux bénéfices contenus dans le Traité de Bucarest et restituer à la Roumanie toutes les prestations effectuées par celle-ci.

En ce qui concerne les billets émis sous son occupation on a reconnu à la Roumanie une créance spéciale en dehors des sommes payées par l'Allemagne au titre des Réparations (1).

La seconde disposition du Traité, spéciale à la Roumanie, regarde la renonciation par l'Allemagne à la partie du câble Constantza-Constantinople et l'inscription de sa valeur, toute dépréciation déduite, au crédit de l'Allemagne.

SECTION III

Les Traités avec l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie

Dans les Traités de Paix signés à Saint-Germain-en-Laye et Trianon, le premier avec l'Autriche, le 16 septem-

(1) La liquidation de cette créance n'a eu lieu qu'à beaucoup plus tard, le 10 nov. 1928, après de longues et laborieuses négociations.

bre 1919, le second avec la Hongrie en 1920, on trouve les dispositions concernant les réparations dans la partie VIII, Sect. I.

Il faut remarquer d'abord que les mêmes principes que ceux qui ont conduit à l'élaboration du Traité de Versailles avec l'Allemagne, ont guidé les rédacteurs. Ainsi, il est prévu la responsabilité des Gouvernements Autrichien et Hongrois, de toutes les pertes et dommages causés aux Alliés et leurs ressortissants. De même et pour les mêmes raisons, on déclare l'impossibilité de réparer tous les dommages, vu les ressources insuffisantes des vaincus et par conséquent la réduction de l'engagement aux biens et à la population civile.

L'énumération des dommages se trouve à l'annexe I, elle est identique à celle du Traité de Versailles. Ainsi sera réparé tout attentat à la personne, attentat à la santé, capacité de travail, honneur, frais d'assistance aux prisonniers de guerre et à leurs familles, pensions aux mutilés, victimes de la guerre, blessés, malades. De même tout dommage subi par la propriété soit sous forme de prélèvement, réquisition, etc.

Pour la fixation du montant de la dette, la Commission sera chargée des Réparations créées par l'art. 233 du Traité de Versailles, la même qui assurera la charge pour la contribution allemande.

Elle aura une section qui s'occupera des questions non-allemandes, mais seulement avec un pouvoir consultatif. L'état de paiement prévoit un délai de 30 ans, durant lequel l'Autriche devra payer toutes les annuités fixées constituant le montant de sa dette. De temps en temps, la Commission des Réparations examinera la situation économique et financière des pays débiteurs, pour mieux savoir se documenter sur les possibilités des paiements, et s'ils peuvent faire face aux engagements sans danger pour leurs évolutions normales et leurs existences.

Toutes les prestations imposées aux sujets alliés dans les territoires temporairement occupés, seront restituées,

qu'elles soient faites en marchandises, bétail, et dans le cas où il ne sera pas possible de les identifier, en espèces.

Quelques restrictions d'ordre financier sont prévues dans la Partie IX des Traités, afin d'assurer une prompte exécution des charges : ainsi il est institué un privilège général de premier rang sur tous les revenus de l'Autriche et de la Hongrie. Il sera exercé dans l'ordre suivant : a) pour assurer l'entretien des années d'occupation dont les ex-ennemis se chargent ; b) les réparations ; c) toute autre charge des Traités.

A côté des questions de principes rapidement exposées, n'ayant dans ces deux traités rien de spécial à faire voir, il existe des contre-prestations, des valeurs à mettre au crédit de l'ex-ennemi qui compliquent singulièrement le problème. Comme il s'agissait d'un Empire décédé, la succession restait à partager entre plusieurs héritiers dans des proportions différentes, avec un actif et surtout un passif offrant quelques milliards de francs or, il était évident que la liquidation d'une telle succession devait nécessiter beaucoup de temps et de peine.

Deux nouveaux Etats apparaissaient sur la scène de l'Europe : la Pologne qui arrondissait son territoire d'une ancienne province autrichienne, la Galicie et la Tchécoslovaquie, formée toute entière de l'ancien Empire Autriche-Hongrois. D'autre part, la Serbie et la Roumanie voyaient la réalisation de leurs aspirations nationales au détriment de la Monarchie Dualiste.

D'ici, une série d'articles d'ordre juridique et financier insérés dans les Traités de Saint-Germain et Trianon relative aux biens cédés, le partage de la dette d'avant-guerre gagée ou non gagée, la dette de libération qui nous arrêtera pendant quelques instants. Nous croyons qu'un exposé, même succinct des obligations prévues à la charge des Etats successeurs dans les deux Traités de paix, permettra de mieux expliquer le règlement définitif des réparations intervenu plus tard en 1930.

Venons-en d'abord aux biens cédés. Dans l'article 256 du Traité de Versailles (208 Saint-Germain-en-Laye, 191

Trianon et 142 Neuilly) il est prévu que les Etats auxquels on a transféré un territoire appartenant autrefois à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Hongrie, à la Bulgarie, deviennent acquéreurs de tous les biens et propriétés d'Etat situés sur les territoires cédés.

La valeur de ces biens qui devait être fixée par la Commission des Réparations, sera payée par les Etats successeurs à la dite Commission, et portée au crédit de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Hongrie et de la Bulgarie, au compte des sommes dues par ceux-ci au titre des réparations.

Il n'existe pas une évaluation exacte de ces biens cédés appartenant autrefois à l'Autriche-Hongrie. La Commission des Réparations institua un Comité spécial chargé de cette évaluation, mais celui-ci se trouva devant une série de difficultés qu'il fut presque impossible de surmonter. D'abord, comment faire la distinction entre le domaine public et privé de l'Etat ? Il y avait tant de divergences au sein du Comité sur ce point. Enfin, la majorité estima que la valeur des biens cédés s'élevait à une somme de 8.969.897.478 *couronnes or*, d'où il fallait déduire la dette gagée, estimée en ce moment à 529.750.168 couronnes or ; il restait donc pour les biens cédés la somme de 8 *milliards* 440.170.310 *couronnes or*.

La répartition de la charge entre les Etats successeurs appartenait à la Commission des Réparations qui tiendra compte de la superficie, état, degré de rentabilité du bien cédé, utilité, afin qu'un juste poids de la dette grevât chacun des héritiers.

Pour la réglementation de cette matière il existait, avant la mise en vigueur du Plan Young, plusieurs accords. Le premier, conclu le 10 septembre 1919, a comme base la compensation entre les réparations à payer par l'Autriche et la Hongrie et la dette des Etats successeurs pour les biens cédés.

S'il reste un solde débiteur pour les successeurs, ils doivent émettre des obligations amortissables en 25 ans à partir du 1^{er} janvier 1931, le taux d'intérêt fixé à 5 %.

Bientôt cet accord est remplacé par un autre à un intervalle de deux mois (9 décembre 1919), défavorable aux intérêts des Etats successeurs car il écartait le principe de la compensation. Chaque pays devra dorénavant supporter sa part de dette sans regarder si le pays débiteur de réparations paye ponctuellement ses annuités. Seulement la dette autrichienne et hongroise n'étant pas encore fixée, de même n'existant alors nulle évaluation de répartition des biens cédés, il n'y avait aucune crainte d'exécution immédiate. Après trois ans le régime change de nouveau. En vertu du nouvel accord signé à Paris le 12 mars 1922, le paiement des biens cédés et de la dette de libération sera fait au moyen des bons C allemands créés par l'état de paiement du 1^{er} mai 1921 (1).

L'avantage pour les Etats successeurs consistait dans le fait que l'exécution des obligations dépendait de l'émission des bons C, qui devait avoir lieu après le service des bons A et B. La carence de l'Allemagne, sa faillite financière et le changement intervenu dans le régime des réparations par la mise en vigueur du Plan Dawes fit disparaître toutes les dispositions relatives aux émissions des bons C.

Au début, on espérait qu'une fois la crise conjurée en Allemagne, le régime Dawes, institué provisoirement pour assurer au débiteur la possibilité de sortir du chaos financier où il était tombé, n'apporterait aucun atteinte au montant total de la dette. Il n'en fut rien. Par le nouveau régime institué à La Haye le 20 janvier 1930 l'Allemagne vit sa dette réduite de 40 % de ce qu'on avait fixé au début.

Telle était la situation des biens cédés durant plusieurs années, jusqu'au moment où le Sous-Comité des Réparations non allemandes, institué pour préparer la mise en application du Plan Young, les inscrivit à son ordre du jour. On parlera de cela plus tard dans un chapitre réservé.

(1) L'état de paiement de 1921 prévoyait l'acquittement par l'Allemagne de sa dette, fixée à 132 milliards, par l'émission de trois tranches d'obligations A, B et C. L'émission C a été reportée à une date ultérieure, d'où le nom « d'obligations fantômes ».

Une autre obligation, imposée aux Etats successeurs par les Traités de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon, est le paiement envers les Alliés d'une dette dite « dette de libération » pour les dépenses faites pendant la guerre et qui servit à la réalisation des aspirations nationales.

Ici, comme pour les biens cédés, c'était la Commission des Réparations qui devait procéder à la répartition entre les Etats successeurs en tenant compte des mêmes éléments, fertilité du sol, des revenus moyens pendant trois ans normaux, 1911, 1912, 1913, des territoires acquis de l'ancienne monarchie Austro-Hongroise. Vu les grandes difficultés, la Commission n'a pu accomplir sa tâche qu'en 1924 (4 novembre) quand elle fixa le montant de la dette à 1.500.000.000 de francs or, réduite après à 1.447.922.000, à répartir entre les Etats successeurs comme suit :

Pologne	225.495.000 fr. or
Roumanie	235.140.000
Yougoslavie	178.035.000
Tchécoslovaquie	750.000.000
Italie	59.252.000

1.447.922.000 fr. or

Le règlement de la dette a été remis à une date ultérieure.

Une question très importante, qui donna lieu à plusieurs conférences comme nous verrons tout de suite, c'est la répartition de la dette gagée et non gagée de l'ancien Empire entre les Etats successeurs. Ce sont les articles 203 (Saint-Germain-en-Laye) et 186 (Trianon) et leurs annexes qui s'en occupent.

L'Autriche-Hongrie, dont les finances n'ont pas été très brillantes pendant le XIX^e siècle, avait contracté des emprunts sur les divers marchés financiers de l'Europe, emprunts qui à la fin de 1918 continuaient de faire le service de l'intérêt et amortissement aux porteurs de titres. Il faut remarquer encore que le dualisme institué en 1867 laissa à chaque Etat composant la monarchie la liberté de

conclure séparément, pour ses propres besoins, des emprunts.

Vient la fin de la guerre et l'écroulement de l'Empire Austro-Hongrois. Il fallait partager entre les successeurs, outre l'actif, le passif de l'héritage. Que fait la Conférence de la Paix ?

Dans les deux Traités on fait d'abord la distinction entre la dette gagée et la dette non gagée (1). Pour la première il est décidé qu'elle suivra le sort du bien. Si le bien affecté à la dette est passé entièrement dans la propriété d'un seul Etat, celui-ci assurera dorénavant le service de l'emprunt aux mêmes conditions qu'avant. Si le bien grevé est partagé entre plusieurs Etats, on procédera à la répartition en proportion de l'importance de chaque fraction acquise par un successeur. Ainsi il entre dans la première catégorie les emprunts contractés pour les travaux d'aménagement des ports de l'Adriatique dont le service sera assuré par l'Italie ou la ligne Arad-Timisoara, qui en vertu du contrat de rachat effectué par l'Etat Hongrois (1891) à la S. T. E. G. (Société Privilégiée Austro-Hongroise de chemins de fer de l'Etat) est grevé d'une annuité de 288.745 florins à la charge exclusive de la Roumanie sur le territoire de laquelle se trouve le réseau.

Comme la presque totalité des dettes gagées était contractée pour la construction des chemins de fer, la répartition sera faite suivant la longueur kilométrique des lignes acquises par chaque Etat successeur..

Ainsi, il y avait sur le réseau hongrois-galicien quatre catégories d'obligations :

a) 5 % 1870 converti 3 1/2 % .	29.846.000 couronnes.
b) 5 % 1878	3.646.000 —
4 % 1887	23.398.800 —
3 1/2 % 1903	7.235.400 —

Le service de ces obligations était assuré par l'Autriche

(1) Commission des Réparations. *La répartition de la Dette Publique d'avant-guerre Autrichienne et Hongroise*, Paris, 1922.

seule qui recevait en échange un versement annuel de la Hongrie comme part contributive.

Aujourd'hui la charge est partagée pour ces obligations entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Le réseau de la Société privilégiée austro-hongroise des chemins de fer de l'Etat (S. T. E. G.) avait émis 7 catégories d'obligations. Lors du rachat fait par la Hongrie de sa part en 1891, le service de ces obligations continua à être fait par la S. T. E. G. qui recevait de la Hongrie une indemnité. L'Autriche procéda à son tour au rachat du réseau en 1908 en prenant la charge de 4 catégories d'obligations, le reste des 3 continuait à rester à la Société.

Après les événements de 1914-18, pour mettre en harmonie le fonctionnement des obligations avec le nouvel état de choses et pour simplifier, d'autre part, le système existant, une Conférence a eu lieu à Vienne, en septembre 1922 qui décida :

a) La Hongrie paiera une annuité à la S. T. E. G. fixée à 5.500.000 francs or, somme qui sera répartie entre les Etats successeurs ;

b) On fera la même répartition entre les obligations assurées par l'Autriche avec une exception pour les obligations 4 % 1883 et 4 % 1900 en francs or restant entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

c) Les trois catégories dont la S. T. E. G. assura la charge en 1908 continuent à avoir la même situation.

d) La répartition d'ensemble sera faite : l'Autriche et son successeur (Tchécoslovaquie) 58 % (1)
La Hongrie et ses successeurs 42 % (2)

Le total des sommes nécessaires pour assurer le fonctionnement annuel du service s'élève à 33.435.000 francs

(1) Sur cette partie : l'Autriche, 20,033 % ; la Tchécoslovaquie, 79,977 %.

(2) Sur cette partie : la Hongrie, 23,168 % ; la Tchécoslovaquie, 43,731 % ; la Roumanie, 25,101 % ; la Yougoslavie, 8 %.

et 3.763.000 marks répartis entre les Etats successeurs
comme suit (1) :

Oblig. —	Autriche —	Tcheco- slovaquie —	Hongrie —	Roumanie —	Yougoslavie —
3 %.... fr.	2.570.933	10.268.067	2.652.759	2.874.000	916.008
4 %.... »	713.071	2.931.929			
Annuité S.T.E.G. »	582.149	2.325.251			
		1.133.770	600.654	650.768	207.408
4 %.... mk	753.000	3.010.000			
TOTAL : fr.	3.866.153	21.667.160	3.253.413	3.524.858	1.123.416
» mk	753.000	3.010.000			

L'autre catégorie de la dette publique austro-hongroise, la dette non gagée (2) représentant pour l'Autriche une somme de 7.767.385.764 couronnes (3) et pour la Hongrie un total de 6.741.322.674 couronnes fut réparti par la Commission des Réparations entre les successeurs dans les proportions suivantes :

<i>Pour la dette autrichienne</i>		<i>Pour la dette hongroise</i>	
Autriche	36,877 %	Hongrie	45,735 %
Italie	4,087 %	Fiume (4)	0,748 %
Pologne	13,732 %	Autriche	1,581 %
Roumanie	1,610 %	Roumanie	21,802 %
Serbie	2,043 %	Serbie	14,116 %
Tchécoslovaquie ...	41,700 %	Tchécoslovaquie ...	16,020 %

Le Traité de Saint-Germain et Trianon prévoit la procédure de l'estampillage des titres représentatifs trouvés

(1) D'après la publication de la Commission des Réparations, *op. cité.*

(2) Pour détails, voir Mikitch Lyoubicha : *Le règlement des Emprunts Austro-Hongrois d'avant-guerre, libellés en couronnes papier.* Thèse, Paris 1928.

(3) Emis en couronnes papier, sauf :

a) Rente 4 % or, 1.168.680.952 couronnes ;

b) Mandats du Trésor 4 1/2 %, 290.640.000 (en couronnes, marks, florins, francs).

(4) Dette passée à l'Italie à la suite d'annexion.

sur le territoire de chaque Etat successeur (dans un délai de 3 ans à partir de la mise en vigueur des Traités en vue de connaître le montant des titres détenus par ses sujets et éventuellement de procéder à une compensation entre ces Etats). Par cette procédure on nationalisait le titre en substituant au débiteur primitif un débiteur nouveau, l'Etat estampilleur (1). Si les possesseurs étaient des étrangers, ils devaient remettre les anciens titres par l'entremise de leurs Gouvernements à la Commission des Réparations. Celle-ci délivrait des certificats conférant aux détenteurs le droit à une partie de chaque nouvelle émission. Evidemment l'intérêt pour chaque Etat était d'avoir un plus grand nombre de créanciers parmi les nationaux, d'où un abus dont l'Autriche s'est rendue coupable en estampillant les titres des personnes ayant cessé d'être des citoyens autrichiens. Après des essais infructueux d'entente directe entre Etats on institua la procédure de protestation en vertu de laquelle chaque ayant droit pouvait obtenir soit de la République Autrichienne, soit de la Hongrie qu'elles n'estampillent pas le titre revendiqué ou qu'elles se bornent à le revêtir d'une marque attestant qu'il y a une opposition à l'estampillage.

Une nouvelle décision de la Commission des Réparations du 22 août 1922 obligea l'Autriche et la Hongrie (27 octobre 1927) à remettre aux Gouvernements réclamant tous les titres frappés d'une protestation appartenant à des nationaux : *a*) se trouvant sur le territoire autrichien pour cas fortuit, guerre ; *b*) ayant droit qui n'est plus citoyen autrichien depuis la date de la mise en application du Traité de Saint-Germain-en-Laye (16 juillet 1920).

Le protocole d'Insbruk (28 juin 1923) signé par les Etats successeurs (Roumanie exceptée) prévoit la création d'une *Caisse commune des Porteurs étrangers des dettes publiques* avec mission de réunir les paiements nécessaires pour le service de l'intérêt et du fonds d'amortissement. C'est un organe de liaison entre les porteurs étrangers de

(1) Mikitch L., *op. cité*.

titres et les Etats débiteurs. L'accord de Prague (novembre 1925) arrêta les modalités d'application du protocole d'Insbruk sur le montant de la dette dont la Caisse assurera le service, versements à faire par les Etats et l'exécution d'autres opérations dont la Caisse sera chargée.

La dette bulgare de Réparation a été fixée dans le Traité de paix signé par celle-ci, le 27 novembre 1919, à Neuilly-sur-Seine, à 2.250.000.000 francs or. L'amortissement devait commencer le 1^{er} janvier 1921 et finir en 37 annuités, avec un taux d'intérêt de 5 %.

Avant même que la Bulgarie commence le service de la dette, la Commission des Réparations reçut une demande de moratoire pour une année qu'elle ne tarda pas à accepter et renouveler jusqu'en 1923, quand fut signé le Protocole de Sofia (23 mars).

Suivant cet accord, la dette reste la même que celle fixée par le Traité, au moins en théorie. En revanche, elle est divisée en 2 tranches : la première de 550.000.000 de francs, la tranche A, amortie par paiements semestriels pendant 60 ans, avec 5 % d'intérêt ; la tranche B, d'un montant de 1.700.000.000 francs acquittés à partir de 1953, sans aucun intérêt jusqu'à cette date.

Dans l'annuité semestrielle prévue pendant le moratoire partiel, il n'est pas compris les frais d'entretien de l'armée d'occupation, les livraisons de charbon à la Yougoslavie ni les dépenses de la Commission interalliée siégeant à Sofia.

Il faut reconnaître que la Bulgarie a exécuté jusqu'à la mise en vigueur des accords signés à la Haye (20 janvier 1930) scrupuleusement ses obligations. Le malheur qui s'abat sur la province de Rumélie en 1928, quand les tremblements de terre ravageaient un grand nombre de villages et la ville de Philipopoli, obligea la Bulgarie à faire une nouvelle demande de moratoire pour un délai de 6 mois, qui lui fut accordé, à partir du 1^{er} octobre 1928.

Du résumé fait par les clauses financières des Traités de Saint-Germain et Trianon, il ne résulte pas la somme que les deux pays devaient payer à titre de réparations.

On a confié, toujours à la Commission des Réparations, le soin de fixer ce chiffre. Seulement l'état économique et financier dans lequel se trouvent ces deux pays empêche la Commission de procéder rapidement et avec confiance à la sus-dite détermination.

Avant guerre l'Autriche-Hongrie formait une unité économique bien déterminée. Ce pays, avec des ressources variées et des richesses importantes, permettait une vie facile à une population qui dépassait 50.000.000 habitants. Le démembrement de l'Empire fit place à deux Etats indépendants : l'Autriche et la Hongrie, chacun avec une capitale disproportionnée à l'étendue du territoire et des possibilités d'une activité économique normale.

Les centres industriels de Bohême étaient passés à la Tchécoslovaquie, les gisements pétrolifères de Galicie faisaient maintenant partie intégrale de la Pologne, la Hongrie, d'autre part, perdait les richesses minières de Transylvanie et les plaines fertiles de Slovénie et du Banat.

Ajoutons les troubles civils qui marquèrent la fin de la guerre, avec la dictature bolcheviste en Hongrie et un commencement de communisme en Autriche, de même la fragilité du nouveau régime républicain qui ne pouvait pas faire face aux dépenses nécessitées pour l'entretien du personnel, fonctionnaires et pensionnaires, beaucoup plus nombreux que les nécessités réelles. On a recouru aux expédients par l'émission du papier et de là la dégringolade de la monnaie, une hausse vertigineuse des prix, suite de l'effondrement de la couronne, salaires insuffisants, la ruine de la classe qui vivait des revenus fixes, très nombreuse dans l'Autriche et dans la Hongrie, où il y avait, comme en France, l'habitude de placer les disponibilités en titres de rente, et toutes les conséquences néfastes de l'inflation que beaucoup de pays éprouvèrent durant quelques années.

Evidemment, la situation se présentant telle, on ne pouvait pas penser réclamer des annuités aux débiteurs éprouvés. Le changement des opinions dans les milieux créanciers et le sentiment de pitié que produisaient les

souffrances de la population en Autriche et en Hongrie se reflètent bien dans l'ouvrage de M. Keynes, qui montrait dans des passages déchirants, l'état désespéré dans lequel se débattait l'existence de l'Autriche.

Les Etats créanciers et la Société des Nations se rendirent compte qu'on ne rétablirait jamais une activité normale et le redressement financier de l'Europe restait une illusion si l'on n'aidait pas l'Autriche et la Hongrie à assainir leurs finances. L'emprunt contracté par l'Autriche en 1924 ne pouvait réussir sans la renonciation de la part de la Commission des Réparations de tout privilège sur les biens et sur les revenus du pays, au bénéfice des porteurs de titres. De même l'Autriche obtient un moratoire général sur tous les paiements à faire au compte des réparations.

Les Petites Puissances ne se sont pas opposées à la demande du moratoire, mais elles exigeaient qu'on accorde à leur profit un moratoire sur toutes les obligations qui sont à leur charge dans le Traité de Saint-Germain (dette de libérations, biens cédés).

La Hongrie obtient à son tour un moratoire partiel pendant 20 ans, à partir de 1923. Pendant ce délai elle n'aura à payer qu'une annuité moyenne de 10.000.000 fr. or, soit 200.000.000 en tout. La Yougoslavie aura une priorité sur le paiement, en vertu d'un accord conclu avec la Hongrie sur la livraison du charbon et du matériel roulant (1) ; en même temps elle obtient la renonciation au privilège général, institué par l'art. 180 du Traité de Trianon.

Le moratoire étant accordé, le représentant de la Tchécoslovaquie fit une déclaration au nom de la petite Entente. « Par l'art. 162 du Traité de Trianon, la Hongrie s'est obligée à réparer les dommages causés aux Puissances alliées et associées ; selon l'art. 163 du même Traité, la Hongrie devait acquitter sa dette dans une période de 30 ans, depuis le 1^{er} mai 1921. La décision de la Commis-

(1) Sterian Paul : *La Roumanie et les réparations*. Thèse, Paris 1929.

sion des Réparations réduit cette obligation à une somme minime, ce qui équivaut à une renonciation presque totale du système prévu par les Traités. Cette situation ne peut être sans avoir une influence sur les obligations que les Etats cessionnaires ont pris en vertu du Traité et de l'accord du 10 septembre 1919. La Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie sont convaincues qu'il n'est ni droit, ni équitable de traiter leurs propres obligations d'une manière plus défavorable que ne sont traitées les obligations hongroises pour les réparations ».

CHAPITRE II

LA CONFÉRENCE DE SPA ET LA FIXATION DE LA DETTE ALLEMANDE

Dans le chapitre précédent nous avons montré comment le Traité de Paix de Versailles ne contient pas le chiffre de la dette allemande et quelles raisons ont poussé les négociateurs à renoncer à cette besogne pourtant nécessaire, comme la suite des événements l'a bien démontré.

Une fois les hostilités finies, une divergence naquit au sein des Alliés, divergence qui sera fatale à leurs intérêts et profitable pour l'Allemagne. Elle nous amena à la cessation des paiements de la part de l'Allemagne, à l'occupation de la Ruhr et à l'abandon d'une grande partie de la dette en faveur de l'agresseur.

Dès l'automne de 1919, le Comité des banquiers, réuni à Amsterdam, a donné une solution en matière des réparations par la présentation d'un mémoire aux Gouvernements, mais la résistance de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique, de s'associer à une œuvre de grande envergure, pour assurer l'assainissement de l'Europe par une politique de larges emprunts consentis aux pays dévastés, fit échouer la tentative des financiers (1).

La Conférence de Saint-Remo (16-29 avril 1920) cherche une entente amiable avec l'Allemagne, en vue de fixer une somme que celle-ci soit capable de supporter. Un comité spécial institué se met aussitôt au travail et arrive à un projet de 30 annuités, à 3 milliards marks or, soit un total de 90 milliards marks or. C'était la suggestion des Anglais et des Italiens, mais elle fut refusée par M. Millebrand, au nom de la France.

(1) Radulesco Savel : *Le problème des réparations et le Plan Dawes*, Bucarest 1928, p. 14.

Deux mois plus tard, à Hyte (juin 1920), M. Chamberlain propose 100 milliards marks or, payables en 33 annuités, par annuité de 3 milliards. La délégation française demandait un minimum de 120 milliards en valeur actuelle.

La Conférence de Boulogne (20 juin 1920) représente un compromis entre les exigences des Alliés et la modération que l'état financier de l'Allemagne imposait à la fixation d'une somme trop fabuleuse.

L'Allemagne devra payer 42 annuités de 3 milliards marks or en plus des annuités additionnelles, à partir de la 6^e année de fonctionnement (1). Comme garantie d'une exécution ponctuelle, le Reich donnera les revenus des domaines qui devront être perçus par un Agent de la Commission des Réparations au compte de l'Allemagne. Seulement en cas de défaillance, les Alliés pourraient assurer directement la perception. Le plan élaboré à Boulogne fut accepté en principe par la Conférence de Bruxelles, réunie le 2 juillet 1920.

On voit donc qu'une série de conférences réunies à de petits intervalles, n'a pas permis d'arriver à une entente. Le manque de solidarité dans le camp des Alliés produit une fois par le refus des Etats-Unis de ratifier le Traité de Versailles, puis par le désaccord Franco-Anglais amena, deux ans plus tard, à un point aigu d'une crise d'alliance.

Ne pouvant s'entendre sur le terrain de la dette allemande on changea de route et avant même que ce montant soit connu, on procéda à la répartition de l'annuité entre les créanciers, annuité qui n'était pas encore fixée.

La Conférence de Spa reste une des plus importantes de cette année 1920. Elle s'occupa de beaucoup de questions : réparations, sûreté, désarmement de l'Allemagne, et fut marquée par la présence des chefs militaires à côté des chefs des Gouvernements et diplomates.

(1) Calmette G. : *Recueil des documents sur l'histoire de la question des réparations*. Paris 1924, p. 241.

Le protocole de clôture énumère dans un article premier, comment sera faite la répartition entre les Alliés (1) :

I. — Pour les réparations allemandes :

Grande-Bretagne	22	%
France	52	%
Italie	10	%
Belgique	8	%
Japon	0,75	%
Portugal	0,75	%

Le reste, de 6,5 %, sera partagé entre la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie.

II. — Pour les réparations non allemandes (Bulgarie, Hongrie, Autriche) une moitié sera répartie comme les réparations allemandes, l'autre sera partagée entre l'Italie (40 %), Grèce, Roumanie, Yougoslavie (ensemble : 60 %) (2).

On ne pouvait pas concevoir avant la clôture de la conférence, qu'il serait accordé à un groupe d'Etat ayant beaucoup souffert durant les hostilités et l'occupation ennemie, un pourcentage si réduit. D'ailleurs, comme nous l'avons indiqué dans notre ouvrage (3), les représentants des Petites Puissances n'ont pas été admis aux discussions survenues et n'ont déposé leurs protestations qu'après la conférence, quand le fait était bien consommé. La modicité des pourcentages, reconnue même par un expert d'un grand Pays (4), produisit une telle déception au sein des

(1) On a essayé en 1919, à Paris, à l'issue d'un dîner chez le Président Wilson, de faire la répartition suivante : France 50 %, Grande-Bretagne 30 %, Italie 7,5 %, Belgique 7,5 %, Serbie 2,5 %, autres puissances 2,5 %. Ce projet n'a eu aucune suite. V. Furst Gaston : *De Versailles aux Experts*. Paris 1927.

(2) Il sera accordé sur cette moitié : Grèce 25 %, Roumanie 20 %, Yougoslavie 15 %.

(3) V. ci-dessus, p. 12.

(4) Noël Pierre : *L'Allemagne et les réparations*. Payot, Paris 1924, p. 29.

délégations intéressées, qu'elles ont déclaré ne pas l'admettre.

Comment peut-on expliquer ce résultat ?

D'abord le désir de tranquilliser certains pays créanciers. Dès le mois de janvier, la même année, un accord franco-anglais s'attribua, sur le total des réparations, ensemble 80 %. La nouvelle répandue produisit une vive émotion en Belgique et en Italie, les Puissances menacèrent de ne pas signer le protocole sans une juste acceptation de leurs revendications. Les Franco-Anglais ont admis une réduction de 6 % sur leurs pourcentages, ayant désormais ensemble 74 %. Avec cette différence et l'abandon complet d'un groupe d'Etats qui ne pouvaient rien dire, on a réussi à contenter les Alliés plus dangereux qui auraient menacé de torpiller la conférence.

Puis le fait le plus important, c'était le manquement de la part des délégations représentant les pays lésés d'une unité de conduite. La Roumanie et la Grèce, pleines de confiance dans la justice de leurs causes, n'ont pas préparé le terrain diplomatique d'avance et malgré l'autorité européenne dont jouissaient leurs représentants, MM. Vénizelos et Titulesco, le résultat a été le pire possible, forçant ces deux pays à ne pas reconnaître ce qu'on leur a accordé. 1 % à la Roumanie et 0,4 % à la Grèce, sortie de la guerre avec un important passif de destructions, pensions à payer, dette de guerre, régime à reconstruire, c'était les mettre sur un pied d'infériorité avec les ennemis. La Bulgarie se vit annuler, dans le Traité de Neuilly, sa dette de guerre de 1.816 milliards, contractée en Allemagne.

La Pologne et la Tchécoslovaquie, pays nés après la guerre, vivaient en ce moment des événements graves menaçant même leurs existences. Les bolchevistes étaient en vue de Varsovie et la contre-attaque Polonaise qui sauva la situation et donna la possibilité au pays de respirer et de s'organiser, ne s'était pas encore produite. On n'avait pas le temps alors de penser aux pourcentages, alors que l'indépendance du pays était en jeu.

La Tchécoslovaquie luttait avec des difficultés surgies notamment de l'incertitude existant au début. Les frontières n'étant pas encore définitivement fixées et l'invasion des Hongrois bolchevistes, en 1919, causa un trouble important au pays. Tous les deux ont été complètement écartés de la répartition.

La seule qui a su profiter et qui réussit à avoir une quotité supérieure de beaucoup, proportionnellement aux autres, c'était la Yougoslavie. Pour faits héroïques pendant la guerre, ce pays gagna dans l'estime et l'admiration des Grands Alliés. La retraite de l'armée Serbe, en 1915, dans les conditions tragiques connues, mais qui ne put enlever au peuple la foi dans la victoire finale, la reprise des armes dès que la réfection de l'armée l'a permis, enfin toute l'épopée serbe pendant les années 1914-1918 changea radicalement la situation de la Serbie aux yeux de l'Europe.

Il est incontestable que les facteurs psychologiques ont longuement influé le jury international quand, d'un pays modeste en 1914, on fit apparaître sur la carte de l'Europe, une puissance dont l'étendue approche celle de l'Italie et une population de 12 millions d'habitants.

Deux accords, l'un en 1920, avant la Conférence de Spa et le second, signé le 20 juin 1921 à Paris, accordaient à la Yougoslavie 5 % sur les réparations allemandes et 15 % sur la moitié des réparations dues par l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie.

Parmi les points discutés à la Conférence de Spa, il faut citer les livraisons de charbon par l'Allemagne qui, malgré les dispositions de l'armistice et du Traité restaient inférieures aux engagements pris par l'Allemagne. Un désaccord s'étant produit entre les Alliés, on passe le problème à un comité d'experts, à Genève.

En ce qui concerne la fixation forfaitaire de la dette, les incertitudes demeurent encore, car ni à Spa, ni à Bruxelles où les Allemands, quelques mois plus tard, ont fait des propositions concrètes, aucun résultat n'a été obtenu, et tous les projets en vue d'amener à un montant

d'accord avec l'Allemagne sont abandonnés. Une entente qu'on croyait réalisable à Paris est définitivement tombée à Londres (1), car cette fois-ci l'intransigeance des Allemands force les Alliés à un ultimatum laissant en même temps le soin de fixer la dette à la Commission des Réparations (2).

Celle-ci avait reçu durant une année de fonctionnement, de la part de tous les Alliés, les tableaux des réclamations pour les dommages subis pendant les hostilités. Ils s'élèvent à des centaines de milliards et la Commission groupant les réclamations des Alliés par catégories les notifia à la « Kriegslastenkommission » afin de présenter ses observations (3). Nous publions, d'après les documents officiels, les demandes présentées par les Petites Puissances pour voir quelle était leur prétention sur les indemnités allemandes.

I. — *Réclamations présentées par la Yougoslavie à la Commission des Réparations :*

Catégorie de dommages	Valeurs en fr. or	Valeurs en dinars	TOTAL
<i>Dommages aux biens.</i>			
Dommages industriels.		1.931.240.000	
» propriété bâtie..		513.000.000	
» mobiliers		802.576.000	
» propr. non bâtie.		3.727.610.000	
» aux biens d'Etat.		534.165.000	
Autres dommages.....		112.500.000	
			7.621.091.000 d.
<i>Dommages aux personnes.</i>			
Pensions militaires....	13.211.251.715		
Allocations aux familles des mobilisés	873.688.620		
Pensions accordées aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants droit.....	3.721.514.992		

(1) Mars 1921.

(2) Calmette G., *op. cité.*

(3) Radulesco Savel, *op. cité*, p. 19.

Catégorie de dommages	Valeurs en fr. or	Valeurs en dinars	TOTAL
4. Mauvais traitements infligés aux civils et aux prisonniers	944.850.000		
5. Assistance aux prisonniers de la guerre et à leurs familles.....	268.399.785		
6. Insuffisance de salaires	200.000.000		
7. Excès infligés à la population civile par les Allemands			19.219.700.112 fr. or
		875.000.000 d.	875.000.000 d.
TOTAL GÉNÉRAL : fr. or	19.219.700.112		
» dinars	8.496.091.000		

II. — Réclamations présentées par la Grèce :

Catégorie de dommages	Valeurs en fr. or	TOTAL
a) <i>Dommmages aux biens.</i>	1.883.182.542	1.883.812.542
b) <i>Dommmages aux personnes.</i>		
1. Pensions militaires....	697.741.434	
2. Allocations aux familles des mobilisés....	497.007.763	
3. Mauvais traitements, victimes civiles, etc.,	1.286.000.000	
c) <i>Autres dommmages.</i>		2.480.749.197
1. Maritimes	623.075.000	
2. Bat. fluviale.....	5.782.000	628.857.000
TOTAL GÉNÉRAL : fr. or		4.992.788.739

III. — Réclamations présentées par la Tchécoslovaquie :

Catégorie de dommages	Valeurs en fr. or	Val. en couronnes	TOTAL
a) <i>Dommmages aux biens.</i>			
1. Pendant la guerre.....	6.994.228.096	5.614.947.996	6.994.228.096 fr. or
2. Pendant l'invasion bolchéviste	618.204.007	1.448.169.545	5.614.947.090 cour 618.204.007 fr. or
b) <i>Dommmages aux personnes</i>			1.448.169.545 cour
TOTAL GÉNÉRAL ..	7.612.432.103	7.063.117.835	

IV. — Réclamations présentées par la Pologne :

Catégorie de dommages	Valeurs en fr. or	Valeurs en mk or	TOTAL
a) <i>Dommages aux biens.</i>	12.094.438.760	500.000.000	12.094.438.700 fr. or 500.000.000 mk »
b) <i>Dommages aux per- sonnes</i>	9.818.830.960		9.818.830.960 fr. »
TOTAL GÉNÉRAL. .	21.913.269.660	500.000.000	

V. — Réclamations présentées par la Roumanie :

Catégorie de dommages	Valeurs en fr. or	TOTAL
a) <i>Dommages aux biens.</i>		
1. Dommages aux parti- culiers	8.103.289.710	
b) Dommages aux Départ- tements et Communes	895.823.719	
3. Dommages à l'Etat...	8.723.189.568	
		17.727.302.997
b) <i>Dommages aux per- sonnes.</i>		
1. Indemnités aux prison- niers	3.536.782.579	
2. Pensions militaires....	9.296.654.070	
3. Assistance aux prison- niers et à leurs famil- les	11.947.689	
4. Allocations aux famil- les des mobilisés....	416.703.847	
5. Dépenses occasionnées par les Commissions de constatation....	32.000.000	
6. Indemnités pour mau- vais traitements....	83.462.579	
		13.377.550.764
TOTAL GÉNÉRAL : fr. or		31.099.853.761

Nous avons dit tout à l'heure que la Conférence de Londres délègue à la Commission des Réparations, le soin de présider à la fixation de la dette des réparations. Le débat est engagé et bientôt entre la somme de 180 milliards de mark or, proposée par la Délégation Française et 104 milliards que la Délégation Anglaise trouvait suffisante, on

se décida pour la moyenne, c'est-à-dire 132 milliards marks or (1).

Une conférence des Gouvernements, convoquée à Londres, pour le 27 avril 1921, afin de ratifier la décision de la Commission des Réparations, élaborà le statut des paiements qu'elle notifia au Gouvernement allemand le 5 mai.

Des titres représentatifs devaient être émis par l'Allemagne aux échéances et valeurs suivantes :

- 12 milliards mk. jusqu'au 1^{er} juil. 1921, Obligations A.
- 38 milliards mk. jusqu'au 1^{er} nov. 1921, Obligations B.
- 82 milliards mk. jusqu'au 1^{er} nov. 1921, Obligations C.

Les deux premières séries d'obligations portaient un intérêt de 5 % et 1 % d'amortissement. Les obligations C devaient porter intérêts plus tard quand la Commission des Réparations l'exigerait.

L'Allemagne paiera sa dette par une annuité fixe de 2 milliards marks or et une annuité variable égale avec 26 % de la valeur des exportations. Tenant compte de l'intérêt et l'amortissement des deux premières séries d'obligations A et B il fallait que l'Allemagne paie une annuité totale minimum de 3 milliards marks or pour assurer le service.

Enfin, dans un délai d'un mois l'Allemagne devait payer 1 milliard marks en devises ou en espèces.

Bientôt on se rendit bien compte que toutes les clauses du statut de Londres n'étaient pas applicables et par la fixation d'une annuité que l'Allemagne ne pouvait pas payer, on risquait de compromettre l'œuvre de deux années de peine et de travail. D'ailleurs quelques mois s'écoulèrent avant que le statut de paiement fût adopté par l'Allemagne et pendant lesquels elle avait émis la première tranche des obligations et payé 1 milliard en devises, que la Commission des Réparations fut sollicitée d'une demande de moratoire. On entra ainsi dans la période la plus pénible de l'histoire des réparations, marquée par des épisodes émouvants et l'application des sanctions par les

(1) Savel Radulesco, *op. cit.*, p. 19.

créanciers et d'où on sortit trois ans plus tard, mais avec des sacrifices considérables des deux côtés. La faillite de l'Allemagne et la réduction de la dette des réparations, telle fut la conclusion d'une période qui va de novembre 1921 à septembre 1924.

Sur les 20 milliards marks imposés à l'Allemagne par le Traité de Versailles jusqu'au 1^{er} mai 1921, elle n'en paya que 8 dont la plupart en prestations en nature.

CHAPITRE III

LE PLAN DAWES

Les deux demandes de moratoire présentées par l'Allemagne à la Commission des Réparations et la divergence franco-anglaise montrent la gravité du problème et le fait qu'on était arrivé à un point d'où il était difficile de trouver l'issue.

Beaucoup de personnalités pensaient que la seule possibilité de faire payer l'Allemagne, c'était une réduction sensible de sa dette en la rendant compatible avec sa capacité potentielle.

L'économiste anglais Keynes préconisait la réduction de la dette à 22 milliards marks dont on attribuerait 18 milliards à la France, 3 à la Belgique et 1 serait réservé à la reconstruction des pays du centre de l'Europe comme l'Autriche et la Pologne. Le sacrifice imposé aux Petites Puissances serait compensé par une remise de leur dette de guerre envers la Grande-Bretagne.

D'après Keynes, on avantagerait évidemment l'Allemagne, mais comment pourrait-on concilier la France qui, jusqu'en 1922, avait dépensé 60 milliards francs papier sur 120 milliards de francs de dommages ? (1).

Le projet de M. Caillaux réservait à la France une somme de 28 milliards marks nécessaire aux dépenses à venir pour la reconstruction des régions envahies, les pensions restant à la charge de chaque pays créancier.

En ce qui concerne les autres créanciers de l'Allemagne, victimes de son agression, M. Caillaux préconise un vaste plan de collaboration de l'Europe, par l'émission des emprunts internationaux au compte de l'Allemagne mais avalisés par les Grandes Puissances.

(1) Lescure Jean : *Le Problème des Réparations, comment le résoudre ?* Paris 1922.

La solution de M. Lescure touchait les dettes de guerre. Il voyait comme seul moyen de sortir des difficultés dans lesquelles se débattait alors l'Europe, une annulation totale des dettes envers les Etats-Unis et l'Angleterre qui permettrait de consentir une réduction de la dette allemande à un taux nécessaire pour couvrir les dépenses de reconstruction et aux pensions restant à payer le 1^{er} janvier 1923. Les annuités auront comme source un emprunt perpétuel contracté par l'Allemagne avalisé par les Grandes Puissances.

Lors de la Conférence de Paris (janvier 1923), le Premier Ministre Anglais, Bonar Law, présente un projet de réduction de la dette allemande de réparation à 50 milliards par l'annulation des bons C, prévus dans l'état de paiement de Londres. On remplacerait les trois catégories de bons, seulement par deux dont la première d'un montant de 50 milliards seraient remboursables jusqu'au 31 décembre 1954 et porterait 5 % d'intérêt, les autres, la série B, représenterait les intérêt de retard de la première série, soit au total 17 milliards 1/2, seront émises le 1^{er} avril 1933 et remboursables le 31 mars 1965.

Le projet anglais prévoyait également un moratoire de 4 ans, après quoi l'Allemagne commencerait à s'acquitter par des annuités allant de 2 milliards à 3,5 milliards marks or.

Le refus de la délégation française d'accepter les propositions anglaises ouvre l'époque des sanctions et les armées franco-belges entrent dans la Ruhr.

La tergiversation que les dirigeants allemands mettaient dans les exécutions de leurs engagements entraîna le Gouvernement français, auquel s'étaient ralliées la Belgique et l'Italie, à la conclusion que seule une procédure forte pouvait forcer l'adversaire d'être prompt à exécuter ses obligations et le faire sortir du détour où les malentendus franco-anglais l'avait si bien placé.

Seulement l'occupation des gages ne marcha pas à merveille car l'Allemagne riposta par une résistance passive qui causa beaucoup de pertes et dépenses aux Alliés,

réduits à exploiter eux-mêmes, à grands frais, les mines abandonnées par les ouvriers et ingénieurs. Enfin l'Allemagne céda, le travail fut repris mais la faillite de l'Allemagne était consommée. La dépréciation de sa monnaie, au mois de juillet 1923, atteint des proportions inimaginables. On se décida pour la reprise des discussions qui amenèrent au communiqué publié par la Commission des Réparations, le 20 novembre 1923 :

« En vue d'étudier, conformément aux dispositions de l'article 234 du Traité de Versailles, les ressources ainsi que les capacités de l'Allemagne et après avoir donné aux représentants de ce pays l'équitable faculté de se faire entendre, la Commission des Réparations décide de constituer deux Comités d'experts appartenant aux pays alliés et associés.

« L'un serait chargé de rechercher les moyens d'équilibrer le budget et les mesures à prendre pour stabiliser la monnaie, l'autre aurait à rechercher les moyens d'évaluer et de faire rentrer en Allemagne les capitaux évadés ».

Le premier Comité était présidé par le Général Dawes et avait la tâche la plus importante, le second devant s'occuper des capitaux évadés avait comme président M. Mac-Kenna.

Les travaux du premier Comité durèrent plusieurs mois. Ils s'appuyèrent sur la capacité de paiement de l'Allemagne, capacité réelle sans quoi un règlement sérieux et durable du problème ne pouvait pas être conçu. Il fallait donc tenir compte de la possibilité de prélèvement sur le budget allemand sans paralyser l'activité économique du pays, le total des sommes à transférer à l'extérieur ne compromettant pas la stabilité du change, enfin le montant des richesses que les créanciers recevaient en nature ne devait porter aucune atteinte à la production nationale ou aux relations économiques avec les autres pays.

Le moment était venu que soient évités tous les errements comme la fixation d'un montant très élevé de la dette sous l'impulsion des divers facteurs psychologiques. L'Allemagne avait perdu la guerre. La marine marchande,

les placements à l'étranger disparurent de son patrimoine, les finances étaient obérées et le nouveau régime républicain institué après la guerre n'avait pas encore l'autorité de procéder aux mesures énergiques comme par exemple une réduction du personnel et un effort fiscal de la part des citoyens.

Pendant des années on vivait au jour le jour au moyen de l'émission du papier-monnaie, les prix montaient chaque jour sans que le Gouvernement cherchât à prendre les mesures pour augmenter ses revenus, par exemple une hausse des tarifs des chemins de fer.

Un nouveau fait est à remarquer : la direction que les Américains prennent dans le règlement des réparations, direction qu'ils auront jusqu'à la liquidation définitive par le plan Young. De même les moyens d'investigations dont jouissaient les experts pour accomplir la mission qu'on leur avait confiée, la possibilité d'évaluer et de rechercher tous les revenus de l'Allemagne, l'immixtion dans ses affaires intérieures, portaient une atteinte à sa souveraineté. Un tel régime ne pouvait durer longtemps pour un pays comme l'Allemagne qui, avant guerre, croyait avoir une hégémonie en Europe.

L'installation d'un agent général des réparations à Berlin, préconisée dans le Rapport des Experts et les Trustee institués faisaient à l'Allemagne un sort semblable à l'Egypte en 1879 ou à la Grèce, à la fin du siècle dernier.

Une chose doit être retenue : pour la première fois le règlement du problème des réparations est étudié avec impartialité par des Experts ayant en vue les nécessités des Alliés et les possibilités réelles de l'Allemagne.

Vu que le budget ne pouvait porter une charge supérieure à 1.250 millions, les experts cherchèrent ailleurs les ressources et de là est sortie la contribution de l'industrie enrichie pendant et après la guerre et l'inflation. Les Allemands, les premiers en 1923, employèrent les chemins de fer et l'industrie pour contracter des emprunts à l'étranger.

Une grande importance est donnée aux prestations en nature afin d'éviter la chute du change par un transfert en masse de la monnaie étrangère. Ainsi l'Allemagne, par son outillage, est appelée à coopérer à la restauration de l'Europe. « Hommes d'affaires, les Experts rappellent aux hommes politiques qui ont si longtemps méconnu les lois élémentaires des tractations économiques, que la monnaie n'est qu'un signe et qu'il n'y a pas de richesse véritable, de richesse transportable en dehors du travail et des produits du travail » (1).

Nous allons analyser sommairement le rapport présenté par le premier Comité, à la Commission des Réparations. Il est connu sous le nom de Plan Dawes.

Dans la première partie, les Experts expliquent qu'ils ont cherché à accomplir leur tâche, guidés par les intérêts pratiques sans avoir en vue des buts politiques ou de répression contre le peuple allemand.

L'intérêt qu'ils ont porté au relèvement financier de l'Allemagne montre que l'assainissement de celle-ci est une condition pour la reconstruction de l'Europe.

En effet, ils proposent un moratoire partiel qui permettrait à l'Allemagne de sortir de ses difficultés immédiates, tâche facilitée en partie par l'extinction de sa dette intérieure, conséquence de l'effondrement du mark.

Comme mesures pratiques le Rapport indique l'augmentation des impôts, afin d'être portés au niveau de tous les pays d'Europe, pays qui ont été beaucoup plus éprouvés par la guerre que l'Allemagne et une sage administration dans les ressorts de l'Etat, marquée par des économies dans les dépenses.

Pendant le moratoire, l'Allemagne pourra payer aux Alliés, sans aucun danger pour son équilibre financier, les annuités suivantes :

(1) *Les aspects financiers du rapport des Experts, dans l'Europe Nouvelle* du 19 avril 1924.

	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
1924-1925.....	1.000 millions mk or	
1925-1926.....	1.220 » » »	
1926-1927.....	1.200 » » »	1.450 millions mk or
1927-1928.....	1.750 » » »	2.000 » » »
1928-1929.....	2.500 » » »	Annuité Standard.

A partir de cette année (1928-29) on ajoutera à l'annuité une somme produite par l'indice de prospérité allemande. Cet indice fonctionnera au moins pendant la période nécessaire à l'amortissement de l'emprunt Dawes, de 1.000 milliards marks or.

Les ressources qui alimentent l'annuité sont :

a) Une contribution des chemins de fer allemands fixée pour la première année à 200 millions, les années suivantes, elle passe à 600 millions, contribution normale.

b) L'industrie allemande versera également, à partir de la deuxième année 125 millions, pouvant atteindre la quatrième année le chiffre normal de 300 millions marks.

c) Un impôt sur le transport évalué à 300 millions marks.

d) La contribution du Budget.

Les chemins de fer constituent dorénavant une Société par actions, au capital de 26 milliards marks dont 13 milliards en actions sont offerts à l'Etat allemand, 2 milliards sont considérés, actions de préférence, revenant à la Compagnie et 11 milliards constituent la contribution des chemins de fer à l'annuité des Réparations.

Les obligations seront remises au Trustee délégué par la Commission des Réparations et porteront intérêt de 5 pour 100 et 1 %, amortissement qui revient à 660 millions marks de revenu. Le Trustee a des pouvoirs très étendus dans le Conseil d'Administration de la Compagnie, ayant même le droit de nommer 9 membres.

Une hypothèque générale grèvera l'industrie allemande comme garantie de sa contribution à l'annuité de répa-

ration. Elle fournira 5 milliards de bons, portant 5 % d'intérêt et 1 % d'amortissement. La garde et la gestion de ces obligations seront également confiées à un Trustee nommé par la Commission des Réparations.

La contribution du budget aura comme origine certains revenus assez productifs comme les douanes, impôt sur la bière, le tabac, sucre et le monopole sur l'alcool. Ils sont gagés à partir de l'acceptation du Rapport par les Gouvernements et un Commissaire des revenus gagés avec ses adjoints, un pour chaque catégorie de revenus, assurera le bon fonctionnement du système, recevant en son compte les sommes perçues par les percepteurs allemands. La contribution du budget une fois assurée, le surplus sera versé au Gouvernement allemand.

Une attention spéciale est donnée par le Rapport au transfert de l'annuité en monnaie étrangère. Ayant le principe ferme de ne pas compromettre le change allemand, il préconise une large prudence car « ce problème ne pourra être résolu que de proche en proche et par expérience ». On cherche à arriver à un emploi des sommes à l'intérieur de l'Allemagne et le surplus seulement sera transféré à l'étranger sous forme de devises.

Le Comité des Transferts, comprenant six membres ayant à sa tête l'agent pour le paiement des Réparations, sera le régulateur de ces opérations très délicates. Le rapport déclare : « Si les difficultés de transfert sont à certaines époques telles que le fonds des charges du Traité atteigne 5 milliards marks or, en monnaie allemande, les versements à ce fonds seront temporairement suspendus. S'il trouve que la situation fiscale et monétaire se trouve menacée, le Comité pourra, à la majorité de 2/3 de ses voix, réduire les limites d'accumulation au-dessous de 5 milliards. Il pourra, dans la même forme, supprimer cette limite s'il se trouve en présence de manœuvres financières faisant obstacle au transfert ».

Nous avons reproduit ce passage pour relever l'intérêt que les Experts portaient au transfert de l'annuité. Aujourd'hui, tout le monde parle à haute voix de transfert des

richesses d'un pays à l'autre, peu d'économistes avant le rapport des Experts avaient pensé à l'application de ce principe d'économie politique à la dette allemande des Réparations. Les négociateurs de Versailles et de toutes les conférences qui ont succédé (et il y en a beaucoup) n'ont pas saisi la gravité de ce problème.

Comment peut-on faire le paiement d'une grosse dette ? Il va sans dire que dans les rapports internationaux, personne ayant des connaissances d'Economie politique, ne répondra qu'on s'acquittera au moyen des espèces. On emploiera les espèces dans les opérations modestes mais très rarement ; même pour les dettes de minime importance, les lingots d'or ne passeraient pas la frontière d'un Etat débiteur. Dans la presque totalité des cas, les paiements internationaux se règlent au moyen de devises, c'est-à-dire de traites tirées sur l'étranger.

La dette allemande ne pouvait échapper à cette vérité économique. Mais pour avoir des devises à présenter à l'échéance, il fallait que la balance des comptes soit active dans le pays débiteur, dans notre cas l'Allemagne, et nous savons que la balance des comptes est composée d'une série d'éléments dont le plus important est le commerce extérieur. Faire entrer des devises dans l'intérieur de l'Allemagne, cela veut dire activer sa production et son commerce avec l'étranger, pour avoir un gros excédent des exportations sur les importations.

Ici le problème se complique car des intérêts se heurtent comme cela a été le cas après 1923, il arrivait que le fonctionnement du libre jeu de la loi de l'offre et de la demande sur le marché mondial était beaucoup plus difficile en pratique qu'il n'était en théorie.

D'abord, une prospérité allemande avec une augmentation sensible de ses exportations, source des devises, voulait dire la conquête du marché mondial par ses produits au détriment des industries françaises et anglaises. Les premières années d'après guerre, la France forcée par les besoins de reconstruction dans les départements

envahis, absorbait sans difficulté les prestations en nature allemandes.

C'était de même pour les pays comme la Roumanie, la Grèce et la Serbie, avec une industrie peu développée. Mais il est arrivé un moment où l'œuvre de reconstruction était presque achevée et l'industrie française commençait à s'inquiéter de la concurrence faite par les Allemands à leur fabrication.

Ne parlons pas des Anglais qui ont accepté toujours à contre-cœur les prestations en nature et les livraisons de charbon à la France et à l'Italie au détriment de ses exploitations.

Au contraire, une balance de compte défavorable se manifeste par une dépréciation du change et c'était un point où les Experts ont concentré leur attention car la ruine du mark c'était la chute du système qu'ils préconisaient.

Voilà pourquoi ils ont exprimé leur désir de ne plus accumuler à la Reichsbank pour le compte des Réparations qu'une somme de 5 milliards de marks au maximum et de suspendre les versements au fonds des charges du Traité toutes les fois que ce chiffre était dépassé. D'autre part, le transfert à l'étranger doit être complètement arrêté s'il y a une menace pour la stabilité de la monnaie allemande.

Pour illustrer un peu le mécanisme du transfert, nous rappellerons un fait semblable mais dans des proportions plus modestes que l'Europe a vécu après la guerre franco-allemande de 1870-71 :

La France devait payer une somme de 5 milliards francs or, contribution de guerre que les milieux français du temps et l'opinion publique de partout, trouvait exagérée. On se demandait avec inquiétude comment la France payerait une aussi grosse dette de guerre ? Bismark voyait dans les difficultés qu'il créait à la France, en lui imposant une somme dépassant ses facultés de paiement, un moyen de plus d'accomplir sa complète défaite. Mais heureusement pour la France, elle connut après la reprise

des affaires une grande prospérité économique, prospérité qui ira jusqu'en 1882 environ et pendant ce délai elle avait comme Ministre des Finances un personnage bien remarquable, un économiste éprouvé, J.-B. Say.

Celui-ci, en dehors de deux emprunts amortissables (1872, 1878), acheta sur le marché européen toutes les traites tirées sur l'Allemagne pour les grandes investitions dont celle-ci s'outillait alors, investitions même démesurées qui entraînèrent une période de crise vers 1874 et les présenta à l'échéance au compte de la dette de guerre.

Par ce moyen la contribution de 5 milliards imposée à la France lors du Traité de Francfort, fut payée sans grande secousse, même avant le terme, au grand étonnement de l'Europe et à la stupéfaction de Bismark, qui s'était trompé sur la force vitale de l'économie française malgré les événements politiques désastreux.

Sauf une petite partie payée en espèces et bijoux par le patriotisme sublime du peuple français, la plus grande partie de la dette fut acquittée au moyen des devises.

N'oublions pas que ces événements se passaient 50 ans avant le Rapport des Experts quand l'œuvre d'une guerre n'était pas si monstrueuse et les rapports de débiteur à créancier ne mettaient en cause alors què deux pays : la France et l'Allemagne.

Le rapport prévoit la création d'une nouvelle banque d'émission, en Allemagne, véritable clé de voûte du système de l'émission de billets de banque. La monnaie nouvelle, le Reichmark, remplacera les anciens rentenmark garantis par la propriété foncière de l'Empire et émis tout de suite après l'inflation.

Le capital de la banque sera fixé à 400 millions rentenmarks dont 300 millions souscrits par le public et 100 millions représentant l'apport de l'ancienne Reichbank qui constituait son actif. Le privilège d'émission est accordé pour une durée de 50 ans, les billets devraient avoir une couverture de 30 % soit en or ou devises étrangères.

Le souci d'écarter autant que possible les appels des Etats et du Reich à la Reichbank, force les Experts à

limiter les avances à un très court terme et les montants ne devant pas dépasser 100 millions marks pour les Etats fédérés et 200 millions pour le Reich.

Le Conseil d'Administration composé de 14 membres dont 7 allemands, nommés par les actionnaires et 7 membres étrangers nommés par le Comité d'organisation. Ceux-ci seront de nationalité belge, française, anglaise, italienne, américaine, hollandaise et suisse.

Un commissaire nommé par le Conseil d'Administration aura des pouvoirs discrétionnaires en ce qui concerne l'émission des billets pouvant même suivre et contrôler les travaux du Comité de Direction.

En résumé, voilà comment seront répartis les éléments composant l'annuité Dawes :

A. — *Prélèvement sur le budget ordinaire :*

1° 1924-25..	rien.			
2° 1925-26..	500 millions marks de ressources spéciales.			
3° 1926-27..	110	—	—	—
4° 1927-28..	500	—	—	—
5° 1928-29..	1.250	—	—	—

Les paiements supplémentaires pouvant être faits suivant l'indice de prospérité.

B. — *Obligations des chemins de fer :* 11 milliards d'obligations sur 26 milliards capital.

Service :

1° 1924-25.....	330 millions marks.		
2° 1925-26.....	465	—	—
3° 1926-27.....	550	—	—
4° 1927-28.....	660	—	—
5° 1928-29 et suivants..	660 millions marks.		

C. — *L'Impôt sur le transport :* A partir de 1925-26 : 290 millions marks chaque année.

D. — *Obligations industrielles* : 5 milliards obligations avec 5 % d'intérêt et 1 % d'amortissement.

1° 1924-25.....	rien.
2° 1925 26.....	125 millions marks.
3° 1926-27.....	250 — — —
4° 1927-28 et suivantes .	300 — — —

La première annuité sera couverte par l'Allemagne grâce à un emprunt international de 800 millions contracté par celle-ci. Le fait que les Experts ont établi une corrélation entre l'assainissement de l'Allemagne et le paiement des annuités de réparation constitue un point qu'il ne faut pas oublier. Comme la ruine dans laquelle s'était trouvée l'Allemagne en 1924 à la suite de l'effondrement du mark ne lui permettait pas de faire de prélèvements sur ses ressources ordinaires on recourut à un emprunt sur le marché mondial.

Ce qu'il faut remarquer encore c'est que l'emprunt ne devait pas être directement versé aux créanciers, mais son produit de 800 millions de marks (1) servit de couverture à la première émission de 2.500 millions faite par la Reichbank sur laquelle on paya 800 millions de marks de livraisons au compte des réparations.

Il est évident que le marché américain était bien disposé à souscrire une large tranche de cet emprunt. L'inflation de l'or aux Etats-Unis qui atteignait 4/10 du stock

(1) L'emprunt a été souscrit par les pays suivants :

Amérique	110.000.000 \$	400.628.330,56 mk
Angleterre	12.000.000 £	192.943.009,66 »
Belgique	1.500.000 £	24.375.656,83 »
Hollande	2.500.000 £	40.642.203,14 »
France	3.000.000 £	48.178.586,86 »
Italie	100.000.000 liras	15.696.751,68 »
Suède	25.200.000 cour.	24.250.166,64 »
Suisse	2.360.000 £	38.850.540,37 »
Allemagne	260.000 £	5.926.353,62 »
Suisse	15.000.000 fr. suis.	9.526.735,95 »
		801.013.283 mk

mondial et une grande disponibilité de capitaux due à la prospérité que la guerre apporta aux pays neutres, assurait la certitude de collaboration des capitaux américains à un emprunt de réparation. Les conditions étaient avantageuses pour les souscripteurs, le cours des émissions fixé à 92 % et remboursable au pair, portait l'intérêt de 7 % à un intérêt réel de 7,80 %. « Le montant nécessaire pour le service de cet emprunt, déclarent les experts, devra être déduit des sommes qui, dans les années suivantes, pourront, conformément à notre projet, être mises à la disposition des créanciers de l'Allemagne ». Il bénéficia d'une priorité sur les versements allemands et, bien entendu, du privilège de premier rang établi dans l'article 248 du Traité de Versailles.

Les prestations en nature furent organisées par le Plan Dawes de nature à favoriser les échanges commerciaux entre les ressortissants allemands et étrangers. Ainsi, un acheteur de produits allemands d'un pays allié paie le prix de son contrat à son Gouvernement. La puissance créancière émet une traite à l'ordre de l'acheteur. Celui-ci l'endosse au nom du vendeur qui la présente à l'agent général des paiements à Berlin d'où il reçoit le prix. « Dans le cas où à l'échéance l'agent ne pouvait, pour une raison quelconque, honorer la traite, le Gouvernement émetteur devra couvrir le montant par un versement direct de fonds à la Reichskreditgesellschaft de la Reichbank de Berlin » (1).

L'agent de réparation à Berlin en réglant le compte du vendeur débite en même temps le pays créancier. De cette manière, tous les intérêts sont satisfaits, le change allemand n'est pas menacé, le pays créancier touche sa part des prestations en nature et les particuliers règlent leurs affaires comme d'habitude.

Il y a trois conditions pour que les contrats commerciaux puissent devenir des contrats prestations en nature :

(1) Alriq Paul : *Le Plan Dawes*, Paris 1928.

- a) Il faut avoir le consentement du vendeur allemand ;
- b) Impossibilité de réexportation ;
- c) Les marchandises doivent être des produits allemands sans qu'elles soient indispensables à l'économie du pays (1).

Un grand nombre de pays, surtout les Petites Puissances, ont reçu l'exécution des prestations par des livraisons en nature, les paiements en espèces représentant une partie insignifiante de leurs actifs.

Etant donné la situation économique de la Grèce, de la Yougoslavie et de la Roumanie, pays agricoles sans industrie ancienne, les prestations en nature, si modestes qu'elles furent ne déterminèrent pas un danger pour l'industrie nationale et la concurrence qu'on craignait dans les grands pays. L'Angleterre fut un adversaire résolu des prestations en nature et réussit jusqu'à la fin, à la Conférence de La Haye de 1929 à les limiter à une durée de 10 ans, après quoi elles seront complètement supprimées.

Après avoir exposé le contenu du plan présenté par les Experts à la Commission des Réparations, tâchons de montrer l'attitude des Petites Puissances envers ce nouveau régime des réparations qu'on instituait.

La réponse du Gouvernement Yougoslave à la lettre que le Président de la Commission des Réparations lui adressa en le priant de faire ses observations avant l'ouverture de la Conférence des Gouvernements pour l'acceptation du Plan Dawes montre bien les doléances de ce groupe de pays. Notons en passant que la Yougoslavie était le seul petit pays représenté à la Commission des Réparations avec un vote délibératif. Les autres, la Grèce, la Roumanie, la Tchécoslovaquie siégeaient avec un vote consultatif et seulement quand leurs intérêts étaient en jeu.

Voilà les passages les plus importants de la réponse yougoslave : « Les conclusions du rapport des Experts se « trouvant présentées, comme il convient d'ailleurs, sous

(1) Alriq Paul : *Le Plan Dawes*, Paris 1928.

« la forme de recommandations et souvent de simples indi-
« cations, le Gouvernement serbe exprime l'espoir que la
« Commission des Réparations en reprenant dans sa déci-
« sion définitive des conclusions et les complétant sur
« certains points, voudra bien prendre en considération
« qu'aucune représentation à aucun des organismes prévus
« dans les rapports des Experts n'est accordé au Gouver-
« nement serbe, malgré les intérêts considérables de ce
« Gouvernement établis par le pourcentage de 5 % qui
« lui est reconnu dans la répartition des réparations alle-
« mandes. Il se permet de penser que l'explication de ce
« fait doit se trouver dans la circonstance que l'attention
« des Experts s'était portée naturellement sur les Etats
« représentés dans les deux Comités et que la proportion
« des intérêts de la Serbie engagés en cette matière a ainsi
« échappé à leur juste appréciation, dont ils ont fait
« preuve tout au long de leurs difficiles et remarquables
« travaux.

« Le Gouvernement serbe attache une grande impor-
« tance plus particulièrement aux attributions et au fonc-
« tionnement du Comité des Transferts. Il estime que la
« présence d'un représentant serbe dans ce Comité ne
« saurait que faciliter l'accomplissement de sa tâche et
« aussi dans une certaine mesure simplifier l'étude des
« mesures que la Commission des Réparations sera sou-
« vent appelée à prendre dans les questions qui concer-
« nent le Comité des Transferts. C'est pourquoi il serait
« heureux de voir les projets des experts complétés aussi
« sur ce point par la nomination d'un membre serbo-
« croate-slovène dans le Comité des Transferts ».

De même à la Conférence de la Petite Entente (1),
tenue à Prague le 12 juillet 1924, les représentants de
chaque pays ont déclaré qu'ils seraient solidaires à la pro-
chaine Conférence de Londres et ils ont adopté un point
de vue unique pour les dettes alliées et dans toutes les ques-
tions concernant les réparations.

(1) Codresco Florin : *La Petite Entente*. Thèse, Paris 1930.

Le communiqué officiel donné à la presse le 12 juillet mentionne : « Les Ministres des Etats de la Petite Entente, « MM. Benès, Duca, Nintchith ont examiné la question « des réparations et celle des dettes interalliées. Ils ont « établi la ligne de conduite à suivre pour le règlement « de ces questions en ce qui concerne les trois pays. Ils ont « décidé de collaborer et de maintenir entre eux un étroit « contact, tant à la Conférence de Londres qu'en toute « autre circonstance où ces questions seront traitées, afin « de mieux défendre leurs intérêts ».

La Conférence de Londres (16 juillet-30 août 1924) était convoquée pour décider la mise en application du Rapport des Experts. Ses débats étaient marqués d'un large esprit de conciliation, si nécessaire pour arriver à une entente après la période de tension entre les Alliés et l'Allemagne. Il y avait d'abord un grand désir de la part de tous d'en finir avec les actions stériles et de mettre le régime des réparations sur des bases découlées de l'expérience de quelques années de tâtonnement.

Chaque partie avait besoin de l'autre. L'Allemagne avec ses finances ruinées, une nouvelle monnaie remplaçant celle que la politique d'inflation avait anéantie, ne pouvait consolider sa situation sans l'appui de l'Europe. La meilleure preuve de bonne volonté c'était la promesse d'une exécution fidèle et scrupuleuse d'un nouveau régime institué par les Experts.

Les pays créanciers avaient la conviction qu'une politique d'intransigeance envers le débiteur, ayant en vue les intérêts de chacun sans regarder les possibilités réelles de celui-ci était aussi infructueuse que stérile et qu'au lieu d'un résultat effectif elle amenait la méfiance et la tension entre les nations, contraires à l'idée de paix et de collaboration pour sa consolidation. Un esprit de modération caractérisa l'attitude des Alliés.

Une procédure d'arbitrage devait remplacer la politique des sanctions et des actions isolées. L'occupation de la Ruhr sans la participation des Anglais fut un épisode de la

crise d'alliance franco-anglaise qui encouragea l'Allemagne à la résistance passive. L'arbitrage obligatoire ne permettra plus des sanctions de la part d'un créancier mécontent. La malveillance allemande doit être constatée par l'unanimité de la Commission des Réparations qui aura dorénavant un membre de nationalité américaine.

Si les Alliés ont perdu des gages détenus et s'ils ont pris l'engagement d'évacuer la Ruhr dans un délai d'un an après la signature de l'Allemagne et l'engagement de celle-ci d'une exécution ponctuelle du nouveau régime, les relations internationales se sont beaucoup améliorées et on peut affirmer que la Conférence de Londres avait préparé le terrain du pacte de Locarno sur lequel repose aujourd'hui la politique des Etats désireux de maintenir la paix. « La Conférence de Londres représente la réussite de l'idée de conciliation soutenue par la diplomatie britannique, idée qui trouve son application sous la direction américaine. Grâce au principe de l'arbitrage et au calme politique qu'on essaya d'apporter dans le problème des réparations, l'atmosphère internationale marque un pas en avant vers la conciliation (1).

Le protocole de clôture signé le 16 août 1924 par toutes les délégations présentes y compris les Allemands, proclame l'acceptation par tous les Etats du Plan des Experts. La mise en application nécessita la signature des arrangements suivants :

I. — Accord entre les Gouvernements alliés et le Gouvernement allemand concernant l'arrangement du 9 août 1924 conclu entre le Gouvernement allemand et la Commission des Réparations.

II. — Arrangement entre les Gouvernements alliés et l'Allemagne.

III. — Arrangement entre les Gouvernements alliés représentés à la Commission des Réparations.

Dans le premier arrangement il est consacré la pro-

(1) Radulesco Savel, *op. cité*, p. 67.

cédure de l'arbitrage dans toutes les contestations relatives à l'application du Plan Dawes. Les arbitres, au nombre de trois, seront nommés pour une durée de cinq ans, un par la Commission des Réparations, le second par le Gouvernement allemand et le troisième, le Président, citoyen américain, sera nommé par un accord entre la Commission des Réparations et le Gouvernement allemand. En cas de désaccord, c'est le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale qui désignera le troisième arbitre.

Dans les arrangements entre les Gouvernements alliés et l'Allemagne il est prévu que le nouveau plan entrera en vigueur dès que le Gouvernement allemand aurait constitué la nouvelle banque d'émission et qu'il aurait promulgué les lois nécessaires pour assurer le fonctionnement du plan, enfin le plan sera en vigueur quand l'Allemagne remettrait aux Trustee les obligations industrielles, les obligations de la Compagnie des Chemins de Fer et que l'emprunt de 800 millions de marks serait entièrement souscrit.

En revanche, les Alliés s'engagent à rétablir l'autorité allemande dans les régions occupées écartée par l'entrée des armées françaises dans la Ruhr et s'engagent à évacuer le bassin dès que l'Allemagne prouverait dans un délai d'un an une exécution complète de ses engagements.

Les arrangements entre les Alliés prévoient la procédure en cas d'inexécution de la part de l'Allemagne de ses obligations. Dans ce cas l'unanimité est demandée aux membres de la Commission des Réparations et, en cas contraire, il est réservé à chaque pays représenté à la dite Commission un droit d'appel devant une commission d'arbitrage composée également de trois membres désignés par la Commission des Réparations.

Il est prévu un droit de priorité pour les souscripteurs de l'emprunt de 800 millions sur les annuités à payer par l'Allemagne.

Enfin, l'arrangement entre les Alliés a modifié l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles en introduisant la formule suivante, nécessaire après l'accep-

tation du Plan Dawes. « Lorsque la Commission des Réparations aura à statuer sur une question relative au rapport présenté le 9 avril 1924 à la Commission des Réparations par le premier Comité des Experts nommé par elle le 30 novembre 1923, un citoyen des Etats-Unis d'Amérique, désigné comme il est dit ci-dessus, prendra part aux débats et émettra un vote comme s'il avait été nommé en vertu du paragraphe 2 de la présente annexe ».

Pour la répartition de l'annuité Dawes entre les Alliés une Conférence des Ministres des Finances eut lieu à Paris dont le protocole de clôture signé le 14 janvier 1925 contient les dispositions suivantes :

Un droit est reconnu à la Commission des Réparations de prélever pour la première année 9 millions $1/2$ de marks et pour les années suivantes 7 millions $1/2$. Sur ce chiffre une partie, 3.700.000 marks, sera attribuée aux organismes institués par le Plan Dawes. De même, la Commission interalliée rhénane aura droit à 10 millions de marks, et l'armée d'occupation bénéficiera d'un prélèvement de 160 millions dont 110 millions pour l'armée française, 25 millions pour l'armée belge et 25 millions pour l'armée anglaise.

En second lieu, les Etats-Unis auront droit à une priorité de 55 millions de marks par an, somme qui bénéficiera du privilège général et qui portera, en cas de retard, un intérêt de 4 $1/2$ %.

La Belgique bénéficiera d'un prélèvement de 5 % sur l'annuité allemande, après les déductions mentionnées plus haut, qui sera affecté au remboursement de sa dette de guerre, conformément à l'article 232 du Traité de Versailles.

Le montant sera partagé entre ses créanciers de la façon suivante : 46 % à la France, 42 % à la Grande-Bretagne et 12 % à la Belgique (1).

(1) Les Etats-Unis se tenant à l'écart, n'admettant aucun rapport entre les dettes de guerre et l'annuité allemande, le 12 % de la priorité belge sera accordé à celle-ci pour qu'elle puisse payer, à son tour, l'annuité envers les Etats-Unis.

Dans l'article 7 on parle de la Roumanie et de la Grèce : « Le pourcentage des paiements de réparations « disponible pour la répartition entre les Puissances « alliées qui doit être attribué à la Grèce est fixé à 0,4 % « des paiements faits par l'Allemagne et de la première « moitié des paiements faits par l'Autriche, la Hongrie et « la Bulgarie, et de 25 % de la seconde moitié des paiements faits par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie.

« Le pourcentage des réparations disponibles pour la « répartition entre les Puissances alliées qui doit être « attribué à la Roumanie est fixé à 1,1 % des paiements « faits par l'Allemagne et de la première moitié des paiements faits par l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, et « à 20 % de la seconde moitié des paiements faits par « l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie ».

En ce qui concerne les réparations bulgares fixées par le protocole de Sofia du 22 mars 1923, l'article 23 du protocole de Paris déclare que les annuités à payer par ce pays seront réparties entre les Alliés suivant l'article 2 de la Conférence de Spa.

Les deux Conférences, tenues dans un court délai, prouvent la rapidité mise par les Alliés pour rendre applicables les nouveaux régimes de réparations. A peine deux mois se sont-ils écoulés que la Conférence de Londres fut close, la Compagnie des Chemins de fer allemands était née, l'emprunt Dawes de 800 millions de marks entièrement souscrit, les organes de contrôle institués dans la capitale de l'Allemagne et toutes les obligations remises aux mains des Trustee.

Les Ministres des Finances, réunis à Paris, ont parachevé l'œuvre des Gouvernements à Londres en réglant les questions de détail laissées en suspens par la Conférence précédente. Ils ont augmenté dans une proportion insignifiante le pourcentage de la Roumanie fixé à Spa, que celle-ci n'avait jamais accepté, et fixé la quotité de la Grèce dans les réparations allemandes. Il est à remarquer que les Petites Puissances bénéficiaient d'une quote-part plus importante dans les réparations non allemandes, mais d'un

résultat pratique illusoire car la dette de ces ex-ennemis n'était pas encore fixée et les moratoires dont ils étaient protégés rendaient le problème purement académique.

Dans la première année d'application du Plan Dawes on évitait une contribution budgétaire, les finances allemandes ne pouvant pas supporter une charge supplémentaire. L'annuité de 1.000 millions de marks a été employée de la façon suivante : on a payé 103 millions de marks pour le service de l'emprunt Dawes et le coût des organes inter-alliés et le reste fut réparti entre les pays créanciers de réparations. Sauf le produit de l'emprunt, une contribution de 200 millions de marks représentant l'intérêt des obligations de 11 milliards émises par la Compagnie des Chemins de fer vient s'ajouter pour compléter l'annuité première Dawes.

La part des Petites Puissances dans cette annuité fut la suivante :

Yougoslavie	33.435.000 (1), soit 3,724 %
Roumanie	7.543.000 (2), — 0,832 %
Grèce	2.669.000 — 0,297 %
Pologne	129.000 (3), — 0,008 %

43.767.000

ce qui revient à 5,4, sur 897 millions, une réparation déficitaire en comparaison du pourcentage fixé à Spa et rectifié à Paris (4).

Le rapport de l'agent général des paiements démontre que durant la première année d'application du Plan Dawes l'Allemagne a réussi à maintenir intact le change de sa monnaie et à réaliser même un excédent budgétaire, les revenus dépassant les dépenses de 892 millions de marks.

(1) 72.000 mk provenant des restitutions.

(2) 194.000 mk provenant des restitutions.

(3) La totalité des restitutions.

(4) Yougoslavie 5 %, Roumanie 1,1 %, Grèce 0,4 %.

C'était une première conséquence de la reprise des affaires et grâce aux mesures d'assainissement du Gouvernement allemand les capitaux évadés rentrèrent et furent employés dans les entreprises productives. Pourtant, la première année d'application ne peut pas donner un enseignement complet des possibilités allemandes et ne la considérons pas comme une année normale. Nous sommes dans la période de la convalescence des finances du débiteur. Pour ne pas ébranler l'édifice à peine reconstruit, la plupart des versements de l'année était des prestations en nature pour éviter une demande importante de devises qui aurait fait baisser le cours du mark. Le Comité du Transfert, dont le rôle fut examiné plus haut, a eu soin de procéder à un transfert de 30,37 % en devises et 69,63 % en marks.

La seconde année de l'existence du Plan Dawes se caractérise par une contribution budgétaire de 250 millions de marks, un effort modeste d'ailleurs, le reste de l'annuité jusqu'à 1.220 millions étant couvert par l'impôt sur le transport (250 millions), l'intérêt des obligations des chemins de fer (595 millions) et l'intérêt des obligations industrielles (125 millions). On voit donc que tous les éléments prévus dans le Plan des Experts contribuent à la composition de l'annuité. Pour voir quelle a été la partie des Petites Puissances nous empruntons les chiffres du Rapport de l'agent général des paiements :

Yougoslavie . . .	43.614.000 mks (1)	3,788 %
Roumanie	9.602.000 » (2)	0,8 %
Grèce	3.402.000 »	0,28 %
Pologne	165.000 » (3)	0,021 %
	56.783.000 mks	4,890 %

Ces pays ont reçu des prestations en nature, le transfert en monnaie étrangère était réservé à la France, la

(1) Dont 91.000 mk produit de restitutions.

(2) Dont 241.000 mk produit de restitutions.

(3) Entièrement produit de restitutions.

Grande-Bretagne et le service de l'emprunt Dawes qui nécessitait près de 100 millions de marks. On remarque dans cette année une croissance de transfert en monnaie étrangère (35,35 % contre 30,37 % de 1924-25) et d'une diminution des transferts en monnaie nationale (64,65 contre 69,63 % en 1924-25), conséquence de la stabilisation du mark.

Pour les Petites Puissances cette année représente le commencement des accords pour le règlement des dettes de guerre. Après le refus des Etats-Unis d'accepter une rémunération totale ou une réduction partielle des dettes contractées sous l'empire d'un danger commun, la Yougoslavie et la Roumanie ont été parmi les premiers Etats qui ont consolidé leurs dettes. La charge assumée était indépendante, sans aucun rapport de fait et de droit avec la dette de réparation. Durant 62 ans, ces pays étaient liés envers un créancier inflexible, pendant que la somme des annuités à payer par l'Allemagne n'était pas encore déterminée. Cet état d'incertitude fut un défaut de structure, d'ailleurs explicable par le caractère de transition dont était marqué le Plan Dawes, et qui précipita sa fin après 5 ans de fonctionnement.

Dans les troisièmes années de fonctionnement (1922) ont reçu :

Yougoslavie	54.277.000 mks	3,69 %
Roumanie	12.440.000 »	0,84 %
Grèce	4.390.000 »	0,29 %
Pologne	304.000 »	0,02 %

et la quatrième année (1927-28) :

Yougoslavie	67.179.000 mks	3,66 %
Roumanie	16.678.000 »	0,9 %
Grèce	5.414.000 »	0,29 %
Pologne	311.000 »	0,016 %

En résumé durant les quatre années d'application du

Plan Dawes, les Petites Puissances ont reçu au total (1) la somme de 260.179.000 de marks sur 5.355.655.000 de marks or versés par l'Allemagne, soit 4,856 % du total des versements, au lieu de 6,5 % que la Conférence de Spa leur avait réservé. Le total du déficit durant ces 4 années, s'élève à 86.247.071 de marks or, qui se répartit entre les Etats suivants :

Yougoslavie	67.495.065,50 marks
Grèce	5.730.550,85 »
Roumanie	13.021.454,75 »

86.247.071,10 marks

L'assainissement financier de l'Allemagne étant une condition pour un fonctionnement normal des Réparations, quelques signes de prodigalité donnés par le Reich au cours des années 1926-27, attirent l'attention de l'agent général des paiements, et une correspondance s'engage entre celui-ci et le Ministre des finances du Reich. La réponse du Ministre montre l'existence d'une controverse : « Les dépenses que vous qualifiez de somptuaires, m'apparaissent à moi comme de première nécessité, mes actes et mes abstentions concourent au but qui est le vôtre. »

L'Allemagne d'ailleurs ne pouvait pas outrepasser les conseils de l'agent général des paiements, c'était contre son intérêt. Les souscripteurs des emprunts allemands ne se laisseraient pas duper une seconde fois, et la répétition d'une faillite allemande amènerait sa ruine totale.

Les emprunts allemands à l'étranger se chiffrent pendant la période 1924-1928, à 6.300 millions de marks, dette à long terme, et 7.000 millions de marks, dette à courte échéance (3).

(1) Portugal non compris, voir ci-dessus l'Introduction.

(2) Dans ce calcul, la Pologne, ayant une créance de restitution sans participation aux réparations, n'est pas comprise.

(3) Gabiati : *Di Versailles all Aja*, Torino 1930. La conclusion de l'auteur serait que les annuités des réparations ont été payées seule-

Le défaut de ne pas fixer le nombre des annuités (1) et le fait que les dirigeants politiques des principaux Etats étaient préoccupés d'une liquidation complète de toutes les questions restant en suspens depuis la guerre, laissa s'insinuer l'idée d'une révision du Plan Dawes, et l'institution d'un nouveau régime où la dette allemande serait dès le commencement fixée, et qu'elle serait autant que possible à l'abri des influences politiques.

Même M. Parker Gilbert, l'agent général des paiements, qui connaissait mieux que nul autre la situation réelle du Reich, fut gagné à l'idée d'une révision. Dans son rapport de novembre 1928, après avoir souligné la fidélité et la ponctualité avec lesquelles l'Allemagne exécuta durant les quatre années ses obligations, il demande la révision du Plan Dawes.

La déclaration de Genève et les discussions qui ont suivies, amenèrent la nomination d'un Comité indépendant des Experts financiers, qui, pendant 4 mois de travail à Paris ont donné une nouvelle solution au problème des réparations.

On s'occupera de cela dans le prochain chapitre.

ment par les crédits du dehors. Ce serait une illusion de croire que le système Dawes peut durer et sa conviction est que bientôt on verra l'erreur dans laquelle on planait depuis le Traité de Versailles.

(1) Durant la 5^e annuité Dawes (1^{er} sept 1928-1^{er} juin 1929), sur une période de 10 mois, on a transféré aux Alliés la somme de 1.800.963.399,77 mk, dont la Yougoslavie obtient 71.894.062 mk, la Roumanie 19.167.576,11, la Grèce 6.025.909,15 et la Pologne 505.524 mk.

DEUXIÈME PARTIE

LE PLAN YOUNG

CHAPITRE PREMIER

LES TRAVAUX DES EXPERTS FINANCIERS

SECTION I

L'évolution des négociations

De l'examen du Plan Dawes ressort son caractère provisoire. Né dans une période trouble, après les événements émouvants de 1923, il était destiné à suppléer le régime antérieur durant les années de moratoire qu'on avait accordées à l'Allemagne à la suite de sa catastrophe financière. Les deux rapports que les Experts ont rédigés devaient être guidés par l'idée de reconstruction et de rétablissement de la situation du débiteur afin de le remettre en état d'exécuter ses obligations de réparations.

Les rapports de l'agent général des paiements, d'une documentation et d'une impartialité hors de doute, rendaient confiance par des chiffres pleins d'éloquence d'où il résultait que pendant quatre années l'Allemagne ne connut aucune défaillance à ses engagements et qu'à partir du 1^{er} septembre 1928 on entraît dans la 5^e annuité Dawes, « l'annuité standard » de 2.500 millions de marks. La phase transitoire était finie ; à partir de 1928 l'Allemagne paiera 2.500 millions de marks, en plus le produit de l'indice de prospérité.

Mais si on entre dans le fonctionnement normal du Plan Dawes, on s'aperçoit rapidement d'une difficulté. Le nombre des annuités n'étant pas fixé, le capital de la dette reste théoriquement celui du Statut de paiements de Londres, donc 132 milliards. Alors combien de temps faudra-t-il à l'Allemagne pour s'acquitter de sa dette ? L'expé-

rience a démontré qu'on ne peut pas compter dans les relations entre Etats sur une période de longue durée.

Cinq ans après la conclusion de la paix, les Alliés étaient forcés d'accepter une modification du régime des réparations. Nous ne rappellerons pas les discussions et les négociations qui ont précédé la Conférence de Londres. Ce sont des choses très connues. D'ailleurs, si on examine les chiffres, on voit qu'une annuité de 2.500 millions de marks pendant 30 ans ne peut même pas couvrir les intérêts d'une dette de 132 milliards.

D'autre part, les mesures de garantie que le Plan Dawes instituait pouvaient cadrer avec une Allemagne désorganisée qui devait être surveillée de près et où il y avait encore à craindre une défaillance.

Or, la ponctualité avec laquelle celle-ci exécuta ses prestations dans un délai de quatre années, puis sa situation de grande puissance n'exigeaient pas l'existence de nombreux comités et trusts qui travaillaient sur le territoire allemand en diminuant sa souveraineté.

Il y avait le contrôle étranger dans la Reichsbank, la Commission qui surveillait la Compagnie des Chemins de fer allemands et qui pouvait, dans certains cas, prendre la direction de cette vaste entreprise, les trusts institués ; les plus importants revenus étaient gagés et contrôlés également par un trust ; voilà comment l'Allemagne était surveillée de près comme un pays vassal. La seule garantie pour l'Allemagne était le Comité du Transfert qui, par son fonctionnement, assurait à la monnaie nationale la stabilité nécessaire et qui pouvait prendre des décisions énergiques comme, par exemple, la suspension de tout transfert en monnaie étrangère toute les fois que le cours du mark était en danger.

La commercialisation de la dette allemande par l'émission d'obligations négociables qui seraient diffusées dans la masse du public et qui aurait permis la transformation de la dette d'Etat à Etat en une autre mettant en rapport l'Etat et les particuliers, c'est-à-dire la dette financière remplaçant une dette politique était impossible tant que le

montant de la dette n'était pas encore connu et que l'Etat débiteur ne jouissait pas d'une complète indépendance politique et économique qui donnerait aux capitalistes la garantie de capacité et de solvabilité.

Dans une étude sur les Travaux du Comité des Experts (1), M. Jacques Seydoux emploie une heureuse comparaison pour illustrer le caractère du régime encore en vigueur : « Nous avons souvent comparé le travail des agents des paiements à Berlin, à la construction, année par année, des étages successifs d'une maison. Les quatre premiers étages étaient construits, mais d'après le Plan Dawes cette construction pouvait s'élever indéfiniment, les étages s'élargissant chaque fois des données de l'indice de prospérité. La première tâche des Experts était de fixer le nombre et la grandeur des étages, en un mot, de continuer la bâtisse et d'y mettre un toit ». Seulement l'auteur croyait qu'il fallait attendre encore deux ou trois ans avant de procéder à la revision du Plan Dawes et à la réglementation définitive de la dette allemande. On pouvait aussi faire une expérience de quelques années pendant que l'Allemagne payait les annuités normales. « Plus nous attendrions, plus nous serions en présence d'une Allemagne ayant pris l'habitude de paiements élevés. Nous serions, d'autre part, mieux documentés sur la question de savoir comment l'Allemagne supporterait les transferts en espèces ».

En ce qui concerne la commercialisation de la dette, l'auteur se montre assez sceptique sur la réussite de cette opération pour les obligations industrielles et les chemins de fer. Elle représentait d'abord une somme de 16 milliards de marks, difficile à placer dans un court délai, puis le taux de l'intérêt, fixé à 5 %, était insuffisant pour un titre à revenu fixe, pendant que les emprunts allemands contractés en Amérique rapportaient 8 % d'intérêt.

Le seul avantage que la commercialisation aurait produit, d'après Gaston Seydoux, c'était une rentrée abon-

(1) *Les Réparations et le Comité des Experts. La Revue de Paris*, 15 mai 1929.

dante de capitaux dans les pays créanciers qui permettrait l'amortissement d'une partie de la dette intérieure.

Pour la dette envers l'Amérique, il préconisait le rachat des dernières annuités, « mais qui sait si nous aurons jamais à payer les dernières annuités, si l'Amérique ne nous fera pas remise et si nous ne jouons pas un peu le rôle de dupes en payant dès maintenant la valeur actuelle ».

Une autre cause qui imposait la révision du Plan Dawes, c'était l'augmentation du coefficient des prestations en nature, atteignant la quatrième année près d'un milliard de marks. Nous avons montré que l'Angleterre faisait opposition à ce moyen d'acquitter la dette de la part de l'Allemagne, pendant que celle-ci voyait ainsi sa main-d'œuvre employée, ce qui maintenait le niveau des affaires en évitant le chômage.

Ainsi peu à peu l'idée de révision du plan gagne chaque jour du terrain, arrivant vers 1927-28 à être discutée ouvertement par les milieux compétents. On cherchait à lier à ce problème la liquidation d'autres questions économiques et politiques, notamment la réglementation du problème du bassin de la Sarre et l'évacuation de la Rhénanie. Pour arriver à ce but, on se doutait bien qu'une liquidation définitive ne pourrait être accomplie sans sacrifices des deux côtés. La France ne voulait pas consentir à une réduction de la dette allemande sans l'institution d'un rapport avec les dettes interalliées.

D'ailleurs le terrain était préparé d'avance. Le rapport de l'agent général des paiements du 10 décembre 1927 déclare : « A mesure que le temps s'écoule, que l'expérience pratique s'accumule, il devient de plus en plus évident que ni le problème des réparations, ni les autres problèmes qui en dépendent ne trouveront de solutions définitives tant que l'Allemagne n'aura pas reçu une tâche à remplir sous sa propre responsabilité, sans surveillance étrangère et sans protection pour les transferts ».

La réalisation commença par la décision prise à Genève le 16 septembre 1928 où les représentants des Grandes Puissances ont décidé : « A la fin de la troisième conver-

sation qu'ils ont eue, les représentants de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon ont constaté avec satisfaction les conditions amicales dans lesquelles ont été envisagées les importantes questions qui ont fait l'objet de ces échanges de vues. L'accord s'est établi entre eux sur les points suivants :

« 1) Sur l'ouverture d'une négociation officielle relativement à la demande du Chancelier du Reich au sujet de l'évacuation anticipée de la Rhénanie.

« 2) Sur la nécessité d'un règlement complet et définitif du problème des réparations et de la constitution pour atteindre ce but d'une Commission d'experts financiers désignés par les six Gouvernements.

« 3) Sur le principe de la constitution d'une Commission de constatation et de conciliation. La composition, le fonctionnement, la durée et l'objet de la dite Commission seront remises à une négociation ultérieure entre les Gouvernements ».

Les experts financiers ne devaient recevoir aucune suggestion de la part des Gouvernements. Ils étaient indépendants et leurs décisions ne lieraient pas les Gouvernements : « Les Experts seraient libres et en retour ils ne lieraient pas les Gouvernements. Il ne s'agissait en somme que d'une consultation de techniciens et il faudrait ensuite un traité entre les Puissances intéressées » (1).

Ils étaient désignés pour les pays créanciers par la Commission des Réparations, sur la présentation de leurs Gouvernements, tandis que les Experts allemands furent nommés par le Gouvernement (2).

Voilà la composition du Comité qui commença ses travaux le 9 février 1929, à l'Hôtel George V à Paris.

(1) Poincaré Raymond : Discours prononcé le 12 juillet 1929 à la Chambre des Députés. *Journal Officiel* du 13 juillet.

(2) Pépi : *Le Plan Young*. Paris 1929.

Experts belges : MM. Emile Franqui, Camille Gutt ; suppléants : le baron Terlinden, M. H. Fabre.

— *français* : MM. Emile Moreau, J. Parmentier ; suppléants : M. Moret, professeur Edgar Allix.

— *allemands* : MM. D^r Hjalmar Schacht, D^r Vøglér ; suppléants : MM. D^r C. Melchior, D^r Kastl.

— *britanniques* : MM. Sir Josiah Stamp, lord Revelstoke ; suppléants : MM. Charles Addis, sir Basil Blackett.

— *italiens* : MM. D^r Alberto Pirelli, Fulvio Suvitch ; suppléants : MM. Giuseppe Bianchini, Bruno Dolutta.

— *japonais* : MM. M. Kengo Mori, K. C. M. G. M. Takaschiaoki ; suppléants : MM. Suburo Sonoda, Jasummure Matsui.

— *américains* : MM. Owen Young, J. P. Morgan ; suppléants : MM. Thos N. Perkins, T. W. Lamont.

M. Owen Young fut élu président du Comité.

Le mandat du Comité des Experts était le suivant :
« Les Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien et japonais, comme suite à la décision de Genève du 16 septembre 1928, dans laquelle il a été convenu d'instituer un Comité d'Experts financiers indépendants, confient à ce Comité l'élaboration de propositions pour un règlement complet et définitif du problème des Réparations. Ces propositions devront comporter un règlement des obligations qui résultent des traités et accords existant déjà entre l'Allemagne et les Puissances créancières. Le Comité adressera son rapport aux Gouvernements respectifs ayant participé à la décision de Genève ainsi qu'à la Commission des Réparations ».

D'ailleurs, il ne fallait pas prendre les dispositions à la lettre. Malgré l'indépendance des Experts proclamée partout, il était hors de doute qu'ils allaient travailler sous l'influence de leurs gouvernements dont ils recevraient des directives. Seulement cette indépendance servit de prétexte à certains pays créanciers pour déclarer qu'ils n'acceptaient pas le rapport des Experts Young, leurs travaux n'engageant pas le Gouvernement. On verra, quand nous parlerons de la première Conférence de La Haye, comment le délégué de la Grande-Bretagne, le Ministre des Finances Snowden, usa de ce stratagème en menaçant de quitter la conférence si les demandes présentées par lui n'étaient pas acceptées.

Les débats du Comité, commencés le 9 février 1929, durèrent quatre mois et demandèrent un gros effort et beaucoup de tact aux Experts. Plusieurs fois on crut à une rupture certaine provoquée surtout par l'attitude de l'Expert allemand, le D^r Schacht, mais le sang-froid et la volonté ferme dont firent preuve les autres Experts, le Président Young à leur tête, rétablirent vite la situation et on put arriver finalement à la signature d'un Rapport, le 7 juin 1929, qui fut présenté aux Gouvernements représentés au Comité et à la Commission des Réparations.

Si on peut faire un reproche aux Experts sur la méthode du travail employée, c'est de ne pas avoir présenté les propositions des pays créanciers en bloc dans un seul mémoire, au lieu de notes de paiement présentées individuellement, ce qui permit à l'habileté du D^r Schacht de tenir les Alliés toujours divisés en empêchant tout rapprochement entre eux.

On perdit ainsi du temps avec des discussions sur des points de détail et on retarda la solution de plusieurs mois.

Jusqu'aux vacances de Pâques, les deux parties, Experts allemands et Experts des pays créanciers, n'ont pas osé attaquer le fond du problème. Le nombre des annuités et le montant de celles-ci étaient passés sous silence et on aborda dès le commencement des travaux le projet de

création d'une banque qui jouerait le rôle d'un « clearing » entre les nations pour toutes les questions financières ; c'était le fait d'ébaucher la future banque des Règlements Internationaux qui est aujourd'hui la pièce maîtresse du système actuel des réparations.

Enfin, le Président demande aux Allemands d'exposer leur point de vue. Ceux-ci répondirent en présentant des chiffres si minimes que le Président, les trouvant ridicules, refusa de les publier. Tel était l'état des travaux quand les vacances de Pâques suspendirent les séances. Avant de se séparer, le Président pria les Experts de bien méditer : « sur les fâcheuses conséquences d'un avortement du Comité et de réfléchir aux solutions qu'on pourrait finalement recommander aux nations intéressées sans crainte de les voir écartées dès le premier abord » (1).

Pour mieux étudier le problème et soumettre à un examen plus approfondi tous les incidents qui surgiraient, on divisa le Comité en trois Sous-Comités, ayant chacun des attributions différentes et on proposa de remplacer la multiplicité des organes du Plan Dawes par un seul, absolument indépendant des influences gouvernementales, un institut financier à la création duquel devront concourir tous les grands instituts d'émission y compris la Federal Reserve Bank de New-York ; cette banque internationale travaillera comme trust pour la solution de toutes les questions dépendant de l'exécution des réparations de guerre.

Avec des réserves en devises étrangères que la Banque accumulera, on résoudra ainsi le problème du transfert si cher aux Allemands par le fait qu'il garantit le maintien du cours du mark.

Un des Sous-Comités chargés du transfert et de la commercialisation de la dette, travailla avec assiduité pour réaliser enfin l'opération longtemps désirée, mais qui, pour des raisons que nous avons exposées, n'était pas encore mise en application. Il a décidé, sous réserve de l'appro-

(1) Cadoux Gaston : *Les Travaux du Comité Young*, dans la *Revue d'Economie Internationale*, juin 1929, p. 419.

bation ultérieure du Comité tout entier, de diviser l'annuité allemande en deux tranches, dont l'une inconditionnelle serait diffusée dans le public par la confiance qu'elle inspirerait, étant à l'abri de toute demande de moratoire de la part de l'Allemagne. Le Sous-Comité des prestations en nature cherchait en même temps le règlement futur ayant devant lui l'expérience de 10 ans d'exécution et toutes les critiques contre ce moyen de prestations. Il était décidé toutefois que le règlement nouveau devait débarrasser l'Allemagne des contrôles existant en ce moment. Les propositions discrètes que M. Packer Gilbert avait faites aux Allemands sur le recouvrement de leur indépendance financière décidèrent ceux-ci à répondre à l'institution du Comité des Experts d'où ils espéraient obtenir un soulagement important des obligations résultant des traités de paix.

Revenons aux débats du Comité.

Dès les premiers jours, on se rendit compte des difficultés, et le mutisme dont étaient entourées les négociations, le peu de choses qu'on laissait transpirer dans le grand public n'étaient pas capables de contenter les espérances, encore moins de les dépasser. Escomptant les chiffres de M. Packer Gilbert, on croyait au début qu'il ne serait pas difficile d'arriver à une entente rapide dans les environs de 2.500 millions de marks d'annuité. Mais les intentions des Allemands n'étaient pas aussi conciliantes qu'on l'espérait en général, après la décision de Genève. Pour obtenir une réduction du capital de la dette ils voulaient exploiter quelques difficultés du Reich comme les déficits budgétaires, puis une revalorisation des titres de rente, dont la valeur fut anéantie par l'inflation qui était alors décidée en Allemagne. On ne pouvait pas fixer le montant de cette dette prise en charge en Allemagne, l'opération n'était pas encore finie.

Les Experts, de leur côté, cherchèrent à établir la capacité de paiement du Reich en se référant au total des emprunts contractés par celui-ci à l'étranger et qui représentait en somme un chiffre moins élevé que dans les

autres pays, par la dépréciation du mark qui annula la dette intérieure. Si le D^r Schacht, dans l'exposé fait au Comité, a insisté sur la dette flottante sans indiquer le chiffre et a exagéré les charges grevant l'Allemagne, il l'a fait pour décider les créanciers à réduire leurs prétentions.

Etant donné le fait que la plupart de ces emprunts à court terme ait été conclus par les entreprises privées pour se procurer des ressources et des matières premières, ils ne sont pas improductifs et, par conséquent, ils ne peuvent pas être considérés comme une lourde charge pour le Reich.

Une autre difficulté se présente à propos de la clause du transfert. Cette disposition du plan Dawes, la seule peut-être qui convenait aux Allemands, parce qu'elle garantissait le maintien du cours du mark, ne put être exclue avec facilité. Elle donna une fois de plus la possibilité au D^r Schacht, de montrer son talent de spéculateur ; il se rendait bien compte, qu'ayant un caractère onéreux pour les Alliés, ceux-ci voulaient à tout prix s'en débarrasser.

Le délégué allemand ne voulait y renoncer que contre la réduction à 37 du nombre des annuités dont résulterait une diminution du capital total de la dette.

Mais la question n'était pas facilitée du côté des créanciers par le fait que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis voyaient dans le maintien de cette clause une garantie pour les emprunts investis en Allemagne ; en effet, après sa suppression, toute perturbation financière pouvait leur causer des préjudices.

Ainsi nous voyons le Comité Young retenu dans ses travaux par les manœuvres du D^r Schacht.

Cela ne doit pas nous surprendre. N'a-t-il pas déclaré dans une réunion privée tenue à Pyrmont : « Il faut peindre la situation avec les couleurs les plus sombres, car nous ne voulons rien payer ».

Son attitude, les allusions faites au cours des travaux relatifs à une rétrocession des colonies et à la rectification de la frontière orientale de l'Allemagne qui ne cadraient pas avec son caractère d'Expert indépendant financier,

devaient lui valoir l'approbation de la presse de droite qui voyait dans le Président de la Reichsbank, le champion de la revanche et l'un des dirigeants de l'attaque contre le Traité de Versailles.

Après la reprise des travaux suspendus pendant les vacances de Pâques, les Experts (1) remirent un mémorandum aux Allemands où les annuités commençant à 1.800 millions marks atteignaient dans la 37^e année 2.450 millions, puis elles retombaient à 1.700 millions. Parallèlement à ce mémorandum, M. Young faisait d'autres propositions ; son mémorandum partait d'un chiffre plus bas que celui des Experts alliés pour le dépasser au cours des années et de sorte que la valeur actuelle des deux mémorandums était à peu près égale.

Les contre-propositions du D^r Schacht n'apportèrent aucune approbation. Il offrait 37 annuités à 1.650 millions marks, dont seulement 450 millions seraient transférés inconditionnellement. Mais le fait le plus grave, c'était que la présentation des annuités était accompagnée de curieuses demandes d'ordre politique : « L'Allemagne devait être mise à même de se créer de nouveau une base de matières premières *au delà des mers* qu'elle pourrait développer à l'aide de ses propres moyens de production et sous sa propre responsabilité ». On comprend facilement ce que cela veut dire. C'est la restitution de l'ancien empire colonial perdu au cours de la guerre. Plus loin, le mémorandum allemand contient des prétentions encore plus graves : « A l'Est, l'Allemagne a perdu des territoires importants productifs d'excédents en matière agricole et toute une province se composant presque entièrement de territoires agricoles a été séparée de l'Empire... Il faudrait, par conséquent, éliminer ces conditions défavorables qui réduisent considérablement la capacité allemande ». C'était ni plus ni moins que la suppression de l'indépendance de

(1) Les demandes des Experts créanciers se résumaient ainsi : 37 annuités de 1.800-2.500 millions mk, en moyenne 2.200 millions ; 20 annuités à 1.700 millions et une à 900 millions. En valeur actuelle, ces propositions représentent 40 milliards mk.

la Pologne qu'il fallait pour donner satisfaction à M. Schacht et aux nationalistes de M. Hugenberg.

Ces propositions produisirent un orage au sein du Comité. On croyait à la rupture des conversations. Ces propositions étaient en dehors des attributions d'un Expert désigné pour une étude, basée sur des chiffres, du nombre et de la valeur des annuités allemandes ; même dans une conférence internationale, avec des représentants politiques, on n'aurait pas abordé un tel sujet absurde qui aurait signifié la fin du Traité de Versailles et l'entrée dans la voie des révisions des Traités. Il est à remarquer que l'audace de l'Expert allemand d'émettre une telle revendication qu'il savait inacceptable, était plutôt un défi lancé au Comité.

D'ailleurs, cherchant à cacher sa responsabilité sous l'aile protectrice du Gouvernement allemand, il vit ses espérances trompées, car aucun dirigeant ayant le sens de sa responsabilité ne pouvait assumer une telle situation intolérable qui l'aurait compromis aux yeux du monde entier.

L'effet produit à la Bourse de Berlin par le mémorandum du D^r Schacht et les baisses marquées à la suite de la panique que la probabilité d'une rupture des travaux des Experts entraîna en Allemagne, loin d'augmenter l'enthousiasme, apporta le jugement froid et le sentiment de la réalité au peuple d'outre Rhin. Les adversaires du D^r Schacht commencèrent à s'émouvoir et invitèrent les Experts allemands à la prudence, car un échec à Paris serait payé trop cher par l'Allemagne.

D'autre part, dans le Conseil des Ministres, réuni le 20 avril, on se rendait compte des conséquences fâcheuses qu'entraînerait l'attitude persistante du D^r Schacht : « J'ai prié dans le cas où celui-ci ne pourrait ou ne voudrait pas se résoudre à soumettre aux créanciers des propositions plus avantageuses, de faire en sorte que, dans les recommandations du Comité Young, la porte reste libre pour

une reprise éventuelle des négociations par les Gouvernements » (1).

Ce qui effrayait surtout les Allemands, c'était une brouille avec les Etats-Unis où ils avaient de nombreux intérêts à ménager. Comme ils étaient les arbitres des débats en raison de la direction assurée au Comité par la personnalité de M. Young, il était évident que la non-acceptation des chiffres présentés avec toute impartialité par le Président du Comité serait mal vue par les dirigeants de la finance américaine.

« Il est remarquable, écrit M. Pinon (2), que l'annuité offerte par M. Schacht suffirait à peu près à couvrir les annuités que les Alliés doivent payer aux Etats-Unis, car avant tout les Allemands ne veulent pas déplaire aux Américains, mais il ne restait rien pour les réparations. Or, les réparations sont la constatation permanente des responsabilités et de la défaite de l'Allemagne ; refuser de les payer, c'est affirmer le mensonge de la culpabilité, c'est presque le prouver. L'explication psychologique de l'attitude de M. Schacht est là ».

Le désir du Président du Comité d'aboutir à un résultat le poussa à présenter un nouveau memorandum et il réussit à avoir en principe l'approbation des Experts allemands. On prévoit 58 annuités, soit 37 d'une valeur moyenne de 2.050 millions marks et les dernières d'un montant suffisant pour couvrir les annuités des dettes interalliées. L'Allemagne accepterait qu'une partie de l'annuité fût inconditionnelle, partie s'élevant à 850 millions marks, capable d'associer un solde net des réparations et une partie de la dette de guerre. Au total, le memorandum Young fixe la dette allemande à une valeur actuelle de 36 milliards contre 26 offerte par M. Schacht.

Les réserves allemandes au troisième memorandum des créanciers ne se réfèrent pas à l'économie du Plan, elles regardent plutôt des questions de détail, notamment

(1) Loutre C. : *Comment Berlin a-t-il interprété la réponse du Dr. Schacht. L'Europe Nouvelle*, 27 avril 1929.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, Chronique, 1^{er} mai 1929.

la réduction de la tranche inconditionnelle de 850 millions marks, comme le prévoit le mémorandum, à un chiffre plus modeste, ainsi que la clause de moratoire pour laquelle on désire des précisions en ce qui concerne les conditions requises pour obtenir cette mesure de grâce.

Une réserve qui nous intéresse davantage concerne les biens cédés par l'ancien Empire Austro-Hongrois. En se basant sur la lettre des Traités de Paix qui prévoient une solidarité entre l'Allemagne et ses ex-alliés, M. Schacht demande qu'on totalise la valeur des biens cédés à la charge des Etats successeurs et qu'on procède à la déduction dans la dette allemande du montant de la sus-dite valeur.

Sans aller beaucoup plus loin, nous devons affirmer dès maintenant que jamais depuis 1919 on n'a pris comme base des débats la lettre du Traité et tous les avantages que les Alliés ont concédés à certains des ex-ennemis, comme la Hongrie et l'Autriche, ont été discutés sans tenir compte d'une solidarité qui aurait dans ce cas là augmenté le poids de la dette allemande. Puis, comme l'affirme M. Boisanger, il n'existe pas aujourd'hui un calcul complet et accepté de tous de la valeur de ces biens. Il y a une grande différence dans les résultats des Experts qui ont accepté cette tâche et jusqu'au moment où le D^r Schacht émettait cette réserve, la Commission des Réparations n'avait pas encore statué.

Ainsi pour l'Autriche, les Experts Français et Anglais estimèrent à 4.149 millions marks la valeur de ces biens, l'Expert Italien à 5.780 millions, la Délégation commune des Pays successeurs à 1.700 millions. Pour la Hongrie, les Experts Franco-Anglais évaluèrent à 2.100 millions, les Italiens à 2.740 et la Délégation commune à 800 millions. La prétention alla bien plus loin sur la portion de la dette gagée et non gagée que chaque Etat successeur prit en charge. « De quel droit, conclut M. Boisanger (1), le Reich viendrait-il, après avoir obtenu, lui aussi, des

(1) Boisanger : *Le 5^e Memorandum*, dans l'*Europe Nouvelle*, 25^e mai 1929.

concessions considérables, exiger le bénéfice des sommes que les Alliés, n'ont pas encore réclamé aux Etats successeurs ? ».

Il reste indubitable que cette réserve fut repoussée, même sans être discutée par le Comité.

Par l'adhésion de l'Allemagne au mémorandum Young, il ne resterait qu'une différence de trois milliards entre les demandes présentées par les créanciers et les sommes acceptées par les Allemands. M. Young émettait le vœu de partager cette somme par des sacrifices proportionnels, mais qui serait disposé de l'accepter ? Chaque créancier se croyait plus lésé que l'autre. La Grande-Bretagne cherchait à démontrer par des documents que son pourcentage est réduit par le mémorandum Young de 22 % à 19 % et la France cherchait à s'assurer le remboursement d'une partie plus importante des dépenses faites pour la reconstruction de ses régions envahies. On pouvait affirmer que seule l'Italie, grâce à l'habileté de son Expert, M. Pirelli, réussit à se créer une situation meilleure par le plan Young que celle qu'elle avait avec le régime Dawes. Avant, elle payait aux Etats-Unis et à l'Angleterre beaucoup plus qu'elle ne recevait de l'Allemagne : dorénavant, elle bénéficierait d'un solde substantiel. Son leit-motif était la défaillance totale de ses autres débiteurs, mais était-elle la seule dans la même situation ? Est-ce qu'on a réservé par le plan Young, aux Etats qui n'étaient pas représentés au Comité de Paris, des pourcentages plus élevés pour la même raison qu'à l'Italie ? Nous répondrons à cette question dans notre prochain chapitre.

Tenant compte des réserves faites par les Allemands au troisième mémorandum Young, on en composa un quatrième qui leur fut présenté.

Parmi les réserves allemandes acceptées par les Alliés, il faut citer la réduction de l'annuité inconditionnelle, de 880 millions marks comme elle était fixée dans le précédent mémorandum à 660, la France gardant une tranche de 500 millions sur cette annuité. En revanche, elle déposera

à la B. R. I., une fois pour toutes, un fonds de garantie de 500 millions marks et de la tranche réservée elle fera également un dépôt annuel de 75 millions marks au compte de sa dette envers les Etats-Unis.

Enfin, les dernières difficultés étaient surmontées et le 7 juin 1929 le Rapport des Experts fut signé.

Nous allons examiner les principales dispositions de l'œuvre qui fut close après 4 mois et demi de travail assidu où la compétence et l'habileté des Experts furent les conditions de réussite. Au cours des débats, les Experts Américains, (ils émanaient du milieu économique et financier de New-York) malgré la participation non officielle du pays qu'ils représentaient, ont donné le plus vif intérêt au problème, montrant une ténacité inflexible et leur Président a bien mérité les hommages que ses collègues lui ont adressé à la fin des travaux.

Comme disait bien M. Bourguès « sans ménager sa peine le jour ni la nuit, M. Young fut pour ses collègues, ce précieux « guide et maestro » que Virgile était pour Dante » (1).

SECTION II

Analyse du Plan Young

Analysant l'œuvre des Experts, nous chercherons à jeter un coup d'œil sur les principales dispositions, les différences qu'il y a entre le nouveau régime et celui qu'il remplace et nous ferons une critique de l'ensemble.

D'abord reconnaissons que le premier souci des auteurs fut de donner au problème un caractère financier et de l'écarter du terrain politique, très propice aux subtilités et aux frictions. Ainsi une phrase du rapport définit et précise ce désir : « Nous nous sommes occupés des aspects techniques et non des aspects politiques du problème qui nous était soumis ». Seulement la difficulté de passer brusquement d'un régime à l'autre était telle qu'il fallait

(1) Bourguès Lucien : *Le véritable aspect du Plan Young*, *Le Monde Nouveau*, page 317, juillet 1929.

procéder avec beaucoup de prudence. Les Experts continuaient une œuvre qui existait avec tous ses défauts et toutes ses qualités. Le régime Dawes avec ses organes de contrôle, la Commission de Réparation, organisme politique, des territoires allemands occupés comme gage de l'exécution des obligations, voilà une série de faits dont les Experts devaient tenir compte.

Ils l'avouent d'ailleurs dans le rapport : « Nous nous sommes rendu compte, comme nos prédécesseurs, que les facteurs politiques fixaient impérativement certaines limites dans lesquelles il importait de trouver une solution pour que nos propositions fussent acceptées. Nous avons dû baser notre décision non seulement sur des considérations économiques mais aussi, dans une certaine mesure, sur des considérations politiques » (1).

Le désir d'accomplir une œuvre complète, étant donné le mandat de résoudre le problème des réparations dans son ensemble et définitivement, poussa les Experts à un examen approfondi de la situation du débiteur ; ils recherchèrent à fond ses ressources et, par le fait qu'ils mettaient les réparations sur un terrain financier, ils ont élaboré le plan d'une vaste institution financière internationale qui est la pièce maîtresse de leur œuvre, organe de liaison entre nations destinées à cimenter les rapports pacifiques dans le domaine économique et financier.

Les experts ont fondé de grandes espérances sur la banque internationale à qui ils ont confié la réception, la répartition et la gestion des réparations allemandes, les opérations de virement au compte des Etats-Unis, le principal créancier, avec la possibilité, dans l'avenir, de s'occuper du placement de capitaux dans les pays pauvres et d'organiser une assistance financière dans les périodes critiques. En un mot, on ne peut pas prononcer le nom du Plan Young sans qu'il soit lié à l'existence de la Banque des Règlements Internationaux.

Il n'y a rien d'exagéré dans ce que nous affirmons. Les Experts, en se proposant de placer le régime des répa-

(1) *Rapport*, chapitre II.

rations sur un plan financier et de procéder à la commercialisation de la dette allemande, furent obligés de procéder à la création de la Banque des Règlements Internationaux. Qui aurait assuré la gestion des obligations diffusées dans le grand public si ce n'est un Institut financier international ? La Commission des Réparations ? Mais on la comblait de critiques et on la suspectait, surtout dans les pays d'influence allemande, d'être une institution purement française et entachée de partialité. Quel souscripteur aurait osé acheter une obligation allemande tant que les drapeaux alliés flotteraient sur la citadelle de Mayence et d'Aix-la-Chapelle ? Qui aurait procédé à une émission tant qu'à Berlin on ne faisait rien sans le contrôle de l'agent général des paiements et où la plupart des revenus les plus importants étaient pris par les trusts ?

Il fallait écarter toutes les entraves pouvant empêcher la commercialisation de la dette allemande, d'où la formule : « Des contrôles sans contrôles ». La Commission des Réparations et tous les autres organismes nés à l'occasion des réparations doivent être remplacés par un Institut bancaire qui, ayant pour objet d'accomplir toutes les opérations intermédiaires entre le paiement initial des annuités et la répartition des fonds, justifierait et rendrait logique la liquidation de tous les contrôles politiques, en les remplaçant par un Institut de caractère commercial et financier (1).

Un autre caractère essentiel du Plan Young, c'est le lien établi entre la créance contre l'Allemagne et les dettes interalliées.

Etant donné que plus des 2/3 de ce que l'on recevra de la part des Allemands ira en dernier lieu en Amérique pour l'acquittement de la dette de guerre et qu'un tiers seulement restera en Europe comme solde substantiel pour les réparations des dommages, nous constatons qu'il y a une corrélation entre les obligations allemandes et les dettes interalliées, car elles correspondent comme montant et conditions de moratoire. Il n'y a aucune phrase du Rapport

(1) Pépi : *Le Plan Young*, Paris 1929, p. 41.

pour énoncer un lien de droit entre ces deux obligations, mais en examinant comment les annuités allemandes sont calquées sur les charges envers les Etats-Unis, il apparaît que les Experts ont gardé l'espoir que, dans un délai de 37 ans, les dirigeants de la politique américaine modifieront leur attitude d'isolement et d'indifférence envers les affaires de l'Europe.

Le fait d'accomplir une œuvre durable et solide en matière de finances obligeait les Experts à une analyse profonde et à une vaste documentation sur les ressources et les possibilités réelles de l'Allemagne. Six des membres du Comité faisaient partie du Comité Dawes qui avait de même étudié la question en vue de son assainissement financier ; les rapports annuels de l'agent général des paiements, par leur impartialité et leur profonde exactitude, servirent également et formèrent un large appui dans la tâche que les Experts assumèrent. Enfin les exposés des délégués allemands, intéressants à cause des hautes fonctions qu'occupaient leurs auteurs, contribuèrent eux aussi à l'achèvement de l'œuvre.

Si des critiques peuvent être adressées aux Experts en ce qui concerne, par exemple, la répartition des annuités, rien ne peut les toucher (et le rapport reste irréprochable) en ce qui concerne l'examen des ressources qui alimentent les annuités : « Nous croyons, affirment les Experts, que, dans l'échelle d'annuités et dans les conditions que nous proposons, nous avons dûment tenu compte des possibilités que présentent toutes les conditions économiques et toutes les forces financières qui entrent normalement et naturellement en jeu » (1).

Ainsi, les Experts furent amenés à réduire la dette allemande par rapport à ce qu'on avait fixé en 1921, toujours par le fait que la situation actuelle en Allemagne avec le chômage et les difficultés budgétaires ne lui permettent pas un effort supérieur à celui que représente l'annexe 7 du Rapport. De même, la réduction de la dette fut décidée, car on estimait qu'une annuité diminuée dont

(1) *Rapport.*

l'exécution sera hors de doute, est une condition essentielle à la réussite du lancement de la dette allemande dans le grand public.

Pour s'acquitter de sa dette, les Experts proposent aux Gouvernements le barème suivant (1) :

<i>Année</i> (I-IV-31-III)	<i>Annuité</i> (en mill. marks)	<i>Année</i> —	<i>Annuité</i> (en mill. marks)
1929-30 (7 mois).....	742,8	1959-60	2.370,6
1930-31	1.707,9	1960-61	2.380,5
1931-32	1.685,0	1961-62	2.398,3
1932-33	1.738,2	1962-63	2.390,2
1933-34	1.804,3	1963-64	2.402,6
1934-35	1.866,9	1964-65	2.402,1
1935-36	1.892,9	1965-66	2.428,8
1936-37	1.937,7	1966-67	2.428,8
1937-38	1.977,0	1967-68	1.606,9
1938-39	1.995,3	1968-69	1.607,7
1939-40	2.042,8	1969-70	1.606,9
1940-41	2.155,5	1970-71	1.616,7
1941-42	2.180,7	1971-72	1.653,9
1942-43	2.180,0	1972-73	1.662,3
1943-44	2.196,3	1973-74	1.665,7
1944-45	2.207,5	1974-75	1.668,4
1945-46	2.203,3	1975-76	1.675,0
1946-47	2.199,5	1976-77	1.678,7
1947-48	2.215,2	1977-78	1.685,4
1948-49	2.210,0	1878-79	1.695,5
1949-50	2.316,8	1979-80	1.700,4
1950-51	2.359,2	1980-81	1.711,3
1951-52	2.343,2	1981-82	1.687,6
1952-53	2.346,2	1982-83	1.691,8
1953-54	2.353,3	1983-84	1.703,3
1954-55	2.364,6	1984-85	1.683,5
1955-56	2.359,8	1985-86	925,1
1956-57	2.354,2	1986-87	931,4
1957-58	2.361,8	1987-88	897,8
1958-59	2.393,8		

Les Experts ont cherché à simplifier autant que possible les sources qui alimentent l'annuité à payer. On sait que sous le régime du Plan Dawes, contribuaient à ce but : le budget du Reich, l'industrie allemande, l'impôt sur les transports et la Compagnie des chemins de fer. Il eût été désirable que la totalité de l'annuité soit couverte par le

(1) Annuité constante pendant 37 années ; 1.988 millions mk.

budget, mais l'affectation d'une somme de 2.000 millions marks aux dépenses en compte de réparations ne pouvait être faite sans éveiller quelques critiques et susceptibilité au sein de l'opinion publique allemande.

Outre le budget, les Experts ont pensé à une contribution de la Compagnie des Chemins de fer en raison des garanties qu'elle apporte et surtout des moyens commodes de se procurer les recettes nécessaires (1).

On se rappelle que le système Dawes chargeait la Compagnie des Chemins de fer d'une hypothèque de 11 milliards représentée par des obligations qui rendaient un revenu annuel de 660 millions. Les Experts, dans le Rapport, exprimaient le désir de supprimer ces obligations et de les remplacer par l'engagement solennel pris par la Compagnie de payer annuellement, pendant un délai de 37 ans, une somme de 660 millions marks. Cette contribution représente la tranche inconditionnelle de l'annuité dont la perception sera garantie par le Gouvernement allemand.

La Compagnie prendra cet engagement par la remise à la B. R. I., d'un certificat de dette, sans quoi le plan Young ne sera pas mis en vigueur. Il est décidé que l'obligation de la Compagnie pour les réparations aura la priorité sur tous les engagements pris par celle-ci et que la contribution sera versée directement à la Reichsbank.

Passons à l'industrie allemande. Nous avons vu (2) que sa contribution était fixée à 5 milliards ; les titres représentatifs de cette contribution étaient retenus et gérés par le trust, produisant 300 millions marks annuellement, tenant compte de 5 % d'intérêts et de 1 % d'amortissement.

Les complications entraînées par leur gestion décidèrent les Experts à la supprimer et à l'englober dans la contribution du budget. Dorénavant, le budget participera pendant 37 ans, parallèlement avec la Compagnie avec une somme allant de 1.360 millions marks à 1.780 mil-

(1) *Rapport*, VIII.

(2) V. ci-dessus, p. 57.

lions après quoi l'obligation du budget formera la seule source de l'annuité.

La partie de l'annuité fournie par le budget allemand est entourée de certaines mesures de faveur en cas de difficultés financières. Ainsi elle bénéficie d'un moratoire de transfert et même de paiement ; elle servira de paiements pour les dettes de guerre.

Elle n'est pas fixe comme la tranche fournie par la Compagnie des Chemins de fer, mais elle fournira pendant 37 ans la partie la plus importante, environ 60-75 % de l'annuité. « Si l'on compare maintenant la contribution budgétaire du plan Young à la contribution budgétaire du plan Dawes, on s'aperçoit qu'elles diffèrent profondément. Dans l'annuité Standard du Plan Dawes, la contribution budgétaire était fixée à 1.250 millions uniformément, mais en même temps elle était affectée d'un indice de prospérité qui avait pour effet d'adapter la contribution budgétaire à l'augmentation de la richesse de l'Allemagne. Dans le plan Young cet indice a disparu, mais, en même temps, la contribution budgétaire est calculée de façon à varier chaque année » (1).

Comment garantir le paiement de l'annuité ? On se rappelle le nombre de gages qui entourait le système Dawes contre lesquels se sont élevés principalement les Allemands. Les Experts ont tenu compte des justes critiques adressées au maintien, après dix ans de paix, d'une série de garanties affectant sensiblement l'indépendance d'un pays comme l'Allemagne. Mais, ainsi que nous l'avons dit au début du présent chapitre, cette mesure de renonciation aux gages ne pouvait naître brusquement et la transition devait être lente en inspirant confiance aux créanciers.

Au lieu des gages existants il y aura « *les gages négatifs* ». C'est un terme nouveau, non employé jusqu'aujourd'hui dans la technique juridique. Laissons aux Experts expliquer cette innovation : « il s'agit en réalité d'une simple affectation de recettes. Le Reich s'engage de ne

(1) Pépi, *op. cité*, p. 48.

pas disposer de certaines recettes inscrites à son budget pour un objet autre que le paiement de réparations ». Les recettes ainsi affectées doivent dépasser de 1 1/2 la contribution budgétaire prévue dans le plan et s'alimenter des mêmes revenus gagés que le plan Dawes, c'est-à-dire de l'impôt sur la bière, sucre. Comme on les évaluait pour l'année 1929-30, à 3 milliards marks, il est bien entendu qu'ils dépassent de beaucoup la prévision des Experts.

L'Allemagne obtient, grâce au nouveau régime, une complète indépendance financière par la suppression des organes de contrôle des revenus, des gages et par la possibilité de moratoire sur une partie de l'annuité dite l'annuité conditionnelle. Il ne faut pas considérer l'institution du moratoire, comme une faculté donnée à l'Allemagne de se dérober à ses engagements. Il s'agit seulement de difficultés très sérieuses et l'on procédera à la suspension des transferts après une enquête préalable. Ici le rapport est clair : « Nous estimons qu'en prévoyant pour une partie de l'annuité un droit d'ajournement et une enquête impartiale, nous avons pourvu à l'éventualité de difficultés anormales susceptibles d'affecter sérieusement la capacité de l'Allemagne pendant une certaine période, malgré la bonne volonté et l'ingéniosité que celle-ci pourrait déployer pour faire face à ces difficultés sans recourir à un expédient » (1).

Donc, dans une période normale, l'Allemagne sera tenue à l'exécution totale de l'annuité et c'est seulement dans des moments tout à fait accidentels qu'elle pourra recourir au moratoire d'une partie de sa dette. Dans ce cas-là, sur un préavis du Gouvernement allemand, on pourra ajourner le transfert du total ou d'une partie de l'annuité conditionnelle. Cette possibilité d'ajournement est soumise à certaines conditions. Si, par exemple, on demande un moratoire d'une annuité pour un délai de deux ans, terme prévu par le rapport à partir de l'échéance, l'annuité suivante ne pourra obtenir le moratoire que d'une année, à

(1) *Rapport*, IV^e partie.

moins que l'annuité précédente ne soit intégralement versée. De même, la troisième annuité ne pourra bénéficier d'aucune mesure de faveur tant que l'annuité première ne sera pas acquittée en totalité.

En dehors du droit de suspendre le transfert, l'Allemagne pourra, dans les mêmes circonstances, recourir à une suspension de paiements, mais pour 50 % de la somme susceptible de bénéficier d'un moratoire de transfert et pour une durée d'une année seulement.

Prenons un exemple pour bien fixer les idées : Admettons qu'une période de troubles financiers menace la stabilité de la monnaie allemande et que celle-ci demande le moratoire pour la fraction conditionnelle de l'annuité 1950-1951. Elle pourra bénéficier de cette suspension de transfert pendant une durée maxima de 2 ans. Si elle veut ajourner le transfert de l'annuité 1951-52, alors on le lui accordera pour une année seulement, sauf dans le cas où l'annuité 1950-51 serait transférée en totalité.

Il sera perçu durant cette période un intérêt de retard de 6 1/2 %, ou supérieur de 1 % à celui perçu par la Reichsbank, le choix étant réservé à l'Allemagne. Nous arrivons ainsi au remplacement du Comité de Transfert qui fonctionnait sous le régime Dawes et garantissait le maintien du cours du mark, par le procédé du moratoire de transfert. C'est la Banque des Règlements Internationaux qui s'en occupera. Elle examinera en même temps, par le Comité Consultatif, la situation économique de l'Allemagne et elle pourra proposer des mesures pour assurer la continuité des prestations. Le Comité émettra seulement des propositions, la décision appartenant à la Banque.

Les sommes dont le transfert est suspendu seront déposées à la Reichsbank au compte de la Banque des Règlements Internationaux et seront utilisées à la suite d'un accord intervenu entre ces deux grandes institutions de crédit. Les Experts recommandent de donner une certaine extension aux prestations en nature, pendant les premiers dix ans, alors que celles-ci fonctionnent encore ; après

la cessation de leur fonctionnement, ils recommandent la rédaction de programmes spéciaux de livraison en nature concernant certaines branches de l'industrie allemande dont les créanciers ne pourraient se passer.

Une partie très importante du Rapport des Experts et dont ceux-ci faisaient un point d'honneur, est la commercialisation de la dette allemande. Cela veut dire qu'une partie de l'annuité, la tranche inconditionnelle, sera souscrite par le public et que les pays créanciers recevront, au lieu d'une série d'annuités, la dette en capital. Les avantages qu'une telle opération présente sont multiples.

D'abord la dette subit une innovation par le fait, qu'au lieu d'un rapport entre deux Etats, nous aurons une dette entre un Etat et des particuliers, réglée d'après le droit commun. En deuxième ligne, on donne à l'épargne un placement sûr et durable, l'Etat créancier voit affluer dans ses caisses le numéraire qu'il emploiera à l'amortissement de sa dette intérieure ; on supprime ainsi toutes les mesures de garantie que l'Etat créancier prenait pour assurer la sauvegarde de sa créance comme armée d'occupation, commission de contrôle, revenus gagés, appels à la Société des Nations, mesures qui sont toutes des sources de tension entre Nations.

Seulement pour réussir une émission d'obligations il faut que le débiteur inspire pleine confiance, que l'exécution soit ponctuelle, que toute défaillance soit exclue, qu'il y ait abondance de capitaux sur les marchés et que l'intérêt soit assez élevé pour tenter les souscripteurs.

L'énumération de ces conditions va nous faire comprendre pourquoi les essais antérieurs de commercialisation de la dette n'ont pas réussi.

L'Etat de paiements de Londres (mai 1921) prévoyait également l'émission d'obligations qui seraient éventuellement offertes au public. De même, d'après le plan Dawes, les obligations ferroviaires étaient destinées à la commercialisation, mais l'intérêt bas offert (5 %), puis les circonstances défavorables, (on sortait à peine d'une période de

tension entre l'Allemagne et ses adversaires) tous ces éléments ont contribué à l'échec de la commercialisation.

Dans le rapport des Experts du 7 juin 1929, il est répété ce désir : « Il est nécessaire d'établir un système permettant de donner aux annuités une forme qui, dans la mesure où elles se prêtent à la commercialisation, leur enlèverait le caractère de paiements internationaux » (1).

La différence faite par le plan Young entre la dette inconditionnelle et la dette conditionnelle (2), notamment les possibilités de moratoire, examinées plus haut, réservées à la seconde, nous souligne que seule la tranche inconditionnelle sera diffusée dans le grand public, partie de la dette correspondant à la réparation des dommages de guerre, l'autre étant destinée à couvrir le service des dettes interalliées (3).

L'émission sera faite par chaque Etat après une autorisation donnée par la Banque des Règlements Internationaux, autorisation qui prévoit le droit pour l'Etat respectif d'émettre sur le marché national une tranche de l'annuité non différable qui lui est réservée.

La valeur des obligations dans ce cas sera remboursée dans la monnaie de l'Etat émetteur ; en ce qui concerne le coupon, il sera payé soit en dollars, livres sterling, florins, francs, suivant la nationalité du souscripteur. L'Allemagne, sous sa propre responsabilité, payera chaque année

(1) *Rapport* cité.

(2) « La différence entre les deux chiffres (partie inconditionnelle et montant total de l'annuité) ne doit pas être considérée comme témoignant d'un doute dans nos esprits relativement à la capacité de transfert ou de paiement de l'Allemagne ; elle représente plutôt la concession faite en présence de la détermination honorable, d'ailleurs, des experts allemands de ne pas accepter, sans conditions, la responsabilité d'une obligation dont ils ne seraient pas certains que l'Allemagne puisse garantir l'exécution en toutes circonstances. » *Rapport*, VII^e partie.

(3) On peut envisager la possibilité d'une émission des obligations pour cette tranche de la dette, mais on demande le consentement du gouvernement allemand, donc une opération difficile et sans beaucoup de chances. V. l'annexe III, § VI, N^o 1 du *Rapport*.

à la B. R. I. la somme correspondante au service de l'émission effectuée et dans la monnaie qui servit à l'émission.

Si l'Angleterre émet sur le marché londonien 1 million de titres en livres, et la France une somme quelconque en francs, le service sera fait par l'Allemagne en francs pour l'émission française et en livres sterling pour l'émission anglaise.

L'obligation pour l'Allemagne d'assurer chaque année le service des émissions par l'inscription de la somme respective dans le budget général du Reich, nous détermine à ne pas perdre de vue les origines politiques de la dette de réparations. D'ailleurs, il aurait été impossible d'effacer complètement son caractère politique et le fait que les Etats demandent eux-mêmes à la Banque des Règlements Internationaux, l'émission des titres nous montre comment les experts ont envisagé avec prudence la substitution projetée.

SECTION III

La Banque de Règlements Internationaux

Nous sommes amenés à parler de la Banque des Règlements Internationaux, l'organe financier indépendant sur lequel les Experts ont basé la réussite de leur rapport. Il fallait instituer un organe remplaçant les comités et les trusts que les Experts se proposaient de supprimer. Rien n'était plus indiqué qu'un Institut de crédit, car l'opinion publique s'est rendu compte que seul le crédit peut imposer le respect aux Allemands et les déterminer à une exécution fidèle des engagements. « Il faut que l'Allemagne ait intérêt à payer pour renforcer son crédit. Il faut que sa carence éventuelle soit si périlleuse pour son crédit, que spontanément, elle fasse tout pour l'éviter et pour s'acquitter ponctuellement » (1).

Au sein du Comité, les discussions sur la création de la Banque commencèrent dès les premiers jours des tra-

(1) Mendès P. : *La Banque des Règlements Internationaux*. Paris 1930.

vaux, seulement beaucoup d'opinions contradictoires retardèrent la solution immédiate. Ainsi le 12 février 1929, M. Franqui, Expert belge, proposait la formation d'un consortium entre les principales banques d'affaires du monde : Morgan, Krueger, Société Générale de Belgique, Banque de Paris et Pays-Bas ; avec lesquelles l'Allemagne est en relations financières ; toute défaillance entraînerait le retrait de l'aide financière en temps de crise et le financement de la production en période normale.

Un autre projet d'une allure plus modeste présenté par un Expert allemand, attribuait le rôle de trust à une banque intéressée à l'économie allemande. Les deux projets ont été repoussés pour la raison très simple que l'idée de contrainte était trop évidente et il restait hors de doute qu'un mouvement d'opinion se produirait en Allemagne contre l'état d'infériorité qu'on lui réservait.

Plus intéressant était le projet présenté par le Docteur Schacht : « Dans son système, une banque mondiale était créée. Elle émettrait, en représentation de la dette allemande, des certificats que toutes les institutions d'émission devraient s'engager à accepter comme or. L'Allemagne amortirait ces certificats en un nombre d'annuités à déterminer. Cette conception originale présente cet avantage que la dette allemande était d'un jour à l'autre totalement commercialisée et que les Etats créanciers étaient immédiatement intéressés. Mais elle avait un grave inconvénient. Par la création d'une inflation internationale, elle aboutissait à une considérable dépréciation de l'or et à une hausse corrélative des prix » (1). Ce projet qui convenait bien aux pays dépourvus de métal précieux comme l'Allemagne, ne pouvait pas être admis par les deux détenteurs de l'or dans le monde, la France et les Etats-Unis.

Dans le rapport présenté par les Experts, la Banque des Règlements Internationaux est née des Instituts d'émission des principaux pays (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Etats-Unis, Belgique, Italie, Japon). C'est par

(1) Mendès P. : *La Banque des Règlements Internationaux*. Paris 1930, p. 49.

eux que l'émission des actions aura lieu et c'est à eux que sera confiée la direction de la banque. Il y a peu de détails sur l'organisation de la banque, cette tâche ayant été laissée à un Comité spécial (1).

Le capital est fixé à 100 millions de dollars qui pourra être exprimé aussi dans la monnaie du pays où la banque aura son siège. Pour l'émission des actions, il est prévu un partage en tranches égales entre les Instituts d'émission qui ont pris part à sa création. On prévoit aussi la possibilité d'une émission dans d'autres pays dont la monnaie est stabilisée ; seulement les actionnaires n'auront pas de droit de vote. Ce droit sera réservé, en proportion du nombre des actions émises dans chaque pays, à la Banque d'émission de ce pays.

L'objet de la Banque est très vaste et varié (2). Comme organe central de paiements des réparations, elle sera

(1) V. *Rapport*, *op. cité*, p. 71.

(2) L'objet de la Banque : « V. 2) Recevoir de l'Allemagne les divers certificats et obligations prévus dans le Plan. La Banque conservera ces certificats et obligations dans ses coffres et remettra aux créanciers des reçus de dépôt pour ces certificats et obligations. Lors de l'accomplissement de paiements qui nécessitent ces certificats et obligations pour une année quelconque, les Gouvernements créanciers respectifs donneront quittance à la Banque qui donnera, à son tour, quittance au Gouvernement allemand, annulant et renvoyant tous les coupons qui représentent les paiements effectués. 3) Répartition des annuités entre créanciers. 4) Remplir en ce qui concerne les livraisons en nature toutes fonctions qui pourront lui être confiées par le Gouvernement à la suite de l'acceptation du nouveau plan. 5) S'occuper des mesures de sauvegarde prévues dans le Plan. Dès la réception d'une notification du Gouvernement allemand, conformément aux dispositions du Plan, la Banque convoquera un Comité consultatif spécial, dont la composition, la procédure et la compétence sont définies au chap. VIII du Plan. 6) Faire fonction de trust conformément à des contrats de trust. La Banque aura la faculté d'agir en qualité de trust, en vertu d'un contrat de trust conclu par elle, avec l'approbation ou sur l'initiative de son Conseil d'administration, contrat dont l'objet est l'émission par la Banque de certificats de trust ou d'autres obligations, contre les placements en valeurs engagés à cet effet comme garanties collatérales. Cette faculté peut être exercée en dehors des pouvoirs de la Banque relatifs aux placements prévus ci-dessus à la Section VI. 7) Faire fonction de trust en vertu d'engagements spéciaux. La Banque devra être

chargée de toutes les opérations qui s'y rattachent. Ainsi, comme trust des créanciers, elle aura la garde du certificat relatif aux annuités dont il sera remis à l'Allemagne les coupons s'y rattachant au fur et à mesure des transferts effectués et dont elle inscrira au crédit de ce pays les versements reçus.

Une fois l'annuité allemande payée, la banque procédera à la répartition des quotes-parts entre les créanciers en débitant leurs comptes (1) ou dans le cas où la tranche inconditionnelle est mobilisée, entre les porteurs de titres. Telles sont en grandes lignes les fonctions de la banque en tant que trust des réparations. Nous trouvons dans la phrase suivante du rapport un autre but d'une réalisation plus lointaine : « Le caractère des annuités et l'importance des paiements à transférer fournissent immédiatement l'occasion et créent la nécessité de compléter le mécanisme existant des règlements internationaux en prévoyant des facilités additionnelles et, dans la limite d'un recours raisonnable au crédit, de contribuer à la stabilité des finances internationales et à l'assainissement du commerce mondial » (2).

L'indication d'un programme si vaste avec des rapports

autorisée à faire fonction de trust en vertu des arrangements spéciaux entre les pays créanciers concernant la répartition, soit des annuités, soit de la garantie de fractions quelconques des annuités. En particulier, la Banque aura la faculté de faire fonction de trust, en vertu d'arrangements indiqués à l'Annexe VIII du Plan. La Banque sera autorisée à verser un intérêt sur tout fond de garantie déposé à la Banque relativement à un trust quelconque de cette nature, ainsi qu'à déterminer les conditions de dépôts et de gestion du fonds, le tout conformément au Plan. 8) Faire fonction de trust à la requête d'un Gouvernement créancier ou du Gouvernement allemand, ou de la banque centrale de ces pays. La Banque aura le droit, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, d'accomplir les fonctions de trust qu'un Gouvernement créancier, le Gouvernement allemand ou l'une quelconque des banques centrales des pays en question, suggère qu'elle accomplisse, pourvu que ces fonctions soient compatibles d'une façon générale avec les fins que se propose le Plan. » *Rapport*, Annexe II.

(1) On débitera le compte des Banques Centrales de chaque pays créancier auprès de la B. R. I.

(2) *Rapport*, V^e Partie.

étroits entre la Banque que les Experts se proposaient de créer et les Instituts d'émission, inspira une certaine crainte aux yeux de ceux qui voyaient dans cet organisme une super-banque qui, par son influence, pourrait s'immiscer dans les affaires intérieures des pays en affectant ainsi leur souveraineté.

Le communiqué publié dans la première quinzaine de mars calma les esprits agités en indiquant le rôle et le fonctionnement de la banque. Toute idée d'hégémonie devra être éloignée. Ce qu'on pensait alors et ce qui formait l'objet des travaux des Experts, c'était de donner à la Banque le fonctionnement de trust existant avec le régime Dawes. « La nouvelle banque ne serait en aucune façon une super-banque exerçant une influence dominante sur les institutions existantes », dit le communiqué du 12 mars. « Les auteurs du projet croient que les opérations de la nouvelle institution tendraient à accroître et à renforcer la coopération qui s'est déjà développée entre les banques d'émission et qui a déjà rendu, au cours de ses dernières années, des services considérables, au point de vue de la restauration de l'étalon or dans le monde et, à d'autres égards, au point de vue de la stabilisation des conditions financières. La nouvelle banque complèterait plutôt qu'elle ne doublerait les institutions existantes et elle leur apporterait plutôt une collaboration qu'une direction ».

La plupart des critiques dirigées contre la création d'une banque internationale provenaient des partis politiques de gauche qui considéraient cette institution comme une nouvelle manifestation de la suprématie capitaliste. Le financement des pays pauvres, rentrant dans les attributions de la Banque internationale, il semblait aux doctrinaires socialistes que la même banque, en vertu de son fonctionnement, pourrait retirer toute aide financière à certains pays dont la situation politique intérieure ne correspondrait pas aux vues du conseil d'administration de la Banque des Règlements Internationaux.

M. Joseph Caillaux écrivait : « La Banque des Règle-

ments Internationaux pourra remener à la vie des pays qui végètent dans la souffrance. Elle pourra aussi, en leur refusant des crédits, signer l'arrêt de mort des nations dont les affaires sont mal gérées » (1) et le député socialiste Margaine, de même, exprimait sa crainte sur l'avenir de la socialisation des biens dans les termes suivants : « Si l'on suppose qu'un jour quelques pays veuillent faire des expériences socialistes jugées un peu trop risquées par la finance internationale, la Banque des Règlements n'aura aucune difficulté pour couper les voies à ce pays et à détruire sa monnaie ».

Il reste évident que la plupart des critiques étaient exagérées et qu'elles provenaient surtout de l'esprit de chicane et de méfiance que tous les grands projets inspi- raient à une certaine catégorie de la société. Les Experts n'ont pas envisagé une super-banque (2) ; pourtant, certains passages du communiqué du 12 mars laissaient, malgré la déclaration solennelle que l'objet sera un trust des

(1) Pour détails, v. Karanikas : *La Banque des Règlements Internationaux*. Thèse, Paris 1930.

(2) *L'Union des Associations Internationales* consacre à cette idée un rapport assez détaillé sous le titre : *New proposals regarding the solution of the problem of debts and reparations*. En mars 1929, elle a proposé aux Experts du Plan Young un rapport sur cette idée d'une banque mondiale. L'objet de cette banque serait, outre la solution de la question des réparations, d'aider les petites nations à se développer économiquement, concourir à l'achèvement du réseau des communications internationales et de réaliser le transmondial, c'est-à-dire établir des chemins de fer transafricain, transasiatique, qui, avec le transaméricain, formeraient un tout, avec des tunnels de jonction à la Manche, le Bosphore et Gibraltar ; enfin, lutter contre les problèmes des crises et du chômage. Pour réaliser ces grandes opérations, le siège de la banque serait établi à Genève. La Banque mondiale émettrait sur le marché des obligations contre les annuités allemandes qu'elle conserverait pendant un certain temps dans ses caisses, ou encore les obligations commercialisées de l'Allemagne ne seraient pas réparties, mais constitueraient un patrimoine collectif indivis dont la propriété serait dévolue à toutes les nations, au prorata de leur coefficient international. » Karanikas, *op. cité*.

réparations, une certaine ombre sur l'étendue des opérations de la Banque Internationale (1).

Ainsi les livraisons en nature seraient un vaste champ d'opérations pour la Banque des Règlements Internationaux par la possibilité de financer leur utilisation. Elle ouvrirait des crédits aux entreprises privées spécialisées dans cette catégorie de fournitures. Donc, voilà le rôle de simple trust dépassé et ceci fait surgir des protestations et des critiques.

Certains n'ont pas hésité à parler de l'inutilité d'un tel organisme financier (2).

Telles sont les dispositions du Rapport relativement à la Banque Internationale et les principales objections qui entourèrent la publication du plan Young.

Les prestations en nature sont maintenues dans le

(1) « Dans la mesure où il établirait (le trust) un lien simple entre les débiteurs et les créanciers, il faciliterait le transfert. On envisage la possibilité de faire financer par cet organisme les livraisons en nature, il pourrait même, sous réserve des protections appropriées, financer le reste de leur utilisation. » Communiqué du 12 mars 1929.

(2) La Banque des Règlements Internationaux, disaient-ils, se trouve placée au milieu de ce vaste circuit de capitaux qui peut être décrit comme suit : L'Allemagne verse à la B. R. I. les annuités prévues par le Plan Young. La Banque reverse ces annuités aux Etats créanciers, dans la proportion prévue par le Plan Young. Les Etats créanciers de l'Allemagne, conformément aux accords sur les dettes, reversent à leur tour la plus grande partie des sommes touchées par eux aux Etats-Nnis ; les derniers remboursent à leurs nationaux les emprunts qu'ils ont contractés pendant la guerre. Les capitalistes américains, qui ne trouvent pas de placement avantageux sur leur marché intérieur saturé d'or, renvoient leurs capitaux en Europe et la plus grande partie de ces capitaux va servir à couvrir les emprunts allemands de réparation. Ce circuit fermé, ce *Gulf-stream* de capitaux, qui passent d'une banque à l'autre et d'un continent à l'autre, est d'utilité nulle pour l'économie des Etats intéressés. Or, la Banque Internationale pourrait bien diriger l'argent dans les régions pauvres et dépourvues de capitaux, et il faut pour cela qu'elle puisse consentir des prêts à long terme et aussi qu'elle puisse, si elle en est sollicitée, placer sur les marchés internationaux les emprunts que tel ou tel autre Etat européen peut lui demander de placer. Ensuite, une fois ces emprunts placés avec succès, la Banque Internationale pourrait émettre des billets destinés à servir de monnaie de compte dans les échanges internationaux. »

Rapport, mais elles doivent cesser après dix ans de fonctionnement. Ayant une valeur de 750 millions marks la première année, elles décroissent chaque année jusqu'à complète cessation. La régularisation de ce mécanisme est également confiée à la Banque des Règlements Internationaux.

Voici le barème des prestations en nature ainsi qu'il est prévu par le rapport du 7 juin :

1°	750	millions de marks.	
2°	700	—	— .
3°	650	—	— .
4°	600	—	— .
5°	550	—	— .
6°	500	—	— .
7°	450	—	— .
8°	400	—	— .
9°	350	—	— .
10°	300	—	— .

Le maintien d'une période de transition était nécessaire pour donner cours aux contrats déjà en vigueur et les programmes rédigés pour une période plus longue.

La comptabilité sera tenue comme nous l'avons indiqué, par la Banque Internationale qui « établira les versements à effectuer au titre de livraisons en nature et en répartissant les fonds entre les Puissances créancières, elle tiendra dûment compte des fractions de l'annuité qui sont spécialement réservées pour les paiements au titre de livraisons en nature (1).

Si nous voulons résumer le caractère du plan Young et les différences avec le régime antérieur, nous concluons : 1° Le plan Young fixe la dette des réparations en capital à une somme de beaucoup inférieure au statut de paiement à Londres.

2° Etablit le nombre et le quantum des annuités à 59,

(1) *Rapport*, VII^e Partie.

dont les 37 premières doivent couvrir les dettes inter-alliées et une partie des dommages et vont de 742 millions marks (7 mois) à 2.428 millions avec une annuité moyenne de 1.988 millions marks, les 22 dernières annuités sont exclusivement réservées au service de la dette de guerre.

3° Etablit la liaison entre réparations et dettes inter-alliées (1).

4° Crée la Banque des Règlements Internationaux.

5° Différencie l'annuité en tranche conditionnelle et non-différable.

6° Mobilisation de la tranche inconditionnelle.

7° L'annuité est alimentée par 2 sources : le budget et la Compagnie des Chemins de fer.

8° Les livraisons en nature sont réduites à dix ans.

9° L'annuité couvre toutes les obligations de l'Allemagne.

10° Cessation de tout contrôle intérieur prévu dans le Plan Dawes.

11° Œuvre indivisible (2).

Il est évident qu'une importante réduction de la dette allemande fut le résultat des travaux de Paris. Ce fait, ainsi que l'attribution des quotes-parts entre les ayants-droit, firent l'objet des critiques variées de la part des différents pays intéressés.

Le plus mécontent des créanciers était la Grande-Bretagne.

L'attitude que M. Snowden, alors député de l'opposition dans la Chambre des Communes, qui qualifia la note

(1) V. *Rapport*, Cas de réduction de la dette envers l'Amérique.

(2) G. Mironesco : Exposé fait devant la Chambre des Députés le 14 février 1930.

Balfour d'infâme, produisit une vive émotion, car derrière ce député se dressait l'opinion britannique, mécontente du pourcentage insuffisant réservé par le Plan des Experts dans l'annuité allemande, après avoir subi de la part des Etats-Unis une première désillusion avec la consolidation de la dette de guerre.

Quant aux travaux, on ne cachait pas le désir d'un échec des Experts, car il fallait, d'après l'opinion britannique, attendre quelques années avant de procéder à une révision des réparations, ainsi qu'un sentiment de pessimisme sur l'avenir des réparations : « C'est pourquoi je suis disposé à prédire que la clause des transferts du Plan Dawes ne va pas tarder à être appliquée prochainement et que l'Allemagne cessera sous peu de faire tout paiement, quel qu'il soit, au titre de réparations » (1).

A La Haye, deux mois plus tard, comme on verra, toute la colère britannique s'est manifestée par la voix de M. Snowden devenu entre temps Ministre des Finances.

En Allemagne, pays débiteur, sauf dans la presse de droite, tendancieuse, on a accueilli avec contentement la suppression des contrôles et la réduction de la dette : « Les plus sérieuses objections faites par les banques allemandes il y a trois ans, à l'acceptation du Plan Dawes concernaient l'assujettissement au contrôle étranger de l'essentiel de la monnaie, de la finance et des transports en Allemagne. L'industrie de la Banque accueille avec la plus vive satisfaction la suppression de ce contrôle » (2).

D'ailleurs, devant les avantages que les Allemands avaient obtenus il n'y avait aucun motif de plainte contre l'œuvre des Experts, les sacrifices ont été faits cette fois par les créanciers : « L'opinion publique en Allemagne n'a donc aucun motif de s'élever contre l'acceptation du Plan Young, proposé à l'unanimité par les Experts, réunis à la

(1) J. Maynard Keynes : *Dans l'Europe Nouvelle*, du 27-iv-1929.

(2) *Frankfurter-Zeitung*, cité par M. J. Lescuré, dans *L'Allemagne devant le Plan Young*. *Le Capital*, 12 juillet 1929.

demande expresse du Reich, quelle que soit l'attitude de la presse réactionnaire. Si les critiques fondées doivent se produire, elles peuvent de préférence émaner de contribuables des Puissances créancières estimant exagérées les concessions consenties en vue de ce règlement total et définitif du problème des Réparations (1).

(1) Cadoux G. : *Les Travaux du Comité Young*, dans la *Revue Economique Internationale*, juin 1929.

Répartition des annuités allemandes en millions de marks

L'année budgétaire allemande	France	Grande-Bretagne	Italie	Belgique	Roumanie	Yougoslavie	Grèce	Portugal	Japon	Pologne	Etats-Unis	Total des annuités
1929-30	418,8	53,1	42,5	70,7	—	72,1	—	6,0	13,2	0,5	65,9	742,8
1930-31	900,7	366,8	156,0	98,2	10,0	79,4	3,6	13,2	13,2	0,5	66,3	1707,9
1931-32	838,4	362,0	190,8	102,6	12,0	79,3	6,7	13,2	13,2	0,5	66,1	1685,0
1932-33	879,8	364,5	196,3	105,9	13,0	79,4	6,9	13,2	13,2	0,5	66,1	1738,2
1933-34	879,1	454,8	192,4	100,3	13,9	72,4	7,2	12,6	11,9	0,4	59,4	1804,3
1934-35	941,8	450,1	193,6	102,8	14,7	72,5	7,2	12,6	11,9	0,4	59,4	1866,6
1935-36	962,8	444,9	195,2	110,0	16,1	72,6	7,2	12,6	11,9	0,4	59,4	1892,9
1936-37	1004,1	438,1	197,2	116,9	17,2	73,8	8,2	12,6	11,9	0,4	59,4	1939,7
1937-38	1031,8	452,6	198,6	114,7	18,3	71,5	8,3	12,4	11,4	0,4	57,2	1977,0
1938-39	1052,4	447,1	200,2	114,8	19,1	71,8	8,5	12,4	11,4	0,4	57,2	1995,3
1939-40	1087,3	442,5	204,1	117,0	23,7	74,5	8,4	13,6	11,9	0,1	59,4	2042,8
1940-41	1179,9	457,1	211,5	117,1	20,1	76,1	8,4	13,6	11,9	0,4	59,4	2155,5
1941-42	1171,2	466,3	223,1	123,9	20,0	83,9	8,3	14,2	13,2	0,5	66,1	2180,7
1942-43	1191,4	446,0	225,5	124,1	20,6	88,2	8,3	14,2	13,2	0,5	66,1	2198,0
1943-44	1190,8	439,8	227,8	124,2	21,1	88,3	8,3	14,2	13,2	0,5	66,1	2194,3
1944-45	1190,7	450,5	230,5	123,9	21,1	88,5	8,3	14,2	13,2	0,5	66,1	2207,5
1945-46	1190,8	439,1	233,3	124,0	25,7	88,7	8,3	14,2	13,2	0,5	66,1	2203,8
1946-47	1188,1	432,4	235,6	124,1	28,4	88,7	8,3	14,2	13,2	0,5	66,1	2199,5
1947-48	1185,2	446,6	237,1	124,1	31,2	88,8	8,3	14,2	13,2	0,5	66,1	2215,2
1948-49	1185,1	439,1	239,4	124,2	31,2	88,8	8,3	14,2	13,2	0,5	66,1	2210,0
1949-50	1248,6	439,6	248,1	134,6	31,1	99,8	8,1	15,1	15,2	0,6	76,1	2316,8
1950-51	1277,9	440,5	260,1	134,7	31,1	99,9	8,1	—	—	0,6	—	2359,2
1951-52	1248,5	441,1	272,8	131,7	31,1	100,0	8,1	—	—	0,6	—	2343,2
1952-53	1248,3	441,1	275,6	134,7	31,1	100,9	8,1	—	—	0,6	—	2346,2
1953-54	1248,2	445,6	278,5	134,7	31,1	100,1	8,1	—	—	0,6	—	2353,3
1954-55	1248,1	453,6	281,3	134,7	31,1	100,7	8,1	—	—	0,6	—	2364,6
1955-56	1248,2	444,2	285,4	134,7	31,1	101,2	8,1	—	—	0,6	—	2359,8
1956-57	1248,1	434,7	289,0	134,9	31,1	101,2	8,1	—	—	0,6	—	2354,2
1957-58	1278,6	407,3	292,6	134,9	31,1	102,2	8,1	—	—	0,6	—	2361,8
1958-59	1302,8	410,2	296,7	134,8	31,1	103,1	8,1	—	—	0,6	—	2393,8
1959-60	1278,4	408,3	299,8	134,8	31,1	103,2	8,1	—	—	—	—	2370,6
1960-61	1278,2	406,1	310,8	134,7	31,1	104,5	8,1	—	—	—	—	2380,5
1961-62	1278,2	412,0	321,5	134,5	31,1	105,9	8,1	—	—	—	—	2398,3
1962-63	1278,1	400,5	324,8	134,8	31,1	105,9	8,1	—	—	—	—	2390,2
1963-64	1278,0	410,1	327,8	134,6	31,1	106,0	8,1	—	—	—	—	2402,6
1964-65	1277,9	406,3	331,0	134,9	31,1	106,0	8,1	—	—	—	—	2402,1
1965-66	1297,5	410,6	334,0	134,5	31,1	106,0	8,1	—	—	—	—	2428,8
media 1929-65	1046,5	409,0	213,7	115,5	20,1	84,0	7,0	13,2	13,2	0,5	66,1	1988,8
1966-67	794,2	357,2	290,1	53,1	31,7	22,7	9,7	8,2	—	—	40,8	1607,7
1967-68	794,1	346,7	295,1	52,8	36,8	22,7	9,7	8,2	—	—	40,8	1606,9
1968-69	790,9	349,4	302,3	53,0	39,8	22,7	9,7	8,2	—	—	40,8	1616,7
1969-70	787,7	355,7	309,3	53,1	42,9	22,7	9,7	8,2	—	—	40,8	1630,0
1970-71	787,5	361,2	317,6	53,2	42,9	22,7	9,7	8,2	—	—	40,8	1643,7
1971-72	787,3	361,8	327,7	52,8	42,9	22,7	9,7	8,2	—	—	40,8	1653,9
1972-73	787,1	366,1	332,0	52,8	42,9	22,7	9,7	8,2	—	—	40,8	1662,3
1973-74	786,9	365,4	336,3	52,8	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	40,8	1665,7
1974-75	786,8	364,1	340,5	52,8	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	40,8	1668,4
1975-76	786,6	366,4	344,6	53,2	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	40,8	1675,0
1976-77	786,3	363,8	350,8	53,5	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	40,8	1678,7
1977-78	786,1	364,8	356,9	53,3	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	40,8	1685,4
1978-79	785,9	365,1	367,1	53,2	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	40,8	1695,5
1979-80	785,7	364,7	372,9	52,9	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	40,8	1700,4
1980-81	785,5	363,5	385,1	53,1	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	40,8	1711,3
1981-82	785,2	365,7	400,1	53,3	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	—	1687,6
1982-83	785,0	362,9	407,2	53,4	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	—	1691,8
1983-84	784,7	372,0	409,8	53,4	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	—	1703,3
1984-85	784,4	346,2	416,5	53,0	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	—	1683,5
1985-86	784,1	414,1	418,8	53,0	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	—	925,1
1986-87	783,9	414,1	425,0	53,3	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	—	931,4
1987-88	753,3	372,1	382,6	50,6	42,9	22,6	9,7	8,2	—	—	—	897,8

CHAPITRE II

LE POINT DE VUE DES PETITES PUISSANCES

La publication du Plan des Experts du 7 juin 1929, avec ses annexes, produisit une grande stupeur chez les petites Puissances. Bien que l'opinion publique ait suivi avec beaucoup d'intérêt la marche des travaux des Experts à l'hôtel George V et s'attendit à une réduction possible de la dette allemande pour les raisons indiquées plus haut, la manière dont l'annexe 7 du Plan prévoit la répartition entre ces Etats sans se soucier de leurs obligations et accords sur les dettes de guerre, produisit un vif mécontentement dans les « Pays à intérêts limités », mécontentement qui aurait bien pu être évité s'il y avait eu des relations plus étroites entre les Experts et les cabinets de Belgrade, Athènes, Prague et Bucarest.

L'absence des Experts de nationalité grecque ou serbe devait être compensée par une documentation sérieuse avant la répartition de l'annuité allemande entre les divers Etats et en aucun cas il ne sera omis de procéder à un juste examen des obligations de chacun.

Bien avant que ne commencent les travaux de Paris, les Gouvernements des petites Puissances avaient exposé leurs doléances dans des notes diplomatiques à Paris et à Londres. C'est ainsi que la Yougoslavie, dans sa note du 7 décembre 1928, demanda un représentant au Comité et rappela à la même occasion les accords intervenus après la Conférence de Spa (1) et qui constituaient la Charte Yougoslave en matière de réparations.

D'autres problèmes compliquaient la situation. Comme nous l'avons déjà dit dans l'introduction (2), les petites Puissances avaient des pourcentages plus importants dans

(1) V. ci-dessus, p. 46.

(2) V. ci-dessus, p. 12.

la répartition de l'annuité non allemande, c'est-à-dire dans les obligations incombant à l'Autriche, à la Bulgarie, à la Hongrie, que dans les réparations allemandes qui formaient l'objet des travaux des Experts Young. Il fallait qu'intervint, en même temps qu'un règlement complet et définitif des réparations allemandes, un règlement pour les autres. Dans leur rapport, les Experts marquaient le désir, mais c'était tout, les petites Puissances ne devaient se déclarer satisfaites qu'après l'avoir réalisé.

N'oublions pas que ces droits de créances étaient surtout théoriques, les grands Alliés se montraient d'une grande générosité envers leurs ex-ennemis en leur accordant des moratoires longs et bien avantageux, ce qui laissait supposer aux débiteurs qu'ils ne paieraient désormais plus rien.

Deuxièmement, les dettes de guerre compliquaient davantage la situation des petites Puissances. La France, la Grande-Bretagne avaient consolidé depuis quelques années leurs dettes envers les Etats-Unis. Il n'en était pas de même dans l'Est de l'Europe.

Seule la Roumanie avait conclu un accord avec la France à l'époque de la signature du Rapport sur les dettes de guerre (1). Quant aux autres, la Yougoslavie, la Grèce, une série de litiges, de prestations et de contre-prestations rendait tout règlement impossible avant deux ou trois ans, car il y avait désaccord sur le montant de la dette et la Grèce en vint à soumettre son cas à l'arbitrage de la Société des Nations.

Les rumeurs que répandait la presse pendant la période du 7 juin à l'ouverture de la première Conférence de La Haye irritèrent les esprits et donnèrent l'occasion à l'opinion publique des petites Puissances d'apprécier bien sévèrement le traitement que le rapport Young voulait leur infliger.

Ainsi, on prétendait qu'à la prochaine conférence seraient seuls représentés les pays qui avaient constitué le Comité Young. Puis, de source allemande on lança le bruit

(1) Signé à Paris, le 28 mars 1928.

que la question serait débattue dans deux conférences, l'une, politique, serait composée des représentants des grandes Puissances, l'autre, financière, ne ferait qu'enregistrer les décisions de la première et serait accessible à tous.

Evidemment, un tel état d'esprit ne permettait guère aux petites Puissances de se mêler aux discussions et pour-parlers entre la France et la Grande-Bretagne sur le choix de la ville où se tiendrait la Conférence des Gouvernements. La Grande-Bretagne optait pour Londres, tandis que la France proposait Bruxelles ou n'importe quelle ville de Suisse. Finalement on tomba d'accord sur La Haye malgré l'hostilité des Belges.

Ceux qui n'avaient pas pris part aux travaux du Comité du « George V » se rendaient bien compte, qu'une fois invités à la Conférence, ils pourraient exprimer leur point de vue ouvertement et sans détour, puisque, en fin de compte, le rapport des Experts ne liait aucun Gouvernement.

Personne ne pensait d'ailleurs qu'ils prendraient part aux débats sur l'évacuation de la Rhénanie ou sur toute autre question politique liée à la réglementation et à l'acceptation du nouveau régime des réparations. Ces choses feront l'objet des discussions séparées entre les signataires du Pacte de Locarno. De là le bruit de deux conférences à La Haye.

L'attitude de la Grande-Bretagne, ses griefs contre le Plan Young, qui n'avait pas fait droit à son point de vue et, dans les milieux politiques de Paris et de Bruxelles, la crainte d'arriver à un échec, décida la France à faire l'impossible pour que les petites Puissances fussent invitées à la prochaine conférence.

La France qui, durant toute l'après-guerre, donna son appui à la Petite Entente, invoqua le précédent créé par la Conférence de Londres (juillet-août 1924) où tous les Gouvernements créanciers avaient été représentés.

Ce point de vue fut accepté par les autres Etats, y

compris l'Allemagne qui avait manifesté au début certaines réserves.

Cette première difficulté écartée et la participation des petites Puissances à la Conférence des Gouvernements décidée, examinons de près, et le plus attentivement possible, la situation de chaque pays qui fera l'objet de notre étude à la veille de l'institution d'un nouveau régime et, en même temps, tâchons de voir les points de vue exprimés lors de la publication du Plan Young.

Si nous jetons un coup d'œil sur le tableau que nous reproduisons ci-joint (1) et qui représente la répartition proposée par les Experts, nous sommes frappés par l'absence d'un pays créancier, la Tchécoslovaquie. Pays né le lendemain de la guerre, il a été l'un des signataires du Traité de Versailles et admis par conséquent à participer aux réparations à partir de la date où il se considère en état de guerre avec l'Allemagne, c'est-à-dire le 28 octobre 1918.

L'explication donnée à cette absence, c'est l'épuisement de l'annuité sur laquelle il pouvait être accordé à la Tchécoslovaquie un pourcentage. Le droit subsiste au principe.

Elle aura le droit de participer aux négociations sur la liquidation des réparations non allemandes où des obligations importantes résultées des Traités de Saint-Germain et de Trianon, comme les biens cédés et la dette de libération, absorbaient et dépassaient même son droit de créance.

La situation de la Tchécoslovaquie l'obligeait à travailler et à concerter ses efforts en vue d'une réduction de ses dettes et diminuer dans les limites du possible le passif dont l'application des Traités tendait à la charger.

Dans ce sens, M. Benès donna des directives à la délégation tchèque à la conférence de La Haye. Elle devait insister pour que les réparations non allemandes fussent mises à l'ordre du jour et qu'une fois discutées la Tchécoslovaquie rappelât le principe de compensation, inséré dans

(1) V. le tableau ci-joint, p. 114.

l'accord du 10 octobre 1919 en faveur des Etats successeurs, pour les obligations résultant des biens cédés et de la dette de libération (1).

SECTION II

Le point de vue Yougoslave.

Le royaume des Serbes-Croates-Slovènes avait réglé sa participation aux réparations allemandes par des accords successifs conclus avec la Grande-Bretagne et la France, le premier le 13 juin 1920 et 20 juin 1921 et ensuite le 30 juin 1922, arrangements qui lui garantissaient 5 % des dites réparations.

Comme tout pays n'ayant pas pris part aux travaux des Experts de Paris, le royaume des Serbes n'a pas eu l'occasion de rappeler directement son point de vue et de défendre ses droits qu'il avait juridiquement garantis par les actes internationaux cités plus haut.

La répartition des annuités que proposent les Experts constitue pour la Yougoslavie une première violation de la part des Grands Alliés du fait que son pourcentage est tombé de 5 % à 4,2 et 4,3 %.

Dans la première période des paiements qui va de 1929-30 à 1965-67 sur une série de 37 annuités, la Yougoslavie reçoit en moins chaque année des sommes variant entre 5 et 27 millions de marks, ce qui fait que le déficit pour cette période atteint la somme de 625,1 millions de marks.

Pour mieux illustrer les différences subies par la Yougo-

(1) Les obligations concernant les biens cédés se trouvaient insérées dans l'art. 256 du Traité de Versailles, art. 208 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, art. 191 du Traité de Trianon et art. 142 du Traité de Neuilly.

Tout Etat auquel un territoire allemand ou de l'ancienne monarchie austro-hongroise, ou de la Bulgarie, était transféré (Italie, Yougoslavie, Grèce, Roumanie), acquiert tous les biens et propriétés d'Etats situés sur le territoire cédé, dont la valeur doit être fixée par la Commission des Réparations et payée par l'Etat acquéreur à la Caisse de la Commission des Réparations, pour être portée au crédit de l'Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, à valoir sur les sommes dues par eux à titre de réparations.

TABLEAU

*représentant la situation de la Yougoslavie après
la publication du Plan Young.*

Annuité budgétaire	Annuité Dawes	5 %	Annuité Young	5 %	Pourcentage prévu dans le Plan	Différences
1929-30	2.500 ⁽¹⁾	125	742,8 ⁽²⁾	37,1	72,1	+ 35
1930-31	2.500	125	1.707,9	83,35	79,4	— 5,9
1931-32	»	125	1.685	84,2	79,3	— 4,9
1932-33	»	»	1.738	86	79,4	— 6,6
1933-34	»	»	1.804	90,2	72,4	— 17,8
1934-35	»	»	1.866	93	72,5	— 20,5
1935-36	»	»	1.892,9	94,6	72,6	— 22
1936-37	»	»	1.939,7	96,95	73,8	— 23,1
1837-38	»	»	1.977	98,8	71,5	— 27,3
1938-39	»	»	1.995,3	99,75	71,8	— 27,9
1939-40	»	»	2.042,8	102,1	74,5	— 27,5
1940-41	»	»	2.155,5	107,7	76,1	— 31,6
1941-42	»	»	2.180,7	109	83,9	— 25,1
1942-43	»	»	2.198	109,5	88,2	— 20,8
1943-44	»	»	2.194,3	109,7	88,3	— 21,4
1944-45	»	»	2.207,5	110,3	88,5	— 21,8
1945-46	»	»	2.203,8	110,1	88,7	— 21,4
1946-47	»	»	2.199,5	109,9	88,7	— 21,2
1947-48	»	»	2.215,2	110,7	88,8	— 21,9
1948-49	»	»	2.210	110,5	88,8	— 21,7
1949-50	»	»	2.316,8	115,8	99,8	— 16
1950-51	»	»	2.359,2	117,9	99,9	— 18
1951-52	»	»	2.343,2	117,5	100	— 17,5
1952-53	»	»	2.346,2	117,3	100,9	— 16,4
1953-54	»	»	2.353,3	117,6	100,1	— 17,5
1954-55	—	—	2.364,6	118,2	100,7	— 17,5
1955-56	—	—	2.359,8	117,9	101,2	— 16,7
1956-57	—	—	2.354,2	117,7	101,2	— 16,5
1957-58	—	—	2.361,8	118	102,2	— 15,8
1958-59	—	—	2.393,8	119,6	103,1	— 16,5
1959-60	—	—	2.370,6	118,5	103,2	— 15,3
1960-61	—	—	2.380,5	119,5	104,5	— 14,5
1961-62	—	—	2.398,3	119,9	105,9	— 14
1962-63	—	—	2.390,2	119,5	105,9	— 13,6
1963-64	—	—	2.402,6	120,1	106	— 14,1
1964-65	—	—	2.402,1	120,1	106	— 14,1
1965-66	—	—	2.428,8	121,4	106	— 15,4
1966-67	—	—	1.607,7	80,3	22,7	— 57,6

(1) En plus le produit de l'indice de prospérité.

(2) 7 mois : du 1-ix-1929 au 1-iv-1930. (En millions marks or).

Annuité budgétaire	Annuité Dawes	5 %	Annuité Young		Pourcentage prévu dans le Plan	Différences
1967-68	—	—	1.606,9	80,3	22,7	— 67,6
1968-69	—	—	1.616,7	80,8	22,7	— 18,1
1969-70	—	—	1.630	81,5	22,7	— 18,8
1970-71	—	—	1.643,7	82,1	22,7	— 59,4
1971-72	—	—	1.653,9	82,6	22,7	— 59,9
1972-73	—	—	1.622,3	81,1	22,7	— 58,4
1973-74	—	—	1.665,7	83,2	22,6	— 60,5
1974-75	—	—	1.668,4	83,4	22,6	— 60,8
1975-76	—	—	1.675	83,7	»	— 61,1
1976-77	—	—	1.678,7	83,9	»	— 61,3
1977-78	—	—	1.685,4	84,2	»	— 61,6
1978-79	—	—	1.695,5	84,7	»	— 62,1
1979-80	—	—	1.700,4	85,5	»	— 62,4
1980-81	—	—	1.711,3	85,5	»	— 62,9
1981-82	—	—	1.687,6	84,3	»	— 61,7
1982-83	—	—	1.691,8	84,5	»	— 61,9
1983-84	—	—	1.703,3	85,1	»	— 62,5
1984-85	—	—	1.683,5	84,1	»	— 61,5
1985-86	—	—	925,1	46,2	»	— 23,6
1986-87	—	—	931,4	46,5	»	— 23,9
1987-88	—	—	897,8	44,8	»	— 22,2

slavie nous avons dressé un tableau comparatif d'où il ressortira à combien s'élève la lésion que le Rapport des Experts réserve au pays si éprouvé par la guerre et l'invasion ennemie et dont l'attitude durant les hostilités ressemble à une épopée.

Dans la première colonne est inscrite l'annuité Dawes, telle qu'elle devait fonctionner à partir du 1^{er} septembre 1928, mais sans l'indice de prospérité. Ensuite, la part dont la Yougoslavie bénéficiait en vertu des arrangements que nous avons signalés. La troisième colonne représente l'annuité Young avec la réduction imposée.

Jamais la Yougoslavie ne s'était opposée à une éventuelle réduction si les nécessités politiques l'imposaient. Seulement elle rappelait l'article 234 du Traité de Versailles qui prévoit qu'aucune réduction de la dette allemande ne peut être accordée sans le consentement des pays représentés à la Conférence des Réparations (1).

(1) La Yougoslavie était le seul pays à « intérêts limités », avec un représentant permanent à la Commission des Réparations qui avait un vote délibératif.

La Yougoslavie acceptait les sacrifices nécessaires pour arriver à une décision définitive du problème des réparations, mais à condition que de tels sacrifices fussent supportés par toutes les puissances créancières, proportionnellement à leur capacité de paiements (1).

Enfin, les dernières colonnes du tableau représentent, l'une la part yougoslave dans le Plan Young, telle qu'elle aurait dû être si les arrangements avec la France et la Grande-Bretagne avaient été respectés, et l'autre, le pourcentage réduit proposé par les Experts.

En ce qui concerne la répartition des annuités allemandes dans la deuxième période, la part de la Yougoslavie, qui était précédemment de 80 millions de marks, serait désormais réduite à 22 millions 1/2 par an, soit une différence annuelle en moins de 61-62 millions.

Voilà la première conséquence pour la Yougoslavie, une réduction sensible de son pourcentage. Regardons maintenant sa situation pour les dettes de guerre.

Prenons d'abord les dettes envers la Grande-Bretagne.

Elle a été fixée en vertu de l'accord conclu à Londres le 9 août 1927 à 521.297.388 marks or et, et en tenant compte des intérêts et amortissement pour une période de 60 ans, le total des annuités à verser par la Yougoslavie à la Grande-Bretagne s'élève à 668.136.000 marks (2).

(1) Décl. de *Politika*, dans la *Revue des Balkans*, juillet 1929 p. 244.

(2) L'accord de Londres prévoit que la dette de guerre consolidée s'élève à 25.591.428 L qui sera amortie comme suit :

1927	150.000 L par an.	1930-35	300.000 L par an.
1928	250.000 L —	1936-39	350.000 L —
1929	250.000 L —	1940-41	400.000 L —
		1942-88	600.000 L —

Les annuités réduites des premières années d'amortissement sont acceptées par la Grande-Bretagne, vu la somme que le Gouvernement des Serbes-Croates et Slovènes devra payer pendant la même période par rapport à la Relief Débit, de 2.068.843 L qui n'affectent pas le présent rapport.

Il s'agit des crédits de secours accordés par les différents pays

Avec les Etats-Unis un accord fut signé à Washington le 3 mai 1926. Le total des annuités s'élève à 251.400.000 marks, échelonnés sur une période de 62 ans (1), avec un taux d'intérêt de 3 1/2 %.

Pour la France le problème n'était pas encore résolu.

après l'armistice, pour éviter la famine et fournir les matériaux les plus nécessaires pour la reconstruction des régions dévastées.

Ils s'élèvent pour chaque pays créancier aux sommes suivantes:

	<i>Capital</i>	<i>Intérêt jusqu'au 1^{er} Janvier 1927</i>	<i>Dettes totales</i>
Australie	L. 10.767-3-2	4.737-15-1	15.504-18-3
Danemark	Cr. 76.956,10	34.410,71	111.366,81
France	Fr. 305.754,20	120.294,13	426.048,33
Grande-Bretagne .	L. 1.442.765-8-11	626.077-18-2	2.068.843-7-1
Hollande	Fl. 40.700	18.199	58.899
Norvège	Cr. 32.930	14.725	47.655
—	L. 1.630-14-0	729-5-0	2.359-19-0
Suède	Cr. 60.106	24.762	84.868
Suisse	Fr. 97.742,10	43.705,27	149.447,37

Avec la Grande-Bretagne, l'arrangement du 9 août 1927 fixe l'amortissement par tranches semestrielles, dont la première le 1^{er} juillet 1927, la dernière le 1^{er} janvier 1942. Les annuités varient entre 52.721 L et 125.768 L.

Telle est l'explication de la réduction des annuités de la dette de guerre durant 1927-1942.

(1) Montant de la dette : 51.037.886 dollars, Total des annuités : 62.850.0000 dollars. Remboursement au moyen de bons émis, venant à l'échéance par tranches.

15 juin 1926	200.000 dollars	1942	562.000	—
1927	200.000 —	1943	604.000	—
1928	200.000 —	1944	648.000	—
1929	200.000 —	1945	697.000	—
1930	200.000 —	1946	707.000	—
1931	225.000 —	1947	718.000	—
1932	250.000 —	1948	729.000	—
1933	275.000 —	1949	746.000	—
1934	300.000 —	1950	764.000	—
1935	325.000 —	1951	782.000	—
1936	350.000 —	1952	801.000	—
1937	375.000 —	1953	820.000	—
1938	400.000 —	1954	838.000	—
1939	450.000 —	1955	855.000	—
1940	488.000 —	1956	873.000	—
1941	524.000 —	1957	892.000	—

Jusqu'en 1929 il n'y eut aucun arrangement entre le Gouvernement des Serbes-Croates et Slovènes et la France. Les négociations se montraient arides, car une série de prestations et contre-prestations embrouillaient les chiffres et rendaient difficile la conclusion d'un accord. La créance de la France envers la Yougoslavie était calculée à 1 milliard 743.000.000 de francs or.

Enfin, par le pourcentage que la Conférence de Spa lui aurait réservé, malgré la diminution de 0,8 % sur le total de l'annuité que le rapport imposait à la Yougoslavie, elle recevait de l'Allemagne assez pour couvrir le service de la dette de guerre et il lui restait un solde important pour la reconstruction des régions envahies.

Les observations que le Gouvernement yougoslave présentait avant l'ouverture de la Conférence des Gouvernements se réfèrent d'ailleurs, comme il était naturel, à l'absence d'un représentant yougoslave au Comité qui rédigea

1958	912.000	—	1974	1.538.000	—
1959	938.000	—	1975	1.592.000	—
1960	961.000	—	1976	1.648.000	—
1961	984.000	—	1977	1.706.000	—
1962	1.018.000	—	1978	1.705.000	—
1963	1.054.000	—	1979	1.827.000	—
1964	1.090.000	—	1980	1.891.000	—
1965	1.129.000	—	1981	1.957.000	—
1966	1.168.000	—	1982	2.026.000	—
1967	1.209.000	—	1983	2.097.000	—
1968	1.251.000	—	1984	2.170.000	—
1969	1.295.000	—	1985	2.246.000	—
1970	1.340.000	—	1986	2.224.000	—
1971	1.388.000	—	1987	2.406.000	—
1972	1.436.000	—			
1973	1.486.000	—			

TOTAL... 62.850.000 dollars

Les bons seront acquittés à la Trésorerie des Etats-Unis, à Washington ou à la Federal Reserve Bank de New-York, avec faculté de payer par anticipation, mais en tranches de 1.000 dollars ou de multiples. Les présents bons détenus par la Trésorerie des Etats-Unis pourront être remplacés par des obligations au porteur négociables et aux mêmes conditions de remboursement. Dans ce cas-là, la Yougoslavie prêterait son concours et ses bons offices, afin de réussir le placement sur les marchés financiers et la cotation aux principales bourses du monde.

le Plan Young, à la réduction du pourcentage et la crainte que dans le Conseil de la future Banque des Règlements Internationaux, une place ne fût pas réservée à un membre de nationalité yougoslave.

Pour exposer ce point de vue, une note diplomatique fut remise aux Cabinets de Paris et de Londres par laquelle la Yougoslavie demandait :

« 1° Que la Yougoslavie soit représentée à la Conférence politique pour le règlement définitif des réparations ;

« 2° Que le pourcentage garanti à la Yougoslavie sur la participation aux réparations allemandes soit assuré pendant la première période ;

« 3° Que la totalité des dettes de guerre de la Yougoslavie soit portée au débit des paiements allemands comme il en avait été des dettes de guerre des autres Etats alliés ;

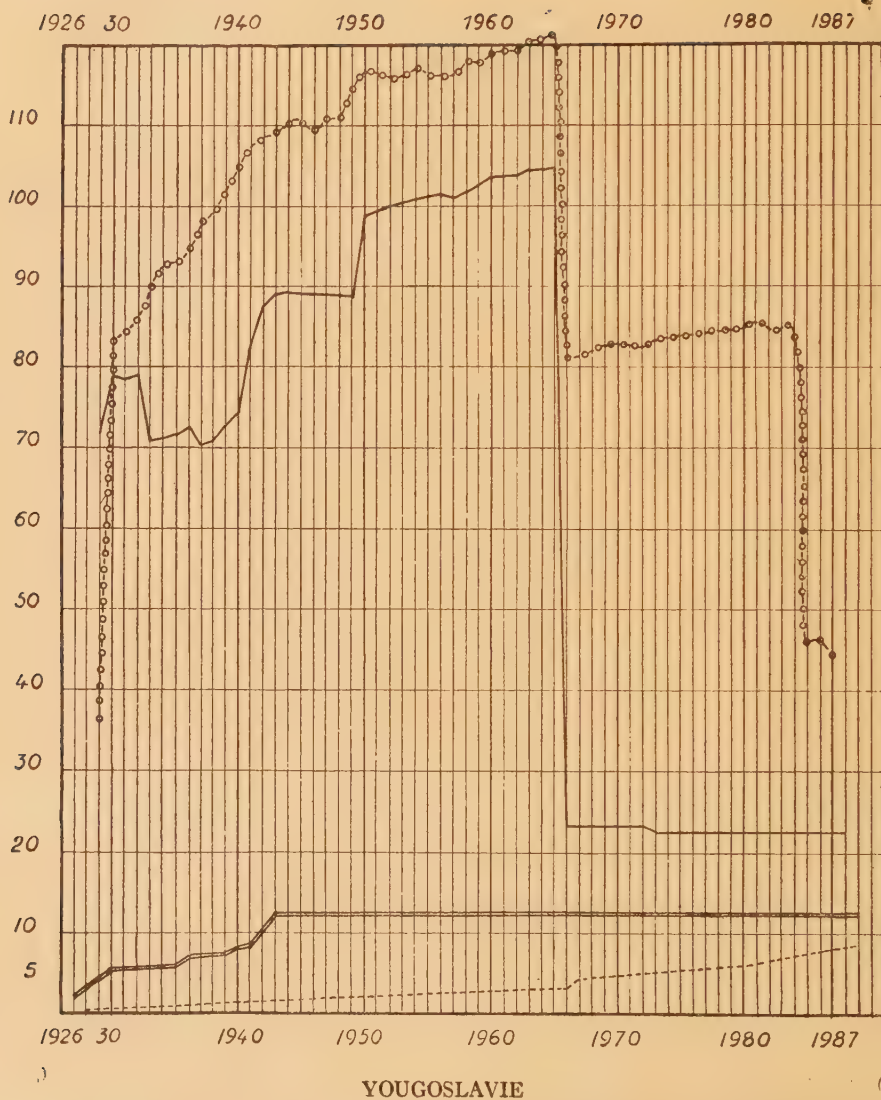
« 4° Que lors de la répartition des annuités allemandes mobilisables immédiatement, une participation au pourcentage intégral soit garantie à la Yougoslavie ;

« 5° Que la Yougoslavie soit représentée au Conseil d'administration de la Banque pour le paiement des dettes interalliées ».

Une conférence réunit à Belgrade, le 26 juillet 1929, le Conseil des Ministres et les représentants diplomatiques de Londres et de Paris qui fixa l'attitude de la Yougoslavie à la prochaine conférence.

A cette occasion M. Spalaïkovitch, ministre de Yougoslavie à Paris, donna une interview au journal *Novosti* de Zagreb, où il déclarait notamment : « ...Il est nécessaire d'assurer à la Yougoslavie, dans la participation aux annuités allemandes, le même pourcentage que jusqu'à présent. Toutes les dettes de guerre yougoslaves seraient passées au compte des paiements allemands, surtout les dettes envers la France qui ne sont pas encore calculées. Toutes les demandes yougoslaves reposent sur des accords conclus avec les Gouvernements français et anglais, des décisions de Spa et du Plan Dawes. Le Plan Young sera le fondement des négociations entre les Puissances, mais il

Graphique 1



- o-o-o-o-o-o Annuité à laquelle avait droit la Yougoslavie en vertu des accords avec la France et la Grande-Bretagne.
- Annuité telle que le Plan Young l'a établie.
- == Dettes de guerre envers la Grande-Bretagne (1).
- - - - Dettes de guerre envers les Etats-Unis (1).

(1) La dette envers la France n'était pas encore consolidée le 7 juin 1929.

n'est pas encore accepté ; donc, on pourrait introduire encore de nombreuses modifications. Nous sollicitons l'appui de la France et de l'Angleterre avec lesquelles nous avons des accords spéciaux. Il n'y a donc pas de raisons pour que l'opinion publique soit inquiète ».

SECTION III

Point de vue Grec.

Le rapport Young réserve à la Grèce une annuité sur la première période de 37 ans, qui part de 3,6 la deuxième année (1) et qui atteint à la 37^e année de fonctionnement du Plan Young 8,1 millions de marks.

Nous allons voir ici si la quote-part grecque est conforme aux accords de Spa et de Paris, si elle peut couvrir les annuités à payer au compte des dettes de guerre et s'il reste encore quelque chose pour la reconstruction des dommages subis pendant la guerre.

Rappelons que, durant les hostilités, ce pays, à l'instar de la Serbie, à peine remis de la guerre balkanique, vit son territoire occupé par ses ennemis et par les futurs alliés avant même qu'il n'eût déclaré la guerre.

C'était la nécessité des événements qui obligeait les Alliés à occuper Salonique et une partie de l'Épire et de la part des Bulgares le désir d'immobiliser les forces grecques les poussèrent à entrer à Kavalla.

Le séjour prolongé des armées alliées sur le territoire grec eut pour conséquence, de l'avis de tous, une grande prospérité pour le commerce grec, une activité fébrile des affaires. C'est ainsi qu'en 1918 le drachme comptait parmi les seules monnaies à parité d'or.

Cependant, en raison des dommages qu'une occupation militaire entraînait forcément, le Gouvernement grec présenta les comptes suivants : Pour l'armée française 559.000.000 de francs or, pour l'armée britannique 92 mil-

(1) Pour la première année, la Grèce ne reçoit rien de l'annuité allemande.

lions 500.000 francs or, pour l'armée italienne 128.060.000, pour l'armée serbe 14.000.000, pour l'ensemble des armées 330.000.000, soit un total de dommages subis de la part des armées alliées se montant à 1.126.500.000 francs or (1).

Sur ce total, les Alliés n'ont voulu reconnaître qu'une bien faible partie :

Grande-Bretagne	30.000.000 fr. or.
France	21.117.500 »
Italie	2.310.000 lires.

(Soit 2,8 % des réclamations).

Une fois la Grèce entrée en action, les massacres dont les Bulgares se sont rendus coupables envers la population civile de la Macédoine orientale, toutes les réquisitions, destructions et mauvais traitements de la part des ennemis, entraînèrent des réclamations de la part de la Grèce à la Commission des Réparations, s'élevant comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, à(2) 4.992.788.739 fr. or, dont 1.085.494.816 francs causés par les Bulgares.

Les revendications de la Grèce ne furent admises que dans une faible mesure. Le pourcentage de Spa lui permettait 528 millions de marks, soit à peine 7,7 % des réclamations justifiées.

Pour les réparations bulgares, de même, les 12,7 % représentaient seulement 292 millions de francs or (3) sur 1.085.495.816 francs sollicités, sans parler des dettes de guerre qui, à côté de la plus grande partie des dommages doivent rester entièrement à la charge de la Grèce, pays pauvre, avec une population peu nombreuse et qui subit dans la guerre d'Asie-Mineure le plus effroyable désastre.

Donc un des pays victorieux contre les Empires Centraux, signataire, à côté de la France et de la Grande-Bretagne, des Traités de Versailles et de Neuilly, avait, par

(1) Andréades : *Effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce*. Publ. Carnégie.

(2) V. ci-dessus, chap. II, p. 48.

(3) Andréades, *op. cité*.

TABLEAU

*représentant la situation de la Grèce après
la publication du Plan Young.*

Annuité budgétaire	Annuité Dawes	0,4 %	Annuité Young	0,4 %	Pourcentage prévu dans le Plan	Différences
1929-30	2.500	10	742,8	2,97	—	— 2,97
1930-31	»	»	1.707,9	6,8	3,6	— 3,2
1931-32	»	»	1.685	6,7	6,7	—
1932-33	»	»	1.738,2	6,9	6,9	—
1933-34	»	»	1.804,3	7,2	7,2	—
1934-35	»	»	1.866,9	7,4	7,2	— 0,2
1935-36	»	»	1.892,9	7,5	7,2	— 0,3
1936-37	»	»	1.939,7	7,7	8,2	+ 0,5
1937-38	»	»	1.977	7,9	8,3	+ 0,4
1938-39	»	»	1.995,3	7,9	8,5	+ 0,6
1939-40	»	»	2.042,8	8,1	8,4	+ 0,3
1940-41	»	»	2.155,5	8,6	8,4	— 0,2
1941-42	»	»	2.180,7	8,7	8,3	— 0,4
1942-43	»	»	2.198,0	8,7	8,3	— 0,4
1943-44	»	»	2.194,3	8,7	8,3	— 0,4
1944-45	»	»	2.207,5	8,8	8,3	— 0,5
1945-46	»	»	2.203,8	8,8	8,3	— 0,5
1946-47	»	»	2.999,5	8,7	8,3	— 0,4
1947-48	»	»	2.215,2	8,8	8,3	— 0,5
1948-49	»	»	2.210,0	8,8	8,3	— 0,5
1949-50	»	»	2.356,8	9,2	8,1	— 1,1
1950-51	»	»	2.359,2	9,4	8,1	— 1,3
1951-52	»	»	2.343,2	9,3	8,1	— 1,2
1952-53	»	»	2.346,2	9,3	8,1	— 1,2
1953-54	»	»	2.353,3	9,4	8,1	— 1,3
1954-55	»	»	2.364,6	9,4	8,1	— 1,3
1955-56	»	»	2.359,8	9,4	8,1	— 1,3
1956-57	—	—	2.354,2	9,4	8,1	— 1,3
1957-58	—	—	2.361,8	9,4	8,1	— 1,3
1958-59	—	—	2.393,8	9,5	8,1	— 1,4
1959-60	—	—	2.370,6	9,4	8,1	— 1,3
1960-61	—	—	2.380,5	9,5	8,1	— 1,4
1961-62	—	—	2.398,3	9,5	8,1	— 1,4
1962-63	—	—	2.390,2	9,5	8,1	— 1,4
1963-64	—	—	2.402,6	9,6	8,1	— 1,5
1964-65	—	—	2.402,1	9,6	8,1	— 1,5
1965-66	—	—	2.428,8	9,7	8,1	— 1,6
1966-67	—	—	1.607,7	6,4	9,7	+ 3,3
1967-68	—	—	1.606,9	6,4	9,7	+ 3,3
1968-69	—	—	1.616,1	6,4	9,7	+ 3,3

En millions mk or.

Annuité budgétaire	Annuité Dawes	0,4 %	Annuité Young	0,4 %	Pourcentage prévu dans le Plan	Différence
1969-70	—	—	1.630,0	6,5	9,7	+ 3,2
1970-71	—	—	1.043,7	6,5	9,7	+ 3,2
1971-72	—	—	1.653,9	6,6	9,7	+ 3,1
1972-73	—	—	1.622,3	6,4	9,7	+ 3,3
1973-74	—	—	1.665,7	6,6	9,7	+ 3,1
1974-75	—	—	1.668,4	6,6	9,7	+ 3,1
1975-76	—	—	1.675,0	6,7	9,7	+ 3,0
1976-77	—	—	1.698,7	6,7	9,7	+ 3,0
1977-78	—	—	1.685,4	6,7	9,7	+ 3,0
1978-79	—	—	1.695,5	6,7	9,7	+ 3,0
1979-80	—	—	1.700,4	6,8	9,7	+ 2,9
1980-81	—	—	1.711,3	6,8	9,7	+ 2,9
1981-82	—	—	1.687,6	6,7	9,7	+ 3,0
1982-83	—	—	1.691,8	6,7	9,7	+ 3,0
1983-84	—	—	1.703,3	6,8	9,7	+ 2,9
1984-85	—	—	1.683,5	6,7	9,7	+ 3,0
1985-86	—	—	925,1	3,7	9,7	+ 6,0
1986-87	—	—	931,4	3,7	9,7	+ 6,0
1987-88	—	—	897,8	9,5	9,7	+ 6,2

suite de la guerre, une situation financière pire que son ex-ennemie la Bulgarie qui, en vertu du Traité de Versailles, vit sa dette de guerre contractée en Allemagne, annulée et dont le protocole de Sophia (1923) réduisit la dette de réparation à un quart de ce que le Traité de Neuilly avait fixé (1).

Quelle était la situation des dettes de guerre en Grèce ?

Une convention intervenue en février 1918 entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France d'une part et la Grèce de l'autre, prévoyait l'ouverture de crédits d'un maximum respectif de 12.000.000 de livres, 50.000.000 de dollars et 300.000.000 de francs. En échange de ces crédits furent émis 850.000.000 de drachmes de billets « que le Gouvernement grec pouvait faire rembourser six mois après la conclusion de la paix par des tirages sur les Etats prêteurs ». « Les billets ainsi émis par la Banque Nationale servirent à faire les avances de la guerre, mais une fois la paix signée, ils devaient être remboursés au moyen de crédits alliés ».

(1) La Grèce toucha de la Bulgarie, comme annuité : 1924-25, 200.689,11 dol. ; 1925-26, 160.061,24 dol. ; 1926-27, 193.788,40 dol.

La Grèce n'a pas employé entièrement tous ces crédits. Ainsi, jusqu'en 1920, à cause de la hausse du drachme qui faisait prime sur le franc, pour éviter des pertes, on n'a rien demandé à la France. En revanche, on a tiré sur la Grande-Bretagne la somme de 6.664.667 livres et sur les Etats-Unis la somme de 15.000.000 de dollars.

Il restait donc comme crédits non utilisés :

Grande-Bretagne ...	5.355.321 livres.
France	300.000.000 francs.
Etats-Unis	35.000.000 dollars.

Ces crédits ont été annulés en 1920 lors du retour du roi Constantin, comme représailles contre le Gouvernement qui, pendant la guerre, avait eu une attitude hostile envers l'Entente et qui était responsable de l'assassinat des marins Français au Pirée en 1916.

Nous ne discutons pas ici sur l'opportunité d'une telle mesure, sachons seulement que les Alliés, à côté des crédits consentis à la Grèce, comme nous venons de le voir, élevaient des prétentions pour la fourniture du matériel de guerre qui représentait la somme fabuleuse de 95.000.000 dollars.

Des événements tragiques, la guerre et la révolution survenue après le désastre dans l'Asie Mineure, et tous les problèmes immédiats que la paix conclue à Lausanne avec la Turquie, imposait au Gouvernement Grec, ajournèrent la consolidation des dettes de guerre.

Il a fallu établir un million de réfugiés en Thrace et la Macédoine, dans les villages abandonnés par les Turcs, ce changement de population, cette migration, comme depuis bien longtemps le monde n'en fut témoin, demanda un effort considérable de la part des Gouvernements, et fut une charge très lourde pour le budget grec.

Enfin, après 1925, on entre dans la voie des négociations, mais des difficultés nombreuses surgissent. D'abord les dettes envers la France. Il y avait là une série de questions qu'il fallait résoudre.

a) La Grèce avait laissé intact le crédit de 300.000.000 de francs. (1)

b) La France n'avait pas remboursé à la Banque Nationale les sommes avancées par celle-ci à l'armée française de Macédoine.

c) Aucune entente n'existait sur les dommages causés par l'armée française en Grèce, ni sur les fournitures militaires.

La France réclamait, pour les fournitures militaires et divers emprunts au Gouvernement provisoire de Salonique, la somme de 664.500.000 de francs or. De même, la Grèce revendiquait un crédit pour dommages et avances aux armées françaises, faites par la Banque Nationale de 468.000.000 de francs or.

Comme le représentant de la Grèce, M. Caphandaris, demandait la compensation en même temps qu'une réduction de 50 % pour le matériel de guerre, M. Poincaré répondait qu'il était impossible à la France de consentir une réduction dépassant 20 %. Vu l'impossibilité d'arriver à une entente, on tomba d'accord sur un compromis d'arbitrage à Genève, le 8 décembre 1927, dont voici le texte :

ARTICLE 1. « Les Gouvernements français et hellénique déféreront dans le plus bref délai, à un arbitre choisi d'un commun accord, la question suivante : En tenant compte de la question économique et financière, la Grèce est-elle redevable envers la France de la valeur du matériel qu'elle en a reçu en exécution de l'accord du 10 février 1918 ? Dans l'affirmative, dans quelle mesure les dépenses au débit du compte prévu à l'art. 1 de cet accord doivent-elles être définitivement imputées à la Grèce ?

« L'arbitre aura bien à tenir compte de la lettre et de l'esprit des stipulations de l'accord du 10 février 1918, relatives aux cessions de matériel ci-dessus indiquées. Pour lui permettre de se prononcer en connaissance de

(1) Andréades : *Le règlement des dettes interalliées et le grand emprunt en 1928*, annexe III, op. cité.

cause et en toute équité, l'arbitre sera informé, conformément aux intentions communes des deux Gouvernements, de concessions de toute nature de part et d'autre par les deux Gouvernements, ou leurs réclamations initiales »).

ART. 2. « Les deux Gouvernements prennent l'engagement de signer immédiatement, sitôt la sentence arbitrale rendue, un accord définitif, qui sera constitué par les points acquis au cours des négociations, et par les modifications rendues éventuellement nécessaires par l'application de la sentence arbitrale à intervenir ;

« L'échelle de paiements qui servira de base, sera celle qui a été proposée par M. Caphandaris, en date du 1^{er} septembre 1927, et modifiée ultérieurement par la note de la délégation française, en date du 10 octobre 1927 »).

Dans ce stade, se trouvait la question des négociations avec la France au moment où le nouveau plan des réparations fut rendu public. Rien n'était encore fixé. Malgré les bonnes intentions dont les deux délégations firent preuve durant les pourparlers, aucun accord ne fut signé. Il a fallu attendre jusqu'à la seconde conférence de La Haye, la conclusion de l'arrangement (1).

Avec les Etats-Unis, la Grèce signa un accord le 7 décembre 1927. Les 15.000.000 dollars forment avec les intérêts non payés une dette de 18.127.922 dollars, dont l'intérêt calculé sera de 4 1/2 % jusqu'au 15 décembre 1922, et de 3 1/2 à partir de cette date. Les annuités en nombre de 62 varient de 20.000 dollars à 175.000, au total 20.330.000 dollars ou 81.320.000 de marks or (2).

(1) Voir ci-dessous, chap. v, deuxième partie, p. 230.

(2) Voilà l'échelle des annuités à verser aux Etats-Unis :

1 ^{er} juillet 1928.....	20.000 dollars
1 ^{er} janvier 1929.....	20.000 —
1 ^{er} juillet 1929.....	25.000 —
1 ^{er} janvier 1930.....	25.000 —
1 ^{er} juillet 1930.....	30.000 —

La Grèce renonce au reliquat de 35.000.000 dollars environ de crédits non employés. En revanche, un nouvel emprunt est contracté, qui se monte à 12.167.000 dollars, et dont la durée d'amortissement est de 20 ans avec 4 % d'intérêts, à condition que le montant intégral soit réservé à la Commission d'établissement des réfugiés.

L'arrangement avec la Grande-Bretagne nécessitera 5 années de négociations, car celle-ci réclamait à la Grèce une somme trop élevée pour les fournitures militaires.

Par l'accord signé à Londres en avril 1927 :

a) La Grande-Bretagne renonce à toute réclamation sur les fournitures militaires ;

b) De son côté, la Grèce renonce aux réclamations pour les dommages causés par les armées anglaises ;

c) La dette grecque est fixée à 6.950.000 L. (1) payable en 62 annuités de 50.000 à 400.000 livres (2) ;

d) La Grèce renonce de même aux crédits non versés, soit 5.335.321 livres.

1 ^{er} janvier 1931.....	30.000 dollars
1 ^{er} juillet 1931.....	110.000 —
1 ^{er} janvier 1932.....	110.000 —
1 ^{er} juillet 1932.....	130.000 —
1 ^{er} janvier 1933.....	130.000 —
1 ^{er} juillet 1933 et chaque semestre jusqu'au 1 ^{er} janvier 1938, dix versements à.....	150.000 —
1 ^{er} juillet 1938 et chaque semestre jusqu'au 1 ^{er} janvier 1990, 104 versements à.....	175.000 —
Total des annuités	20.330.000 dollars

(1) La Grèce avait utilisé réellement 6.664.677 léis.

(2) L'échelle des paiements :

1926	50.000 Livres
1927	200.000 —
1928	200.000 —
1929	250.000 —
1930	300.000 —
1931-35 (chaque année)	350.000 —
1936-87 —	400.000 —

Total des annuités..... 23.550.000 Livres
(soit 479.713.500 mk or).

Pour compenser cette annulation de crédit, la lettre de l'Echiquier est pleine de promesses : « En échange de la renonciation grecque au reliquat des crédits, le Gouvernement de Sa Majesté envisagerait avec sympathie tout placement bien étudié pour la reconstruction financière de la Grèce et la stabilité de sa circulation monétaire et qu'il lui accorderait toute l'aide qu'il est en son pouvoir ».

En résumé, les charges imposées à la Grèce étaient les suivantes (1) :

1) Dettes consolidées envers la Grande-Bretagne	479.713.500 mks or.
2) Dettes consolidées envers les Etats-Unis	81.320.000 »
3) Dette envers la France, évaluée à	520.000.000 »
4) Réclamations pour les dommages causés	4.000.000.000 »

5.081.033.500 mks or.

La Grèce a touché sur les réparations bulgares et allemandes	37.400.000 »
--	--------------

5.043.633.500 mks or.

Total des annuités à percevoir en vertu du Plan Young, 498.100.000 marks or, donc même pas 1/10 de ses obligations. La quote-part de la Grèce est insuffisante même pour assurer le service des dettes envers la Grande-Bretagne et les Etats-Unis (2), sans parler des dommages et de la dette contractée en France qui restent définitivement et entièrement une charge pour la Grèce.

(1) Dans ces obligations, il n'entre pas les emprunts des réfugiés s'élevant à 1.097 millions mks or, ni le service de l'emprunt d'émigration en valeur de 420 millions mks or.

(2) Voir le diagramme, p. 137.

Les autres alliés de l'Allemagne bénéficiant de moratoires, il n'y avait guère à espérer une compensation sur les réparations non allemandes.

D'autre part, le Plan Young considérait l'annuité allemande comme une décharge définitive de toutes les obligations de l'Allemagne telles que réparations ou autres obligations, comme les décisions des Tribunaux mixtes constitués en vertu de l'accord de Londres du 30 août 1924. Par conséquent, l'acceptation du Plan Young par le Gouvernement, enlèvera à la Grèce le droit de réclamer des prélèvements sur l'annuité pour les sommes adjudgées par le Tribunal Arbitral Mixte Gréco-Allemand.

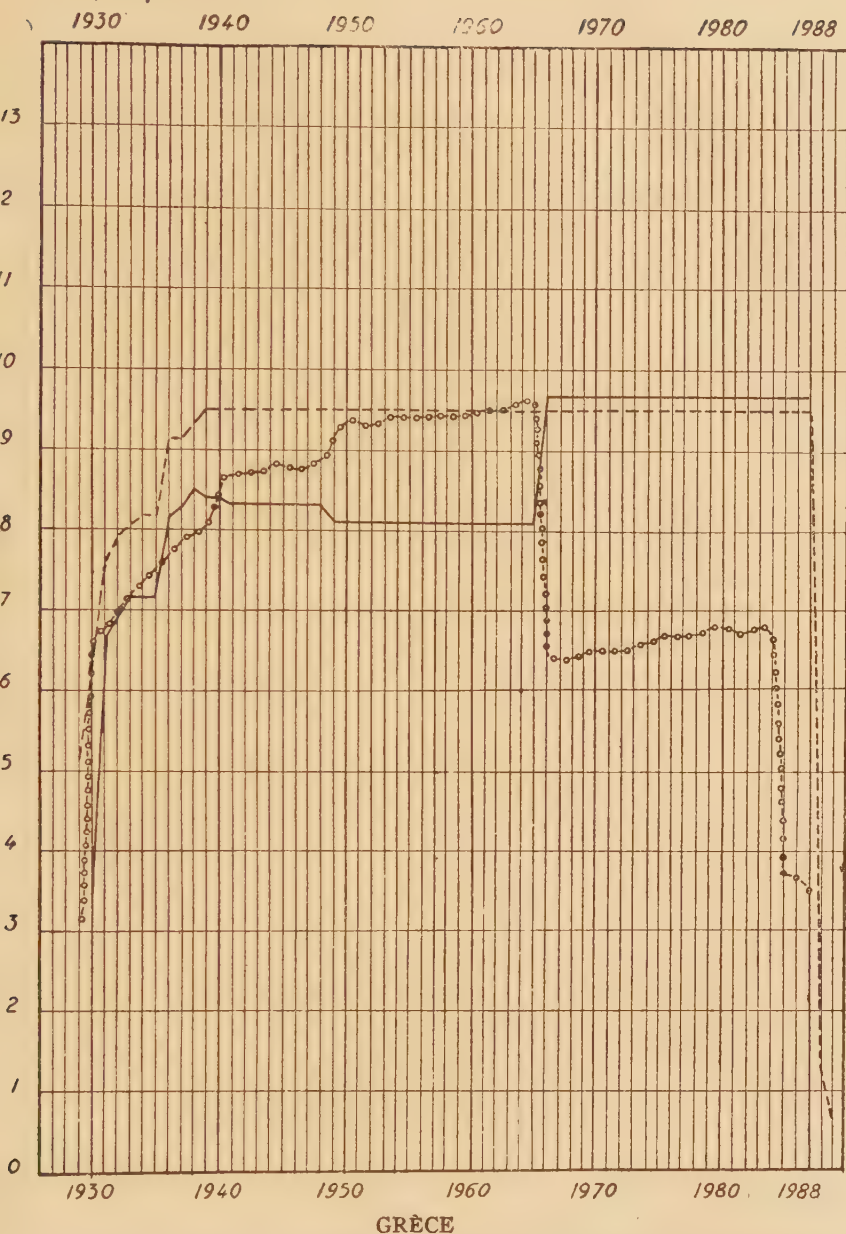
Evidemment, une acceptation de la Grèce était impossible, d'ailleurs M. Vénizelos l'a lui-même déclaré. Il y avait là une contradiction flagrante avec l'esprit qui présidait aux débats des Experts. Il fallait donner la possibilité à un pays créancier de recevoir autant qu'il lui était nécessaire pour payer ses dettes et pour réparer une partie de ses dommages.

La France reçoit, en vertu du Plan Young, une annuité 1.046.500.000 marks or et le service de la dette de guerre nécessite une annuité de 626.500.000 marks ; il reste donc un solde pour les réparations de 420.000.000. Ce reliquat, en 37 années, au taux de 5 % représente une valeur actuelle de 6.945.000.000 de marks or, soit 42 milliards de francs (1).

Le voyage que M. Vénizelos fit avant l'ouverture de la Conférence de La Haye fut marqué par des arrêts à Paris, Rome et Londres, où il prit contact avec les chefs des Gouvernements de ces pays respectifs ; il eut alors l'occasion de plaider la cause de son pays et de solliciter l'appui des grands Alliés pour arriver à une modification de l'annuité grecque, faute de quoi la Grèce n'accepterait pas le Plan Young.

(1) I. S., dans le *Messenger d'Athènes*, 24 juin 1929.

Graphique II



- Annuité prévue dans le Plan Young.
- Annuité à laquelle avait droit la Grèce.
- - - Dette de guerre envers la Grande-Bretagne et les Etats-Unis (1).

(1) Les dettes envers la France non consolidées avant 1930.

SECTION IV

Point de vue Roumain.

Nous répétons le principe qui orienta les travaux des Experts tant pour la fixation de l'annuité allemande que pour la répartition de cette annuité entre les créanciers et qui se résume dans la certitude pour chaque pays créancier de pouvoir payer les dettes de guerre et de bénéficier d'un reliquat pour les réparations. Ce fut vrai pour la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique et, parmi les petites Puissances, pour la Yougoslavie.

Après avoir montré comment on fit exception à cette idée directrice pour la Grèce, nous allons examiner maintenant la situation d'un autre pays de l'Europe Centrale devant le Plan Young, la Roumanie.

Dès le début, il faut souligner que le pourcentage qui lui fut accordé à Spa était dérisoire et qu'il n'a pas été accepté par la Roumanie. Plus tard, à Paris, lorsqu'eut lieu la conférence des Ministres des Finances, la quote-part roumaine fut majorée dans une faible mesure, insuffisante en tout cas pour assurer avec ce qu'elle recevait de l'Allemagne le service de la dette de guerre. N'oublions pas que la Roumanie, durant les quatre années de fonctionnement du Plan Dawes, touchait même moins qu'elle n'en avait le droit en vertu des accords internationaux. Au lieu de 1,1 %, le pourcentage réel a été 0,88 % - 0,855 %.

A la Conférence des Experts du Comité Young le Gouvernement roumain présenta un mémoire documenté, par lequel il démontrait l'injustice que le système en vigueur causait à la Roumanie et demandait à l'impartialité des Experts de tenir compte des revendications roumaines.

Est-ce que le Plan Young tint compte des arguments présentés par le Gouvernement roumain ? C'est ce que nous allons voir maintenant.

Le Rapport réserve à la Roumanie une annuité à partir de la deuxième année (1) qui va de 10 millions de marks à

(1) Dans la première année, la Roumanie ne touche rien.

31,1 millions la vingtième année. Pendant la seconde période de 20 ans, la Roumanie touchera une annuité variable de 32 à 42 millions de marks. Donc, par rapport au pourcentage de 1,1 %, la Roumanie aura les premiers vingt ans une annuité inférieure à sa quote-part théorique avec des diminutions annuelles de 4-8 millions de marks au moins et, ensuite, pour compenser les pertes des premières années, le Plan prévoyait pour la Roumanie un pourcentage de 2,50 % - 2,63 % et 4,78 % la dernière année de fonctionnement (1).

Par conséquent, à partir de la vingtième année, le Plan Young est plus favorable à la Roumanie que le Plan Dawes et le pourcentage de Spa, mais qui pourra affirmer avec certitude que, d'ici vingt ans, il n'y aura pas de modifications du régime des réparations juste au moment où le coefficient sera au-dessus de 1,1 % ? Peut-on espérer que la Roumanie pourra alors se rattraper sur les pertes des premières années et bénéficier d'un pourcentage plus élevé que celui imposé par la diplomatie européenne à Spa ? La même question se pose aussi pour la Grèce qui à partir de 1967 aura une annuité de 9,7 millions de marks au lieu de 6,4 - 6,6 que son pourcentage lui réservait.

Tandis que l'annuité française est en moyenne de 1.046,5 millions pendant la première période et de 785 millions pendant la seconde, la Grande-Bretagne de 409 millions et de 346-400 millions, la Belgique de 115 millions et 53 millions, la Grèce et la Roumanie ont une répartition inverse, désavantageuse pendant la première période, alors que l'exécution du Plan est à peu près sûre et avantageuse pendant la seconde, alors qu'une révision du régime des réparations n'est pas exclue.

Si nous voulons examiner maintenant l'annuité roumaine en rapport avec sa dette de guerre, nous constatons qu'elle ne permet pas à la Roumanie de tenir les engagements pris envers les grands Alliés : « Il résulte, en effet,

(1) Voir le tableau, p. 140.

TABLEAU
représentant la situation de la Roumanie après
la publication du Plan Young.

Annuité budgétaire	Annuité Dawes	1,1 %	Annuité Young	1,1 %	Pourcentage prévu dans le Plan	Différences
1929-30	2.500	27,5	742,8	8,1	—	— 8,1
1930-31	»	»	1.707,9	18,7	10,0	— 8,7
1931-32	»	»	1.685,0	18,5	12,0	— 6,5
1932-33	»	»	1.738,2	19,1	13,0	— 6,1
1933-34	»	»	1.804,3	19,8	13,9	— 5,9
1934-35	»	»	1.866,9	20,5	14,7	— 4,8
1935-36	»	»	1.892,9	20,8	16,1	— 4,7
1936-37	»	»	1.937,7	21,3	17,2	— 4,1
1937-38	»	»	1.977,0	21,7	18,3	— 3,4
1938-39	»	»	1.995,3	21,9	19,1	— 2,8
1939-40	»	»	2.042,8	22,4	23,7	+ 1,3
1940-41	»	»	2.155,5	23,7	20,1	— 3,6
1941-42	»	»	2.180,7	23,9	20,0	— 3,9
1942-43	»	»	2.198,0	24,1	20,1	— 3,5
1943-44	»	»	2.194,3	24,1	21,1	— 3
1944-45	»	»	2.207,5	24,2	21,1	— 3,1
1945-46	»	»	2.203,8	24,2	25,7	+ 1,5
1946-47	»	»	2.194,5	24,1	28,4	+ 4,3
1947-48	»	»	2.215,2	24,3	31,2	+ 6,9
1948-49	»	»	2.210,0	24,3	31,2	+ 6,9
1949-50	»	»	2.316,8	26,4	31,1	+ 6,7
1950-51	»	»	2.359,2	25,9	»	+ 5,2
1951-52	»	»	2.343,2	25,7	»	+ 5,4
1952-53	»	»	2.346,2	25,8	»	+ 5,3
1953-54	»	»	2.353,3	25,8	»	+ 5,3
1954-55	»	»	2.364,6	26,0	»	+ 5,1
1955-56	—	—	2.359,8	25,9	»	+ 5,2
1956-57	—	—	2.354,2	25,8	»	+ 5,3
1957-58	—	—	2.361,8	25,9	»	+ 5,2
1958-59	—	—	2.393,8	26,3	»	+ 4,8
1959-60	—	—	2.370,6	26,0	»	+ 5,1
1960-61	—	—	2.380,5	26,1	»	+ 5,0
1961-62	—	—	2.398,3	26,3	»	+ 4,8
1962-63	—	—	2.390,2	26,2	»	+ 4,9
1963-64	—	—	2.402,6	26,4	»	+ 4,7
1964-65	—	—	2.402,1	26,4	»	+ 4,7
1965-66	—	—	2.428,8	26,7	»	+ 4,4
1966-67	—	—	1.607,7	17,6	31,7	+ 14,1
1967-68	—	—	1.606,9	17,6	36,8	+ 19,2
1968-69	—	—	1.616,7	17,7	39,8	+ 22,1

En millions mks or.

Annuité budgétaire	Annuité Dawes	1,1 %	Annuité Young	1,1 %	Pourcentage prévu dans le Plan	Différences
1969-70	—	—	1.630,0	17,9	42,9	+ 25,0
1970-71	—	—	1.643,7	18,0	42,9	+ 24,9
1971-72	—	—	1.653,9	18,1	42,8	+ 24,7
1972-73	—	—	1.622,3	17,8	42,9	+ 25,1
1973-74	—	—	1.665,7	18,3	42,9	+ 24,6
1974-75	—	—	1.668,4	18,3	42,9	+ 24,6
1975-76	—	—	1.675,0	18,4	42,9	+ 24,5
1976-77	—	—	1.678,7	18,4	42,9	+ 24,5
1977-78	—	—	1.685,4	18,5	42,9	+ 24,4
1978-79	—	—	1.695,5	18,6	42,9	+ 24,3
1979-80	—	—	1.700,4	18,7	42,9	+ 24,2
1980-81	—	—	1.711,3	18,8	42,9	+ 24,1
1981-82	—	—	1.687,6	18,5	42,9	+ 24,4
1982-83	—	—	1.691,8	18,6	42,9	+ 24,3
1983-84	—	—	1.703,3	18,7	42,9	+ 24,2
1984-85	—	—	1.683,5	18,5	42,9	+ 24,4
1985-86	—	—	925,1	10,7	42,9	+ 32,2
1986-87	—	—	935,4	10,2	42,9	+ 32,7
1987-88	—	—	897,8	9,8	42,9	+ 33,1

de l'examen des tableaux rédigés par les Experts que le montant des annuités figurant à la rubrique « Roumanie » est insuffisant pour couvrir le montant des engagements que la Roumanie a pris à titre de dettes de guerre inter-alliées, que les Experts ont d'ailleurs eu pour but de faire couvrir par les réparations allemandes pour les autres Puissances créancières » (1).

Il ressort que le déficit restant à la charge de la Roumanie sera de 60,4 millions de marks dans la première période du fonctionnement et de 58,9 millions dans la seconde, soit en tout 119,3 millions de marks (2).

Ce résultat inique est contraire à tout ce qu'on avait promis officiellement, mais caractérise bien l'esprit des

(1) Note diplomatique adressée au Gouvernement français, le 1^{er} août 1929.

(2) Zéuceanu (A.), délégué de la Roumanie à la Commission des Réparations, dans son Rapport au Gouvernement roumain sur la première Conférence de la Haye.

Tutuc (I.), Prof. Conseiller technique auprès de la délégation roumaine à la Conférence de la Haye : *Le Plan Young et la situation de la Roumanie*, dans *Argus* du 5 juillet 1929.

travaux du Comité de Paris. Comme l'avouait M. Pirelli, l'Expert italien (1) : « Je dois me reporter à l'état d'esprit dans lequel, au début de février dernier, nous avons, avec les Experts du Plan Young, commencé à travailler. Chacun était tout pénétré de l'importance et de la justice des revendications élevées par son pays, personne n'était vraiment informé des droits et des aspirations d'autrui ».

Les Petites Puissances n'ayant pas de représentant au Comité pour défendre leurs justes revendications, on s'explique, vu la conception qui régnait au sein du Comité, pourquoi la Yougoslavie eut son pourcentage diminué, et pourquoi la Grèce et la Roumanie avec ce qu'elles recevront ne pourront même pas payer les dettes interalliées.

Les pourparlers entamés entre le délégué roumain à la Commission des Réparations et le Gouvernement français immédiatement après la publication du Plan Young avaient pour but de trouver une modalité qui devait rendre le Plan Young acceptable pour les Roumains.

Le Plan des Experts formait un tout, il était donc contraire au désir exprimé dans le Rapport qu'une modification quelconque pût être introduite. Il devait être accepté intégralement ou repoussé tout entier. Le terrain des annuités n'étant pas abordable, on mena les pourparlers sur l'éventualité d'une réduction de la dette de guerre envers la France : « J'ai reçu alors des assurances formelles de la part du Ministre des Finances et la promesse de la Banque de France que satisfaction sera donnée à la Roumanie sur ce point » (2).

Par conséquent, le Plan Young prévoyait pour la Roumanie, une diminution du pourcentage fixé à Spa pendant un grand nombre d'années, la découverte d'une partie de sa dette interalliée et la charge toute entière des dommages de guerre.

Un tel résultat, qui rendait enviable la situation même des ex-ennemis au point de vue des obligations financières,

(1) Conversation entre MM. Pirelli et Pernot, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} septembre 1929.

(2) Zéuceanu, *op. cité*.

ne saurait être accepté par aucun gouvernement tenant à la dignité d'un pays dont la fidélité à l'Entente ne fut jamais contestée et qui eut durant la guerre pour la cause commune, les deux tiers de son territoire envahi, 800.000 morts et des dommages évalués à 31 milliards de francs or.

En même temps qu'un mouvement de protestations dans la presse et dans l'opinion publique se faisait jour à la lecture du Plan Young, le Gouvernement roumain adressa, le 1^{er} août 1929, une note aux cabinets de Paris et de Londres dans laquelle il exposait son point de vue.

Reproduisons les fragments les plus importants :

« ...Le Comité d'Experts a été constitué et il a travaillé sans la participation de la Roumanie. Etant donné cette situation, le Gouvernement royal de Roumanie a eu le devoir de communiquer de sa propre initiative le 1^{er} mars 192 une note par l'intermédiaire de la Commission des Réparations, aux Puissances représentées au Comité, afin d'indiquer son point de vue dans le règlement définitif des réparations et quelques-unes des conditions sans lesquelles il ne pourrait consentir à l'accepter ».

« Le Gouvernement royal de Roumanie après avoir pris connaissance du Plan des Experts déclare maintenir intégralement le texte de la susdite note.

« Ultérieurement, la Roumanie a eu l'occasion de présenter au Comité des Experts ses observations en les accompagnant de la liste détaillée de ses annuités au titre des dettes interalliées et des mémoranda et déclarations présentées à la Conférence de Londres en 1924 et celle de Paris en 1925.

« Cela étant, le Gouvernement Royal de Roumanie est d'autant plus surpris de constater que le Comité des Experts suggère à la rubrique « Roumanie », des chiffres inférieurs pendant un grand nombre d'années, au pourcentage de Spa déjà déclaré inacceptable à maintes reprises pour les raisons sus-indiquées.

Le Gouvernement Royal de Roumanie se voit donc, à son très grand regret, devoir communiquer qu'il ne saurait

adhérer aux règlements proposés par le Comité des Experts à moins d'obtenir satisfaction quant à ses légitimes revendications qu'il formulera d'ailleurs devant la Conférence et dont à titre d'exemple, il cite les suivantes :

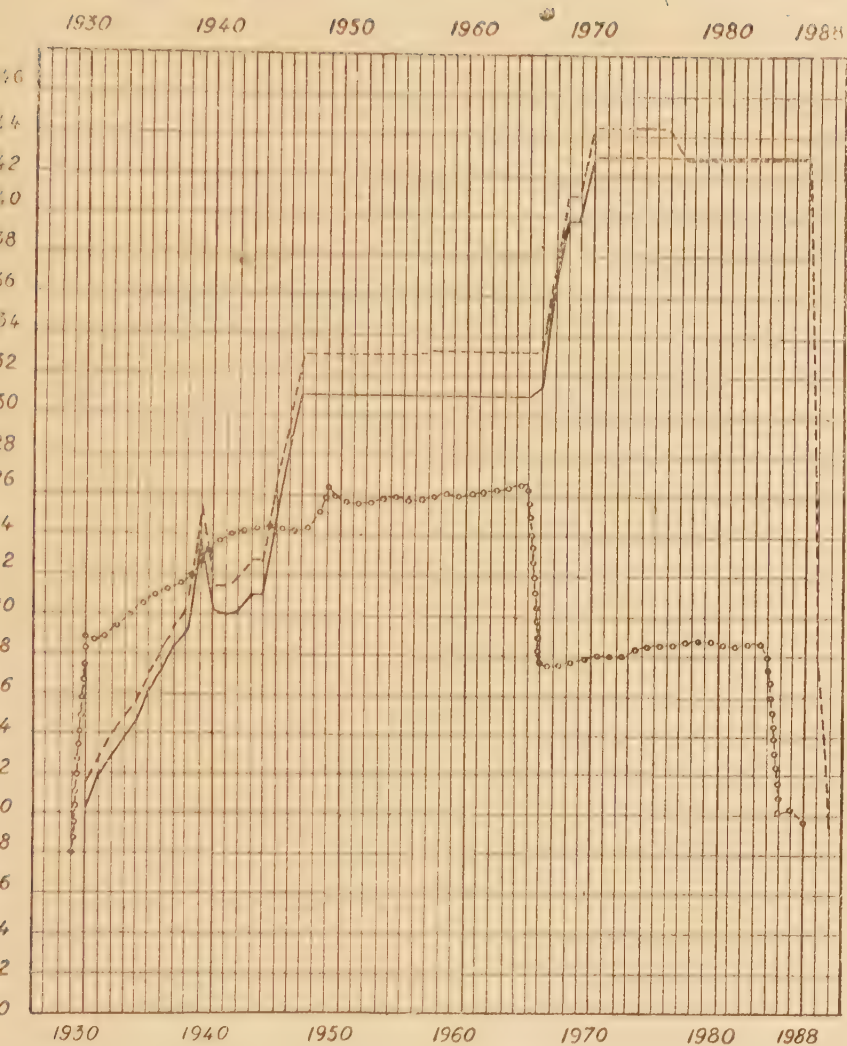
1° Couverture intégrale sur les réparations allemandes des paiements que la Roumanie s'est obligée à faire aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne, à la France et à l'Italie, au titre des dettes interalliées auxquelles il faut ajouter l'annuité que la Roumanie s'est obligée à verser aux sinistrés de l'industrie pétrolifère.

2° Attribution sur les réparations allemandes d'un solde substantiel équitable destiné à couvrir toutes les obligations des Traités ainsi que celles envers les tiers particuliers quels qu'ils soient, ses restitutions en vertu du Traité et d'accords forfaitaires et les commandes déjà passées au compte des réparations de l'Allemagne et les dommages de ses sinistrés de guerre.

3° L'assurance que dans le règlement des réparations dues par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie il lui sera attribué, outre la couverture intégrale pour la valeur des biens cédés et pour la dette de libération, un solde substantiel équitable destiné à couvrir les dommages des sinistrés de guerre, ses restitutions en vertu des Traités et accords forfaitaires ainsi que toute obligation dérivant des Traités, soit en faveur d'Etats, soit en faveur des tiers particuliers, quels qu'ils soient ; les Traités n'ayant pu créer pour la Roumanie un bilan passif ».

Nous verrons dans le prochain chapitre quelles seront les satisfactions consenties à la Roumanie à la première Conférence de la Haye.

Graphique III



ROUMANIE

- Annuité prévue dans le rapport des Experts.
- - - Total des paiements extérieurs.
- 1,1 % de l'annuité. Pourcentage de Spa.

CHAPITRE III

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE LA HAYE

L'œuvre des Experts était connue dans tous les pays intéressés. Chacun avait exprimé, soit dans la presse, soit par des notes diplomatiques, ses réserves ou son approbation en bloc au régime qu'on tâchait d'instituer. Pourtant, cette œuvre n'était pas définitive : le Comité de Paris ne liait par ses conclusions aucun des Gouvernements ; son œuvre n'était qu'un projet, des recommandations plutôt, qui pouvaient être admises ou repoussées, au gré de la Conférence des Gouvernements.

Il existait cependant une restriction exprimée à la fin du rapport signé le 7 juin 1929.

Le rapport formant un bloc, on ne pouvait pas, suivant le désir exprimé par les Experts, y introduire des modifications de détail ; l'acceptation devait porter sur l'œuvre tout entière, présentée telle quelle à l'approbation des Gouvernements, de même, pour le refus.

Dans le chapitre précédent nous avons examiné le point de vue des Petites Puissances et nous avons fait allusion à l'attitude qui se dessinait à ce moment en Angleterre, vis-à-vis du Plan Young, attitude qui allait à l'encontre du principe si cher aux Experts.

La Conférence de la Haye mettra en évidence ce conflit d'intérêts entre les deux groupes de Puissances, les unes prêtes à apposer, sans nulle réticence, leur signature sur le protocole, les autres demandant, soit des avantages en dehors du Plan — c'était le cas des petites Puissances — soit un nouveau Comité financier qui répartirait entre les créanciers l'annuité allemande, — comme le réclamait la Grande-Bretagne.

Peu de conférences signalées depuis la signature de la Paix de Versailles, eurent des moments aussi angoissants et aussi proches d'une rupture imminente que celle de la

Haye, au cours de l'été 1929. On pourrait les rapprocher des heures pénibles des dissensions Bonar Law-Poincaré et de la crise d'alliance précédant l'occupation de la Ruhr (1). Les derniers jours, la situation était dangereuse et l'inflexibilité de l'attitude de l'Angleterre entraînait la Conférence vers un échec, si l'intervention salutaire de M. Briand n'avait pas réussi à épurer l'atmosphère chargée, et si elle n'avait pas permis, par un nouvel examen des chiffres, de trouver dans les disponibilités de quoi satisfaire aux doléances de M. Snowden.

Ce duel entre la Grande-Bretagne et les autres grandes Puissances poussa dans l'ombre les intérêts des autres créanciers, également mécontents de la répartition proposée par les Experts, mais pour lesquels on ne s'empressait pas de vider les tiroirs et de chercher une satisfaction effective pendant la Conférence. Ils se contentèrent de promesses, promesses portant sur la réduction des dettes de guerre et le règlement des réparations non allemandes, mais qui, jusqu'à leur accomplissement, ne changeaient pas la situation défavorable et déficitaire que leur réservait le Plan Young.

Une autre caractéristique de la Conférence, c'est l'absence presque totale de séances plénières. Par contre, son activité se manifestait par les discussions au sein des Commissions, soit enfin par voie de pourparlers directs entre les délégations, dépourvus de tout caractère officiel et dont il transpirait peu de chose dans la presse.

Dès le début, après la première séance plénière, le 7 août 1929, on décide la scission des travaux de la Conférence en deux commissions : l'une politique, l'autre financière.

La première, présidée par M. Henderson, Ministre des Affaires Etrangères de la Grande-Bretagne, devait s'occuper de l'évacuation anticipée de la Rhénanie et de la création d'une Commission politique de contrôle dans cette région. Elle était composée des représentants des pays ayant participé à la résolution de Genève, du 16 septembre

(1) Voir ci-dessus, 1^{re} partie, chapitre III, p. 52.

1928, c'est-à-dire la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Belgique, — donc sans la participation des Petites Puissances.

La Commission financière, présidée par M. Houtard, Ministre des Finances de la Belgique, avait pour mission l'étude et l'acceptation du Plan Young et était composée des représentants de tous les pays créanciers de l'Allemagne.

Elles travaillèrent séparément, sans aucun rapport dans la marche des débats, chacune ayant des attributions différentes.

Notre étude portera sur les conclusions de la Commission financière, la seule intéressante pour nous, d'abord par son caractère économique et financier, ensuite par la présence des délégués des pays dont nous nous occupons.

Selon l'attitude qui se manifesta au sein du Comité financier, on peut grouper les divers pays en quatre catégories :

Premièrement la France, la Belgique, l'Italie et le Japon, favorables à la signature du Plan Young et à la répartition prévue dans le Rapport des Experts, et acceptant la réduction de la dette allemande, non point par principe, mais ayant la conviction que l'annuité fixée par le Comité Young représentait le maximum de ce qu'on pouvait obtenir des Allemands.

De l'autre côté, la Grande-Bretagne reconnaissait l'opportunité de la diminution des charges de l'Allemagne, mais s'élevait contre le pourcentage qui lui était attribué et qui lui causait un déficit de 42 millions marks par annuité.

La même situation englobait les Petites Puissances ; mais leur indépendance vis-à-vis du Plan grandissait par le fait que, n'ayant pas été appelées à participer aux débats du Comité, elles n'étaient point liées — même moralement — par les conclusions des Experts.

Les revendications qu'elles soumirent à la Conférence, pleines d'urbanité et de tact, ne ressemblaient guère aux sorties violentes dont la Commission financière fut témoin,

à toutes les séances, de la part du Ministre des Finances anglais. Sans élever d'objection contre la réduction de la dette allemande, elles étaient contre l'acceptation du Plan Young, tant qu'une satisfaction ne leur aurait pas été accordée, pour combler les déficits que le Plan leur infligeait, satisfaction qui pouvait s'exprimer soit par une modification des pourcentages, soit par tout autre avantage qui ne soit point en opposition avec l'économie du rapport. Les doléances ainsi exprimées se résument dans la formule de M. Titulesco, délégué de la Roumanie, à laquelle s'étaient ralliés tous les pays aux intérêts limités : « Compensation à l'intérieur ou en dehors du Plan ».

Un dernier groupe d'Etats était composé de la Tchéco-Slovaquie et des Etats-Unis. La première, sans aucun pourcentage dans les réparations allemandes, — comme nous venons de le voir dans le chapitre précédent — restait en expectative pendant les négociations avec l'Allemagne, attendant que les discussions portent sur les obligations financières des Traités de Saint-Germain et de Trianon, pour faire valoir ses droits.

On sait que la signature des dits traités entraîna pour la Tchéco-Slovaquie une série d'obligations concernant la dette de libération, les biens cédés, et une partie de la dette gagée et non gagée. Nous avons montré comment la Commission des Réparations avait procédé à l'estimation des biens appartenant autrefois à l'Empire Austro-Hongrois, et qu'elle n'était pas arrivée à une évaluation précise. Pourtant, en vertu de l'art. 203 du Traité de Saint-Germain et de l'art. 186 du Traité de Trianon, elle avait le droit de déduire de la valeur des biens la dette publique gagée que les Traités mettaient à sa charge et qui s'élevait à (1) :

Cour. 1.160.000.000 ; Marks 185.000.000 ; Francs 512.000.000 ; Cour. or 49.500.000 ; Francs or 3.700.000.

De même, la part tchécoslovaque de la dette non gagée représentait :

(1) Y. de Boisanger : *Les petites Puissances présentent leurs factures*, dans « *Europe Nouvelle* » du 24 août 1929.

Francs or 764.400.000 ; Cour. or 202.000.000 ; Cour. papier 3.290.000.000.

De la valeur des biens cédés, il fallait aussi déduire la partie de la dette non gagée correspondante à des dépenses faites sur les dits biens. Enfin, aux obligations sus-mentionnées, ajoutons 750 millions francs or que la Commission des Réparations mit à la charge de la Tchécoslovaquie, comme contribution à la dette de libération imposée à tous les Etats successeurs.

Les accords intervenus le 10 octobre 1919 et 1922 prévoyaient la compensation entre les réparations dues par la Hongrie et par l'Autriche et toutes les charges résultant des Traités pour les Etats successeurs. En même temps, le paiement des biens cédés devait se faire au moyen des bons C.

Telle se présentait la situation pour la Tchécoslovaquie. Son représentant à la Haye déclara ne pouvoir donner son acceptation définitive au Plan Young, tant qu'un règlement définitif ne serait pas intervenu pour préciser les obligations résultant des Traités de Saint-Germain et de Trianon, règlement basé sur les accords cités plus haut, impliquant donc la compensation. Parallèlement, il demandait une priorité sur l'annuité allemande, priorité imposée par les dépenses faites par la Tchécoslovaquie, résultant des décisions de la Commission de délimitation, des restitutions, et des sentences prononcées par le Tribunal mixte tchéco-allemand.

Le Plan Young ne s'occupant que des réparations allemandes, la Tchécoslovaquie dut attendre la constitution des Comités spéciaux, dont la création fut suggérée dans le rapport même des Experts, et qui eurent pour tâche de s'occuper de tous les problèmes touchant les réparations dans leur ensemble.

L'acceptation de principe donnée par toutes les Puissances, y compris la Tchécoslovaquie, prouve que le travail n'était pas encore fini, et une nouvelle conférence, convoquée après la fin des travaux des divers Comités constitués par le Protocole signé le 31 août, fut nécessaire pour

résoudre tous les litiges restés en suspens après la première conférence.

L'activité de la délégation polonaise, composée de M. Zaleski, Ministre des Affaires Etrangères, Matuszewski, Ministre des Finances, et Mlynarski, vice-Président de la Banque de Pologne, s'exerçait surtout sur le terrain politique. Le problème des réparations ne présentant pas un caractère vital pour la Pologne, l'attention était concentrée sur les travaux de la Commission politique, où se débattait la question de l'évacuation de la Rhénanie.

Une fois cette province libérée de l'occupation militaire interalliée, quelle serait la garantie des frontières de l'Ouest et comment serait assuré le fonctionnement normal du « corridor » de Dantzig, la seule possibilité, pour la Pologne, de communiquer, par mer, avec le reste du monde, et dont le port de Gdyna, avec ses travaux d'aménagement récents, formait l'épine dorsale des relations économiques avec l'étranger ?

La question était d'autant plus grave pour la Pologne que, malgré les longues négociations, on n'était pas encore arrivé à la conclusion d'un Traité de commerce avec l'Allemagne, qui eût assuré des relations avantageuses et un échange actif des produits germano-polonais, ce qui montrait la défiance existante en Allemagne à l'égard de ses voisins de l'Est. D'autre part, les travaux de fortification exécutés en Prusse Orientale, les rapports d'alliance avec la Russie et la Lithuanie, étaient de nature à produire de vives inquiétudes à Varsovie ; par conséquent, l'intérêt se portait surtout sur la marche des travaux de la Commission politique, d'où dépendait même son existence.

Il était de notoriété publique qu'une campagne était menée alors en Allemagne pour la suppression du corridor polonais et le rétablissement de l'unité territoriale du Reich. Contre ce danger se dressait le peuple entier, qui n'admettrait jamais une mutilation quelconque de son territoire ni une atteinte à l'état des choses consacré par le Traité de Versailles.

En ce qui concerne les réparations, le Plan Young attri-

buait à la Pologne une annuité de 500.000 marks, qui couvrirait à peine la créance de restitution pour les objets saisis et enlevés de son territoire.

N'oublions pas que la Pologne possédait, en second lieu, d'autres créances spéciales, résultant soit du Traité de Versailles, soit de sentences prononcées par le Tribunal mixte polono-allemand. En même temps, pour les charges qui lui incombaient, ayant leur source dans les opérations du passé, le Plan Young prévoyait un projet tendant à une renonciation réciproque à tous les litiges et qui constituerait une compensation pour les créances spéciales (1).

Une question qui intéressait de près la Pologne, c'était la création de la Banque des Règlements Internationaux, qui, d'après le point de vue polonais, devait surgir d'une collaboration entre toutes les banques d'émission des pays à monnaie stabilisée. L'évolution de l'activité de la Commission financière ne laissa pas l'impression, en Pologne, qu'une décision serait prise conformément à son désir, la mission d'organisation de la banque étant confiée par la Conférence à un Comité spécial.

En même temps, la Pologne exprima son mécontentement que, d'après les informations officielles, elle n'eût aucun représentant dans le Conseil d'Administration de la banque, fait interprété comme une manœuvre dirigée par l'Allemagne.

L'attitude de la Grèce résultait nécessairement des conclusions que nous avons tirées, dans le chapitre précédent, où nous avons étudié le point de vue des Petites Puissances et le déficit qui découlait, pour la Grèce, d'une application du Plan Young. Elle ne touchait qu'un dixième de ses obligations, au titre des réparations allemandes.

M. Vénizelos, dans un discours prononcé à la première séance plénière, exposa, devant les représentants de tous les pays invités à la Conférence, l'injustice commise envers son pays, injustice d'autant plus inexplicable que le principe des Experts financiers de Paris était d'allouer à

(1) On aboutira à un accord germano-polonais pour la liquidation du passé. Voir ci-dessous, p. 187.

chaque Etat créancier, les sommes nécessaires pour couvrir toutes les obligations résultant des accords conclus sur les dettes de guerre. De plus, ajoutait M. Vénizelos, il est accordé à chacun des pays des pourcentages variant entre 13 et 60 %, par rapport au total des dommages matériels subis par chacun d'eux. Pourquoi la Grèce ferait-elle exception à ce principe ? (1). Pour réparer l'injustice commise, la Grèce demandait qu'on prenne en considération ses charges, sans toutefois porter atteinte au Plan Young, sinon elle réclamerait, comme la Grande-Bretagne, la révision du Plan.

Il y avait les réparations non allemandes qui auraient pu compenser, dans une certaine mesure, le déficit laissé par la répartition des Experts. Il fut reconnu que l'initiative d'un règlement complet et définitif des réparations orientales revenait à M. Vénizelos, qui proposa, durant une séance du Comité financier, la nomination d'un Comité qui se chargerait de l'étude de cette question. Cette proposition, qui trouva l'appui de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, fut rapidement admise par les autres délégations présentes.

En plus, la Grèce avait droit à une créance spéciale, résultant de la liquidation de l'Office de Compensation gréco-allemand et des sentences prononcées en faveur des sujets hellènes par le Tribunal mixte. La Conférence des Ministres, de Paris, attribua à la Grèce une priorité sur

(1) Comparaison avec les autres puissances. Voir *Le Journal*, 8 juillet 1929 :

	Annuité moyenne	Dettes interalliées	Solde de réparations
France	1.046,5 millions mks	626,5	420
Gde-Bretagne	409 —	335,7	53,5
Italie	213,7 —	171	42
Belgique	115,5 —	44,5	71
Etats-Unis :			
Service Dawes....	61,8 —	rien	
Diverses réclamat.	40 —		
Armée d'occupat..	26,5 —		

l'annuité allemande, par l'art. 10 de l'accord. La méconnaissance de cette créance dans le Plan Young fut un grief de plus pour M. Vénizelos contre l'acceptation du Plan ; il demandait de couvrir cette créance par l'excédent du Plan Dawes.

L'incident franco-anglais entraîna une suspension des séances de la Commission et les Petites Puissances continuèrent les pourparlers par des entretiens privés avec la France et l'Italie, les seuls pays d'où dépendait une amélioration des dettes de guerre. Durant ces négociations, M. Chéron, Ministre des Finances de la République Française, fit la déclaration suivante au correspondant d'un journal athénien :

« Ma sympathie pour M. Vénizelos, défenseur de la cause hellénique, est connue depuis longtemps. Par conséquent, l'opinion hellénique doit être certaine que nous aboutirons à des solutions indirectes satisfaisant la Grèce, surtout après l'examen des observations helléniques, dont nous prenons connaissance aujourd'hui.

« La Commission financière ne peut plus ignorer la situation des charges de guerre de la Grèce (1), après l'exposé clair de M. Vénizelos ».

Le point de vue yougoslave, examiné dans un chapitre réservé, mettait en relief la diminution du pourcentage de Spa, qui tombait, pendant la première période du Plan Young, à 4,3 %, au lieu de 5 %, avec une perte de 60 millions de marks environ chaque année, durant les dernières années de fonctionnement.

La délégation yougoslave à la Haye, dirigée par M. Marinkovici, Ministre des Affaires Etrangères, dans les séances plénières comme dans les travaux de la Commission financière, avait pour mission de faire rectifier,

(1) Pendant la seconde conférence de la Haye (janvier 1930), la Grèce obtiendra une importante réduction de la dette de guerre envers la France, à condition qu'elle accepte sans réserve le plan Young.

Voir ci-dessous, deuxième partie, chap. v, p. 231.

dans le cadre du Plan Young ou en dehors de ce plan, tout ce qui ne tenait pas suffisamment compte de ses droits (1). Elle insista pour que le pourcentage initial soit maintenu et pour obtenir une tranche importante dans la partie inconditionnelle de l'annuité.

Dans ce but, la délégation yougoslave se rallia à la formule de M. Titulesco : « Compensation à l'intérieur ou en dehors du Plan », et, dans les pourparlers entamés avec les représentants de la France, réussit à obtenir une réduction de la dette de guerre, qui sera consacrée lors de la Seconde Conférence, après la signature du protocole de clôture.

Comme pays créancier dans les réparations orientales, la Yougoslavie approuva l'initiative de M. Vénizelos, en vue de la nomination d'un Comité technique qui s'occuperait d'une solution définitive de ces réparations.

« L'arrangement réalisé dans ce sens », déclara M. Marinkovici aux journalistes yougoslaves, à Genève,

(1) Le Gouvernement du Royaume Yougoslave, se réclamant de ses arrangements internationaux préexistants, notamment d'un accord en date du 13 janvier 1920, avec Londres et Paris, fixant une indemnité de réparations par rapport aux sommes que recevraient la France et l'Angleterre, formule à la Conférence de la Haye les observations suivantes :

1° La part du Royaume S. H. S., dans la partie inconditionnelle des annuités allemandes, n'est pas fixée ;

2° Dans la seconde période de vingt-deux ans, on n'a pas tenu compte de cette dette de guerre du Royaume S. H. S. vis-à-vis de la France et, en plus, le pourcentage de sa part dans les paiements de l'Allemagne a été considérablement diminué ;

3° Par la disposition relative à l'emploi des sommes reçues pour les cinq derniers mois de l'application du plan Dawes, on enlève au Royaume S. H. S., et ce au profit des autres puissances, une somme considérable dont le Gouvernement du Royaume a déjà disposé ;

4° On n'a pas tenu compte du droit reconnu au Royaume S. H. S. de régler, au moyen de bons C, sa part dans la dette de libération et dans la dette pour les biens cédés situés sur les anciens territoires de la monarchie austro-hongroise, qui lui ont été transférés, et, par conséquent, ces dettes doivent être considérées comme éteintes par la suppression des bons C., ces fameux bons inventés à Spa.

Voir *l'Europe Nouvelle* du 24 août 1929.

« nous a donné entière satisfaction. La diminution que nous avons obtenue sur la dette de guerre envers la France compense entièrement les pertes que nous aurait imposées le Plan Young ».

Les représentants de la Roumanie ont exposé dans les séances plénières et devant le Comité financier de la Conférence, la situation créée à la suite de l'institution du Plan Young et ont mis en évidence les légitimes revendications concernant les réparations.

La personnalité de M. Titulesco, bien connue dans tous les milieux politiques depuis le procès des optants hongrois, où il défendit la cause roumaine avec un talent et une compétence qui lui attirèrent même l'admiration de ses adversaires, s'affirma de nouveau pendant les discussions intervenues à la Haye sur l'acceptation par la Roumanie du Plan Young. Dans la première séance de la Conférence, il prononça un discours dans lequel il analysa la situation que le Plan Young réservait à la Roumanie, situation très défavorable par rapport aux autres créanciers qui ne pouvait être comparée qu'à celle de la Grèce. Il présenta à la fin, les revendications que son pays estimait nécessaires pour donner son consentement au nouveau Plan (1).

La position de la Roumanie sur le terrain financier international n'était pas des plus heureuses. Depuis la Conférence de Spa, elle avait subi les résultats du désin-

(1) « Vous me permettez de formuler quelques-unes des revendications du Gouvernement Royal de Roumanie :

« 1° Couverture intégrale sur les réparations allemandes des paiements que la Roumanie s'est obligée à faire aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne, à la France et à l'Italie, au titre des dettes interalliées, auxquelles il faut ajouter l'annuité que la Roumanie s'est obligée à verser aux sinistrés de l'industrie pétrolière ;

« 2° Attribution sur les réparations allemandes d'un solde substantiel équitable destiné à couvrir toutes les obligations des traités, ainsi que celles envers les tiers particuliers, quels qu'ils soient, ses restitutions en vertu du Traité et d'accords forfaitaires, ses commandes déjà passées au compte des réparations de l'Allemagne et des dommages de ses sinistrés de guerre ;

« 3° L'assurance que, dans le règlement des réparations dues par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie, il lui sera attribué, outre la

téressement que l'Europe marquait à son égard. Les efforts de ses représentants afin d'améliorer la situation en ce qui concernait les réparations n'avaient réussi que dans une faible mesure. L'augmentation de 0,1 et une priorité sur l'annuité Dawes, consenties à Paris (janvier 1925) n'étaient pas de nature à trouver une complète approbation dans ce pays auquel la guerre laissa une situation économique et financière des plus difficiles.

Son Ministre des Finances, M. Popovici, présenta au Comité financier, tous les sacrifices que la guerre imposa à la Roumanie et les difficultés auxquelles elle se heurte pour arriver à un état économique normal — arrangements avec les créanciers pour la consolidation de la dette de guerre et réalisation d'un emprunt de stabilisation, pour rendre au pays une monnaie saine, non susceptible de fluctuations, condition essentielle pour jouir de la confiance de l'étranger (1).

Au montant des indemnités que la Roumanie s'obligera à verser pendant 62 ans à ses créanciers, il faut ajouter l'obligation existant à sa charge de réparer les dommages causés à l'industrie pétrolière, lors des destructions imposées par les Alliés pendant la retraite de l'armée

couverture intégrale pour la valeur des biens cédés, et pour la dette de libération, un solde substantiel destiné à couvrir les dommages de ses sinistrés de guerre, ses restitutions en vertu des traités et accords forfaitaires, ainsi que toutes obligations dérivant des traités, soit en faveur d'Etats, soit en faveur de tiers particuliers, quels qu'ils soient ;

« Les traités n'ayant pu créer pour la Roumanie un bilan passif ».
(Discours, séance du 7 août 1929).

(1) « Nous avons fait tous les efforts et tous les sacrifices pour relever notre situation financière et, malgré les charges de plus en plus grandes demandées aux contribuables, j'ai été obligé moi-même, comme Ministre des Finances, de faire appel, dans les huit derniers mois, à de nouvelles taxes et à de nouveaux efforts fiscaux se chiffrant à 6 milliards de leis, soit un sixième du total du budget du pays.

« C'est pour vous dire que la Roumanie n'a rien négligé pour se relever par ses propres forces et que la réduction même de la minime annuité du plan Dawes se fait sérieusement sentir au point de vue budgétaire. »

(Discours prononcé à la séance du 10 août 1929).

roumaine devant l'ennemi. Ces dommages s'élèvent à 8 millions L., et, par l'arrangement pour la consolidation des dettes de guerre, la Roumanie s'est obligée à dédommager, à elle seule, les sinistrés, à la place de la Grande-Bretagne et de la France. La Roumanie demandait un supplément d'annuité pour subvenir à cette charge, invoquant son absence au Comité des Experts de Paris, qui a fixé l'annuité allemande sans tenir compte de cette obligation, dont l'Allemagne est seule responsable.

Les dispositions pour les prestations en nature, telles que le Plan Young les prévoit, sont aussi défavorables pour la Roumanie. Se basant sur le fonctionnement du Plan Dawes, elle a contracté une série de commandes envers l'industrie allemande, valables jusqu'à la fin de l'année 1931 et représentant une valeur de 36 millions de marks. L'annuité accordée par le Plan Young ne peut pas couvrir cette somme ; d'autre part, une résiliation des contrats entraînerait de lourdes pertes pour les deux parties et priverait la Roumanie, pays où l'industrie est peu développée, de produits dont elle a d'urgents besoins, notamment la fourniture de matériel pour les chemins de fer (1).

L'impression que l'exposé de la délégation roumaine produisit sur la Conférence fut des plus favorables. Sans anticiper dès maintenant sur les résultats obtenus par la Roumanie à la Haye — ce dont nous nous occuperons plus tard — nous pouvons affirmer que les entretiens avec MM. Chéron et Pirelli visaient à une réduction de la dette envers ces deux pays, solution que nous avons rencontrée en parlant de la Grèce et de la Yougoslavie, et à un règlement des réparations non allemandes qui interviendra après la clôture de la conférence. On ne peut pas faire un bilan des résultats dont les Petites Puissances seraient les bénéficiaires, tout étant à l'état de projets ou de simples promesses, dont il faut attendre la transformation en réalités.

(1) Pour détails, voir discours de M. Mironesco, Ministre des Affaires Etrangères, prononcé le 14 août 1929.

Rien n'était changé à la signature du protocole de clôture. Chaque pays avait la même situation déficitaire que le jour de l'ouverture de la Conférence. S'ils acceptèrent le Plan, en principe, ce fut pour ne pas empêcher la conférence d'aboutir à un accord qui pourrait, plus tard, servir de point d'appui à un règlement définitif. Les réserves faites par les Petites Puissances — que nous verrons en parlant de la signature du Plan Young — montrent en effet que rien encore n'était intervenu pour changer une répartition à ce moment désavantageuse des annuités, et qu'il fallait attendre jusqu'à l'introduction d'une compensation en dehors du Plan, le Rapport étant intangible.

Nous avons fait allusion, au cours de ce chapitre, à l'incident soulevé par la Grande-Bretagne, qui changea complètement la marche des travaux et qui ne fut clos que lorsque la Grande-Bretagne eut obtenu une *satisfaction immédiate*, relativement aux griefs qu'elle formulait contre le Plan Young... Que lui reprochait-elle, en vérité ?

D'abord, l'incompétence des experts, de procéder à une répartition de l'annuité allemande, mission qui devait être laissée à la conférence des Gouvernements. Sur la réponse de M. Chéron, que le Comité était composé d'experts britanniques, comme d'autres nationalités, le délégué anglais, M. Snowden, déclara que l'œuvre des experts ne pourrait jamais être présentée comme une source d'obligations pour le Gouvernement anglais, et que la présence d'un expert britannique dans la composition du Comité, expert indépendant, sans rapport avec les officiels, n'impliquait pas une approbation quelconque accordée aux conclusions des travaux.

Le Gouvernement travailliste entendait garder sa liberté d'action, et, vu le déficit des chiffres appliqués à l'Angleterre dans la répartition prévue par le Plan Young (qui avait été fait en méconnaissant les accords en vigueur), se déclarait contre le Plan, tant qu'une modification ne serait pas intervenue pour combler le déficit.

M. Snowden demandait en effet la nomination d'un Comité qui procéderait à une nouvelle répartition, ce qui entraînerait une modification du Plan des Experts, contrairement au désir exprimé par ceux-ci à la fin de leur rapport. L'acceptation d'une telle modification provoquerait un échec de la Conférence et un grand désarroi dans le monde politique et financier. C'est pourquoi MM. Chéron et Pirelli furent chargés de plaider en faveur du Plan et de justifier la légitimité de la réduction de l'annuité anglaise (19 % au lieu de 22 % fixés à Spa), en même temps qu'un pourcentage plus élevé de l'Italie.

Tous les efforts furent vains. M. Snowden s'opposait aux marchandages suggérés par les autres délégations pour trouver de ci de là quelques millions qui puissent satisfaire les exigences anglaises. Il réclamait une satisfaction intégrale, digne d'un pays tel que l'Empire britannique, satisfaction légitime, basée sur les conférences internationales qui avaient reconnu les droits de la Grande-Bretagne en matière de réparations.

Ne discutons pas ici la forme peu élégante dans laquelle il s'exprima durant son exposé et l'émotion répandue aux quatre coins du monde par les expressions inaccoutumées jusqu'alors dans les conférences internationales et dont M. Chéron fut le principal objectif. A la lumière des chiffres, il avait complètement raison, et, d'après les documents présentés au cours de la Conférence, on constata que les Experts avaient procédé à une répartition arbitraire.

De l'annuité moyenne de 2.050,6 millions de marks, il fallait déduire la partie correspondante au service de l'emprunt Dawes, s'élevant à 61,8 millions de marks, ce qui faisait que l'annuité allemande était ramenée, en moyenne, à 1.988,8 millions de marks.

Conformément aux accords de Paris (janvier 1925) pour la mise en application du Plan Dawes, on prélèverait sur la dette allemande une somme de 226,5 millions, destinée aux créances spéciales et désignée sous le nom de « précomptes » ; donc, il resterait à partager entre les

créanciers, la somme de 1.762,5 millions de marks, conformément au pourcentage de Spa.

La même norme devait être suivie pour le partage des 226,5 millions ; mais les Experts avaient proposé un barème différent, entraînant pour les créanciers des différences en plus ou en moins, conformément au tableau suivant :

Répartition de l'annuité consacrée aux précomptes (1)
(en millions de marks)

	Répartition suivant les accords	Répartition prévue par les Experts	Différences	
			+	—
Dépenses diverses ...	13	—		13
Etats-Unis	75,4	66,1		9,3
France	68,9	83,5	14,6	
Grande-Bretagne	44,1	1,7		42,4
Belgique	23,2	36,2	13	
Roumanie	0,7	0,7	—	—
Pologne	0,5	0,5	—	—
Italie	0,4	37,5	37,1	
Yougoslavie	0,3	0,3	—	—
	226,05	226,05	64,7	64,7

Les arguments présentés par M. Chéron — que la diminution de l'annuité anglaise avait été inscrite avec le consentement des experts anglais, qui, durant la rédaction du Plan, avaient été guidés par le principe de la Note Balfour, en vertu de laquelle la Grande-Bretagne ne demandait à ses débiteurs qu'autant qu'il lui était nécessaire pour payer son créancier, les Etats-Unis — ne convainquirent pas le délégué anglais. Il traita de grossière,

(1) Zéuceanu, *op. cité*, p. 22.

l'interprétation donnée par le Ministre des Finances français, de la note Balfour, et menaça de quitter la conférence, si le déficit de 42,4 millions de marks n'était pas écarté. Toute transaction étant repoussée, la Conférence suspendit ses séances et chercha, dans les entretiens privés, à trouver les possibilités de satisfaction pour la Grande-Bretagne.

Il y avait 3 solutions : Demander aux Allemands un supplément d'annuité de 42,4 millions marks pendant 37 années ; — solution impossible, car tous les experts gardaient le souvenir des pénibles négociations avec le D^r Schacht, et ils étaient convaincus que le rapport des Experts contenait le maximum de ce que l'Allemagne pouvait payer. On pensa ensuite à une renonciation de la part des Italiens, Français et Belges au surplus dont ils bénéficiaient, d'après le tableau rédigé plus haut — mais personne ne voulut rien entendre : chacun pour une raison qu'il justifiait avec beaucoup d'adresse (M. Pirelli était un habile négociateur), trouvait bien légitime ce supplément.

Il restait encore le solde de la 5^e annuité Dawes, soit 238.783.900 marks, que les Experts avaient pensé englober dans l'annuité Young, qui commencerait ainsi le 1^{er} avril 1929. Seulement, l'agent général des paiements, à Berlin, avait déjà disposé de cette somme, en l'employant au paiement de livraisons en nature, de sorte qu'un certain nombre de créanciers devaient restituer le surplus de ce qu'ils avaient le droit de toucher, et d'autres pourraient demander un supplément.

La France et la Belgique, débitrices du solde de la 5^e annuité Dawes, s'obligèrent à verser ensemble à la Grande-Bretagne, une annuité de 19,8 millions de marks, pendant 37 ans. L'Italie s'obligea également, après de longues négociations, à contribuer, avec une annuité de 9 millions de marks. Pourtant, la part de l'Italie ne provenait pas d'un avantage obtenu en échange sur l'annuité Dawes, car elle avait droit, comme la Grande-Bretagne,

(1) Après déduction des frais des armées d'occupation et du service de la dette interalliée.

à une restitution de 14.800.000 marks. L'Italie préleva cette charge sur le droit qu'elle avait à la dette de libération et des biens cédés, assumée par les Etats successeurs de la monarchie austro-hongroise (1).

La Grande-Bretagne, créancière du solde de la 5^e annuité pour une somme de 102.000.000 marks, arrivait à satisfaire 83 % de ses prétentions :

France et Belgique.....	19,8 mil. marks.
Italie	9 — —
Annuité correspondant à 102 mil. m.	6,4 — —
	35,2 mil. marks.

Une seconde objection de M. Snowden contre le Plan Young portait sur la division de l'annuité allemande en deux tranches : conditionnelle et inconditionnelle, ce qui provoquait une différence de traitement entre les créanciers, la France et l'Italie bénéficiant jensembles d'une somme de 542 millions de marks sur 660 millions, tandis que l'Angleterre ne touchait presque rien. L'arrangement intervenu força l'Allemagne à consentir à une augmentation de cette tranche, qui fut portée à 673,8 millions et dont la Grande-Bretagne devait avoir 8 % :

Service de l'emprunt Dawes	61,8 mil. marks.
France	500 — —
Italie	42 — —
Grande-Bretagne	55 — —
Japon	6,6 — —
Yougoslavie	6 — —
Portugal	2,4 — —
	673,8 mil. marks.

Enfin, comme il était à prévoir, la Grande-Bretagne s'éleva contre les prestations en nature. Les arguments présentés par M. Snowden voulaient démontrer les pertes

(1) Conformément aux accords des 10 septembre et 8 décembre 1919.

subies, chaque année, du fait de la concurrence allemande aux exportations anglaises de charbon. Plus de 40 % des exportations allemandes ont été faites au compte des réparations, dont la France a reçu 9 millions de tonnes, l'Italie 4 millions, la Belgique, 2 millions de tonnes annuellement.

L'Allemagne, qui exportait avant guerre, en Italie, 1 million de tonnes, vit passer ce chiffre, en 1928, à 5 millions, tandis que les exportations britanniques baissaient de 10 à 6 millions dans le même intervalle.

D'où les suites : crise de chômage en Angleterre, et, pour l'enrayer : suppression des prestations en nature.

Mais le Plan Young, qui fixait à 10 ans la durée de ce mode de paiement, avec une annuité décroissante de 700 à 300 millions de marks, s'opposait à toute modification.

La bienveillance et les efforts de toutes les délégations permirent de donner satisfaction aux revendications de la Grande-Bretagne, par voie indirecte. Ainsi, la quote-part italienne fut réduite de 75 millions à 52,5 millions ; la différence était absorbée par la France. En revanche, l'Italie s'obligeait à importer, pendant 3 années, une quantité de 1 million de tonnes de charbon anglais annuellement, et ensuite, de ne pas importer par voie de mer, durant la période de fonctionnement des prestations en nature, une quantité de charbon allemand dépassant annuellement 1 million 1/2 de tonnes.

Ainsi, les revendications de la Grande-Bretagne furent satisfaites presque entièrement, après un examen approfondi par la Conférence de tous les incidents qui s'étaient élevés.

Ce qu'il faut retenir de la controverse entre la Grande-Bretagne et le reste des délégations, c'est l'attention qu'on prête au moindre geste de mécontentement, et l'empressement à satisfaire les demandes, dès qu'il s'agit d'une grande Puissance. A Spa, c'étaient l'Italie et la Belgique qui pouvaient faire échouer la conférence, en s'opposant au pourcentage que le groupe anglo-français entendait se réserver. Neuf ans plus tard, à la Haye, les cris de M. Snowden sont commentés dans le monde entier ; les

incidents avec M. Chéron ne manquent pas de figurer en gros caractères dans tous les journaux, et on finit par un arrangement qui donne satisfaction à la Grande-Bretagne.

Les Experts, à Paris, ont fait la sourde oreille à tous les mémoires, et les notes diplomatiques envoyées par les Petites Puissances sont restées sans résultat sur leurs décisions. Voilà comment la situation des pays n'ayant pas eu de représentant au Comité Young s'est présentée si défavorablement à l'ouverture de la Conférence, et pourquoi elle n'a pas changé effectivement jusqu'à la clôture. L'intention était, durant les négociations de la Commission financière, à La Haye, que les Petites Puissances ne soient pas admises à y participer, toutes les fois que leurs intérêts n'étaient pas directement en jeu. L'intervention énergique de M. Titulesco évita l'application d'une telle mesure, paradoxale et grotesque à la fois.

Enfin, la signature du protocole final n'eut lieu qu'après l'explication de certains points de détail et l'insertion des réserves que les diverses Puissances ont tenu à ajouter à l'apposition de leur signature. Le Plan Young ne devait entrer en vigueur qu'après son acceptation définitive, qui devait avoir lieu à l'issue des travaux des divers Comités que la première Conférence de la Haye avait institués : il en résulta une période de transition pendant laquelle les deux régimes Dawes et Young co-existèrent.

Les Experts tenaient à ce que la première annuité Young commençât le 1^{er} avril 1929 ; mais l'impossibilité de finir le rapport avant cette date détermina la Conférence à fixer le début du nouveau régime, en principe, au 1^{er} septembre 1929.

Pendant la période de transition, l'Allemagne devait effectuer ses paiements d'après le barème institué par le Plan Dawes, et l'agent général des paiements était chargé de répartir les quote-parts entre les créanciers suivant le nouveau plan. La différence existant au profit de l'Allemagne (l'annuité Young étant inférieure à l'annuité Dawes) fut placée en bons du Trésor allemands, qui devaient être

restitués au Reich, avec les intérêts produits, après l'acceptation définitive du Plan Young.

Les autres points litigieux touchaient les frais des commissions et le coût des armées d'occupation, durant la même période de transition. La Conférence décida d'affecter une somme forfaitaire de 46 millions de marks, nécessaire au fonctionnement des organes de contrôle, et la création d'un fonds de 80 millions de marks pour les armées d'occupation, auquel contribuaient :

L'Allemagne	30 millions marks.		
La France	35	—	—
La Grande-Bretagne	12	—	—
La Belgique	3	—	—

Avant la signature du protocole final, on demanda à toutes les Puissances présentes d'exposer leurs réserves ou de déclarer si elles acceptaient sans aucune modification le Plan Young.

Les Petites Puissances subordonnèrent leur acceptation définitive à l'exécution des promesses faites au cours des travaux de la Conférence, portant sur la réduction des dettes de guerre et le règlement des réparations non allemandes. La liquidation des obligations résultant des traités de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon devait porter non seulement sur la question des biens cédés et de la dette de libération, mais aussi sur les obligations imposées à l'Autriche, à la Bulgarie et à la Hongrie, au titre des réparations de dommages.

Cette mise au point avait été surtout rendue nécessaire par le fait que les Experts du Comité Young avaient suggéré l'institution d'un Comité qui s'occuperait des biens cédés et de la dette de libération, sans être compétent pour les réparations. Or, les accords des 10 septembre 1919 et 11 mai 1922 prévoyaient le paiement des biens par les Etats successeurs, au moyen de bons C de la dette allemande. Le nouveau régime Young, qui remplaçait le système ancien, supprima les bons C et toutes les conditions

prévues dans l'accord de Londres (mai 1921) (1). Ainsi le problème se posait de nouveau : les Petites Puissances seraient-elles forcées de s'acquitter de cette obligation en émettant des bons, à partir de 1931, comme le prévoyait l'accord de décembre 1919, si défavorable à leurs intérêts et contre lequel tous les Etats successeurs avaient protesté ? L'abrogation des dispositions insérées dans l'accord de Paris (mai 1922) menait forcément à une réponse affirmative, tandis que les créances des Etats successeurs restaient sans valeur, à défaut d'un règlement des réparations dues par les ex-ennemis.

Sur cette question, il est intéressant de mentionner le désir exprimé par l'Allemagne de participer aux travaux des Comités techniques. Sur l'opposition de la Petite Entente, le Ministre des Affaires Étrangères du Reich retira sa demande, qui venait à l'encontre des intérêts des Etats créanciers, seuls intéressés dans la liquidation des réparations dérivant des Traités de Saint-Germain, Neuilly et Trianon.

(1) Les réserves exprimées par les Petites Puissances, lors de la signature du Plan Young, ressortent clairement du discours prononcé par M. Titulesco à la séance de clôture :

« Je félicite la Conférence pour les efforts dépensés pour arriver à un accord entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, à la suite duquel nous espérons un apaisement nécessaire à la liquidation du passé laissé par la guerre.

« Durant les négociations entre les Puissances invitantes, la délégation roumaine eut des entretiens avec les autres délégations et on lui promit la réparation de plusieurs injustices qu'on avait faites à la Roumanie. (M. Titulesco fait allusion aux obligations dues par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie).

« Dans ces conditions, je ne peux pas retenir la marche de la Conférence, en empêchant la nomination des Commissions techniques. Je déclare formellement que l'adhésion de la Roumanie au Plan Young ne peut avoir lieu que si les promesses faites sont réalisées ».

CHAPITRE IV

LES COMITÉS DU PLAN YOUNG

Le Protocole de Clôture signé à la Haye prévoyait la constitution de 6 Comités qui, travaillant dans des villes différentes, auraient comme mission la préparation de la mise en vigueur du Plan Young.

Le court délai qui sépara la publication du nouveau Plan de l'ouverture de la Conférence des Gouvernements, ne permit pas une étude détaillée de tous les problèmes se rattachant à l'application du nouveau régime des réparations. D'autre part, l'opposition faite par l'Angleterre et les Petites Puissances à une acceptation intégrale du rapport des Experts obligea la Conférence de décider une adhésion de principe au Plan Young et à confier à plusieurs Comités techniques le soin de mettre au point toutes les objections élevées au cours des négociations.

Rappelons que les Petites Puissances avaient apposé leur signature sur le protocole de la Haye, à condition qu'un règlement définitif des réparations non allemandes intervienne avant la seconde conférence, qui devait s'ouvrir au début de janvier 1930, à la Haye.

De même, la signature du Plan Young par l'Allemagne nécessita une modification des lois du Reich, pour qu'elles fussent adaptées au nouveau Plan.

Le rapport des Experts avait esquissé la création d'une Banque des Règlements Internationaux, sans en définir les caractéristiques ni en rédiger les statuts. Enfin, les prestations en nature, modifiées, comme nous venons de le voir tant au point de vue de la durée de leur fonctionnement qu'au point de vue de leur valeur dans la composition de l'annuité allemande, la transition d'un régime à l'autre,

avec une liquidation du passé, devaient être étudiées attentivement par les Comités techniques.

Pour les raisons indiquées plus haut, la Conférence de la Haye, craignait une rupture. Elle ne fut d'ailleurs pas loin d'aboutir, en raison de l'obstruction anglaise. Elle avait en vue une reprise des travaux sous les auspices les plus favorables, et décida en conséquence la création des comités techniques suivants, chacun avec des attributions différentes :

1) Le Comité d'organisation pour l'adaptation des lois allemandes au nouveau Plan, qui travailla à Scheveningue, le 22 août 1929, et se subdivisa en trois Sous-Comités, siégeant l'un à Baden-Baden, les autres à Paris et Berlin.

2) Le Comité pour l'organisation de la Banque des Règlements Internationaux, qui commença ses travaux beaucoup plus tard, le 6 octobre, à Baden-Baden.

3) Le Comité pour l'élaboration d'un nouveau règlement des prestations en nature.

4) Le Comité des réparations non allemandes, siégeant à Paris, et dont les travaux se poursuivirent du 16 septembre au 5 décembre 1929.

5) Le Comité pour la liquidation du passé.

Les résultats des travaux des 5 Comités devaient être soumis, sous forme de rapports, au Comité des Juristes, institué à Bruxelles (10 décembre 1929) sous la présidence de M. Jaspar, qui, recevant les résultats, était chargé de les coordonner et d'élaborer un projet de protocole pour la seconde Conférence, qui allait commencer. Son activité dura 6 jours.

Les Petites Puissances ne furent représentées que dans trois Comités (réparations non allemandes, liquidation du passé, Comité des Juristes). C'est de ceux-ci que nous nous occuperons dans ce chapitre.

1^{er} LE COMITÉ DES RÉPARATIONS NON ALLEMANDES (1)

Dès le début des travaux, la nécessité d'une étude approfondie des questions s'y rattachant détermina la division de ce Comité en quatre Sous-Comités.

I. — *Le Sous-Comité des Biens cédés et de la dette de libération*

La situation des biens cédés n'avait subi aucune modification depuis les accords dont nous avons eu à nous occuper au Chapitre I (2). Nous rappellerons que la Commission des Réparations n'avait pas abouti à un accord sur l'évaluation de la valeur de ces biens et qu'ils constituaient une dette, à la charge de chaque Etat successeur. Les moratoires dont la Hongrie et l'Autriche bénéficiaient, par conséquent, la suppression de tout paiement au compte des réparations dues par l'Autriche, ainsi que l'annuité modique que la Hongrie payait, pendant son moratoire partiel, empêchèrent la Commission d'exiger des Etats successeurs l'exécution de leurs obligations. Le problème traîna ainsi jusqu'en 1920, époque où se manifesta l'attitude des Petites Puissances, à la Haye, demandant une liquidation définitive de toutes les questions financières se rattachant aux Traités de Paix.

Le Sous-Comité comprenait des représentants des Grandes Puissances Alliées et des Petites Puissances. Les Etats ex-ennemis ne prenaient pas part aux débats.

L'activité du Sous-Comité se porta d'abord sur la discussion d'un projet présenté par les Puissances Invitantes. Il comprenait plusieurs parties :

(1) Nous avons obtenu la documentation nécessaire relative aux travaux des Comités institués par la Première Conférence de la Haye, grâce à la bienveillance de M. Alexandre Zeuceanu, Ministre plénipotentiaire, délégué de la Roumanie à la Commission des Réparations, et de M. Constantin Robesco, délégué adjoint. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

(2) Voir ci-dessus, chap. I, p. 30.

La première prévoyait pour les Etats successeurs une remise totale de la dette relative aux biens cédés ayant appartenu autrefois à l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie.

La seconde accordait de même une remise totale et définitive de la dette de libération grevant l'Italie, la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie (1). Seule la Tchécoslovaquie aurait à payer aux Alliés une annuité de 37 millions marks or, pendant 37 ans, pour une dette de 600 millions (valeur 1919). On consentit par la suite à une réduction de l'annuité à 14 et même à 12 millions de marks.

Il est naturel qu'une telle différence de traitement ait soulevé une protestation légitime de la part du délégué tchécoslovaque qui dénonça notamment l'iniquité de la solution réservée à son pays, tandis que l'esprit du Comité des Réparations non allemandes était de passer l'éponge sur la dette autrichienne de réparation.

La raison qui obligea les Grandes Puissances à mettre à la charge de la Tchécoslovaquie une annuité aussi élevée doit être cherchée dans l'arrangement intervenu à la Haye entre la Grande-Bretagne et les autres créanciers. Rappelons que l'Italie s'était obligée à verser pendant 37 ans à la Grande-Bretagne une annuité de 9 millions, sans quoi M. Snowden n'aurait pas accepté le Plan Young. On chercha partout pour trouver des sommes pouvant satisfaire les doléances anglaises, et finalement, on fit appel aux grands profiteurs du Plan Young : la France et l'Italie. Pourtant, ce dernier Etat cherchait ailleurs des compensations pour la somme avancée, et voilà le motif de la dette qui devait peser sur la Tchécoslovaquie.

Un autre argument à l'appui des prétentions des Alliés c'était l'entrée dans le patrimoine tchécoslovaque d'une masse de biens d'une valeur de 3 milliards de francs, à

(1) Le montant de la dette s'élevait à 1.447.322.000 francs or et était réparti comme suit : Italie, 59.252.000 ; Pologne, 225.495.000 ; Yougoslavie, 178.035.000 ; Roumanie, 250.140.000 ; Tchécoslovaquie, 750.000.000.

la suite de la remise totale de la dette pour les biens cédés.

Il est facile de constater la fragilité d'un tel argument, car, s'il s'agit d'avantages obtenus par la remise de la dette des biens cédés, il faut mettre sur le même pied tous les Etats successeurs, également bénéficiaires d'une telle remise, et non pas seulement la Tchécoslovaquie.

Une troisième partie du projet se référait à la répartition entre les créanciers des réparations non allemandes.

Le principe des pourcentages fixés à Spa était maintenu, avec les exceptions suivantes :

a) La Roumanie et la Yougoslavie seraient écartées de la distribution des versements à faire par la Tchécoslovaquie.

b) La Yougoslavie n'aurait désormais aucun pourcentage sur les réparations non allemandes.

On a expliqué cette exclusion par le fait qu'elle avait touché, sur les réparations hongroises, un supplément de 47,7 millions de couronnes-or. Pour éviter une restitution, la Yougoslavie ne prendrait plus part à la répartition des versements bulgares et hongrois.

c) La Grèce obtiendrait un supplément de 9 millions de marks, par une contribution proportionnelle de tous les autres créanciers, afin de compléter son annuité. On lui offrait ce supplément pour qu'elle couvrât le déficit laissé par le Plan Young. En effet l'annuité allemande était pour le Reich, une décharge définitive de toutes ses obligations, donc aussi de celles qui auraient pu découler des sentences prononcées par le Tribunal gréco-allemand.

Cette disposition détermina une intervention de la part du représentant roumain. Pourquoi offrir seulement à la Grèce un supplément d'annuité ? La Roumanie n'était-elle pas déficitaire, du fait du Plan Young ? N'avait-elle pas sur les ex-ennemis des créances spéciales, issues de l'exécution anticipée du Traité de Bucarest ? (1). Il demandait

(1) V. ci-dessus, chap. I, p. 28.

l'application à la Roumanie de la faveur faite à la Grèce; en tout cas, elle ne consentirait à aucune diminution de son pourcentage.

Les Petites Puissances faisaient donc opposition au premier projet présenté; elles n'admettaient d'abord aucune renonciation à leurs créances spéciales, avant qu'on ne fixât le montant des réparations que les ex-ennemis auraient à payer; elles réservaient ensuite leur acceptation définitive du Plan Young, tant que les réparations orientales ne couvriraient pas le déficit laissé par le rapport des Experts (le projet des « Puissances Invitantes » obligeait certains Etats à accepter une diminution ou même une renonciation totale au pourcentage).

Ces observations déterminèrent les Grandes Puissances à revenir sur le premier projet et à en présenter un autre où des modifications avaient été introduites.

a) La Roumanie ne contribuerait plus au supplément accordé à la Grèce.

b) Le supplément résultant de la diminution du pourcentage yougoslave serait réparti entre tous les créanciers, y compris la Roumanie.

c) La Yougoslavie bénéficierait d'un pourcentage de 2 % sur les réparations non allemandes, au lieu de renoncer complètement à sa créance. Devant la protestation de son représentant, les Grandes Puissances la menacèrent d'un retrait de l'offre de remise de la dette de libération et des biens cédés.

d) La Grèce aurait un supplément de 9 millions, provenant des sommes disponibles prélevées sur les réparations bulgares, l'annuité tchécoslovaque et la contribution des créanciers (la Roumanie n'y participerait pas).

e) La Roumanie conservait le droit de liquider les biens des sujets bulgares.

f) Elle conservait de même le droit aux créances spéciales.

g) La charge de la Tchécoslovaquie était réduite à

11 millions de marks, annuité qui serait payée à tous les créanciers, à l'exception de la Roumanie et de la Yougoslavie.

Le second projet prévoyait encore une proposition de participation de la Tchécoslovaquie aux réparations hongroises, proposition qui fut repoussée par la Yougoslavie.

Les deux projets furent envoyés, de même qu'un rapport, au Comité des Juristes.

Il résultait de ces deux projets un avantage réel pour les Petites Puissances, par suite de la proposition de remise des dettes ; pourtant, les sacrifices demandés à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie n'étaient pas de nature à faciliter leur adhésion au règlement projeté.

2. — *Le Sous-Comité pour les réparations autrichiennes*

La situation de l'Autriche au point de vue des réparations n'avait subi aucun changement depuis le moratoire général que la Commission des Réparations lui avait accordé, pendant un délai de 20 ans.

Rappelons, d'autre part, que la Commission avait consenti une dérogation au privilège général inséré dans l'art. 197 du Traité de Saint-Germain-en-Laye ; en libérant l'Autriche du dit privilège pendant une période de 20 ans, elle lui permettait de recourir à un emprunt international pour assainir ses finances et pour rétablir sa situation économique.

Pourtant, un arrangement intervenu en 1928 (sans l'autorisation de la Commission des Réparations) entre l'Autriche et les détenteurs de « bons de secours », émis pour les fournitures de ravitaillement effectuées après la guerre, prévoyait l'échelonnement du paiement des dits bons sur une période de 40 ans, à partir de 1928, c'est-à-dire jusqu'en 1968. L'Autriche s'obligeait en échange à ne verser aucune somme à titre de réparations, tant que les bons de secours ne seraient pas intégralement acquittés.

Devant cette situation, le Sous-Comité avait le choix de proposer un état de paiement à partir de 1943, date de

l'expiration du moratoire, sans tenir compte de l'arrangement de juin 1928 qui était considéré comme une violation flagrante des pouvoirs de la Commission des Réparations ; elle pouvait encore ajourner le commencement des versements jusqu'en 1968, ou, solution radicale, décharger complètement l'Autriche de tous ses engagements (1).

La première solution était difficile à admettre, car la Commission des Réparations elle-même, pour des raisons politiques, ne voulait pas adopter une attitude hostile contre l'arrangement intervenu entre l'Autriche et les porteurs des « Relief Bond ». D'autre part, établir dès maintenant un état de paiements qui commencerait à fonctionner seulement à partir de 1968, c'était une solution un peu risquée à laquelle plusieurs délégations de créanciers n'auraient pas donné leur adhésion.

Pour la troisième solution, une divergence d'opinions s'éleva au sein du Comité, avant même l'ouverture de la séance plénière, alors que de nombreuses discussions et entrevues particulières cherchaient à rallier les délégations des pays créanciers vers un point de vue unique en ce qui concernait les réparations autrichiennes.

La France et la Grande-Bretagne, vu l'état des finances autrichiennes et par crainte d'un coup d'état politique qui eût poussé l'Autriche dans les bras de l'Allemagne, étaient partisans d'une remise totale de la dette (2). La délégation italienne prétendait qu'il était exagéré d'affirmer que l'Autriche était à bout de ressources, car la situation financière de ce pays n'était pas tellement mauvaise. Cette thèse, à laquelle s'étaient ralliés les délégués des autres Etats (Roumanie, Pologne, Yougoslavie) faisait la distinction entre obligation et impossibilité de paiement.

Si la dette autrichienne existe, elle peut servir à une compensation avec les obligations imposées par le Traité

(1) Le Comité des Réparations Orientales, dans *l'Europe Nouvelle* du 23 novembre 1929.

(2) La Grande-Bretagne s'était engagée envers les porteurs de Relief Bond.

aux Etats successeurs, car « le terme de grâce n'est point un obstacle à la compensation » (1).

La première séance plénière fut entièrement consacrée à l'audition d'un long exposé fait par le délégué autrichien. Il plaida pour une annulation totale de la dette de réparation, car les charges budgétaires ne supportaient plus d'augmentation des dépenses, du fait que toutes les ressources étaient immobilisées pour assurer le service des bons de secours (Relief Bond).

En revanche, l'Autriche était disposée à accepter une renonciation totale et réciproque, sans aucun solde, de tous les litiges et prétentions, pour aboutir à la liquidation du passé. De même, elle se déclarait prête à exécuter les obligations dérivant des *accords particuliers* conclus avec les différents Etats postérieurement à la signature du Traité de Saint-Germain-en-Laye.

Son représentant s'opposait au paiement des dettes administratives (2), en raison de l'absence de texte dans le Traité ; il signalait la contradiction entre le droit de l'Etat cessionnaire de recouvrer les impôts arriérés et l'obligation pour l'Etat cédant d'assurer le paiement des dettes administratives. De plus, ajoutait le délégué autrichien, comment imposerait-on une charge à l'Autriche pour les dettes administratives non pas de l'Etat autrichien, mais de l'Empire Austro-Hongrois ?

Il y avait dans cet exposé une fausse interprétation des Traités, car la plupart des dettes administratives furent contractées pendant la guerre ; elles constituaient donc une obligation pour l'Autriche, et, d'autre part, la différenciation entre les Gouvernements faite par le délégué autrichien était « une subtilité qui ne cadrerait pas avec l'ensemble et la structure des traités ».

L'opposition de l'Autriche à toute créance spéciale

(1) Art. 1292 C. C. français.

(2) Dettes d'intérêt local envers des particuliers pour la construction des bâtiments administratifs. Elles devaient être contractées avant 1914 pour être assimilées aux dettes gagées et partagées, par conséquent, entre les Etats successeurs.

obligea le Sous-Comité à finir ses travaux, le 14 novembre 1929, sans avoir réussi à rédiger un état de paiements.

Dans le rapport final, il est mentionné :

a) L'annulation de la dette de réparation, sollicitée par l'Autriche.

b) L'incompétence du Comité pour prendre une décision à cet égard.

c) L'échec des négociations.

3. — *Le Sous-Comité pour les Réparations hongroises*

La Hongrie, comme nous l'avons montré dans un chapitre précédent (1), avait obtenu un moratoire partiel, en 1923, en même temps qu'une levée du privilège général sur ses principaux revenus, pour pouvoir conclure un emprunt de reconstruction, sous l'égide de la Société des Nations.

L'état de paiements élaboré alors par la Commission des Réparations prévoyait, pendant les vingt ans de moratoire, une annuité moyenne de 10 millions de couronnes or qui serait payée graduellement. Il ne serait rien versé en espèces pendant les premières années jusqu'en 1927 ; l'annuité à payer ensuite varierait de 5 millions de couronnes à 14 millions de couronnes or, en 1942-43.

Le Sous-Comité devait donc procéder à la fixation des annuités après l'expiration du moratoire.

Pourtant des difficultés surgirent. La délégation hongroise prétendait n'avoir rien à payer après 1943. Elle avait reçu des directives de la part du Gouvernement hongrois de ne souscrire à aucune promesse de paiement à titre de réparations après cette date.

D'ailleurs, le chef du Gouvernement hongrois, le Comte Bethlen, répondant au Baron Stéryni, avait exposé, au mois de décembre 1929, à la Chambre Haute, le point de vue gouvernemental dans la question des réparations (2).

(1) V. ci-dessus, chap. 1, p. 40.

(2) « Les réparations hongroises », dans *Le Temps* du 12 décembre 1929.

« Si l'on considère l'esprit du traité de Trianon et les négociations menées en 1924, à l'occasion de l'assainissement financier, la Hongrie ne peut être obligée à de nouvelles réparations. En 1924, 10 millions de couronnes or ont été, annuellement, imposées à la Hongrie pendant vingt ans, à titre de réparations. Au cours des 5 années écoulées, la Hongrie, à la suite de la politique d'isolement de ses voisines, est entrée dans une crise provoquée par la réalisation du programme arrêté, et sa solvabilité n'a pas augmenté, elle a diminué. *En 1924, différents facteurs permirent d'espérer qu'après 1943 aucune charge nouvelle ne serait imposée à la Hongrie* ».

Quels étaient les facteurs auxquels le Président du Conseil faisait allusion ? Il est difficile de le deviner. L'espoir d'une annulation totale de la dette après 1943 reposait-il sur des promesses faites par certaines Puissances, intéressées aux affaires hongroises ?

Etant donné le caractère public de la déclaration et l'autorité du chef du Gouvernement, responsable devant le pays, on hésite à répondre par la négative, malgré le paradoxe d'une renonciation anticipée à la dette hongroise de réparations.

La Hongrie serait disposée à verser une somme forfaitaire pour liquider toutes les obligations issues des Traités; elle ne verserait rien pour les réparations de dommages de guerre, mais d'autre part, elle a déclaré formellement qu'elle ne pouvait renoncer aux droits qu'elle tient des art. 63 et 250 du Traité de Trianon (1).

(1) Art. 250 : « Nonobstant les dispositions de l'art. 232 et de l'annexe de la section iv, les biens, droits et intérêts des ressortissants hongrois ou des Sociétés contrôlées par eux, situés sur les territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise ne seront pas sujets à saisie ou liquidation en conformité de ces dispositions.

« Ces biens, droits et intérêts seront restitués aux ayants-droit, libérés de toute mesure de ce genre ou de toute autre mesure de disposition, d'administration forcée ou de séquestre prises depuis le 3 novembre 1918 jusqu'à la mise en vigueur du présent Traité. Ils seront restitués dans l'état où ils se trouvaient avant l'application des mesures en question. Les réclamations qui pourraient être introduites par les ressortissants hongrois en vertu du présent article seront soumises au Tribunal mixte prévu à l'art. 239.

C'est-à-dire que la Hongrie demandait à ses ex-ennemis de renoncer presque à la totalité de leurs droits prévus dans le Traité de Trianon, sans accepter elle-même aucune atteinte à ce que le Traité lui avait accordé.

« L'acceptation de la thèse hongroise signifierait que les Puissances alliées de l'Europe Centrale deviendraient débitrices vis-à-vis de la Hongrie, alors que la Hongrie deviendrait Puissance créancière » (1).

Ces prétentions exagérées déclenchèrent une boutade du délégué roumain, M. Titulesco, qui, au cours des travaux du Sous-Comité, demanda pour son pays le traitement de la Hongrie.

Lors d'une séance plénière, le délégué hongrois montra l'impossibilité pour son pays de payer une somme quelconque après 1943, étant donné la crise économique et l'effort fiscal maximum auquel le peuple hongrois était soumis depuis la guerre. C'est alors que le représentant tchéco-slovaque, exposant le point de vue de la Petite-Entente, démasqua les buts politiques de la délégation hongroise qui cherchait à introduire des éléments étrangers à la mission confiée au Comité technique. Se référant à un passage de son discours, qui traitait de l'émigration des fonctionnaires ayant refusé de prêter le serment de fidélité, il répondit : « l'émigration d'un grand nombre de fonctionnaires s'explique par le système malheureux d'administration de l'ancienne monarchie dualiste. Si tous ces fonctionnaires avaient été originaires des territoires cédés, ils n'auraient pas émigré ».

« Cette émigration volontaire ne peut pas être invoquée par la Hongrie comme une justification de son refus d'exécuter ses obligations de réparations ».

Une réponse aussi énergique lui fut faite lorsqu'il toucha à la demande de renonciation totale à la dette de réparations : « Comment est-il possible, en ce moment, quand la situation financière et économique de la Hongrie est de beaucoup meilleure qu'en 1923, et quand le plan de

(1) *Europe Nouvelle*, 26 octobre 1929.

reconstruction a donné des résultats auxquels même ses auteurs ne s'attendaient pas, qu'on demande la suppression de l'obligation de réparations dans l'avenir ? ».

Dans une séance particulière, sans la participation de la délégation hongroise, les représentants des Puissances créancières tombèrent d'accord sur la capacité réelle de la Hongrie de supporter un certain nombre d'annuités, après 1943 (1), le montant de chacune devant être, en moyenne, de 14 millions de couronnes or.

A cette occasion, M. Titulesco, délégué de la Roumanie, développa la question des optants. C'était la première fois dans l'histoire des réparations que ce problème si controversé qui préoccupa l'Europe d'après-guerre par les plaidoiries prononcées devant les juridictions internationales et les opinions émises par les grands juristes, était introduit dans une discussion ayant pour objet le paiement des réparations de guerre. Comme le Gouvernement hongrois prétendait qu'il n'y avait aucun rapport entre les droits de ses ressortissants de demander des indemnités pour les terres expropriées, en vertu de la loi agraire votée en Roumanie en 1921 et des réformes du régime foncier qu'élaboraient alors la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, et, d'autre part, l'obligation imposée à l'Etat hongrois de payer une annuité au compte des réparations de guerre, il s'opposait à toute suggestion ou offre de compensation entre ce droit et cette obligation.

La Hongrie appuyait sa thèse sur le texte de l'art. 250 du Traité de Trianon, texte qui, d'après l'opinion hongroise, était le seul du Traité qui défendait les intérêts de la Hongrie. « La Hongrie ne peut renoncer à la protection accordée par l'art. 250 du Traité de Paix, au principe que les propriétaires des sujets hongrois se trouvant dans les territoires séparés ne peuvent être séquestrés. *Le Gouvernement hongrois ne consentira pas que l'on mêle l'article 250 à la question des réparations* » (2).

(1) Jusqu'à cette date, on respectait l'état de paiements de 1923.

(2) Discours prononcé par le comte Bethlen, à la Chambre Haute, V. ci-dessus, p. 177.

Tel était, en résumé, le point de vue hongrois, point de vue défendu avec opiniâtreté et intransigeance. Cependant, par son talent et son habileté, M. Titulesco, soutenu d'ailleurs par les autres Etats de la Petite-Entente, réussit à faire admettre par le Comité des Réparations non allemandes (1) un projet de règlement des réparations hongroises ayant à sa base l'idée de compensation.

Il reposait sur deux idées :

a) D'abord l'extinction de toutes les créances réciproques entre Etats et Etats et particuliers, comme, par exemple, le problème des optants et les réclamations basées sur les art. 250 et 63 du Traité de Trianon.

b) L'élaboration d'un nouvel état de paiements, devant fonctionner entre 1944 et 1966.

Une fois la délégation hongroise mise au courant de ce projet, elle renouvela les déclarations faites à la première séance plénière, ce qui entraîna une rupture des travaux, sans arriver à un règlement définitif des réparations hongroises.

Chaque délégation entendait rester sur ses positions et ne rien céder de ses revendications. La Roumanie, par exemple, n'admettait pas une infériorité pour ses ressortissants, alors que la Hongrie cherchait à assurer à ses sujets un traitement de faveur dans la liquidation des litiges avec les Etats successeurs.

Malgré l'échec des travaux du Comité de Paris, incapable de conclure un accord immédiat avec la Hongrie, un pas en avant était fait, car les efforts étaient désormais concentrés vers une solution reposant sur la compensation, seule solution possible pour ne pas trop léser les intérêts des Etats créanciers.

Les délégations, en se séparant, gardaient l'espoir qu'à la prochaine Conférence, qui s'ouvrirait au début de janvier 1930, un arrangement interviendrait, amenant la liquidation définitive de tous les litiges du passé. L'obstruction

(1) Au début, la délégation italienne hésitait.

faite par le représentant de la Hongrie (1) se retourna contre cette Puissance en dévoilant les desseins politiques des lamentations hongroises qui cherchaient à empêcher la rédaction de tout nouvel état de paiements au titre des réparations.

Dans le rapport adressé au Président de la Conférence, le Comité des Réparations Orientales suggérait les points suivants :

a) L'état actuel des paiements doit être respecté jusqu'à son expiration.

b) Paiements effectifs d'annuités après cette date.

c) Règlement des litiges par compensation.

d) La Hongrie serait disposée à payer certaines sommes à titre de créances spéciales, mais elle tient absolument au respect des dispositions des articles 63 et 250 du Traité de Trianon.

e) Désir de voir le problème tout entier résolu par la Conférence.

Dans le prochain chapitre, on verra comment fut liquidée cette question épineuse, avec tous les litiges résultant de l'application du Traité de Trianon.

(1) Voici la réponse du délégué hongrois aux propositions de règlement : « Le Gouvernement hongrois ne peut accepter en aucun cas de priver ses ressortissants du droit de conserver leurs propriétés dans les territoires cédés, ni de celui de demander la restitution des propriétés sequestrées, liquidées ou expropriées, sans une indemnité adéquate. Une telle renonciation, contraire au Traité de Trianon, qui fait loi en Hongrie, ne serait possible qu'en vertu d'une loi nouvelle, que l'Etat hongrois ne pourrait édicter sans prendre l'engagement d'indemniser ses ressortissants.

« Une pareille disposition serait impossible, non seulement au point de vue financier, mais même pour des raisons politiques, l'opinion publique hongroise n'accepterait pas qu'on indemnise un petit groupe de citoyens, tandis que la grande masse de la population ruinée pendant et après la guerre serait privée de tout espoir d'indemnisation »,

4. — *Le Sous-Comité des Réparations bulgares*

A la première séance du Sous-Comité (30 septembre 1929), M. Danielov, Président de la Délégation bulgare, après un exposé long et documenté sur la situation financière et économique de son pays, conclut que la Bulgarie ne serait en état de supporter aucune charge de réparations à partir de 1929-30.

Il appuyait ses conclusions sur des chiffres, d'où ressortaient un équilibre budgétaire fictif, la pauvreté du pays, la fiscalité excessive, les salaires réduits payés aux fonctionnaires ; en un mot, toute augmentation des paiements entraînerait un grave danger social.

La dette publique absorbait plus de 40 % des dépenses, tandis qu'on réservait 3 % à l'Agriculture et 2 % au Commerce et aux Artisans. La balance des comptes étant toujours déficitaire, la seule possibilité pour la Bulgarie de sortir des difficultés, c'était un moratoire général, pendant 20 ans.

La réponse du délégué grec se signala par une réfutation de la thèse bulgare ; à l'aide du rapport du délégué à la Société des Nations, il démontra que la situation économique de la Bulgarie était à ce jour bien meilleure qu'elle ne l'était en 1923, lors de la signature du Protocole de Sofia.

On entendit encore le représentant de la Grande-Bretagne qui attribuait le malaise économique de la Bulgarie à l'état détestable des moyens de communication, plutôt qu'aux charges de la dette publique ou imposée par le Traité de Neuilly ; il pensait qu'une annuité moyenne de 12 millions de francs or, pendant 37 ans, ne serait pas lourde pour les finances bulgares.

L'Italie insistait pour une annuité de 18 millions de francs.

Le délégué français, qui présidait le Sous-Comité, dans un esprit de conciliation, proposa une solution transactionnelle, portant l'annuité à 15 millions de francs.

La Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce admettaient

la proposition française, avec la réserve que l'annuité représentât un solde net et que la liquidation des biens des sujets bulgares ne fût incluse dans son montant ; en même temps, elles demandaient la liquidation totale du passé.

Finalement, le projet de règlement soumis à la délégation bulgare prévoyait :

1) Renonciation de la part des Puissances créancières à la tranche B de 1.700.000.000 francs or.

2) Pour les versements futurs, il était établi l'état suivant :

1-4-1930.....	1 annuité de	5.000.000 francs or
du 1-4-1930 au 31-3-1935....	5 — de	10.000.000 —
du 1-4-1935 au 31-3-1940....	5 — de	12.000.000 —
du 1-4-1940 au 31-3-1945....	5 — de	14.000.000 —
du 1-4-1945 au 31-3-1950....	5 — de	16.000.000 —
du 1-4-1950 au 31-3-1955....	5 — de	20.000.000 —
du 1-4-1955 au 31-3-1966....	11 — de	26.664.635 —

Moyenne : 15 millions francs or

3) On demandait en plus :

a) Le remboursement des dépenses des armées d'occupation.

b) Le respect de l'engagement de 1924, relatif au moratoire accordé par les créanciers français et belges au Gouvernement bulgare.

c) Le respect de l'engagement du 30 mai 1923, relatif aux dettes particulières des ressortissants bulgares d'avant-guerre.

4) Les paiements futurs constitueraient une charge inconditionnelle pour la Bulgarie. Ils ne seraient primés que par les versements faits par l'Etat bulgare en vertu du plan de reconstruction élaboré par la Société des Nations, en 1926 (10 juin).

5) Ils seraient garantis par les mêmes gages et privilèges que la tranche A des réparations, conformément au Protocole de 1923, la Banque Nationale de Bulgarie con-

tinuant à percevoir les gages et à constituer les fonds de l'annuité.

6) Renonciation à l'article 141 du Traité de Neuilly : la Bulgarie assumerait donc seule désormais le service de la dette publique des territoires cédés.

7) Renonciation réciproque à toutes réclamations découlant des traités.

La Bulgarie, interprétant les conditions d'arrangement comme contraires à l'esprit qui avait conduit à la liquidation financière avec l'Allemagne, protesta contre le maintien des gages et du privilège général, sans la suppression desquels on ne pouvait concevoir une indépendance économique. D'autre part, elle demandait le maintien des articles 122 et 141 du Traité de Neuilly et la libération des biens séquestrés en Roumanie, sans aucune indemnité, ou, tout au moins, sous déduction de l'annuité versée. De même, la Bulgarie trouvait injuste la différence de traitement avec l'Allemagne, en ce qui concernait la clause de moratoire dont le Reich bénéficiait pour la tranche conditionnelle.

Les concessions faites par les créanciers et la réduction importante de la dette qu'ils avaient consentie pour arriver à un résultat positif, ne trouvèrent pas l'approbation de la délégation bulgare. Enfin, les créanciers tombèrent d'accord sur une annuité moyenne de 12 millions 1/2 de francs or, chiffre qui fut communiqué au Président du Conseil des Ministres, M. Liaptchef, par les Ministres de France, de Grande-Bretagne et d'Italie à Sofia. Comme réponse à ces propositions, la Présidence du Conseil publia une note qui se terminait ainsi :

« Le Président du Conseil a exprimé sa gratitude qu'on eût fourni pour la première fois depuis la guerre à la Bulgarie la possibilité, par l'entremise de ses délégués, de faire connaître au Comité des Experts son état défavorable au point de vue économique et financier.

« Il a déclaré regretter que le Comité ait préféré prendre pour base de ses délibérations (ce qui s'explique, d'ail-

leurs, étant donné qu'il s'agit de personnes jugeant à distance la situation de la Bulgarie) non pas la réalité, mais la convention de 1923. *Les propositions actuelles allègent, sans doute, les charges existant en vertu de la convention sus-mentionnée*, mais elles s'écartent toujours des possibilités économiques et financières de la Bulgarie ».

La délégation bulgare, suivant les directives reçues du Gouvernement, refusa l'acceptation de l'annuité proposée par les Alliés, forçant ainsi le Comité des Réparations non allemandes à adresser son rapport au Président de la Conférence, en indiquant le résultat négatif des travaux, et en y joignant le projet d'accord.

Dans un but d'intimidation et en signe de protestation contre les réparations, eurent lieu à Sofia des réunions et des démonstrations publiques organisées par les associations économiques et la jeunesse universitaire. Les manifestants se rendirent en cortège devant les diverses légations des Puissances alliées et des discours véhéments contre le projet d'arrangement furent prononcés par divers orateurs. On cherchait à montrer à la foule que seul l'appétit de certains pays, non satisfaits par la Conférence de La Haye, avait provoqué, avec l'appui de la France, l'ouverture des travaux pour les réparations bulgares.

Finalement, les esprits se calmèrent, en attendant que la seconde Conférence de La Haye soit appelée à rendre le verdict suprême et qu'une liquidation définitive intervienne sur tous les litiges existants depuis la fin de la guerre.

II. — LE COMITÉ POUR LA LIQUIDATION DU PASSÉ

L'entrée en vigueur du Plan Young devait être précédée d'une série d'opérations ayant pour but, premièrement la liquidation du passé et ensuite la transition d'un régime à l'autre.

Les Experts qui avaient rédigé le rapport n'étaient pas parvenus à réaliser un examen détaillé, avec énumération de toutes les modalités nécessaires, avant l'introduction du système qu'ils proposaient.

Le temps était court, les discussions sur la fixation de la dette avaient absorbé la plupart des séances ; les Experts se bornèrent donc à une série de recommandations, indiquant que, dans les travaux futurs sur la mise en application du Plan, un large esprit de conciliation et de concession devait régner au sein du Comité. Ils préconisaient le système de l'annulation de toutes les opérations antérieures au Plan Dawes sur la comptabilité de la dette fixée par l'état de paiements de Londres, la renonciation de la part des Alliés à toute liquidation des biens appartenant aux sujets allemands, ainsi qu'une renonciation à la créance appartenant, avant le Traité de Versailles, à l'Allemagne, sur ses anciens alliés : la Bulgarie, la Turquie et l'Autriche-Hongrie.

En ce qui concernait les prétentions réciproques, un accord était intervenu entre l'Allemagne et la Pologne, en même temps qu'avaient lieu les travaux du Comité pour la liquidation du passé, accord signé à Varsovie le 31 octobre 1929. Il prévoyait une renonciation réciproque et totale à tous les litiges existants soit entre les Etats, soit entre les ressortissants. La Pologne s'obligeait par le même accord à renoncer à toute liquidation de biens allemands non commencés le 1^{er} septembre 1929.

Caractérisé par une complète liquidation du passé, cet accord servit d'exemple aux négociations amorcées par le Comité institué pour l'application du Plan Young.

Ainsi, le représentant de l'Allemagne proposait une renonciation dans les rapports entre Etats, avec le maintien des droits des ressortissants, proposition qui visait surtout les litiges que ceux-ci avaient avec l'Angleterre ; une contre-proposition des Petites Puissances réclamait de passer l'éponge sur toutes les opérations, sans distinction, principe soutenu par les Grandes Puissances, sauf l'Italie.

Celles-ci, en fin de compte, admirèrent la proposition allemande, mais à condition que l'Allemagne renonçât aux prétentions suivantes :

- 1) La restitution des soldes des offices de compen-

sation, prévue par l'article 296, annexe § II du Traité de Versailles.

2) Les emprunts des anciennes colonies allemandes.

3) Les prétentions ayant pour objet le paiement ou la restitution des biens appartenant à l'Etat allemand.

4) Toute exigence relative à la liquidation des biens des ressortissants alliés (art. 296-297 du Traité de Versailles).

L'Allemagne donna son adhésion aux propositions des Grandes Puissances, en faisant une réserve sur la liquidation des biens de ses ressortissants, pour laquelle elle était prête à commencer des négociations avec chaque Etat séparément.

Voyons maintenant ce qui concerne la renonciation de la part des pays créanciers à liquider les biens des ressortissants allemands.

Il y avait trois opinions :

D'abord, les Petites Puissances proposaient, en s'inspirant de l'accord germano-polonais, une renonciation définitive à toute opération de liquidation ou de séquestration, étant bien entendu que les liquidations déjà effectuées resteraient acquises définitivement à chaque créancier.

Cette proposition fut combattue par les autres délégations qui cherchaient des accords entre les intéressés ou estimaient, comme c'était le cas de la Grande-Bretagne et de la France, que le résultat dépendrait des négociations que ces pays conduisaient avec l'Allemagne.

Une autre question discutée et qui mettait en évidence la controverse entre les deux catégories de Puissances, c'était la suppression de la solidarité des obligations de la solidarité des obligations incombant à l'Allemagne et des réparations autrichiennes et hongroises.

Le Comité avait proposé l'annulation de toutes les catégories d'obligations, A B C, émises par l'état de paiements de Londres. Cette suggestion souleva des protestations de la part des représentants roumains et yougoslaves qui déclarèrent cette mesure prématurée avant l'acceptation définitive du Plan Young par les Petites Puis-

sances. De plus, ajoutaient-ils, les obligations de la série C, dont l'émission a été ajournée à l'infini, ne pourront pas être annulées tant qu'une remise totale de la dette de libération et de la dette pour les biens cédés ne sera pas intervenue en faveur des Etats successeurs (1).

Les autres délégations combattaient la thèse roumaine et yougoslave, arguant que, le Plan Young fixant en capital la dette allemande, les obligations A B C devenaient sans objet.

Une autre réserve, opposée par les représentants de la Roumanie et de la Yougoslavie, concernait l'annulation des créances allemandes sur l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie. Rappelons qu'en vertu de l'article 261 du Traité de Versailles, l'Allemagne devait remettre à la Commission des Réparations toutes les créances contre ses alliés. Une partie avait été liquidée et passée au crédit du compte de l'Allemagne.

Pour le reste, le Comité pour la liquidation du passé proposait l'annulation. Seulement, d'après les Petites Puissances, cette mesure était prématurée, tant qu'un règlement ne serait pas intervenu dans les réparations non allemandes.

III. — LE COMITÉ JURIDIQUE

Les résultats des travaux des Comités institués étaient adressés au Président de la Conférence, M. Jaspar, qui assumait également la présidence du Comité juridique réuni à Bruxelles le 9 décembre 1929. Ce Comité constituait un trait d'union entre les divers Comités éparpillés dans les grandes villes d'Europe dont les travaux n'avaient pas toujours été couronnés de succès. Il devait faire une œuvre de coordination et procéder à la rédaction des protocoles qui allaient être soumis à la prochaine conférence.

Avant que ses séances n'aient commencé, les repré-

(1) Ces bons étaient affectés, en vertu de l'accord du 11 mars 1922, à l'acquittement de la dette pour les biens cédés.

tants des Petites Puissances décidèrent d'avoir une attitude conforme à leur point de vue, qui était le suivant :

1) Les travaux du Comité ne lient aucun Gouvernement. Chaque pays est maître de ses observations et réserves, présentées soit à la première Conférence, soit au cours des travaux des Comités.

2) Rapport serré entre le Plan Young et les réparations non allemandes.

3) La mise en vigueur du Plan Young commencera après la ratification par tous les pays créanciers, et non point simplement après le vote des Grandes Puissances, ainsi qu'il était prévu dans le Plan.

La raison de cette prétention résidait dans le précédent créé par le Traité de Versailles et le Plan Dawes qui avaient été modifiés après le consentement de tous les intéressés ; en outre, l'absence d'acceptation unanime entraînerait la co-existence de plusieurs régimes de réparations, Dawes et Young, et créerait donc une source de confusion.

Les Grandes Puissances répliquèrent que seul le retard qui se produirait, en attendant que chaque créancier ait ratifié le Plan, les forçait à avoir une attitude contraire aux vœux exprimés par quelques Etats, vœux bien légitimes en principe.

Le Comité, se déclarant incompétent, décida que ce point serait précisé par la Conférence.

On peut diviser les travaux du Comité des Juristes en deux parties :

1) La rédaction des textes résultant des opérations confiées aux autres Comités, qui avaient mené à bien leurs travaux : le Comité pour les livraisons en nature, le Comité pour la Banque des Règlements Internationaux et les questions restées en suspens qui devaient être soumises à la Conférence des Réparations Orientales.

2) La rédaction des Protocoles.

Pour assurer l'acceptation définitive du Plan Young,

les protocoles à signer par la seconde Conférence de La Haye contenaient les principes suivants :

1) Les parties devaient déclarer expressément qu'elles acceptaient le Plan Young, avec tous les droits et obligations inclus, ainsi que le « Memorandum joint », faisant la liaison entre dettes interalliées et réparations.

2) L'Allemagne devait déclarer formellement (sa seule signature n'était pas suffisante) qu'elle exécuterait fidèlement les obligations prévues dans le Plan Young et qu'elle paierait ponctuellement les annuités.

Dans ce but, elle remettrait à la Banque Internationale un certificat de dette qui mentionnerait l'obligation de paiement, ses modalités, le cas de suspension de transfert et d'application du moratoire et l'affectation de quelques revenus, comme garantie des versements.

Ces dispositions furent acceptées par les délégations, sauf par le représentant allemand, qui exprima quelques réserves sur l'exigibilité immédiate et concomitante aux paiements courants des sommes qui avaient bénéficié d'un moratoire.

Le « Memorandum joint » prévoyait la participation de l'Allemagne à une remise éventuelle de la dette interalliée. Son contenu provoqua une remarque des Petites Puissances qui montrèrent que ces dispositions, telles qu'elles se présentaient, risquaient d'être défavorables aux petits Etats.

On avait omis de faire mention de certaines dettes, comme par exemple la dette de la Roumanie envers l'Italie et une partie de la dette envers la France. De même, n'y figuraient pas les dettes pour la consolidation desquelles il n'y avait pas encore d'accord, telles celles de la Grèce.

Comme l'annuité allemande était greffée sur les dettes interalliées insérées dans le Memorandum, pour éviter un avantage injustifié, le Comité juridique proposa à la Conférence que l'Allemagne ne bénéficiât que de la remise de dette prévue dans le « Memorandum joint ».

La répartition de l'annuité fut l'objet d'une attention

toute spéciale de la part du Comité. En effet, il proposa un texte précis, d'où il résultait :

« Que les Puissances créancières recevraient la répartition des paiements allemands comme constituant entr'elles le règlement définitif, relatif à toute question concernant la répartition des paiements, cessions et livraisons en nature effectuées jusqu'à présent par l'Allemagne en vertu du Traité de Versailles, de la Convention d'Armistice et des conventions supplémentaires.

« Que cette répartition ne serait modifiée par aucun arrangement existant, ni par la liquidation des comptes relatifs aux opérations passées.

Le Comité excluait de cette répartition les fonds courants affectés à la Commission des Réparations, ainsi que ceux qui résulteraient de l'exécution des prestations en nature bulgares, hongroises et autrichiennes, qui feraient l'objet d'une répartition spéciale ».

Le Comité maintenant le Tribunal d'Arbitrage créé par la Conférence de Londres (1924) et composé de cinq membres (1). Il proposait seulement l'élection de ces membres d'une façon différente : le représentant allemand serait élu par son pays ; celui des créanciers par la France, après entente avec les autres créanciers ; les neutres et le Président du Tribunal seraient élus à l'unanimité par le Conseil d'Administration de la Banque des Règlements Internationaux, ou, en cas de divergence, par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale.

(1) V. ci-dessus, 1^{re} partie, chap. III, p. 69.

CHAPITRE V

LA SECONDE CONFÉRENCE DE LA HAYE

La première session de la Conférence des Gouvernements s'est terminée par une acceptation de principe du Plan des Experts, cela en raison des objections sérieuses présentées par les délégations et surtout parce que le Rapport avait présenté la question sous un seul aspect : celui des réparations allemandes, et avait négligé les autres réparations, qui étaient d'un intérêt primordial pour beaucoup de pays.

Les déclarations solennelles faites lors de la signature du protocole de la première Conférence montrèrent les réserves des Petites Puissances et les doléances légitimes sans la satisfaction desquelles elles n'accepteraient pas définitivement le nouveau régime des réparations.

Les Comités institués alors se mirent aussitôt au travail, et les résultats obtenus, après de longs efforts en contact avec les représentants des anciens alliés de l'Allemagne, furent présentés au Président de la Conférence et du Comité Juridique, M. Jaspar. Il était évident qu'on s'approchait de la seconde Conférence mieux préparée sous tous les rapports et qu'on prévoyait un nombre limité de journées pour apposer la signature sur les projets des protocoles rédigés à Bruxelles par le Comité Juridique.

Mais l'optimisme devait être modéré. Si un accord est intervenu avant la Conférence, en ce qui concerne les questions financières pendantes entre l'Allemagne et la Pologne, et si les Experts de la Banque des Règlements Internationaux avaient abouti à l'élaboration des statuts de la Banque, il restait une série de problèmes au sujet desquels les Comités techniques ne réussirent pas à se mettre d'accord et qu'ils laissèrent à la décision souveraine des représentants des Gouvernements.

On se rappelle l'attitude hostile de la Hongrie refusant d'assurer toute obligation à partir de 1943 au titre des réparations, l'attitude adoptée par la Bulgarie qui déclarait sa situation financière lamentable, qu'il lui était impossible de payer aucune somme, et l'opposition de la Petite Entente à la demande de l'Autriche, tendant à une annulation de sa charge de réparation.

Les réparations orientales étaient donc une sérieuse difficulté pour un règlement rapide devant la Conférence de La Haye et personne ne pouvait le cacher. L'espoir que le Gouvernement hongrois se rendrait compte des inconvénients de son attitude et qu'il se trouverait un jour isolé de toute part devant le fait accompli, ne pouvait dissiper l'inquiétude qui précéda la Conférence. Evidemment, l'attitude de la Hongrie, qui se posait en victime et présentait des comptes d'où il ressortait pour la Petite Entente des charges exagérées modifiant ainsi la position des parties en cause, n'était pas pour faciliter l'entente. L'effort du Sous-Comité pour la Hongrie (1) l'a bien prouvé. Il restait encore la Conférence. Si aucun accord n'intervenait, les Etats de la Petite Entente et la Grèce pourraient aller jusqu'à refuser la ratification.

Du côté de l'Allemagne, les questions présentaient un autre caractère. D'abord, il y avait certains points sur lesquels on était complètement d'accord. Ainsi l'occupation des provinces rhénanes devait prendre fin, pour la deuxième zone, le 1^{er} avril 1930, et pour la troisième zone le 30 juin 1930 au plus tard. Cela représentait pour la deuxième zone une abréviation du terme de 5 ans par rapport au Traité de Versailles. Il n'y a pas lieu de discuter ici l'opportunité de cette décision touchant le côté politique de la liquidation de la guerre. Passons aux problèmes financiers, sur lesquels l'attention de la prochaine Conférence devait se concentrer.

Une question se posait en premier lieu :

Quelles seront les sanctions en cas de défaillance de l'Allemagne qui pourront être acceptées par ce pays ? On verra dans les pages suivantes que ce problème suscita

(1) V. ci-dessus, p. 177.

de vives discussions devant la Commission des Réparations allemandes et quel fut le point de vue français, admirablement exposé par M. André Tardieu, Président du Conseil et chef de la délégation française.

Les mesures qu'on envisageait étaient justifiées par la campagne des partis de droite en Allemagne contre le Plan Young, ce qui laissait supposer l'hostilité d'une partie de la population allemande contre tout règlement définitif des réparations et implicitement contre la reconnaissance de sa culpabilité.

Un projet de loi présenté au Reichstag par les nationalistes de M. Hugenberg tendait à la répudiation officielle de l'aveu des responsabilités de la guerre, l'opposition à toute obligation imposée au Reich par des accords internationaux et la mise en accusation des ministres qui signeraient un tel règlement.

Le premier référendum populaire sur le projet nationaliste réunit 4.135.300 signatures, soit à peine 1/10 des électeurs allemands inscrits (1), ce qui représentait le minimum nécessaire pour le soumettre au plébiscite. Dans le débat qui s'ouvrit le 29 novembre, le projet nationaliste fut repoussé par la majorité, sur la proposition du Gouvernement. A cette occasion, le Ministre des Affaires Etrangères, M. Curtius, prononça un discours dans lequel, analysant le Plan Young et l'opposant au Plan Dawes, il mit en évidence les avantages du premier sur le second : « Le Gouvernement du Reich ne méconnaît pas les charges qui continuent à peser sur l'Allemagne ; mais il faut reconnaître que par rapport au Plan Dawes, le Plan Young procure des allègements dont bénéficie le peuple allemand. Les Puissances créancières disposent encore, il est vrai, de certains gages ; mais, du fait du Plan Young, l'étranger cesse d'avoir une influence sur l'économie et l'administration allemandes, et avant tout, l'Allemagne obtient la libération entière de la Rhénanie, sans contrôle rhénan ».

Conformément à la constitution du Reich, le projet nationaliste, soumis au referendum populaire après le rejet

(1) 10,02 %.

du Reichstag, devait réunir la majorité absolue des électeurs inscrits. Or, le résultat fut désastreux. Sur 41.520.000 électeurs, 5.977.800 prirent part au vote.

Un tel résultat, plein d'enseignement, prouve que le peuple allemand se rend compte des avantages que le Plan Young assure à l'Allemagne. Son intérêt était d'aboutir à une liquidation totale de la guerre et de faire en sorte que la minorité, conduite par le Président de la Reichsbank, le Dr Schacht, ne puisse pas empêcher le Gouvernement d'y arriver. Si les manifestations des nationalistes et des racistes mirent les Etats créanciers dans l'obligation de prendre toutes garanties compatibles avec l'esprit du nouveau régime des réparations, ces garanties n'étaient pas de nature à inspirer du pessimisme sur la réussite de la Conférence qui reprit ses travaux le 3 janvier 1930.

Dans la séance plénière d'ouverture tenue au Binnenhof où étaient représentées les délégations des 19 nations (1), le Président de la Conférence, M. Jaspar, ouvrit la session de la Conférence et conclut son discours dans ces termes : « Grâce aux travaux des Experts, grâce au désir qu'ils ont eu de trouver la solution de toutes les questions qui leur étaient posées, nous abordons la deuxième session de la Conférence de La Haye dans un état de préparation satisfaisant. Il doit l'être d'autant plus que le temps qui vous appartient est mesuré. En effet, vous n'ignorez pas que bon nombre d'entre nous doivent être présents à d'importantes assises concernant d'autres projets qui, eux aussi, sont d'autres aspects du problème de la paix générale (2). Il importe par conséquent de hâter nos travaux, de nous y consacrer sans perte de temps ».

Bientôt, on procéda à la division du travail de la conférence en deux commissions :

(1) Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchéco-Slovaquie, Yougoslovaquie, et Etats-Unis.

(2) Allusion à la Conférence Navale de Londres, qui devait commencer ses travaux le 20 janvier.

- 1) La Commission pour les réparations allemandes.
- 2) La Commission pour les réparations non allemandes (Autriche, Bulgarie, Hongrie).

Il y avait, à côté de ces deux grandes commissions, deux Comités (le Comité de Trésorerie et le Comité Juridique), composés de représentants des Puissances intéressées. Le premier était consulté sur toutes les questions financières : prestations en nature, organisation de la Reichsbank, mobilisation de la tranche non différable, constitution de la B. R. I. (1). Le second devait rédiger les textes des accords à soumettre aux débats de la Conférence.

Les Petites Puissances participaient aux séances plénières de la Commission pour la réparations allemandes, ainsi qu'aux mêmes séances des deux comités techniques, les Puissances invitantes se réservant le privilège des séances particulières. « En fait, les Comités des Experts ont travaillé presque toujours en séances particulières, et, sauf quelques séances plénières du Comité financier et deux séances du Comité Juridique, les Experts des Puissances invitées (Petites Puissances) ont été tenus à l'écart des travaux des dits comités. De même les séances plénières des Commissions ont été très rares, sauf deux séances au début et deux autres pendant les derniers jours de la Conférence, la Commission des Réparations allemandes ne s'était réunie qu'en séances particulières, auxquelles ne prirent part que les représentants des Puissances invitantes ».

SECTION I

L'arrangement avec l'Allemagne

L'acte final de la deuxième Conférence de La Haye déclare l'acceptation définitive par toutes les Puissances signataires du Traité de Versailles du nouveau régime de réparation institué par le Plan Young, dénommé le « Nouveau Plan ».

(2) Dans ce cas, il travaillera d'accord avec un Comité spécial institué à Baden-Baden.

Par conséquent, toutes les obligations antérieures assumées par l'Allemagne, en vertu du Traité de Paix ou du Plan Dawes, sont remplacées par celles qui résultent du Plan des Experts.

L'annuité à verser par l'Allemagne aux créanciers sera le maximum que l'on puisse attendre du débiteur, inclusif l'annuité nécessaire au service de l'emprunt Dawes de 1924. Nous rappelons ici que la conclusion de cet emprunt après la signature du Plan Dawes à Londres (juillet-août 1924) permit la reprise des paiements de l'Allemagne, après une période de tension, nuisible aux débiteurs comme aux créanciers. Les porteurs de ces titres ayant un privilège de premier ordre sur les versements allemands, il était normal qu'ils bénéficient des mêmes avantages dans l'avenir. Les Etats-Unis au contraire conclurent un arrangement séparé avec l'Allemagne, fidèles à leur politique de non intervention dans les affaires de l'Europe. En conséquence, les paiements seront faits directement aux Etats-Unis sans l'intermédiaire de la Banque des Règlements Internationaux.

La principale garantie d'une exécution loyale des annuités sera l'engagement solennel pris par l'Allemagne de faire ses paiements ponctuellement, sans aucune défaillance, et qu'en cas de nécessité, elle se conformerait aux dispositions du Plan, relatives au moratoire de transferts et à la suspension des paiements. Les détails de conditions incombant à l'Allemagne se trouvent dans le « *certificat de dette* » confié aux créanciers, auquel sont joints deux coupons A et B. Le premier sera remplacé par l'Allemagne, celle-ci ayant pris l'engagement, en obligations qui seront lancées au grand public ; cette opération sera laissée à l'appréciation de la Banque des Règlements Internationaux pour le motif qu'il corresponde à la tranche non différable de l'annuité. Le coupon B, représentant la tranche différable, ne pourra être souscrit qu'après le consentement de l'Allemagne ; il ne nous intéresse pas pour le moment.

Après cet exposé de principe, nous nous arrêterons quelques instants aux questions qui ont retenu l'attention

de la seconde Conférence de La Haye, questions intéressant l'ensemble des créanciers et qui n'ont pas été abordées à la première session qui termina à grand peine ses travaux par une acceptation de principe du Plan Young.

Un problème qui suscitait un grand intérêt et qui avait retenu la Conférence, c'était les mesures à prendre en cas de non exécution volontaire de la part de l'Allemagne. Le principe inscrit dans le Plan Young prévoyait une exécution ponctuelle des obligations. Mais en cas de défaillance ? D'abord, qui pourra constater la mauvaise volonté de l'Allemagne ? La Commission des Réparations sera supprimée, de même que les gages.

Les délégués des Puissances créancières étaient en droit d'envisager cette hypothèse, non point que l'on se méfiât de la sincérité de l'engagement pris par les Allemands présents à La Haye, qui continuaient la politique d'entente de feu Stressemann ; mais le Gouvernement socialiste Müller ne jouissait pas, en ce qui concernait les réparations, d'une complète liberté d'allure. On sentait que, derrière MM. Curtius et Moldenhauer, une autre personnalité commandait les mouvements.

Cette dépendance du Gouvernement à d'autres forces de nuances nationalistes et hitlériennes, donc contraires au Traité de Versailles et à la reconnaissance de la culpabilité allemande, se manifesta pendant les travaux des Experts à Paris, comme nous l'avons montré dans le chapitre respectif. La leçon si dure que M. Schacht, le président de la Reichsbank, donna aux créanciers — durant les mois de travail à l'hôtel Georges V — ne pouvaient laisser ceux-ci indifférents à l'avenir des réparations ; de là est née l'intervention de la délégation française, présidée par M. André Tardieu, qui demanda une solution, en cas de manquement de la part de l'Allemagne, provoqué par un changement de gouvernement et l'avènement au pouvoir des partis de droite.

D'ailleurs, la tentative de Hugenberg en faveur d'un plébiscite, la campagne acharnée d'une partie de la presse allemande contre le Plan Young ne justifiaient-elles pas

cette crainte ? Le journal allemand « Vorwaerts » est amené à justifier cette attitude de la France, car il avoue notamment : « Les créanciers de l'Allemagne sont arrivés à La Haye avec le sentiment que M. Schacht était l'empereur non couronné du Reich allemand. Ces jours-ci, il s'est passé des choses qui n'ont pu que confirmer cette impression, par exemple le refus de M. Schacht de venir à La Haye avant le 12 janvier, bien que la délégation allemande l'eût instamment prié de venir plus tôt. Il y a lieu de croire que M. Parker Gilbert a fait des déclarations très graves, ou tout au moins pessimistes concernant M. Schacht et ses intentions à l'égard de la Conférence ».

Dès le commencement, il faut noter que la Grande-Bretagne marqua une certaine réserve après avoir exprimé l'inopportunité d'un débat sur les mesures à prendre en cas de défaillance de l'Allemagne, puisqu'il s'agissait d'appliquer à un régime de réparations basé sur l'abolition des gages et des sanctions. Le correspondant général du *Daily Herald* à La Haye note que dans l'esprit de M. Snowden, il eut été préférable de ne point soulever cette question à la Conférence de La Haye.

Il est incontestable que les demandes de la délégation française allaient trop loin. Revenir aux sanctions prévues dans l'article 430 du Traité de Versailles et recourir à l'occupation de territoires allemands, c'est aujourd'hui une impossibilité. D'abord, le Plan Dawes avait créé une procédure spéciale en cas de manquement de l'Allemagne qui remplaçait les sanctions prévues par le Traité de Versailles; ensuite, le Traité de Paix avait comme pièce maîtresse du système, l'existence de la Commission des Réparations, dont on a décidé la suppression; enfin, les autres Puissances alliées (Grande-Bretagne, Belgique et Italie), ayant déclaré plusieurs fois qu'elles ne recourront jamais à des mesures capables de briser les relations pacifiques avec les pays débiteurs.

Un Comité d'experts allemands et français réussit à tomber d'accord, l'Allemagne admettant le principe de constatation de son manquement, après la renonciation de

la France à l'application, dans ce cas-là, de l'article 430 du Traité de Versailles.

Il fallait maintenant chercher les possibilités pratiques pour la mise en vigueur du principe. Du moment que la Commission des Réparations et la B. R. I. ne pouvaient pas assumer cette tâche, on donna toute compétence à la Cour Permanente de Justice Internationale, qui seule, pourra désormais constater la défaillance allemande.

Et dans ce cas chaque Puissance créancière reprendrait sa liberté d'action et adopterait les mesures qu'elle jugerait opportune pour la sauvegarde de ses droits. La solidarité n'existe pas entre les Puissances créancières : chacune ayant des conceptions différentes sur l'étendue des droits lésés, elles auront tout intérêt à travailler séparément.

Ce qu'il faut retenir surtout, c'est le fait que les sanctions n'entrent pas dans l'accord signé à La Haye ; mais qu'il est inséré dans une annexe contenant les déclarations des Gouvernements créanciers et du Gouvernement allemand. Celui-ci affirme son regret que les créanciers prévoient une éventualité qu'il considère comme impossible et qu'il reconnaît la compétence de la Cour Permanente de Justice Internationale et accepte toutes les conséquences qui peuvent en découler.

Examinons maintenant la question si importante de la mobilisation d'une partie de l'annuité.

Dans le chapitre exposant les caractères essentiels de ce monument de technique financière qu'est le Plan Young, nous avons montré qu'une des conditions essentielles de réussite et de bon fonctionnement qui lui a valu l'adhésion de certaines Puissances — notamment de la France —, c'était la diffusion dans le public de la tranche inconditionnelle, qui permettrait la récupération de grosses sommes en capital.

Nous avons expliqué également qu'une opération d'une telle envergure supposait que l'Allemagne garderait tout son prestige sur le marché financier et que son crédit ne serait nullement atteint par des emprunts démesurés contractés sur le Continent ou en Amérique.

Telle était la situation avant l'ouverture de la deuxième session de la Conférence. Pourtant, on apprit l'existence de pourparlers engagés entre le Gouvernement allemand et la Maison Morgan et Dillen Read de New-York, en vue d'un grand emprunt pour les Chemins de Fer et les Postes, pourparlers qui n'ont pas abouti, à cause de l'opposition du Président de la Reichsbank, le D^r Schacht.

Les travaux de la Conférence étaient commencés quand on apprit la conclusion d'un emprunt de 125 millions de dollars à la Maison Krueger de Stockholm et Foll d'Amsterdam. Il est évident qu'une nouvelle comme celle-ci, capable de faire échouer le projet de commercialisation de la dette allemande, suscita les protestations légitimes des délégations financières et le premier qui se dressa contre cet emprunt fut M. André Tardieu, Président du Conseil et premier délégué de la République Française. Dans un discours magnifique, il demanda aux Allemands de ne procéder à aucun emprunt extérieur susceptible d'empêcher le placement des obligations des réparations.

La réponse de M. Curtius, Ministre des Affaires Etrangères du Reich, mit en évidence le conflit entre le Gouvernement allemand et le D^r Schacht, car il affirma qu'aucun engagement ne pouvait tenir debout tant que la Reichsbank gardait le droit de *veto* sur tous les emprunts contractés par le Gouvernement de l'Empire. En même temps, il donna l'assurance aux créanciers que les obligations Krueger ne seraient émises qu'en 1933, donc à une époque postérieure à la souscription de l'emprunt Young. M. Snowden, Ministre des Finances de la Grande-Bretagne, qui joua dans toutes ces discussions le rôle d'arbitre, réussit à ébaucher un projet qui obligerait les Allemands à s'abstenir de lancer un emprunt pour une durée déterminée, nécessaire à l'écoulement des obligations Young, car un empêchement de longue durée aurait porté atteinte au principe de souveraineté. En même temps, il prévoyait la participation de l'Allemagne à l'emprunt Young.

Laissant le soin d'élaborer les textes à un Comité d'Experts composé de MM. Parmentier et Chesnay, représen-

tant les pays créanciers, et de M. Melchior, représentant l'Allemagne, l'accord fut vite conclu entre les intéressés, sur les bases suivantes :

a) L'Allemagne ne contractera aucun emprunt pour le compte de l'Etat ou des administrations publiques avant le 10 octobre 1930.

b) L'émission des obligations de réparations portera sur une valeur de 300 millions de dollars et aura lieu en une ou plusieurs tranches, l'opération entière ne dépassant pas la date du 1^{er} octobre 1930.

c) L'emprunt Krueger sera maintenu au montant initial (125 millions de dollars). En revanche, il ne pourra pas être lancé en public avant le 30 juin 1933. Toutes les garanties accordées aux souscripteurs n'affecteront aucunement la perception des sommes nécessaires à l'annuité de réparations.

d) L'Allemagne participera à l'emprunt Young pour une tranche de 100 millions de dollars, à condition de verser par anticipation à la B. R. I. les intérêts pour une année de la quote-part qui lui est réservée.

La conclusion de cet accord nous ramène à une collaboration étroite de toutes les Puissances pour la réussite de la commercialisation de la dette inconditionnelle. Ainsi la transformation d'une dette politique en dette commerciale devient un fait accompli, par la souscription de 300 millions de dollars sur les marchés financiers du monde entier remplacera quelques Etats créanciers par des millions de petits capitalistes français, suisses, américains, hollandais, anglais et allemands, et toute défaillance aura des répercussions sur le crédit de l'Empire allemand.

La liquidation du passé

Les divers aspects de ce problème, la complexité des opérations que nécessita l'adoption d'un nouveau régime avant l'entrée en vigueur du Plan Young, divisa encore

une fois les deux groupes d'Etat qui allaient délibérer à La Haye.

Dans un chapitre spécial consacré aux Comités du Plan Young, nous avons fait allusion à un certain nombre de projets présentés soit par les Puissances invitantes, soit par les Petites Puissances, tous tendant à une renonciation réciproque des comptes et des litiges issus du Traité de Versailles.

La divergence consistait dans le fait que le projet des « invitants » limitait la renonciation aux créances des Etats, laissant aux ressortissants leurs droits intacts, tandis que le projet des « invités », prévoyait une renonciation totale, tant pour l'Etat que pour les particuliers.

Qu'advint-il à La Haye des projets présentés par le Comité pour la liquidation du passé ? et surtout, dans quelle atmosphère ces projets furent-ils discutés ?

Retenons d'abord un fait : la Conférence adopta le projet des Puissances invitantes, parce que les autres Puissances (Yougoslavie, Roumanie, Grèce, Tchécoslovaquie) « non seulement ne furent pas consultées, mais le texte du projet d'accord ne leur fut présenté que quelques heures avant la séance » (1).

Les protestations élevées par les représentants de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie montrèrent à la Conférence l'iniquité d'un tel projet. Ainsi, on demande à la Tchécoslovaquie de renoncer à tous ses droits, tandis que l'Allemagne garde les siens, en vertu de l'art. 297 du Traité de Versailles.

De même, dans un exposé magistral, M. Titulesco présente le point de vue des Etats invités, concernant la liquidation du passé : « Le point de vue de ces Etats est qu'une liquidation de la guerre ne peut être réalisée qu'après une renonciation du passé, totale et réciproque, tant pour les Etats que pour leurs ressortissants. Autrement on est amené à une situation paradoxale que tous les droits des ressortissants des Puissances créancières entrent dans

(1) Zeuceanu : *Les résultats des Travaux de la seconde Conférence*, p. 49.

l'annuité, tandis que les ressortissants du pays débiteur conservent le droit de se les faire valorifier contre les Etats créanciers ». Il protesta ensuite contre la renonciation aux bons C, avant que soit connu le règlement des réparations dues par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie.

Ces doléances eurent un effet platonique. Rien ne fut changé dans le projet initial qui contient : une renonciation de la part de l'Allemagne pour les litiges suivants :

1) Demandes relatives aux biens et droits pécuniaires des prisonniers de guerre.

2) Demandes relatives au remboursement des paiements effectués en vertu du § II de l'Annexe de l'art. 296 du Traité de Versailles.

3) Demandes relatives aux emprunts émis par les anciennes colonies allemandes.

4) Toute autre créance, sauf « les créances notifiées au cours de la procédure de compensation prévue par l'art. 296-297 du Traité de Versailles, par l'Office créancier à l'Office débiteur ».

La même renonciation incombait aux créanciers sur les mêmes créances auxquelles on ajouta les bons A, B et C. Les conventions conclues entre l'Allemagne et les divers Etats relativement à la liquidation des biens, des droits ou intérêts allemands, seront respectées. Nous rappelons ici l'accord entre la Pologne et l'Allemagne du 31 octobre 1929 (1), conclu selon les vœux du groupement des « Puissances invitées », parce qu'il comportait une renonciation totale de la part des deux parties, l'accord entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne du 28 décembre 1929, entre la France et l'Allemagne du 31 décembre 1929, l'accord italo-allemand du 31 janvier 1930, enfin l'accord roumano-allemand du 10 novembre 1928.

En ce qui concerne les opérations de liquidation des biens appartenant aux sujets allemands et situés dans les

(1) V. ci-dessus, chap. iv, p. 187.

territoires des pays ex-alliés, la Conférence eut à résoudre une controverse sur la date à partir de laquelle nulle indication ne serait plus permise.

Le rapport des Experts se bornait à recommander la cessation, sans toutefois préciser la date. Ainsi, ils la désiraient au 7 juin 1929, jour de la signature du Plan ; les créanciers prétendaient qu'ils pourraient continuer les opérations jusqu'à la mise en application du Plan Young. La Conférence admit la date du 31 août 1929, jour de l'acceptation de principe du Plan par les Puissances réunies à la première Conférence de La Haye (1).

Donc, à partir du 31 août 1929, tous les Allemands dont les biens avaient été saisis et séquestrés en vue d'une liquidation (2) furent rétablis dans leurs droits, à l'exception des propriétaires de biens liquides ou de biens définitivement aliénés.

Une autre disposition importante de l'accord du 20 janvier 1930, intéressant tous les créanciers, fut la suppression de tous les organes de réparations existants et le transfert de leurs attributions à la Banque des Règlements Internationaux. La mesure visait premièrement la Commission des Réparations, organe suprême, tout puissant, autour duquel s'est écrite l'histoire des Réparations jusqu'à la mise en vigueur du Plan Young, mais qui malheureusement n'a pas été à la hauteur de sa tâche. En effet sa composition était peu équitable (les Petites Puissances ne prenaient part aux travaux qu'avec voix consultative, même dans le cas où elles étaient directement intéressées) ; ses membres, d'autre part, appartenaient aux seuls pays créanciers. Surtout à cause de sa partialité, la Commission des Réparations subit durant son existence de nombreuses attaques, notamment à la Conférence de Londres (30 août 1924), qui affaiblirent son autorité et laissèrent entrevoir sa fin prochaine. La Conférence de La Haye signa son arrêt de mort et ajouta que, durant la période de transi-

(1) L'accord germano-roumain du 10 novembre 1928 cessait les liquidations le 27 août 1928.

(2) Conf. art. 297 Tr. Versailles.

tion (1^{er} septembre 1929 — mise en application du Plan Dawes), l'Allemagne ferait entre les mains de l'agent des paiements à Berlin ses versements d'après le Plan Dawes, et l'agent procéderait à la répartition entre les créanciers, suivant le barème annexé au Plan Young. Après la mise en vigueur du Plan, tout surplus serait restitué à l'Allemagne, intérêts ajoutés, après déduction des sommes nécessaires à l'entretien des armées d'occupation et des organes de réparations.

Dans une étude sur la Conférence de La Haye, dont les travaux furent si laborieux, il aurait été normal de réserver quelques pages à la Banque des Règlements Internationaux, qui préoccupa les délégations des principaux pays représentés à La Haye. Nous avons renoncé à ce projet, car une telle étude serait hors du sujet que nous traitons.

Nous avons examiné jusqu'à présent le Plan Young, tel qu'il intéressait le groupement des pays dénommés « Petites Puissances », c'est-à-dire les dispositions qui auront des conséquences sur l'économie et les finances de chacun des pays qui nous intéressent. Or, une analyse des statuts de la Banque, l'examen des travaux du Comité d'organisation qui a siégé à Baden-Baden, seraient en ce moment inopportuns, pour le motif qu'aucune Puissance « invitée » n'a participé aux travaux de Baden-Baden, et, dans le statut définitif, les Puissances invitées n'auront aucune place dans la direction de la Banque.

Malgré les demandes faites par la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce, Etats représentant les intérêts de 50 millions d'habitants et ayant des intérêts primordiaux dans le fonctionnement de cet organe suprême de réparation, la Conférence décida de continuer le système de la Commission des Réparations, par l'exclusion dans les affaires importantes des « parents pauvres ».

Nous retenons en revanche les dispositions concernant le contrat de trust par lequel les Puissances créancières confient à la banque la responsabilité de perception et

l'administration des sommes dues par l'Allemagne à chacun de ces pays. De même la banque se chargera de toutes les opérations touchant la mobilisation de la tranche inconditionnelle, c'est elle qui autorisera la souscription des obligations, etc..., en un mot toutes les conditions de l'émission. Un dépôt minimum de 120 millions de marks sera prélevé sur les versements allemands avec la participation suivante :

Yougoslavie	5.462.500 marks.	
Roumanie	1.312.500	—
Grèce	450.000	—
Pologne	25.000	—
Autres Puissances	112.850.000	— (1)

De son côté, l'Allemagne sera obligée d'effectuer à la banque un dépôt atteignant 50 % de la valeur du dépôt créé par les Puissances créancières, sans toutefois dépasser 100 millions de marks.

La rémunération de la banque pour le service de trust est fixée à 1/1000^e des versements annuels, soit environ 2 millions de marks par an.

Tels sont les principaux problèmes soulevés au cours de la conférence et les solutions données pour arriver à la conclusion d'un accord avec l'Allemagne. Nous réservons pour la fin de ce chapitre, après le règlement avec l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, l'exposé des résultats de cette Conférence pour les Petites Puissances et comment l'accomplissement des promesses faites quelques mois auparavant, amena celles-ci à la signature du protocole du 20 janvier 1930.

(1) France, 63.037.500 ; Grande-Bretagne, 26.587.500 ; Italie, 13.887.500 ; Belgique, 7.512.500 ; Portugal, 862.500 ; Japon, 862.500.

SECTION II

L'arrangement avec l'Autriche

Les réparations non-allemandes étaient pour la première fois abordées dans les discussions d'une Conférence internationale. Les Experts d'abord, mais sous forme de recommandation, la demande pressante des Petites Puissances de liquider enfin ce qui était dû par l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, sans quoi il n'y aurait jamais une liquidation financière complète de la guerre, détermina les pays créanciers à inviter officiellement à La Haye les représentants des ex-alliés de l'Allemagne.

On a parlé dans le chapitre IV des travaux des Comités d'Experts techniques, institués après la première session de la Haye, mais qui n'aboutirent pas à un résultat favorable, en raison de l'obstination des débiteurs. Tous les efforts déployés alors par le Président du Comité des Réparations non-allemandes, M. Loucheur, et par tous les membres du Comité restèrent vains, ainsi la question, était au même point le jour de l'ouverture de la Conférence, qu'à la fin de septembre.

Pour l'Autriche, on sait qu'elle repoussa le projet des Puissances invitantes, et que les interventions énergiques de MM. Benès et Titulesco et les protestations élevées par ceux-ci contre toute remise totale de la dette ne réussirent guère à amener l'Autriche et ses créanciers à un accord. Il fallait recommencer tout ce travail pénible et en franchir tous les obstacles, nombreux d'ailleurs, avant de signer un arrangement.

Dès la première séance de la Commission instituée pour les réparations non-allemandes, le Président, M. Loucheur, donna la parole à la délégation autrichienne. Celle-ci, composée de MM. Schober, Chancelier ; Juch, Ministre des Finances, et le Conseiller Schneller, donna lecture d'un mémoire dont la conclusion fut que l'Autriche, vu son déséquilibre économique, se trouverait, même à l'expiration du moratorium de 20 ans qui lui avait été accordé

en 1923, dans l'impossibilité de faire face à toute charge au titre des réparations.

Dans leur réponse, MM. Benès et Titulesco précisèrent le lien d'interdépendance existant dans le règlement non allemand et démontrèrent qu'il serait impossible de parler d'un accord avec l'Autriche sans qu'il y ait en même temps un règlement avec la Bulgarie ou la Hongrie.

Rappelant enfin l'inopportunité d'une renonciation totale à la dette pesant sur l'Autriche avant l'expiration du moratorium, ils déclarèrent approuver quand même cette solution, étant convaincus que cette renonciation contribuerait à la consolidation de la paix, mais ils demandèrent que chaque pays créancier gardât le droit de réclamer ses créances spéciales contre l'Autriche. Cette proposition, repoussée par la délégation britannique, démontra qu'il y avait un désaccord complet entre les délégations et que les séances plénières ne seraient propres qu'à l'exciter. En conséquence, le Président proposa la suspension de ces séances et la continuation des travaux par des conversations particulières où la délégation autrichienne pourrait s'entretenir successivement avec les représentants des pays créanciers, étant bien entendu que seuls les points en litige seraient soulevés en discussion publique. M. Schober dut, bon gré mal gré, s'incliner devant cette proposition, bien qu'il en eût préféré une autre.

Les discussions ne furent pas fructueuses, le jour de la signature du protocole final, rien n'était décidé ; on soumit alors aux délégations un accord que chacune signa, après avoir exposé les réserves nécessaires. Dans l'art. 1, il est dit : « Les obligations de l'Autriche, résultant de tout Traité ou conventions complémentaires seront définitivement acquittées par les paiements, livraisons et cessions effectués par l'Autriche jusqu'à la date de la mise en vigueur du présent accord ». Et l'art. 2 : « Les comptes de la Commission des Réparations avec l'Autriche seront considérés comme définitivement clos à la date de la mise en vigueur du présent accord ». Les autres articles se réfèrent à l'annulation des créances entre l'Allemagne,

l'Autriche et la Bulgarie, à la suppression de toute liquidation des biens appartenant à des ressortissants de l'ancien Empire Austro-Hongrois, à la compétence en cas de différend, etc...

Un point reste certain : la thèse « poche vide », que M. Schober plaida devant l'aréopage, triompha sans toucher aucunement aux droits des porteurs de bons de secours, car « aucune disposition du présent accord n'affecte les arrangements conclus au sujet de l'emprunt autrichien garanti en 1923, ni les bons de relèvement autrichiens, ni les obligations résultant de l'art. 203 du Traité de Saint-Germain-en-Laye » (Art. 7).

Un tel accord, signé dans des conditions si bizarres, sans être soumis à une ample discussion plénière, malgré ses conclusions auxquelles tous s'attendaient (toutes les délégations préoyaient une remise totale de la dette autrichienne), ne peut laisser un observateur insensible.

On promet aux Petites Puissances une compensation en dehors du Plan Young, pour combler les trous que celui-ci creusait dans les finances de chaque pays, et le premier accord qui fut signé ne leur fut d'aucun secours ; au contraire, il les priva même du droit de revendiquer les créances spéciales reconnues sur l'Autriche. La Roumanie signa, déclarant qu'elle ne renonçait à aucune de ses créances, affirmation qui ne fut pas relevée par le délégué autrichien.

Si nous regardons un peu en arrière, nous comprendrons alors pourquoi les « Invitantes » ont agi de la sorte avec l'Autriche. A cause de sa situation géographique et économique, l'Autriche du Traité de Saint-Germain-en-Laye ne pouvait vivre seule, sans un appui. Depuis 10 ans, la politique autrichienne hésite entre l'Anschluss et sa consolidation par un secours financier venant des Puissances Occidentales, la Grande-Bretagne et la France, gardiens du nouvel état de choses en Europe. Les Grandes Puissances se rendaient bien compte que toute mesure de pression sur ce fragile Etat provoquerait à Vienne un rapprochement avec l'Allemagne « qui entraînerait un

bouleversement complet et la faillite des Traités de Paix ».

L'arrangement signé à La Haye ne représente qu'un élément d'une politique constante de générosité pratiquée par prudence afin d'éviter des conséquences fâcheuses pour la paix du monde. Les visites ultérieures que le Chancelier Schober rendit aux chefs des principaux Etats de l'Europe faisaient croire que l'Autriche avait bien trouvé sa voie et que désormais la formule « un seul peuple en deux Etats » serait à la base de ses relations internationales. L'Europe se berçait de ces illusions quand éclata la bombe de l'union douanière austro-allemande. Mais cela n'entre pas dans le cadre de notre étude.

SECTION III

L'arrangement avec la Bulgarie

Le projet d'accord que les créanciers présentèrent à la Bulgarie prévoyait le paiement de 37 annuités variables, payables à partir du 1^{er} juin 1930, et dont la moyenne serait de 12,5 millions de francs or.

Les versements bulgares présenteraient les mêmes caractères que les annuités allemandes, c'est-à-dire : inconditionnelles en ce qui concerne le versement avec possibilité de suspension de transfert, mais seulement en cas grave et après avis d'un Comité consultatif.

Tous les privilèges et garanties que le Traité de Neuilly avait imposés pour assurer la prompte exécution des obligations par la Bulgarie seraient supprimés et l'engagement actuel de l'Etat bulgare serait exprimé dans le certificat de dette remis à la Banque des Règlements Internationaux, le trust des pays créanciers.

Comment s'effectuera à l'intérieur la perception des sommes nécessaires aux annuités ? Le projet maintient le système antérieur, ce qui veut dire que la Banque Nationale de Bulgarie touchera comme auparavant le produit des recettes spéciales de l'Etat affectées aux réparations et

qu'elle en fera le transfert, tous les six mois, à la Banque des Règlements Internationaux.

La Banque Nationale de Bulgarie respectera la convention signée le 30 mai 1923 avec la Société des Porteurs de créances civiles, obligation qui lui a été imposée dans le projet antérieur devant le Comité de Paris.

Les autres dispositions se réfèrent à la dette d'avant-guerre, renonciation de la part des créanciers à toutes les créances bulgares contre ses ex-alliés, renonciation aux liquidations des biens appartenant aux sujets bulgares, sauf l'obligation pour la Bulgarie de conclure un accord spécial dans cette matière avec la Roumanie, enfin quelques articles sur les Tribunaux mixtes et la possibilité de réduction de la dette.

En résumé, le projet des Puissances invitantes représentait un avantage réel pour la Bulgarie. Il faut retenir en première ligne la réduction de l'annuité moyenne, 12,5 millions de francs or, au lieu de 15, prévue par le projet du Comité de Paris, ou de 18 millions qui jugeait acceptables le délégué italien et la remise totale de la tranche B des réparations. Ensuite, l'indépendance économique est rendue à la Bulgarie par la renonciation au privilège de premier rang, reconnu en faveur des créanciers par le Traité de Neuilly ; enfin, il peut y avoir suspension de transfert en cas de danger pour la monnaie nationale. N'oublions pas la participation de la Bulgarie à une réduction éventuelle des dettes de guerre que ses créanciers ont dû contracter à l'étranger, notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, ainsi que le partage de la dette publique bulgare, au prorata des territoires cédés par le Traité de Neuilly (art. 141) ; le projet émet le vœu qu'il fasse l'objet d'arrangements spéciaux.

En revanche, si la capacité de paiement de la Bulgarie était jugée insuffisante, après enquête de la Commission des Réparations, elle ne bénéficierait plus de l'art. 122 du Traité de Paix, qui envisageait, dans ce cas, une réduction de l'annuité.

Les modifications introduites dans le projet

Prenons d'abord les observations faites par la délégation roumaine.

Le projet d'arrangement interdisait dès la mise en vigueur du Plan Young toute opération de liquidation et de séquestration des biens bulgares, mais laissait à la Roumanie le droit de conclure avec la Bulgarie un accord particulier sur la somme forfaitaire à payer par le débiteur pour la main-levée accordée.

Le représentant de la Roumanie, M. Titulesco, remarqua l'insuffisance d'une telle proposition, car, malgré la bonne volonté de son pays d'arriver à la conclusion d'un arrangement, rien n'a été fait jusqu'à ce jour. L'avantage que paraît retirer la Roumanie de cette disposition risque de rester lettre morte, si un accord n'intervient pas. Il demanda à la Commission des Réparations non allemandes de consacrer, pour la Roumanie, le droit de propriété sur les biens bulgares, avec le droit pour elle de continuer la liquidation dans l'avenir.

Dans le même ordre d'idées, M. Titulesco émet le vœu de fixer au jour de la mise en vigueur du Plan Young, l'interdiction, de liquider les biens bulgares, au lieu du jour de sa signature, comme le prévoyait le projet. Les deux observations de la Roumanie ont été admises par la Commission.

De son côté, le délégué grec s'éleva contre la réduction de l'annuité bulgare de 12,5 millions à 11 millions que certains bruits laissaient supposer, à la suite des négociations avec les représentants de la Bulgarie. Une diminution de l'annuité entraînerait pour la Grèce, pays déjà lésé par la répartition de l'annuité allemande, un déficit, car elle ne pourrait pas couvrir les annuités de la dette extérieure.

Sur la suppression de la Commission des Réparations et le transfert de ses attributions à la Banque des Règlements Internationaux, la Grèce sollicita une place pour les Petites Puissances dans le Comité chargé de cette

transition et proposa dans ce but le délégué commun à la Commission des Réparations (1).

Le projet fixa comme date extrême de l'introduction d'action devant les Tribunaux mixtes, le 30 juin 1930. Cette disposition, qui allait à l'encontre des intérêts de la Grèce, souleva de la part de son délégué une énergique intervention. « Si on supprime les Tribunaux mixtes, les ressortissants grecs, n'ayant plus la possibilité de faire valorifier leurs droits, pourraient se tourner contre l'Etat grec, afin d'obtenir des indemnités équivalentes ».

Enfin, la question de l'art. 141 du Traité de Neuilly attira l'observation de la Grèce, cette fois en accord avec les représentants de la Roumanie et de la Yougoslavie. Le projet rédigé par le Comité de Paris obligeait la Bulgarie à renoncer au bénéfice de cet article et à assurer à elle seule le poids de la dette d'avant-guerre des territoires cédés par elle à la suite de la dernière guerre. Le dernier projet ne résolvait pas le problème, car il laissait aux intéressés le soin d'arriver à un accord entr'eux. Les Yougoslaves et les Grecs objectèrent qu'une telle mesure augmenterait encore les charges de leurs pays, déjà éprouvés par les négociations antérieures. Finalement, malgré l'opposition de la Grande-Bretagne, le Comité en revint au texte inséré dans le projet présenté à la délégation bulgare à Paris en octobre 1929.

Comment s'est fait l'accord ?

Les circonstances dans lesquelles se débattirent les derniers travaux à La Haye poussaient toutes les délégations à en finir le plus vite possible. Le 20 janvier, devait s'ouvrir la Conférence Navale de Londres, et, deux jours auparavant, rien n'était encore conclu, en ce qui concernait les réparations orientales. L'idée d'une rupture avec les Bulgares et les Hongrois effrayait tous les participants, car les Petites Puissances avaient plusieurs fois déclaré qu'elles comptaient établir une interdépendance entre tous

(1) A. Z'euceanu : *Les Travaux de la seconde Conférence de la Haye*, p. 111.

les règlements et qu'un seul échec entraînerait la caducité des autres accords.

De là des négociations, des séances de jour et des séances de nuit qui se succédèrent presque sans interruption. Enfin, en dernière heure, on signa l'arrangement avec la Bulgarie et la Hongrie.

Avec la Roumanie, la question des biens saisis demanda aux délégués un effort considérable et beaucoup de bienveillance. La Roumanie réclamait 300 millions de lei pour restituer les biens aux propriétaires bulgares. La Bulgarie n'accordait que 50 millions. L'intervention conciliante du Président, M. Loucheur, ramena les prétentions roumaines à 200 millions et un compromis fut enfin conclu.

La Bulgarie paierait à la Roumanie 110 millions de lei, en deux termes : le premier, trois mois après la signature du présent accord. La Roumanie n'accepta cette somme qu'après de longues négociations et avec le désir de terminer une bonne fois cette épineuse affaire. Elle obtint en échange le relèvement de son pourcentage de 12,5 % à 13 % sur les réparations bulgares et conserva le droit de garder les biens liquides, les actions de la Banque Nationale de Roumanie, les actions des Sociétés de Navigation, le produit des biens liquides et quelques immeubles déterminés.

Pour les réparations, la Bulgarie obtint une nouvelle réduction de l'annuité moyenne, qui fut ramenée alors à 11 millions de francs or et les versements furent échelonnés comme suit :

1-4-1930.....	1 annuité de	5.000.000 francs or
du 1-4-1931 au 31-3-1940....	10 — de	10.000.000 —
du 1-4-1941 au 31-3-1950....	10 — de	11.500.000 —
du 1-4-1950 au 31-3-1966....	16 — de	12.515.238 —

La Grèce protesta contre cette réduction des charges de la Bulgarie et obtint qu'on calculât son pourcentage sur une annuité fictive de 12,5 millions de francs or, au lieu de 11 millions.

On maintint, sur la demande de la Bulgarie, l'art. 141 du Traité de Neuilly, relativement au partage de la dette

d'avant-guerre qui continue d'avoir son entière application; sur l'engagement pris par la Banque Nationale de Bulgarie en 1923, l'art. 12 de l'arrangement prévoit que : « Rien dans le présent arrangement ne modifie les droits résultant pour la Société des Porteurs de créances civiles en Bulgarie, du contrat intervenu le 30 mai 1923 entr'eux et la Banque Nationale de Bulgarie. Les Gouvernements créanciers qui n'ont pas adhéré à ce contrat pourront y adhérer jusqu'au 30 juin 1930 ».

SECTION IV

L'arrangement avec la Hongrie

De toutes les négociations intervenues à La Haye pour la liquidation financière de la guerre, il est incontestable que celles avec la Hongrie ont été les plus dures ; elles menacèrent à plusieurs reprises de provoquer la rupture, ce qui risquait d'entraîner un échec des réparations orientales, ce « nid de guêpes », comme l'appelait M. Tardieu Président du Conseil français.

La Hongrie, ne considérait le problème qu'à travers le prisme des intérêts de classe, des intérêts des grands propriétaires fonciers qui ont été expropriés à la suite de la guerre, étant possesseurs de domaines dans les territoires cédés à la Roumanie, à la Yougoslavie et à la Tchécoslovaquie.

Rappelons aussi le procès fameux des « optants » contre l'Etat roumain, procès qui occupa plusieurs sessions des Tribunaux mixtes, du Conseil de la Société des Nations et de la Cour Suprême de Justice de La Haye et tous les arrêts contradictoires rendus dans la décade qui suivit la guerre.

Laissons de côté l'aspect juridique du problème qui rentre dans le domaine du droit international et toutes les interprétations qu'on avait données de l'art. 250 du Traité de Trianon. Un seul fait est à retenir : on a distribué, dans les Etats de la Petite Entente, aux paysans cultivateurs 1.228.556 jugare cadastraux, terrains appartenant

autrefois aux sujets hongrois, dont 578.566 jugare en Roumanie, 150.000 en Yougoslavie et 500.000 en Tchécoslovaquie.

Quand les experts hongrois se présentèrent au Comité des Réparations non allemandes, à Paris, après la première Conférence de La Haye, ils déclarèrent au cours des travaux que la Hongrie n'entendait pas renoncer aux droits que l'art. 250 du Traité de Trianon lui avait conférés, qu'elle continuerait les procès contre les Etats de la Petite Entente ; quant aux réparations, la Hongrie n'aurait rien à payer à ce titre après 1943.

La formule Titulesco de trancher le différend par un compromis fut repoussée par le délégué hongrois, et cette attitude fut ensuite confirmée par les déclarations du Président du Conseil, le Comte Bethlen, comme nous l'avons signalé dans le chapitre précédent.

Le refus d'accepter la compensation s'explique par des raisons de tactique politique. Une telle solution ferait contribuer au dédommagement de quelques latifundiaires expropriés la masse de la population hongroise, déjà chargée d'impôts et d'obligations. Comment expliquerait-on alors devant l'opinion publique un règlement si injuste, alors que les propriétaires optants avaient déjà été indemnisés sur le même pied que les autres ? Ils recevaient déjà la rente d'expropriation, tout comme les propriétaires roumains et tchèques ; un traitement de faveur aurait donc été inconcevable. Pourtant les dirigeants de Budapest voyaient les choses différemment ; ils poursuivaient d'autres buts. Ainsi la délégation hongroise, conduite par le Comte Bethlen, se rendit à La Haye avec les mêmes prétentions, entendant défendre avec obstination toutes ses revendications, sans céder d'un pouce.

Les autres Puissances intéressées : Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Roumanie, résolurent d'un commun accord de mettre un terme à tous les procès surgis à la suite des Traités de Paix, d'imposer le respect des accords conclus ultérieurement et la participation de la Hongrie aux réparations, suivant sa capacité économique. Il fallut toute

l'habileté du Président de la Commission des Réparations non-allemandes et les efforts considérables du délégué italien Brocchi pour concilier ces deux thèses antagonistes.

Comment se sont déroulés les débats ?

Dès les premiers entretiens, la Hongrie formula ses prétentions. Pour les biens cédés, la Hongrie estimait que les Etats successeurs lui devaient une somme de 3.500.000 couronnes or, d'après l'estimation faite par la Commission des Réparations, somme qui, selon les Hongrois, était de beaucoup inférieure à la valeur effective des biens cédés, et qui aurait dû atteindre 9-10 millions de couronnes or. La contribution devait être calculée comme suit :

Répartition hongroise :

Tchécoslovaquie	28,5 %
Roumanie	49,8 %
Yougoslavie	20,2 %
Italie	1,5 %

Répartition du Comité de la Commission des Réparations :

Tchécoslovaquie	35,4 %
Roumanie	34,7 %
Yougoslavie	26,5 %
Italie	3 %

Vinrent ensuite les réclamations pour les « optants » expropriés. La délégation hongroise estimait que les dommages subis par ses sujets à la suite des réformes agraires dans les Etats de la Petite Entente s'élevaient à 310 millions de couronnes or, auxquels s'ajoutaient 300 millions pour les domaines des membres de l'ancienne famille impériale, des fondations religieuses, des sociétés particulières, etc...

En ce qui concernait les réparations, la Hongrie entendait ne rien payer après 1943, mais elle consentait à verser une série d'annuités à titre de « créances spéciales », laissant par là la porte ouverte aux marchandages.

Telles étaient les prétentions maximum de la Hongrie.

Voyons comment elles furent réduites, au cours des séances. Les Puissances de la Petite Entente soutenaient que la rente de l'expropriation payée aux propriétaires hongrois s'élevait à 105 millions de couronnes or, dont 10 millions pour la Roumanie, 75 millions pour la Tchécoslovaquie, 20 millions pour la Yougoslavie. L'écart étant de 200 millions de couronnes or, tous les efforts tentés en vue de fixer un chiffre convenable ne donnèrent aucun résultat, et on perdit des semaines en discussions stériles, chacun restant sur ses positions. La fin de la Conférence approchait ; le Sous-Comité pour la Hongrie n'avait pu aboutir à un accord ; les délégués envisageaient même l'hypothèse d'une rupture et ses conséquences possibles. Enfin, le 18 janvier, le Président du Conseil français, M. André Tardieu, attira l'attention aux représentants de la Hongrie sur ce fait que leur intransigeance mettait en danger l'acceptation définitive du Plan Young et de ses accords annexes, et ajoutait que la Hongrie subirait les conséquences du désarroi qu'un échec provoquerait en Europe.

Une dernière tentative eut lieu, dans une séance mémorable, de 36 heures sans interruption, qui prit fin le 20 janvier ; on pouvait dire que l'accord de principe était conclu avec la Hongrie. Nous disons : « de principe », car, n'ayant plus le temps de rédiger les textes définitifs de l'accord, on confia cette mission à un Comité, qui devait se réunir ultérieurement à Paris, sous la présidence de M. Loucheur. La réussite des négociations avec la Hongrie fut possible, grâce surtout à la haute bienveillance de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne, qui suggérèrent des solutions et acceptèrent même d'importants sacrifices, amenant ainsi les parties intéressées à un accord qui conciliait dans la mesure du possible les intérêts légitimes de chacun.

Que prévoyait l'accord ?

La Hongrie paierait aux créanciers, de 1943 à 1966, 23 annuités constantes de 13,5 millions de couronnes or. Elles seraient versées au titre de « créances spéciales »

admises par la Petite Entente. Celle-ci ne voyait aucun inconvénient à ménager les susceptibilités hongroises.

Les annuités seraient inconditionnelles et le versement serait effectué à la Banque des Règlements Internationaux, qui acceptait le rôle de trust des créanciers. La Hongrie ayant actuellement un moratoire partiel, il restait entendu que le régime en vigueur continuerait à fonctionner jusqu'à son expiration en 1943, entouré de tous les gages et garanties qu'il contenait.

Dès la mise en vigueur de l'accord, les créanciers effectueraient une main-levée sur le privilège de premier rang institué par le Traité de Trianon (art. 180) et laisserait à la Hongrie son entière indépendance économique. Dans le présent accord, comme dans celui conclu avec l'Allemagne et la Bulgarie, les gages positifs feraient place, après 1943, aux gages négatifs, c'est-à-dire que la perception des sommes consacrées aux réparations auraient comme garantie les revenus généraux de l'Etat, ceux-ci étant toujours supérieurs de 150 % au montant de chaque annuité.

Les Puissances créancières, reconnaissant que les sommes réclamées à la Hongrie à titre de créances spéciales couvraient toutes ses obligations, renonçaient aux créances hongroises sur ses ex-alliés, transférées, en vertu du Traité, ou de la Convention d'Armistice, à la Commission des Réparations. (Traité de Trianon, art. 196), et à toute créance contre la Hongrie au bénéfice d'un ex-allié. La renonciation était étendue aux liquidations des biens appartenant aux sujets hongrois, à l'exception des biens liquides et de ceux dont on avait déjà disposé avant la signature de l'accord.

La France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, le Japon et le Portugal renoncèrent aux pourcentages qui leur revenaient dans les réparations hongroises. En outre, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie verseraient chaque année des sommes variables, pour faciliter la liquidation des litiges agraires. Ces versements seraient effectués dans

les proportions suivantes : France 40 %, Italie 40 %, Grande-Bretagne 20 %.

Dans le but de satisfaire les prétentions des optants hongrois et d'accomplir une œuvre durable, il fut convenu de donner une application pratique à la formule Titulesco, présentée pour la première fois au Comité de Paris, et de payer les ressortissants hongrois en sacrifiant une partie de l'annuité hongroise versée à partir de 1943, à laquelle on ajouterait la contribution des Grandes Puissances indiquées plus haut et les rentes d'expropriation servies par les Etats de la Petite-Entente.

Nous arrivons ainsi à nous occuper des fameux fonds A et B créés à la Haye et qui constituent les pièces maîtresses de l'accord avec la Hongrie.

L'idée de la création d'un fonds autonome, jouissant de la personnalité juridique, et qui serait substitué aux Etats défendeurs dans les procès pendants devant les Tribunaux mixtes n'est pas nouvelle. Elle a été suggérée pour la première fois par l'expert italien, M. Brocchi, lors des travaux du Comité de Paris ; mais l'obstination hongroise manifestée alors, n'avait pas permis de donner suite à ce projet. Cette création, correspondant aux besoins réels, fut accueillie avec satisfaction par tous les intéressés, car chacun y voyait des avantages.

D'abord, tous les procès, au lieu d'être intentés à l'Etat respectif, seraient désormais soumis au fonds agraire, responsable dans la limite de ses ressources. Les Etats, qui avaient subi tant d'actions, auraient leur responsabilité totalement dégagée dès la mise en fonction du fonds agraire.

Les Tribunaux mixtes, qui, par la nature même des procès, s'immisçaient dans les affaires intérieures des Etats défendeurs, s'occuperaient désormais de vérifier la nationalité du réclamant et de lui fixer l'indemnité que le fonds aurait à lui payer.

Les optants auront l'avantage d'être indemnisés plus favorablement que les autres propriétaires expropriés avec un surplus de 100 à 140 %.

Enfin, n'oublions pas de mentionner ici les avantages d'ordre politique qu'entraîne la liquidation d'une série de procès nuisibles aux bonnes relations entre les pays de l'Europe Centrale. L'avenir démontrera si les espoirs des signataires de l'arrangement avec la Hongrie seront déçus ou non. Nous croyons que, par la substitution d'un organe financier aux différents Etats, un pas en avant a été accompli pour la consolidation de la paix, de même que la création de la Banque des Règlements Internationaux, remplaçant la Commission des Réparations, organe essentiellement politique, a supprimé pour toujours les causes de tant de déceptions et la tension des relations dont l'Europe a souffert pendant cette dernière décade.

Revenons au fonds agraire.

Une objection qui fut vite écartée se référait à la compétence de cet organisme. L'opinion hongroise voulait qu'elle se bornât aux seuls procès agraires, tandis que les Etats intéressés prétendaient lui soumettre tous les procès, de quelque nature qu'ils fussent, présents et futurs. (1). On tomba d'accord sur la création de deux fonds : le premier, fonds A, pour les procès agraires ; l'autre, fonds B, pour les procès suscités par le Traité de Trianon.

Le Fonds A

Destiné à l'indemnisation des ayants-droit dans les procès agraires, son capital fut fixé à 240 millions de couronnes or, soit une réduction de 70 millions de couronnes or sur les prétentions hongroises.

Comment serait-il alimenté ? Il fallut déduire, en première ligne, la rente d'expropriation servie par la Petite Entente aux propriétaires expropriés, à raison de 10 millions pour la Roumanie, 70 millions pour la Tchécoslovaquie, et 20 millions pour la Yougoslavie. Le restant de 140 millions sera complété ainsi :

a) Les quote-parts des réparations hongroises de 1930-1943, revenant à la France, à la Grande-Bretagne, à la

(1) Cette revendication revenait à la Yougoslavie, où la réforme agraire est à peine commencée.

Belgique, à l'Italie, au Portugal et au Japon. Ce prélèvement représente pour chaque année les sommes suivantes :

1930	254.000	couronnes or.
1931	551.600	—
1932	654.300	—
1933	727.000	—
1934	799.700	—
1935	872.400	—
1936-41	945.100	—
1942-43	1.017.300	—

b) Une partie de l'annuité hongroise de 1943-66, fixée d'avance à un montant constant de 6.100.000 couronnes or.

c) Des versements supplémentaires consentis par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, s'élevant à 3.600.000 couronnes or chaque année, de 1933 à 43, et de 2.280.000 couronnes or annuellement, de 1944 à 1966 (1).

Ce capital est considéré comme un maximum qui ne pourra jamais être augmenté par des versements supplémentaires, mais sera réduit au contraire, si les besoins à couvrir sont au-dessous de son montant.

L'accord envisageait la commercialisation des obligations que le fonds aurait le droit d'émettre, et qui, placées dans le public, pourraient, grâce à une circulation facile, être rapidement valorifiée par ses possesseurs.

Les obligations émises par le fonds A porteraient un intérêt de 4 % à partir du 1^{er} janvier 1933, et l'amortissement commencerait beaucoup plus tard, le 1^{er} janvier 1944.

Fonds B

Les procès qui n'entraient pas dans le classement des procès agraires auraient recours, pour le paiement des indemnités, à un fonds spécial, créé dans ce but sur la décision de la Conférence. Les ressources ne furent pas fixées d'avance par un capital mais par le versement annuel

(1) Rappelons que la proportion reste fixée à 40 % pour la France et l'Italie, et 20 % pour la Grande-Bretagne.

d'une somme de 3.000.000 couronnes or, sans amortissement jusqu'en 1943, et à partir de cette date jusqu'au 31 décembre 1966, des annuités de 7.400.000 couronnes or, intérêts et amortissements compris. Contribuèrent à ces versements pendant la première période (1^{er} janvier 1931-31 décembre 1943) la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, dans les proportions connues : 40 %, 40 % et 20 %.

Ensuite, l'annuité de 7.400.000 couronnes or sera prélevée sur les versements faits par la Hongrie au titre des « créances spéciales ». De cette façon, la totalité des paiements hongrois après 1943 serait consommée par les deux fonds et il ne resterait plus rien à répartir entre les créanciers.

Dans le cas où les ressources du fonds B dépasseraient les besoins du service des obligations qu'il aurait le droit d'émettre et des dépenses lui incombant, tout surplus serait restitué à la France, à la Grande-Bretagne et à l'Italie, dans la même proportion qu'il est indiqué plus haut. Dans le cas contraire, ce seraient les Etats de la Petite Entente qui couvriraient le déficit, sans aucun recours contre les Grandes Puissances garantes. Cette éventualité doit être presque exclue, d'abord parce qu'une série de procès seront déboutés comme n'étant pas fondés, et d'autres seront réduits quant au montant des indemnités ; ensuite, le fonds B étant doté d'une personnalité juridique et ayant une autonomie financière, par ses obligations émises et données en paiement aux ayants-droit, accomplira sa mission sans recourir aux versements supplémentaires des Etats intéressés.

Quant à la gestion, elle est confiée, pour le fonds A, à un Comité composé de 4 membres, dont un de nationalité hongroise et les autres nommés par le Comité financier de la Société des Nations ou tout autre organisme choisi d'un commun accord par la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, et, pour le fonds B, à un Comité de 6 membres, chacun représentant les Puissances intéressées : France,

Grande-Bretagne, Italie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie.

Afin de permettre une transition entre le régime antérieur et ceux institués à La Haye, d'un commun accord, on décida de suspendre les procès pendants devant les Tribunaux mixtes, jusqu'au 20 juillet 1930.

Tels furent les principes de l'accord signé à la Haye avec la Hongrie, le fonctionnement des fonds A et B dépendra essentiellement de la volonté qu'aura la Hongrie d'effectuer sans défaillance ses versements. Elle est ainsi intéressée à l'indemnisation de ses sujets, au prix, il est vrai, d'une contribution qui pèse sur son peuple tout entier. La Petite Entente, si elle ne touche rien après 1944 sur les réparations hongroises, aura au moins cette satisfaction morale de voir éteints pour toujours les recours surgis de l'exécution des Traités de Paix.

Une fois les Puissances d'accord sur les principes, la rédaction des textes aura lieu à Paris, dans un Comité spécial. Il ne pourra rien changer sur les points essentiels, mais il était entendu qu'en cas de divergence entre les délégations, on soumettrait le différend à l'arbitrage des Grandes Puissances : France, Grande-Bretagne et Italie, qui décideraient souverainement.

SECTION V

Arrangement avec la Tchécoslovaquie

La libération du territoire de la Tchécoslovaquie fit naître pour ce pays une série d'obligations financières que nous avons énumérées dans les chapitres précédents. Les biens cédés, la dette de libération, la dette autrichienne d'avant-guerre, telles étaient les charges grevant le budget de la nouvelle République de l'Europe Centrale.

Ayant participé 6 jours à peine, comme Etat indépendant, à la Grande Guerre — du 28 octobre 1918 au

3 novembre, le jour de l'Armistice avec l'Empire mourant, auquel les armées italiennes donnèrent le coup de grâce, la Tchécoslovaquie, malgré les dommages que lui firent subir les débris de l'armée autrichienne et les bolcheviks hongrois, ne fut admise qu'en principe aux réparations. Les Conférences de Spa (1920), de Londres (1924) et de Paris (1925) ne lui ont reconnu aucun pourcentage sur les versements de l'Allemagne ou de ses ex-alliés. Au contraire, les charges des Traités demeuraient entières, et s'il n'y avait pas eu d'exécution, cela n'atténuait nullement le poids très lourd des dettes qui contrebalançait l'indépendance acquise.

Durant des années, la diplomatie tchécoslovaque tenta d'obtenir une diminution sensible de ses charges, afin de les rendre compatibles avec son état économique et ce fait que la totalité des dommages de guerre était restée exclusivement à sa charge.

En ce qui concerne la dette de libération, le Traité de Paix et ses conventions annexes lui fixèrent une somme de 607.495.527 marks, payable à tous les créanciers de réparations. Les négociations entamées à Paris par M. Ossuski aboutirent à une réduction importante de la dette qui serait acquittée au moyen d'une série d'annuités fixées au début à 15 millions de marks, réduites ensuite à La Haye à 10 millions de marks. Elles seraient échelonnées sur une durée de 37 ans, à partir du 15 mars 1930, soit le dernier versement le 1^{er} janvier 1966. L'obligation assumée à La Haye représentait à peine $\frac{1}{4}$ du montant initial, ce qui constituait un succès brillant pour la Tchécoslovaquie, digne du talent et de l'habileté de négociateurs dont firent preuve à La Haye ses délégués, MM. Edouard Bénès, Ministre des Affaires Etrangères, et S. Ossuski, Ministre plénipotentiaire à Paris.

Par esprit de déférence et de solidarité envers leur alliée de la Petite Entente, la Yougoslavie et la Roumanie renoncèrent aux pourcentages des versements effectués par la Tchécoslovaquie qui leur revenaient. Ainsi la répartition s'établirait comme suit :

France	31,9	%....	3.187.854	marks (1)
Italie	31,5	%....	3.146.632	—
Grèce	17,6	%....	1.758.339	—
Grande-Bretagne .	13,8	%....	1.384.519	—
Belgique	4,2	%....	418.816	—
Japon	0,5	%....	51.920	—
Portugal	0,5	%....	51.920	—

Une satisfaction fut donnée à la Tchécoslovaquie. On lui réserva 1 % sur les réparations dues par la Bulgarie et sur les réparations hongroises jusqu'en 1943. La modicité du pourcentage que l'aéropage international lui accorda, à La Haye, avait le caractère d'un principe, plutôt que celui d'un avantage matériel important.

Il marque en même temps l'injustice du traitement subi par la Tchécoslovaquie jusqu'en 1930 et l'aveu d'une erreur si tardivement réparée. Au cours des mêmes négociations, il semble que la Tchécoslovaquie ait obtenu l'assurance que son Institut d'émission participerait à la direction de la Banque des Règlements Internationaux, promesse dont la réalisation n'a pas encore vu le jour.

SECTION VI

Avantages communs obtenus par les Petites Puissances.

Les Petites Puissances signèrent le Plan Young sous réserve de l'acceptation par les Puissances invitantes des revendications qu'elles présenteraient pour combler les pertes résultant de la répartition prévue dans le Plan Young.

L'intangibilité du rapport des Experts faisait chercher ailleurs les moyens par lesquels on pourrait compenser les déficits financiers d'une liquidation complète de la guerre,

(1) Cette annuité revenant à la France fut concédée par celle-ci à l'Italie, à laquelle seraient ajoutés 312.146 R. M. pour compléter une annuité de 3.500.000 Mk. Ce versement fut une conséquence d'un accord intervenu entre la France et l'Italie à La Haye, le 20 janvier 1930.

telle que les Experts de Georges V l'avaient envisagée. La diversité d'aspect présentée par le problème des réparations en ce qui concerne les Petites Puissances, dettes de guerre, dette de libération imposée par les traités de paix, dettes d'avant-guerre à partager entre les Etats successeurs, question des biens cédés, réparations allemandes et non allemandes, montrait la voie où s'achemineraient les négociations en vue d'aboutir à une acceptation définitive, soit en modifiant le pourcentage de Spa, soit autrement.

L'appui que les Petites Puissances ont toujours trouvé en France sur le terrain politique, cultural et économique, et qui ne s'est jamais démenti, les poussait à chercher ici aussi dans les réparations le meilleur terrain d'entente et d'arrangement favorable. En vérité, les résultats dépassèrent tous leurs espoirs. Comprenant les justes revendications présentées par ses alliés de l'Europe Centrale et guidée par ce principe que la liquidation financière de la guerre, satisfaisante pour tous les signataires, était la condition capitale d'une paix durable, si chère au noble peuple français, le plus éprouvé par la guerre, la France consentit, par l'intermédiaire de ses délégués, à une série de concessions et de sacrifices qui allèrent jusqu'à la moitié de ses créances envers ses débiteurs.

Nous avons exposé plus haut la participation de la France aux constitutions des fonds A et B et le rôle décisif qu'elle joua dans la signature de l'accord avec la Hongrie. Sans l'esprit conciliant de la délégation française et, à un moment donné, quand les négociations couraient le danger d'un échec que provoquait la résistance injustifiée des Hongrois, sans l'intervention énergique de M. Tardieu, nous croyons qu'une entente n'eût pas été réalisable. Trop d'animosité, trop de litiges en suspens.

Qu'il nous soit permis d'exprimer ici notre vive admiration et la plus profonde reconnaissance pour la délégation qui représenta la République Française à La Haye en janvier 1930 : MM. André Tardieu, Aristide Briand, Louis Loucheur et Henry Chéron.

Les avantages obtenus par les Petites Puissances à

La Haye se réfèrent aux dettes de guerre, dette de libération et des biens cédés, et à une modification du pourcentage des réparations non allemandes.

a) *Réduction de la dette envers la France.*

Par une série d'accords signés entre M. Henry Chéron, Ministre des Finances et les représentants des différents pays intéressés, la dette de guerre à payer à la France fut définitivement fixée. L'accord alors en vigueur avec la Roumanie, signé le 28 mars 1928, est modifié à l'avantage du débiteur. Quant à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, à la Yougoslavie et à la Grèce, avec lesquelles il n'y avait aucun accord pour la consolidation de la dette, les protocoles signés le 20 janvier 1930 comblèrent cette lacune.

Tous eurent des points qui se trouvèrent dans chaque arrangement. Ainsi, la mise en vigueur fut soumise à l'acceptation sans réserve du Plan Young. Les versements seraient effectués à la B. R. I.; intérêts de retard, certificats de dettes avec des coupons semestriels, exemption d'impôt sont des dispositions communes à tous les arrangements conclus.

Pour le montant : 1°) La *Yougoslavie* s'acquitterait par les versements suivants (1) :

1929	3.153.173 fr. (Loi 25 juin 1928).
1930	9.459.482 »
1931	12.612.639 »
1932-36	15.765.802 »
1937-42	17.342.383 »
1943-46	20.699.834 »
1947-65	37.636.131 »
1966	18.818.065 »

2°) *Pologne*. — La dette s'élève à 1.897.064.389 francs, dont on décide la division en deux tranches : tranche A 1.293.196.039 francs, et tranche B 603.868.350 francs.

(1) Ils seraient pris sur le versement que lui doit l'Allemagne en vertu du Plan Young et automatiquement placés au crédit du compte de la France par la B. R. I.

Pour la tranche A, la Pologne paiera les annuités (1) :

1931	3.384.607 fr.
1932	6.178.900 »
1933	9.268.350 »
1934	12.357.800 »
1935-40	15.447.250 »
1941-45	16.991.975 »
1946-49	20.281.590 »
1950-71	36.875.685 »
1972-92	55.313.527 »

Pour la tranche B (2) :

1931-35	15.314.000 fr.
1936-40	20.419.000 »
1941-45	25.524.000 »
1946-50	38.286.000 »
1951-55	51.048.000 »
1956-70	52.351.000 »

3°) La *Grèce* renonça à recourir à l'arbitrage prévu par le compromis signé à Genève le 9 décembre 1927. Le présent arrangement partagea la dette en deux tranches qui seraient acquittées par les annuités suivantes :

<i>Tranche A.</i>		<i>Tranche B.</i>
1929	252.372 fr.	144.760 fr.
1930	757.110 »	539.312 »
1931	1.009.482 »	736.583 »
1932-36	2.261.854 »	933.864 »
1937-42	1.388.037 »	1.032.502 »
1943-46	1.656.760 »	1.242.558 »
1947-65	3.012.297 »	2.302.167 »
1966	1.506.149 »	1.124.826 »

4) La *Tchécoslovaquie* rembourserait sa dette au moyen de 50 annuités semestrielles (1^{er} avril et 1^{er} décembre chaque année) à 10 millions le francs, la première le 1^{er} avril 1930.

5°) La *Roumanie* modifierait son accord antérieur par le nouvel arrangement signé le 17 janvier 1930. Les annuités nécessaires au remboursement de la dette sont :

(1) Annuités semestrielles.

(2) Annuités annuelles.

1928	1.261.000 fr.	1943-46	3.738.790 fr.
1929	1.830.522 »	1947-65	6.797.812 »
1930	1.708.565 »	1966	10.924.556 »
1931	2.278.000 »	1967-68	15.051.300 »
1932-36	2.847.608 »	1969-87	22.576.950 »
1937-42	3.132.369 »	1988	11.288.475 »

L'Italie reconnut de son côté une réduction de sa créance sur la Roumanie, d'abord par la renonciation à dix annuités de 6.500.000 lit. (1966-76), ce qui fait en valeur actuelle 5 1/2 %, 6.758.000 lit. ou 1.485.285 mks.

Les autres annuités à payer par la Roumanie seraient :

1930-36	2.250.000 lit.
1937-46	4.000.000 »
1947-56	5.500.000 »
1957-66	6.500.000 »

Un important soulagement est ainsi obtenu par les arrangements qui précédèrent la signature du protocole final qui consacra l'acceptation définitive du Plan Young. Si les autres créanciers ne procédèrent pas à une modification des accords conclus antérieurement, l'attitude modifia sensiblement la situation que les Plans Dawes et Young avaient faites aux Petites Puissances.

b) *Remise de la dette de libération et des biens cédés.*

Le démembrement de l'Autriche-Hongrie fit naître à la charge de ses successeurs plusieurs obligations pécuniaires dont les plus importantes seraient la dette pour les biens appartenant autrefois à l'Empire dualiste et transférés par les Traités de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon à la Yougoslavie, à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, à l'Italie et à la Roumanie, et la dette de libération imposée par les Alliés comme charge pour les dépenses que la libération du territoire imposa aux belligérants.

Nous renvoyons aux premiers chapitres du présent ouvrage pour les négociations qui suivirent la signature des traités de paix. Disons seulement ici que le paiement de ces

dettes devait être effectué au moyen des bons C, à émettre par l'Allemagne, conformément au statut de paiement de Londres du 5 mai 1921. Cette émission n'ayant jamais été faite, soit à cause de la carence de l'Allemagne, soit en raison des modifications successives que le régime des réparations éprouva dans les intervalles si courts, la question de l'acquittement fut de nouveau ouverte, car la solution insérée dans l'accord du 8 décembre 1919 (1) n'était pas acceptable.

Aucune modification n'étant intervenue dans la situation des charges imposées aux Etats successeurs avant 1930, il fut conclu à La Haye, le 20 janvier, un arrangement entre tous les signataires du Traité de Saint-Germain-en-Laye et du Traité de Trianon, par lequel les Etats successeurs bénéficieraient d'une remise totale de la dette de libération et des biens cédés (2).

Nous reconnaissons que la signature d'un tel accord est d'une grande importance pour les petites Puissances. Rien que la dette de libération, celle-ci fixée à 1 milliard 447.922.000 francs or, fut répartie par la Commission des Réparations, ce qui mettait au compte de chaque Etat successeur les passifs suivants :

Pologne	225.495.000 fr.
Tchécoslovaquie ...	750.000.000 »
Yougoslavie	178.035.000 »
Roumanie	235.140.000 »
Italie	59.252.000 »

1.447.922.000 fr.

soit 1.772.808.176 marks.

L'arrangement du 20 janvier 1930 supprima ce lourd passif.

La remise de la dette pour les biens cédés eut pour con-

(1) V. ci-dessus, chap. 1, p. 31-32.

(2) Sauf la Tchécoslovaquie, bien entendu, pour la dette de libération.

séquence l'entrée dans le patrimoine des Etats de la Petite Entente et de la Pologne — gratuitement — de biens d'une valeur de 8.440.147.310 couronnes or (1).

c) *Modification des pourcentages.*

Une innovation fut introduite dans la répartition des annuités bulgaro-hongroises entre les créanciers. L'accord intervenu entre les Puissances intéressées modifia les dispositions de la Conférence de Spa (1920) et celles des Ministres des Finances du 14 janvier 1925.

Les pourcentages suivants seraient reconnus aux Petites Puissances :—

Pour les réparations bulgares :

France	1,666 %	Portugal	0,024 %
Grande-Bretagne .	0,704 %	Grèce	76,73 %
Italie	1,559 %	Roumanie	13 %
Belgique	0,256 %	Yougoslavie	5 %
Japon	0,024 %	Tchécoslovaquie .	1 %

Pour les réparations hongroises (1930-43) :

France	2,832 %	Belgique	0,436 %
Grande-Bretagne .	1,198 %	Grèce	76,73 %
Italie	2,722 %	Roumanie	13 %
Japon	0,041 %	Yougoslavie	2 %
Portugal	0,041 %	Tchécoslovaquie .	1 %

Après une session si laborieuse, la Conférence de La Haye finit ses travaux, fière d'avoir fermé le chapitre si pénible de la liquidation financière de la guerre. Sans doute, les arrangements signés en 1929-30 représentaient de lourds sacrifices pour les créanciers. Ils abandonnèrent 40 % de la créance allemande, firent une remise totale de la dette autrichienne et réduisirent presque à néant les obligations de la Bulgarie et de la Hongrie.

(1) Ils étaient répartis par la Commission des Réparations : Tchécoslovaquie, 35 % ; Roumanie, 34 % ; Yougoslavie, 26,9 %.

Des fautes furent commises avant d'arriver à un règlement définitif, liant les intérêts de tous, créanciers comme débiteurs, et reposant sur un organisme financier qui ne serait pas soumis aux influences politiques et qui serait doué de compétence. Les erreurs seraient imputables à tous les pays qui jouèrent un rôle dans les événements d'après-guerre. Partout, l'opinion publique, trop confiante au début dans la solvabilité de l'Allemagne, et les premiers espoirs une fois déçus, se rendit compte que la plupart des dommages seraient supportés par ceux qui les avaient subis et non par l'auteur de l'agression.

En dehors des causes d'origine psychologique, la tactique politique suivie n'a pas toujours été heureuse. Le fait d'échelonner le paiement de la dette allemande sur une durée qui dépasse une génération fut, dès les premiers jours, voué à l'insuccès. Ensuite, le désaccord des grands Alliés, de la France et de la Grande-Bretagne, les plus intéressées au respect du Traité de Versailles, eut des résultats fatals pour le problème des réparations et nous a conduits à la situation actuelle, ce qui permit à certains de crier la faillite prochaine des traités de 1919.

De leur côté, les petites Puissances doivent se reprocher l'isolement dont elles étaient entourées durant les négociations les plus importantes qu'elles avaient des intérêts vitaux à défendre. De petites frictions entre voisins, surgies notamment lors de la délimitation des nouvelles frontières, ont retardé la formation d'un bloc unique qui aurait évité de nombreuses injustices.

Quoi qu'il en soit, le bilan de la Conférence de La Haye marqua un succès pour les petites Puissances. Elles ont obtenu, en dehors des réparations allemandes, un Plan Young des réparations orientales, la cessation d'une série de litiges et de procès agraires, plus la remise de la dette de libération et de celle portant sur les biens cédés.

Nous réservons pour un chapitre spécial l'examen des résultats obtenus pour chaque pays séparément.

CHAPITRE VI

LA LIQUIDATION DES RÉPARATIONS ORIENTALES

La rapidité avec laquelle on procéda à la signature des accords avec la Hongrie, à La Haye, empêcha les parties intéressées de rédiger les textes définitifs, opération qui fut laissée à un Comité spécial qui devait se réunir à Paris.

Les travaux du dit Comité commencèrent le 6 février 1930 sous la présidence de M. Louis Loucheur.

L'impression générale était qu'en peu de temps, dans quelques séances, cette formalité serait remplie, car les principes étant déjà fixés et aucun texte ne pouvant s'en éloigner, le terrain était déblayé. Pourtant, cet optimisme fut vite déçu car bientôt les difficultés surgirent. La Hongrie soutint que l'annuité qu'elle paierait à partir de 1943 serait le maximum qu'elle devrait verser et que, par conséquent, on ne lui opposerait là-dessus aucune sentence des tribunaux mixtes en faveur d'un sujet appartenant à la Petite Entente.

La Tchécoslovaquie retarda aussi la marche de la Conférence par les discussions engagées au sujet des terrains expropriés par elle. La délégation hongroise les estimait à La Haye à 300.000 jugars (500.000 — 200.000 restitués aux anciens propriétaires) montant qui était à Paris contesté par la Tchécoslovaquie.

Finalement, après des tergiversations, la délégation tchécoslovaque présenta ses données qui furent presque les mêmes que celles de la Hongrie.

Pour ces raisons, et à cause des vacances de Pâques, les accords définitifs furent signés seulement le 28 avril 1930, solennité qui se déroula au Salon de l'Horloge du Palais d'Orsay.

Ils sont au nombre de quatre, le premier concernant les obligations de la Hongrie, le second portant sur la réforme agraire et la compétence des Tribunaux mixtes et les derniers sur les Fonds A et B.

Nous nous occuperons de ces deux derniers accords.

Rappelons qu'à La Haye le capital du fonds A était fixé à 240.000.000 de couronnes or. La Conférence de Paris le réduisit à 219.500.000 couronnes or, qui aura comme ressources les contributions suivantes :

1) Partie dans les annuités hongroises de 1930-43 revenant à la France, à la Grande-Bretagne, à l'Italie, à la Belgique et au Japon, ce qui donne la valeur actuelle 9.576.038 cour. or.

2) Une annuité fixe de 6.100.000 payée par la Hongrie, prélevée sur un total de 13.500.000 58.973.322 »

3) Réparations bulgares revenant à la Grande-Bretagne, à la France, à l'Italie, au Japon, au Portugal, à la Belgique 1930-66. 9.482.656 »

4) Contribution spéciale de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie : 1931-32, deux annuités à 800.000 couronnes or en parties égales entre la France et l'Italie. 1933-44 annuités de 4.137.640 couronnes or versées par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, dont 3.600.000 étaient déjà prévus à La Haye, et à laquelle s'ajoutent 537.640 couronnes or (France 325.640, Italie 212.000) ce qui modifie la participation de ces trois Etats comme suit :

Grande-Bretagne	827.528 cour. or.
France	1.680.000 »
Italie	1.630.112 »

4.137.640 cour. or.

1944-67 annuités payées par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, de 3.179.000 couronnes or composée de 2.800.000 couronnes or fixée à La Haye et une contribution supplémentaire de 899.296 incluse à Paris (France 544.690, Italie 534.000) ce qui représente un total pour chaque Puissance :

Grande-Bretagne	579.269 cour. or.
France	1.340.000 »
Italie	1.260.027 »

3.179.296 cour. or (1)

payable par versements semestriels.

5) Contribution de la Roumanie : 1930-43 annuité fixe de 500.000 couronnes or et de 1944-67 une annuité de 836.336 (intérêt et amortissement), payables par versements semestriels — 1^{er} janvier et 1^{er} juillet —. Elle représente la valeur de la rente locale d'expropriation. Sur la demande de M. Titulesco, il est inséré dans l'article 9 de l'arrangement, des alinéas favorables à la Roumanie. Ainsi, il est dit : « Le Gouvernement roumain reprend la libre disposition des rentes locales qu'il avait consignées en faveur des requérants hongrois » et « Certains requérants hongrois ayant déjà pris possession de la rente roumaine, il y aura lieu de réduire en conséquence les annuités ci-dessus fixées. Pour cela, on établira le montant nominal de la rente roumaine ainsi acceptée en paiement ; on convertira ce montant en couronnes or sur la base de la parité monétaire ».

La réduction de la contribution dans ce cas-là sera de 4 % du montant pendant la période 1931-44 et de 6,69 % de 1944-67, la même réduction est prévue pour les requérants dont les procès ont été déboutés par les Tribunaux mixtes (2).

6) Contribution de la Yougoslavie, en paiements semestriels 1931-44 : 1.000.000 couronnes or et de 1944-67 : 1.672.000 couronnes or.

Les deux contributions, roumaines et yougoslaves ont le caractère forfaitaire, quelle que soit l'étendue des terrains expropriés.

Le capital du fonds agraire sera diminué de 387 cou-

(1) Accord III, dans *l'Europe Nouvelle* du 3 mai 1930.

(2) La Roumanie fera la preuve de remise des rentes et de décisions déboutant les requérants.

ronnes or par jugar cadastral laissé aux propriétaires depuis le début de la réforme agraire dans les propriétés faisant l'objet de procès visés à l'article 1 de l'accord 11(1).

En ce qui concerne l'annuité yougoslave, une diminution est envisagée dans les cas suivants :

Pour les restitutions atteignant 30.000 jugars cadastraux, l'annuité sera réduite de 15,48 couronnes or par jugar de 1930 à 1944. La réduction sera augmentée à 25,90 couronnes or à partir de 1944.

Si les restitutions dépassent 30.000 jugars, l'annuité sera réduite de 6,24 couronnes or (1931-1944) et de 10,4 couronnes or entre 1944-1967. En même temps, il interviendra une opération de virement au fonds B de 231 couronnes or par jugar.

L'accord ne prévoit pas la contribution tchécoslovaque. Mais dans une lettre adressée par M. Benès à M. Loucheur, le 26 avril, le Ministre des Affaires Etrangères de la Tchécoslovaquie déclare verser au fonds « au comptant », pour les 251.000 jugars expropriés, la somme de 36 millions 700.000 couronnes or en dehors des indemnités nécessaires aux propriétés classées dans les III^e et IV^e catégories (2).

Relativement au Fonds B, les textes rédigés à Paris maintiennent le capital à 100.000.000 de couronnes or, représenté par des annuités : 1931-43 3.000.000 de couronnes or versées par :

France	40 %	1.200.000 cour. or.
Italie	40 %	1.200.000 »
Grande-Bretagne ..	20 %	600.000 »

et de 1944-66 par un prélèvement sur les réparations hon-

(1) Il se réfère aux procès agraires dont les Etats de la Petite Entente seront subrogés par le Fonds A.

(2) Entrent dans la III^e catégorie : ressortissants hongrois dont on conteste la nationalité. Ils représentent en tout 25.000 jugars ; IV^e catégorie : propriétaires qui pourraient devenir des citoyens hongrois, soit 25.000 jugars. Ces deux catégories de propriétaires expropriés sont indemnisés par la rente locale tchécoslovaque ajoutée d'une annuité versée par la France et l'Italie, qui s'élève à 326.000 cour. or de 1933-44 et de 545.291 de 1944-67. V. art. 20, accord III,

groises, ce qui nous donne une annuité fixe de 7.400.000 de couronnes or (1).

Sur les insistances de la Petite Entente, la conférence admet de doter les fonds A et B de la personnalité juridique ayant la faculté de procéder aux émissions d'obligations. La Conférence ayant approuvé et inscrit dans les textes (2), son président, M. Loucheur, ajoute « qu'on pourrait faire placer la réserve spéciale de la France de 500.000.000 de marks déposée à la Banque des Règlements Internationaux en obligations des fonds A et B ».

Il faut mentionner ici l'accord signé entre les Etats de la Petite Entente le 25 avril 1930 par lequel le fonds B sera réparti entre ces trois Puissances en parties égales. Nous rappelons que la Conférence de La Haye fixait la répartition proportionnellement aux sentences de condamnation. Il en était de même pour les excédents du fonds A transférés au fonds B. Si l'un de ces trois Etats n'employait pas la part qui lui était réservée dans le présent accord, les surplus seraient transférés aux deux autres et si, ni l'un ne l'autre ne les ont épuisés, les surplus ainsi réalisés seront restitués à la France, à l'Italie et à la Grande-Bretagne, conformément aux pourcentages connus (40 %, 40 % et 20 %).

Pour la gestion du Fonds agraire, l'accord de Paris supprime la Commission d'organisation instituée à La Haye et confie cette mission à une Commission de Gestion et à un Comité financier. Les attributions les plus importantes sont réservées à la Commission de Gestion qui pourra prendre toutes les mesures et les décisions compatibles avec sa mission. Elle sera aidée dans sa besogne par un Comité financier.

Le fonds B sera administré par un Comité de Gestion composé de 6 membres (Français, Anglais, Italien, Yougoslave, Roumain et Tchèque).

Une procédure d'arbitrage avec appel devant la Cour de Justice Internationale est prévue.

(1) La différence de 6.100.000 cour. or est transférée au fonds A.

(2) V. art. 5 de l'accord IV, signé le 28 avril 1930, à Paris.

Tels sont les textes des accords qui furent signés finalement par les délégués des Puissances représentées au Comité de Paris. Cette signature et la mise en vigueur après la ratification dans les Parlements respectifs écarta les derniers obstacles.

Les petites Puissances n'admettant un règlement définitif qu'après la solution des dettes par l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, les accords de Paris leur donnèrent satisfaction. Pour l'ensemble des créanciers, les dernières négociations dissipèrent les quelques nuages qui obscurcissaient l'avenir des réparations. Comme le disait M. Loucheur « les réparations orientales, importantes en elles-mêmes, le sont d'autant plus que leur solution tient en suspens la mise en vigueur du Plan Young ».

Dans le grand discours qu'il prononça le jour de la signature des accords, il révéla les efforts de tous les membres du Comité qui, durant trois mois de travail, ont conduit les travaux à une fin heureuse. « Nous voilà au bout de notre travail aride et difficile. Quand la Conférence de La Haye nous chargea de rédiger définitivement les clauses des accords qui devaient régler la délicate question des lois agraires en Europe Centrale et les très nombreuses questions qui en dépendaient, nous avions tous l'espoir qu'il s'agissait d'une mission facile.

La mission fut beaucoup plus lourde que l'on pouvait supposer et à un moment donné, on a même cru qu'il faudrait y renoncer.

Prévoyant quelques difficultés, la Conférence de La Haye avait décidé qu'en cas de divergence d'interprétation, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie pouvaient décider sur tous les points en litige et donner la solution nécessaire. Aucune de ces Puissances ne s'y est résolue, car la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, animées du désir de conciliation, ont cherché à trouver par persuasion la solution commune et librement consentie que les Parlements et les opinions publiques pourraient accepter pleinement.

« Avant de nous séparer, disons-nous sans orgueil,

mais avec la conscience du devoir accompli, que les accords signés contiennent de grandes réalisations et aussi de grandes espérances. De l'esprit dans lequel ils seront mis en vigueur, il dépendra que d'autres accords, beaucoup plus importants, peuvent suivre pour l'œuvre de pacification économique ».

CONCLUSIONS

Nous voilà à la fin de cet ouvrage. Après avoir parcouru l'histoire des réparations pour les petites Puissances et spécialement les négociations qui marquèrent les années 1929-30, il nous reste maintenant à conclure et à exposer les résultats que le Plan Young dans son ensemble, représente pour chaque Puissance.

Les modifications du pourcentage pour les réparations allemandes, la réduction de la dette de guerre envers la France fait ressortir un bilan très différent de celui que nous avons dressé après la publication du Plan Young.

Nous employons ici, comme ailleurs, le procédé des diagrammes qui complètent l'exposition des chiffres.

I. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX POUR LA YEOGOSLAVIE

La Yougoslavie obtient en vertu des accords signés à La Haye le 20 janvier 1930 :

1) Sur les réparations allemandes, des annuités variables de 79 millions de marks jusqu'à 106 millions pendant la première période (1930-66) et une annuité constante de 22.600.000 marks pendant la deuxième période jusqu'à la fin des réparations.

Nous avons présenté les objections sur cette annuité en partant du point de vue yougoslave sur le Plan Young. N'y revenons plus.

2) Sur les réparations hongroises jusqu'en 1943, la Yougoslavie aura un pourcentage de 2 % au lieu de 10 % auquel elle avait droit, par le fait que la Commission des réparations orientales lui a reconnu en revanche le droit de garder la somme de 47,7 millions de couronnes or que la Yougoslavie avait touchée en plus jusqu'en 1929 de ce qui lui revenait.

Les annuités hongroises jusqu'en 1943 représentent pour la Yougoslavie les chiffres suivants :

1930	59.500 mks	1934	187.000 mks
1931	143.000 »	1935	204.000 »
1932	153.000 »	1936-41	221.000 »
1933	170.000 »	1942-43	238.000 »

avec une annuité moyenne de 201.320 marks pendant 14 ans.

On se rappelle que les annuités à verser par la Hongrie, de 1944-66, sont réservées à l'alimentation des fonds agraires ; elles n'entreront donc pas dans le Trésor des Etats créanciers.

En outre, la Yougoslavie conserve la somme de 3 millions 500.000 couronnes or que la Hongrie versera le 30 juin 1930 et le bénéfice des accords particuliers sur la livraison du charbon encore en vigueur.

La remise de la dette de libération et celle résultant des biens cédés fait ressortir pour la première un bénéfice de 144.208.350 marks et pour les biens cédés 803.250.000 marks.

Avec la création des fonds agraires, la Yougoslavie n'aura plus à craindre de recours des optants hongrois et la réforme agraire, en cours d'exécution, se déroulera conformément aux lois du pays, égales pour tous, sans aucune immixtion étrangère.

3) De la Bulgarie, la Yougoslavie bénéficiera d'un pourcentage de 5 % au lieu de 10 % ce qui lui apportera les annuités ci-dessous :

1931-36	405.000 mks	1941-49	465.000 mks
1937-39	420.000 »	1950	448.000 »
1940	425.200 »	1951-65	505.000 »
	1966		260.000 mks

En moyenne, une annuité d'environ 450.000 marks.

En résumé, les accords de La Haye sont satisfaisants pour la Yougoslavie. Douée dès le début des réparations

d'un pourcentage plus élevé que celui de ses petits alliés, la Yougoslavie couvrira avec les seules réparations allemandes tous ses paiements extérieurs résultant des dettes de guerre contractées en Amérique, en Grande-Bretagne et en France, et bénéficiera en plus d'un solde substantiel en moyenne, sur 37 ans, de 71.402.852 marks. La diminution de ses pourcentages dans la dette hongroise et bulgare est largement compensée par une large participation aux versements de l'Allemagne.

L'opinion officielle de la Yougoslavie après la clôture de la Conférence est exprimée clairement par son Ministre des Affaires Etrangères qui déclare notamment : « Je dois faire observer que la solution que nous avons proposée était, au point de vue financier, presque tout aussi favorable que celle trouvée à La Haye en ce qui concerne les réparations avec l'Autriche et considérablement plus favorable que celle qu'obtiennent les Bulgares.

La Hongrie pouvait se contenter de cette solution puisqu'elle est évidemment plus riche que la Bulgarie. C'est de cette manière que la question a été résolue et en supposant qu'à Paris tout sera réglé dans l'esprit des décisions de La Haye, *nous pouvons être satisfaits au point de vue financier.* »

II. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX POUR LA GRÈCE

La Conférence de La Haye changea radicalement la situation de la Grèce. Elle sera désormais toute différente de celle que nous avons présentée dans un chapitre précédent.

Sans rien toucher aux pourcentages de Spa pour les réparations allemandes qui, nous le rappelons, ne couvriraient même pas ses dettes de guerre envers les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la Grèce obtient la presque totalité, plus des $\frac{3}{4}$ des versements bulgares et hongrois (76,73 %).

Ce succès est dû à l'intransigeance des Petites Puissances qui ne se déclaraient pas satisfaites sans un régie-

ment complet de toutes les réparations allemandes et orientales. Les revendications ainsi présentées à La Haye (août 1929) par MM. Venizelos et Titulesco portèrent ses fruits, car la délégation grecque quitta La Haye après avoir signé les protocoles des arrangements qu'elle a instamment réclamés. En effet la Grèce recevra des réparations hongroises :

1930	2.282.717 mks	1934	7.174.255 mks
1931	5.509.213 »	1935	7.826.460 »
1932	5.869.845 »	1936-41	8.478 650 »
1933	6.522.050 »	1942-43	9.130.870 »

ce qui donne une moyenne de 7.259.800 marks.

La Grèce participera indirectement à la création et au fonctionnement des fonds agraires car, par esprit de solidarité envers ses alliés, conformément aux accords signés, elle ne touchera rien à partir de 1943.

De même, n'étant pas Etat successeur de l'ancien Empire austro-hongrois, il n'y a lieu à aucune remise des dettes de libération des biens cédés.

2) *De Bulgarie.* — Dans les réparations bulgares, la Grèce sera créancière des annuités suivantes :

1930, la totalité de l'annuité : 4.050.000 marks (1).			
1931-36	6.215.130 mks	1941-49	7.135.892 mks
1937-39	6.445.320 »	1950	7.435.137 »
1940	6.529.720 »	1951-65	7.749.730 »
		1966	3.989.900 mks

représentant une annuité moyenne de 6.978.000 marks.

En outre, la Grèce obtient les avoirs liquides réalisés par la Commission des Réparations au titre du Traité de Neuilly et non encore répartis à ce jour, et la cessation de toutes les réclamations en ce qui concerne les biens cédés.

L'accord avec la Bulgarie laisse intact les droits des ressortissants déterminés dans les accords postérieurs au

(1) Art. 4 de l'arrangement entre les Puissances créancières.

Traité de Neuilly et, en même temps, il prévoir l'application de l'article 141 du dit Traité relativement au partage de la dette publique des territoires cédés.

3) *De Tchécoslovaquie.* — Ici, la Grèce est créancière de 17,6 % des paiements faits par la République Tchécoslovaque au titre des dettes de libération, ce qui élève son actif d'une annuité constante de 1.758.339 marks. Ajoutons sa créance sur le prélèvement de 118 millions de marks au profit de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Grèce imputable sur l'excédent des différentes Puissances.

III. — LA POLOGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Nous avons groupé dans la même rubrique ces deux pays ; comme ils n'ont pas été dès le début, créanciers au titre des réparations, on ne peut pas faire une comparaison entre les actifs et les passifs dans le bilan que nous établissons.

Le pourcentage de 0,5 % de la Pologne sur les versements allemands et de 1 % accordé à la Tchécoslovaquie à la Conférence de La Haye sur les versements hongrois et bulgares ne doit pas être considéré comme une compensation des dommages subis pendant les hostilités. Il représentait plutôt une satisfaction de principe, satisfaction morale pour deux Puissances qui luttèrent quelques jours sous leurs pavillons pour la cause commune.

Tous les dommages restent à leur charge. La Pologne se contentera des restitutions obtenues jusqu'à présent, restitutions dont parle l'article 297 du Traité de Versailles et les 500.000 marks qu'elle touchera annuellement de l'Allemagne seront à peine suffisants pour assurer le remboursement des créances autres que les réparations.

Comme nous y avons fait allusion plus haut, c'était le côté politique de la liquidation de la guerre qui passait au premier plan des préoccupations du Gouvernement polonais. L'évacuation de la Rhénanie, le gage le plus sérieux et auquel l'Allemagne attribuait le plus d'importance, met

en relief le problème de la sécurité des frontières occidentale et la libre communication avec la Baltique.

Pourtant, dans notre domaine, la Pologne a un apport important qui résulte de la conclusion d'un accord à Varsovie le 31 octobre 1929 avec l'Allemagne, pour la liquidation du passé, accord qui prévoit une renonciation totale par les parties intéressées, Etats et particuliers, et qui sert de modèle aux demandes des petites Puissances qui désiraient qu'une même clause fut réservée dans le protocole de clôture de la Conférence de La Haye. Malgré ces insistances, les Puissances Invitantes ont adopté un autre texte.

La Tchécoslovaquie versera à ses créanciers comme dette de libération, une annuité fixe de 10 millions de marks or qui sera répartie suivant le pourcentage que nous connaissons.

1) En même temps, elle reçoit 1 % des réparations bulgares et hongroises, ce qui fera créditer son compte à la Banque des Règlements Internationaux :

Au débit de la Hongrie :

1930	29.750 mks	1934	94.000 mks
1931	71.800 »	1935	102.000 »
1932	76.500 »	1936-41	110.500 »
1933	85.000 »	1942-43	119.000 »

et au débit de la Bulgarie :

1931-36	81.000 mks	1950	96.900 mks
1937-39	84.000 »	1951-65	101.000 »
1940	85.100 »	1966	52.000 »
1941-49	93.000 »		

2) Une remise totale de la dette pour les biens cédés, consentie à tous les Etats successeurs, fera bénéficier aussi la Tchécoslovaquie des avantages qui en résultent. Sa quote-part dans les biens cédés, fixée par la Commission des Réparations était de 2.974.059.600 marks qui entre gratuitement dans le domaine de la République.

3) Elle obtient le même résultat que ses alliés de la Petite Entente en ce qui concerne le règlement avec la Hongrie et le fonctionnement des fonds agraires.

IV. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX POUR LA ROUMANIE

En dehors des réparations à recevoir de l'Allemagne, conformément au barème annexé au rapport des Experts du Plan Young et que nous avons présenté dans un chapitre précédent (1), la Roumanie reçoit des autres débiteurs les annuités suivantes :

<i>de Hongrie</i>		<i>de Bulgarie</i>	
1930	386.750 mks	1930	526.000 mks
1931	934.000 »	1931-36	1.053.000 »
1932	994.500 »	1937-39	1.097.000 »
1933	1.105.000 »	1940	1.132.000 »
1934	1.215.000 »	1941-49	1.210.000 »
1935	1.326.000 »	1950	1.260.000 »
1936	1.436.000 »	1951-65	1.318.000 »
1937	1.436.500 »	1966	679.000 »
1938	1.436.500 »	soit en moyenne une annuité de 1,1 mil. mks.	
1939	1.436.500 »		
1940	1.436.500 »	Il faut ajouter aux versements reçus de la Bulgarie, la somme de 110 mil. lei pour la rémunération aux liquidations des biens. Elle sera acquittée en 2 tranches égales.	
1941	1.436.500 mks		
1942	1.547.000 »		
1943	1.547.000 »		
soit en moyenne une annuité de 1,26 mil. mks.			

En dehors des sommes que la Roumanie reçoit effectivement, la remise de la dette de libération lui vaut une diminution de ses charges, car elle représentait pour le

(1) V. deuxième partie, chapitre II : « Le point de vue des Petites Puissances », p. 138.

pays une dette de 190.462.000 marks, de même que les biens cédés font entrer dans le patrimoine national une valeur de 972.000.000 de marks or.

Conformément au diagramme qui expose dans une série de chiffres le bilan général des réparations, il ressort que, durant 37 ans, la Roumanie aura un solde annuel substantiel de 5.500.000 marks, qu'elle pourra utiliser selon ses besoins. Les derniers 22 ans du fonctionnement du Plan Young, alors que seule l'Allemagne assurera le service de la dette des réparations, la Roumanie recevra les sommes nécessaires pour couvrir les engagements envers la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Si nous comparons les résultats obtenus et les dommages que la guerre lui a infligés, nous remarquons que la Roumanie sera beaucoup moins indemnisée des dommages subis que les autres pays alliés (France, Grande-Bretagne et Belgique). La réfection des régions envahies et la remise en état de ses moyens de communication que la fin de la guerre laissa dans un état épouvantable, durent être assurées par les propres ressources du pays.

On recourut aux emprunts extérieurs et aux emprunts à la Banque Nationale, aux procédés faciles mais bien dangereux d'inflation, qui alourdirent les obligations de l'Etat et provoquèrent la chute de la monnaie nationale. Le leu, qui en 1914 était à parité or et faisait prime dans les périodes d'exportations sur le franc français et belge, oscillait en 1923 entre 2 1/2-3 centimes or pour atteindre 1,65 centimes en 1926. Faute de moyens, les gouvernements laissèrent les particuliers endommagés se débrouiller seuls et remplacer l'outillage détruit (1).

La France aussi a dû se suffire à elle-même pour guérir les blessures de la guerre. Elle aussi a été envahie et durant quatre ans son territoire saigna sous les horreurs de la guerre. Mais il n'existe pas de comparaison

(1) Une exception a été faite aux sujets habitant la région du front ou avoisinantes et qui ont reçu quelques secours si ridicules qu'ils ne peuvent entrer en ligne de compte.

entre ces deux pays. La France était avant-guerre le quatrième pays du monde en importance économique, l'état admirable de ses finances lui valut le joli nom de « banquier du monde ». Ne devant pas d'argent à l'étranger, elle avait au contraire des milliards placés en fonds d'Etat étrangers, notamment en Russie et en Amérique du Sud. L'importance de la richesse des départements envahis ne doit pas nous faire oublier qu'à peine le 1/10^e de son territoire souffrit de l'occupation étrangère. Mais la Roumanie ? Pays au second rang de la classification internationale et tirant ses revenus presque exclusivement de l'agriculture, vit 2/3 de son territoire sous la botte prussienne ; le bilan de la guerre fait monter à 31 milliards de francs or les dommages subis (chiffres reconnus par la Commission des Réparations) ; elle eut à déplorer 800.000 morts et la paix lui laissa un nombre infini de problèmes à résoudre. La réforme agraire, à peine amorcée, provoqua une diminution considérable de la production et un complet désarroi dans les rapports entre producteurs et consommateurs. La Roumanie qui, avant-guerre, exportait 2.000.000 de tonnes de blé dût, en 1918-19 en importer elle-même d'Amérique et d'Australie pour satisfaire aux besoins de la consommation.

L'unification du système monétaire, conséquence du rattachement des provinces roumaines, dépendant autrefois de régimes différents, obligea le Gouvernement à acheter tous les roubles et couronnes papier en circulation sur le territoire du royaume, opération très onéreuse qui donna lieu à beaucoup d'abus et qui coûta à l'Etat roumain 5 milliards de lei.

Toutes les difficultés dans lesquelles se débattit la Roumanie après la conclusion de la paix, sans le concours de l'étranger, soit au moyen d'un grand emprunt de réfection à long terme, soit au moyen d'annuités de la part de ses ex-ennemis, suffisantes pour réparer les dommages de guerre forcèrent les gouvernements à avoir recours à des mesures provisoires, à des expédients, sans pouvoir envisager un grand plan de réfection et d'outillage.

Ainsi, la crise économique qui éclata en Europe vers 1928 et dont les symptômes se faisaient déjà sentir en Roumanie, trouva le pays mal équipé et sans ressources pour y résister. Avec une population rurale, propriétaire de 92 % du terrain cultivable, mais sans expérience et dépourvue de crédit agricole nécessaire à l'application d'une réforme agraire, une classe de grands propriétaires qui jadis a fait la prospérité économique de l'ancienne Roumanie, mais qui est aujourd'hui ruinée à la suite des expropriations, nous nous demandons comment un pays essentiellement agricole sortirait indemne du chaos ? L'industrie ? Elle végète grâce à un protectionnisme féroce, tandis que, dans le commerce, l'intérêt de 20 % pour des emprunts est considéré comme normal.

N'oublions pas que la Roumanie et la Pologne sont les pays les plus exposés au danger communiste et qu'elles représentent l'avant-garde de la civilisation et de l'équilibre actuel de la vieille Europe.

Les grandes Puissances, l'Angleterre et la France ayant eu beaucoup d'égards envers l'Allemagne et la Bulgarie, à qui elles ont consenti des avantages importants, adopteraient une politique sage et prudente en accordant un large concours financier à leurs alliés du Sud-Est européen, ce qui permettrait à ceux-ci de se tirer d'embarras.

Nous répétons ces doléances, car le dernier emprunt contracté par la Roumanie sur le marché français et ses conditions onéreuses (7 1/2 % d'intérêts, 86 1/2 le cours d'émission) rappellent plutôt les clauses imposées il y a 50 ans aux républiques de l'Amérique Centrale que les clauses accordées à un pays allié ayant des richesses naturelles et attendant les capitaux étrangers pour leur mise en valeur.

Nous subissons aujourd'hui les conséquences des erreurs commises dans la politique économique, erreurs dues en partie aux conceptions fausses que certains politiciens roumains avaient du plan à suivre pour le relèvement financier du pays, et en partie aux erreurs qui sont

la conséquence du bouleversement social provoqué par une expropriation radicale et le suffrage universel. Ces deux réformes ont entraîné la naissance d'un esprit démagogique et l'avènement au pouvoir de partis nouveaux, sans expérience et sans traditions en matière de gouvernement, avec des leaders dont quelques uns ont été au-dessous de leur tâche.

L'étranger doit aussi porter sa part de responsabilité. Trop soucieux des lamentations de ses ex-ennemis, qu'ils fussent Allemands, Hongrois ou Bulgares, il a négligé les intérêts primordiaux de ses alliés. L'exemple des réparations est édifiant. Un pourcentage extrêmement faible dans la dette allemande, une situation incertaine et pleine d'équivoques dans les autres a été accordé à la Roumanie. Il a fallu dix ans pour qu'un règlement complet intervienne et qu'on sache de part et d'autre ce que nous devons et ce qu'on nous doit.

Le Plan Young, tel que nous le connaissons, a beaucoup d'aspects favorables. Il a enterré pour toujours une série de litiges nuisibles, grâce à ses mécanismes ingénieux, il a permis la couverture des dettes de guerre et il a prévu un solde modique pour les réparations proprement dites.

Mais ce n'est pas tout. D'abord, il est venu assez tard, à une époque où déjà les créanciers avaient contracté, à leur tour, des emprunts nécessaires aux besoins des réparations et à la modernisation de leur outillage, faisant entrer ainsi dans leur patrimoine, à côté d'une dette sûre, une créance plus ou moins aléatoire dont l'exécution dépend de l'honneur du débiteur ; ensuite, il échelonne sur une période trop longue le paiement des annuités. Sans être sceptique, nous croyons qu'il n'y a pas en ce moment un économiste affirmant qu'en 1980 ou 87 l'Allemagne paiera à ses créanciers la somme exacte qu'elle s'était engagée de payer en 1929-30. Ne prêtons pas non plus notre oreille aux déclarations du Dr Schacht ou de feu Stressemann qui limitaient à dix ans la durée du Plan Young.

Si la crise continue encore longtemps, si le nombre des chômeurs augmente, pourra-t-on refuser une modification du régime actuel quand les nécessités le demanderont impérieusement ?

Quoi qu'il en soit, le Plan Young a un grand mérite que personne ne peut contester. Il a prouvé une fois de plus, que dans la résolution des grands problèmes, seule la collaboration loyale et l'esprit d'abnégation sont les conditions de succès. L'exemple de l'arrangement avec la Hongrie ne doit pas être oublié par tous ceux qui sont préoccupés de la situation si grave mais non irrémédiable de l'Europe en 1931.

Nous espérons que ces enseignements auront des suites et que l'atmosphère de La Haye régnera dans toutes les Conférences économiques et financières.

Sur ce désir, ardemment exprimé, nous terminons notre ouvrage.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

M. OUALID.

Vu : *Le Doyen,*

M. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

M. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS OFFICIELS

1. *Traité de Versailles, Saint-Germain-en-Laye, Trianon et Neuilly.*
2. *Recueil de documents sur l'histoire de la question des Réparations.*
3. *Le Plan Dawes et ses annexes.*
4. *Protocoles de clôture des Conférences de Londres (août 1924) et de Paris (janvier 1925).*
5. *Documents sur la répartition de la dette publique d'avant-guerre autrichienne et hongroise, publiés par la Commission des Réparations. Paris 1922.*
6. *Accords sur la consolidation des dettes de guerre de la Yougoslavie, de la Grèce, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie envers la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.*
7. *Rapport de l'agent général des paiements de réparations (1924-1928).*
8. *Le Plan Young.*
9. *Protocole de clôture de la Conférence de La Haye (31 août 1929) et ses annexes.*
10. *Acte final de la seconde Conférence de La Haye (30 janvier 1930).*
 - I. Les Réparations allemandes.
 - a) Le Nouveau Plan et ses annexes.
 - b) Arrangement relatif au memorandum joint au Rapport des Experts du 7 juin 1929.
 - c) Arrangement entre les Puissances créancières (Allemagne).
 - d) Accord Germano-Polonais (31 octobre 1929).
 - II. Les Réparations non-allemandes.
 - a) Accord avec l'Autriche.
 - b) Accord avec la Bulgarie.
 - c) Accord entre le gouvernement bulgare et roumain au sujet des biens bulgares situés en Roumanie.
 - d) Accords avec la Hongrie.
 - a') Accord relatif aux obligations hongroises résultant du Traité.

- b') Arrangement entre le gouvernement hongrois et les Puissances créancières.
 - e) Arrangement entre les Puissances créancières (Autriche, Hongrie, Bulgarie, dette de libération).
 - f) Accord avec la Tchécoslovaquie.
 - g) Accords pour le règlement des dettes de guerre de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Grèce et de la Yougoslavie envers la France.
 - h) Avenant à l'accord pour le règlement de la dette de guerre de la Roumanie envers la France.
 - i) Arrangement financier entre le royaume de l'Italie et le royaume de Roumanie.
11. *Accords avec la Hongrie signés à Paris* (28 avril 1930).
- Accord I, concernant les arrangements entre la Hongrie et les Puissances créancières.
 - Accord II, concernant le règlement des questions relatives aux réformes agraires et aux Tribunaux arbitraux mixtes.
 - Accord III, concernant l'organisation et le fonctionnement d'un fonds agraire (Fonds A).
 - Accord IV, entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, relatif à la constitution d'un fonds spécial dit Fonds B.
 - Accord entre la Roumanie et la Hongrie, concernant la Fondation Gojdu.

AUTEURS

- ALRIQ Paul. — *Le Plan Dawes*. Paris 1928.
- ANDRÉADES. — *Les effets économiques et sociaux de la Grèce*. Publ. Carnégie. Paris 1929.
- AUBOIN R. — *Le rapport de Mr. Parker Gilbert. Les décisions à prendre en 1929*. *L'Europe Nouvelle* du 12 janvier 1929.
- BADULESCO V. — *La Roumanie et les Réparations*. *Le Temps* du 29 juillet 1923.
- BARCZA J. — *La Conférence de La Haye et la Hongrie. La Bulgarie* du 13 janvier 1930.
- BENÈS E., Ministre des Affaires Etrangères de la Tchécoslovaquie. — *Le problème des Petites Nations après la guerre mondiale*. *Le Monde Slave*, décembre 1925.
- Exposé fait à la Chambre, le 20 mai 1930, sur les Conventions de La Haye et Paris. *Le Temps* du 21 mai 1930.

- BERGMAN K. — *Germany and the Young Plan. Foreign Affairs*, avril 1930.
- BETHLEN (Comte DE). — Discours prononcé le 10 décembre 1929 devant la Chambre Haute. *Le Temps* du 12 décembre 1929.
- BARDOUX Jacques. — *De Paris à Spa*. Félix Alcan, Paris 1921.
- BOISANGER Y. (DE). — *Au Comité des Experts. Les contre-propositions allemandes. L'Europe Nouvelle* du 20 avril 1929.
- *Le 5^e Memorandum et ce que coûte une guerre. L'Europe Nouvelle* du 25 mai 1929.
- *Les Experts vont-ils enfin aboutir à un accord ? L'Europe Nouvelle* du 11 mai 1929.
- *Les Etats qui n'ont pas pris part à la Conférence de Paris présentent leurs revendications à la Conférence de La Haye. L'Europe Nouvelle* du 3 août 1929.
- *Les Petites Puissances présentent leurs factures. L'Europe Nouvelle* du 24 août 1929.
- BOURGUÈS L. — *Le véritable aspect du Plan Young. Le Monde Nouveau*, juillet 1929.
- CADOUX G. — *Le règlement définitif des Réparations. Revue Economique Internationale*, février 1929.
- *Les Travaux du Comité Young. Revue Economique Internationale*, juin 1929.
- CALMETTE G. — *Recueil de Documents sur l'histoire de la question des Réparations*. Paris 1924.
- CHÉRON H. — Déclarations faites au correspondant du *Messenger d'Athènes* à La Haye.
- CODRESCO Fl. — *La Petite Entente*. Thèse, Paris 1930.
- DELATTRE A. — *La liquidation financière de la guerre*. Paris 1928.
- DERTILIS. — *La reconstruction financière de la Grèce et la Société des Nations*. Paris 1928.
- DEVAUX J. — *La leçon internationale du Comité des Experts. Le Capital* du 26 juillet 1929.
- DUPUIS Ch. — *Les aspects inquiétants du Plan Young. Le Capital* du 10 juillet 1929.
- EVELPIDE. — *Les Etats Balkaniques*. Rousseau, Paris 1930.
- FURST G. — *De Versailles aux Experts*. Paris 1927.
- GABIATI. — *Di Versailles all' Aja*. Bocca, Torino 1930.

- GAUVAIN A. — *La crise de la Conférence de La Haye. L'Europe Centrale* du 17 août 1929.
- *Les réparations orientales. Journal des Débats* du 28 avril 1930.
- GREENWOOD Jh. — *La Conférence de la La Haye. La Bulgarie* du 15 août 1929.
- HATEAU G. — *Les réparations bulgares. L'Europe Centrale* du 23 novembre 1929.
- HORN E. — *La situation économique en Hongrie. L'Economiste Français* du 8 février 1930.
- *La situation économique en Hongrie. L'Economiste Français* du 17 mai 1930.
- JÈZE G. — *Le Plan du Comité des Experts. Le Journal des Finances*, 29 mars 1929.
- JASPAR Henry. — *La Politique de La Haye. Revue Economique Internationale*, mai 1930.
- KARANIKAS. — *La Banque des Règlements Internationaux. Thèse*, Paris 1930.
- KEYNES J. M. — *The Economic consequence of the Peace* London 1919.
- KEYNES-MAYNARD. — *La crise des Réparations vue de Londres. L'Europe Nouvelle* du 27 avril 1929.
- KOURNATOWSKI J. — *La Pologne à La Haye. L'Europe Centrale* du 10 août 1929.
- LAMONT Thomas. — *The final Reparations Settlement. Foreign Affairs*, avril 1930.
- LACHAPELLE (G.). — *Le règlement complet et définitif du Problème des Réparations. Revue Politique et Parlementaire*, 10 mars 1930.
- LAURENT Th.-W. — *Ce qui se passa réellement à Paris en 1918-1920. Payot*, Paris 1923.
- LESCURE J. — *Le problème des Réparations. Comment le résoudre ?* Paris 1922.
- *L'Allemagne devant le Plan Young. Le Capital* du 10 juillet 1929.
- *Contre la révision du Plan Young. Le Capital* du 29 oct. 1930.
- LIAPTCHEF M. — *Discours prononcé à la Sobranie le 29 nov. 1929. La Bulgarie* du 3 décembre 1929.
- LIESSE A. — *Les prochaines négociations pour le règlement des Réparations. L'Economiste Français* du 19 janvier 1929.

- LIESSE A. — *Les Travaux des Experts. L'Economiste Français* du 2 mars 1929.
- *Sur les Travaux du Comité des Experts. L'Economiste Français* du 13 avril 1929.
- *Au Comité des Experts. L'Economiste Français* du 11 mai 1929
- LOUCHEUR L. — Discours prononcé le 28 avril 1930. *L'Europe Nouvelle* du 3 mai 1930.
- LOUTRE C. — *Le Comité des Experts vu de Berlin. L'Europe Nouvelle* du 2 mai 1929.
- *Comment Berlin a-t-il interprété la réponse du Dr. Schacht ? L'Europe Nouvelle* du 27 avril 1929.
- MACCAs L. — *Les charges financières de la Grèce. Revue des Balkans*, janvier 1930.
- MARINKOVICI. — Déclaration aux journalistes yougoslaves à Genève *La Bulgarie* du 7 septembre 1929.
- MENDÈS P. — *La Banque des Règlements Internationaux*. Valois, Paris 1930.
- MIKITCH L. — *Le règlement des Emprunts Austro-Hongrois d'avant-guerre libellés en couronnes papier*. Thèse, Paris 1929.
- MINOST M.-E. — *La Banque des Règlements Internationaux. Le Capital* du 26 juillet 1929.
- MIRONESCO G. G. — Discours prononcé à la Conférence de La Haye. Séance du 14 août 1929.
- Exposé fait devant la Chambre des Députés, le 14 février 1930.
- MIRONOVIZ D. R. — *Les Réparations orientales. Revue des Balkans*, février 1930.
- MOUSSET A. — *La Hongrie et ses voisins depuis les accords de La Haye. L'Esprit International*, avril 1931.
- NEICOV P. — *Perspectives bulgares. La Revue de Bulgarie*, janv. 1930.
- NETTA X. — *Le problème des réparations allemandes. Cartea Romanasca*. Bucarest 1929.
- NOEL Pierre. — *L'Allemagne et les réparations*. Payot, Paris 1924.
- NOGARO B. — *Les dettes de guerre. Revue Economique Internationale*, 1920.
- OROMOLU M. — *Le Plan Young. Vütorul* du 25 mai 1930.
- ORMESSON V. (DE). — *Après les vacances des Experts. L'Europe Nouvelle*, 8 avril 1929.

OUALID W. — *Le dilemme : Une Allemagne ruinée ne paiera pas ; une Allemagne prospère pourra payer. L'Europe Nouvelle* du 31 mai 1924.

PÉPI A. — *Le Plan Young. Les Editions Internationales*, Paris 1929.

PERNOT M. — *La liquidation de la guerre et les accords de La Haye. L'Esprit International*, 1^{er} avril 1930.

PERTINAX. — *Un débat important s'annonce à La Haye entre les Puissances invitantes et les Puissances invitées. Echo de Paris* du 29 décembre 1929.

PINON R. — *Chronique Politique. Revue des Deux-Mondes*, 1929-1930.

POINCARÉ R. — Discours prononcé le 12 juillet 1929 à la Chambre des Députés. *Journal Officiel* du 13 juillet 1929.

POPOVICI M. — Discours prononcé à la Conférence de La Haye. Séance du 10 août 1929.

RADULESCO S. — *Le problème des Réparations et le Plan Dawes. Reforma Sociala. Bucarest* 1929.

RAY M. — *Pendant que se prépare la Conférence Internationale. L'Europe Nouvelle* du 13^e juin 1929.

— *Les problèmes de la prochaine Conférence. L'Europe Nouvelle* du 3 août 1929.

REYNALD G. — *Après la Conférence de La Haye. La Bulgarie*, 5 septembre 1929.

— *La Bulgarie et les Réparations orientales. La Bulgarie* du 3 janvier 1930.

SAINT-BRICE. — *Les vainqueurs de La Haye. Revue Universelle*, 15 septembre 1929.

SAINT-REAL. — *La préparation de la Conférence de la Haye. La Bulgarie* du 28 décembre 1929.

SARAÏLEV G. V. — *La seconde Conférence de La Haye. La Bulgarie* du 11 et 21 janvier 1930.

SEISANU R. — *La Roumanie n'accepte pas le Plan Young. Universul*, 7 juillet 1929.

SEYDOUX J. — *La révision du Plan Dawes. L'Esprit International*, juillet 1929.

— *Les Réparations et le Comité des Experts. La Revue de Paris*, 15 mai 1929.

- SOLACOLU B. — *Les Réparations allemandes. Le Plan Young*. Bucarest 1929.
- STERIAN P. — *La Roumanie et les Réparations*. Thèse Paris 1929.
- TARDIEU A. — *La Paix*. Payot, Paris 1921.
- TITULESCO N. — Déclaration faite à la Chambre des Députés, le 25 juillet 1921.
- Discours prononcé à la Conférence de La Haye. Séance du 7 août 1929.
- TUTUC I. — *Le Plan Young et la situation de la Roumanie*. *Argus* du 24 juin, 5 juillet, 6 septembre 1929.
- VENIZELOS M. — Déclaration faite aux journalistes à Rome, 31 juillet 1929.
- Discours prononcé à La Haye. Séance du 7 août 1929.
 - Discours prononcé à La Haye. Séance de la Commission financière, 14 août 1929.
- W. — *Histoire de la Conférence*. *L'Europe Nouvelle*, 24 août 1929.
- ZEUCEANU A. — *Résultats des travaux de la première Conférence de La Haye*.
- *Résultats des travaux des Comités techniques institués par la première Conférence de La Haye*.
 - *Résultats des travaux de la seconde Conférence de La Haye*.
 - *Les travaux de la Conférence de Paris, chargée de rédiger les accords avec la Hongrie*. (Manuscrits communiqués).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

DU TRAITÉ DE VERSAILLES AU PLAN YOUNG

CHAPITRE I. — <i>Les Clauses financières des Traités de Paix.</i>	17
Section I. — Considérations générales.....	17
— II. — Le Traité de Versailles.....	22
— III. — Les Traités de Saint-Germain-en-Laye, Trianon et Neuilly.....	28
CHAPITRE II. — <i>La Conférence de Spa et la fixation de la dette allemande.....</i>	42
CHAPITRE III. — <i>Le Plan Dawes.....</i>	52

SECONDE PARTIE

LE PLAN YOUNG

CHAPITRE I. — <i>Les travaux des Experts Financiers.....</i>	77
Section I. — L'évolution des négociations.....	77
— II. — L'analyse du Plan Young.....	92
— III. — La Banque des Règlements Interna- tionaux	103
CHAPITRE II. — <i>Points de vue des Petites Puissances.....</i>	115
Section I. — Considérations générales.....	115
— II. — Point de vue Yougoslave.....	119
— III. — Point de vue Grec.....	127
— IV. — Point de vue Roumain.....	138
CHAPITRE III. — <i>La première conférence de La Haye (4-31 août 1929).....</i>	146

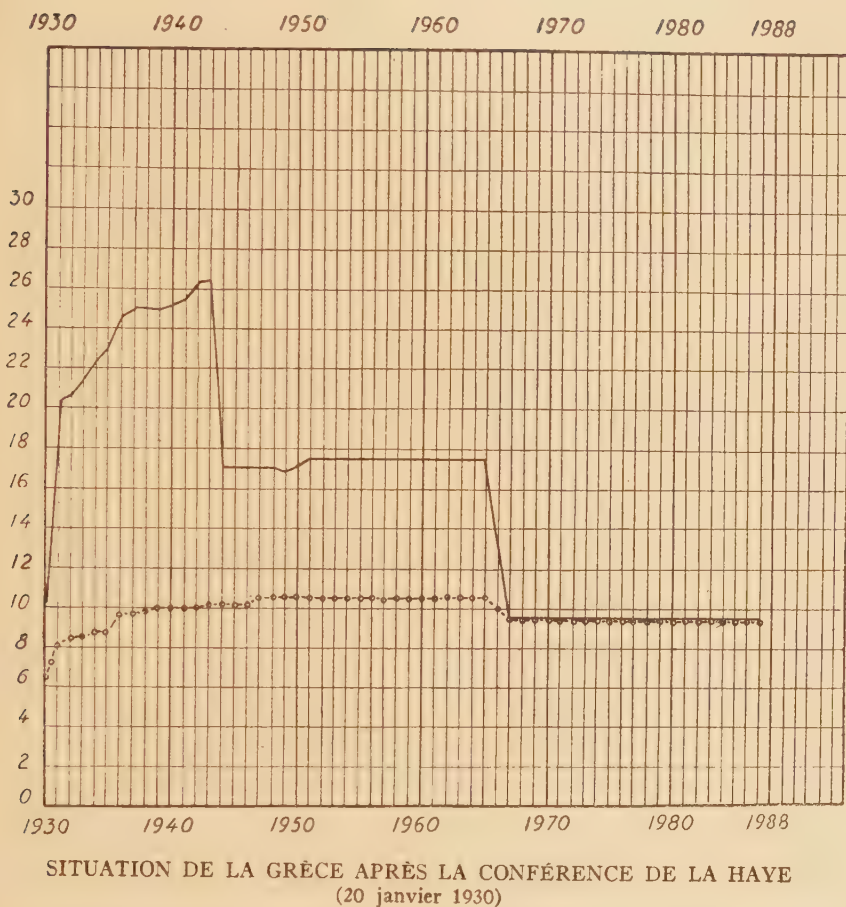
Graphique IV



SITUATION DE LA YUGOSLAVIE APRÈS LA CONFÉRENCE DE LA HAYE
(20 janvier 1930)

- Total des annuités (en millions Mk).
- - - - - Total des paiements extérieurs (Dettes de guerre).

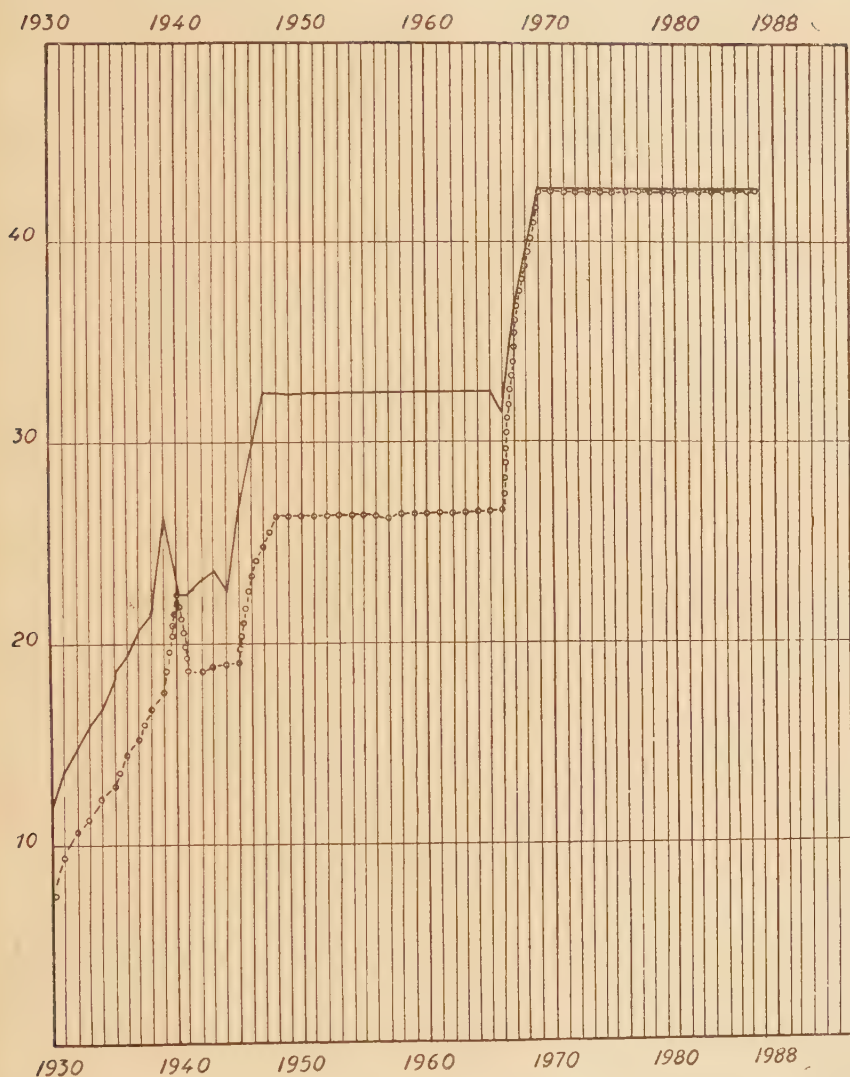
Graphique V



— Total des annuités (en millions Mk) (1).
 -○-○-○- Total des paiements extérieurs (dettes de guerre).

(1) Non compris la créance de 5 millions Mk pour le paiement des sentences prononcées en faveur des sujets grecs par le Tribunal mixte.

Graphique VII



SITUATION DE LA ROUMANIE APRES LA CONFERENCE DE LA HAYE
(20 janvier 1930)

- Total des annuités (en millions Mk).
- o-o-o-o-o-o- Total des paiements extérieurs (dettes de guerre).

IMPRIMERIE DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, — PARIS-AMENS

